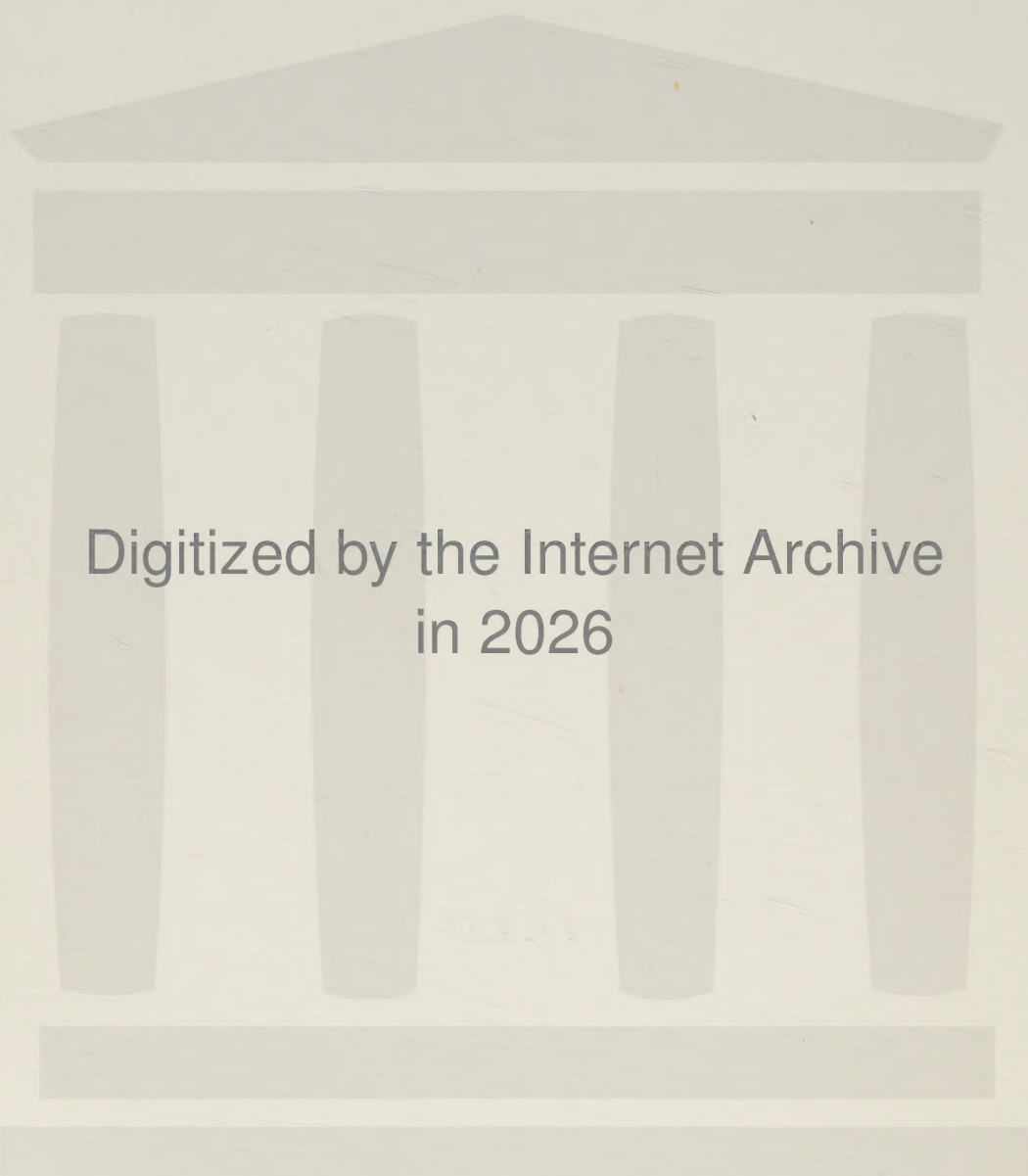


UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

A. Arveiler

LES ARRETS EN FINANCES
RENDUS AU CONSEIL DU ROI
LES 21 ET 27 OCTOBRE 1777

1968



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549932_0036

UNIVERSITE DE PARIS

FACULTE DE DROIT ET DES SCIENCES ECONOMIQUES

LES ARRETS EN FINANCES
RENDUS AU CONSEIL DU ROI
LES 21 ET 27 OCTOBRE 1777

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 23 Avril 1968
par André ARVEILLER

MEMBRES DU JURY :

Président : Madame M. BOULET-SAUTEL
Assesseurs : Monsieur R. BESNIER
Monsieur R. VILLERS

UNIVERSITY OF LEIDEN

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF LEIDEN

UNIVERSITY OF LEIDEN
LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF LEIDEN
UNIVERSITY OF LEIDEN

UNIVERSITY OF LEIDEN

UNIVERSITY OF LEIDEN
LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF LEIDEN
UNIVERSITY OF LEIDEN



UNIVERSITY OF LEIDEN

UNIVERSITY OF LEIDEN

UNIVERSITY OF LEIDEN
LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF LEIDEN
UNIVERSITY OF LEIDEN

La faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans la thèse ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leur auteur.

Avant-Propos

Il est d'usage de faire précéder tout inventaire d'une courte introduction. Celle-ci servira de prétexte à dire quelques mots de deux institutions du gouvernement royal de l'Ancien Régime : le Contrôle général des finances et le Conseil du Roi.

Le fonctionnement du Conseil était probablement très imbriqué avec celui du Contrôle. Mais l'on connaît encore mal la charnière entre les deux organes de l'administration, tant et si bien que l'essence du phénomène administratif échappe encore et que notamment restent obscures nombre de questions portant sur l'élaboration des décisions ainsi que sur les modalités et les conditions de l'activité gouvernementale à la fin de l'Ancien Régime.

Notre introduction a donc été conçue, à partir de l'inventaire des arrêts des 21 et 27 octobre 1777, dans le but de tenter de définir la nature des activités exercées par le Contrôle général des finances et le Conseil du Roi, et d'apporter quelques indications propres à éclairer ce problème, à l'époque de la réforme de Necker. Il s'agit donc de dégager petit à petit le contenu de la pratique administrative et gouvernementale en même temps que le critère de la distribution du travail entre les deux organismes et, par là même, de répondre à la question essentielle de savoir si le Contrôle général était bien, en fait comme en droit, au service du Conseil ou si, en réalité, celui-ci était à la merci de celui-là, lui servant en quelque sorte de paravent.

Y avait-il collaboration entre les deux institutions ou au contraire l'une d'elles -et laquelle- se servait-elle de l'autre pour aboutir à ses fins ? La puissance anonyme des bureaux allait-elle jusqu'à la prise effective

-quoique nécessairement discrète- du pouvoir réel ?

Pour tenter de répondre à ces questions il faudrait certainement connaître d'abord, avec précision, l'organisation et le fonctionnement effectifs de l'administration du Contrôle général ; décrire la vie quotidienne des bureaux ; rechercher, par exemple, comment s'articulaient les services les uns par rapport aux autres, quelles étaient les méthodes de travail des commis, dans quelles limites s'exerçaient les rapports hiérarchiques à l'intérieur de cette administration, dans quelles conditions les services préparaient les affaires sur lesquelles ensuite le Conseil statuait ; vérifier, notamment par l'examen des notes et documents divers des bureaux, dans quelle mesure les décisions n'étaient pas déjà prises par les services avant d'être envoyées pour la forme au Conseil ; en somme étudier les modalités des conduites, les attitudes et les mentalités des agents royaux et mesurer le degré de pesanteur de l'administration monarchique, auxiliaire du pouvoir politique certes, mais aussi, nécessaire volant d'inertie, tantôt suppléant à la faiblesse d'un pouvoir défaillant, tantôt freinant les impulsions d'un pouvoir fort.

La tradition juridique de la monarchie voulait que toute décision émanât du Roi statuant en son Conseil. Le Contrôleur général des finances, pas plus d'ailleurs que ses collègues les Secrétaires d'Etat, n'avait pas le pouvoir de décision. D'où l'idée première que les services n'auraient été que des organes de préparation et d'exécution des décisions que seul, en droit, le Conseil avait compétence de rendre. Une telle conception consacre la prééminence politique du Conseil du Roi.

Une deuxième thèse aboutit à donner au Contrôle un rang de supériorité technocratique par rapport au Conseil. En effet, l'analyse du phénomène administratif ne peut être seulement juridique et, pour être

honnête, il faut bien se demander si, parfois, le rôle de simple préparation des décisions joué par les bureaux du Contrôle ne les entraînait pas, en fait, aussi à concevoir ces décisions et, en les suggérant fortement au Conseil, à lui imposer leur façon de voir. Peut-on admettre sérieusement que le Contrôle général se bornait à instruire les requêtes présentées par les administrés sans chercher de-ci, de-là, à influencer sur les décisions du Conseil ? Ce serait simplifier cyniquement le problème. Mais doit-on en conclure que les bureaux faisaient "la pluie et le beau temps", que les affaires financières, en particulier celles relevant du contentieux administratif ou fiscal, étaient réglées non par devant un tribunal, par l'application d'une norme juridique, mais dans l'isolement d'un cabinet de fonctionnaire, grand ou petit, avec bien entendu le risque d'arbitraire qu'une procédure contournée pouvait entraîner ?

En somme, il convient de chercher à connaître la réalité du fonctionnement des deux institutions et de tenter de répondre à la question de savoir s'il y avait entre elles une opposition sourde et systématique ou au contraire une loyale et ouverte collaboration.

Dans le domaine de la description des structures et des procédures administratives, il apparaît que si des concepts et des méthodes ont déjà été dégagés, des évolutions attendent encore à être mises en lumière, notamment quant à l'analyse et à l'interprétation du fait administratif et de l'activité de gestion étatique sous l'Ancien Régime.

La démarche de notre recherche est simple : après un bref aperçu des structures du Contrôle Général en 1777, la majeure partie du commentaire des arrêts ici inventoriés s'efforcera de mettre en valeur le

rôle du Conseil en matière financière ; finalement, la reconstitution

- à titre d'illustration de nos hypothèses - d'un des dossiers tranchés

au Conseil le 21 octobre 1777 permettra, nous l'espérons, de saisir sur

le vif les méthodes du Conseil du Roi.

THE
JOURNAL OF THE
ROYAL ANTHROPOLOGICAL INSTITUTE
OF GREAT BRITAIN AND IRELAND
VOLUME 40
PART 1
1910
LONDON
PUBLISHED BY THE
Royal Anthropological Institute of Great Britain and Ireland
21, BEDFORD SQUARE, W.C.1
1910
INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

LE CONTROLE GENERAL DES FINANCES EN
OCTOBRE 1777 : ACTIVITES ET SERVICES.

Avant de présenter l'organisation du Contrôle général en octobre 1777 et de décrire les attributions qu'exerçaient alors les services qui le composaient, il est apparu nécessaire de rappeler quelle place tenait, au XVIII^e siècle, le chef de cette administration dans le gouvernement monarchique et d'expliquer dans quelles circonstances Necker avait été appelé à diriger les affaires financières du royaume.

L'organisation donnée aux services d'une administration ne constitue pas une fin en soi. L'édifice administratif est toujours dominé par l'impératif de la mission à accomplir aux conditions jugées les meilleures par son chef ; il n'est que le moyen mis en oeuvre pour servir une politique. C'est ainsi que l'organisation de l'administration des finances en octobre 1777 est liée à l'arrivée de Necker au ministère pour prendre la succession des Contrôleurs généraux, d'abord avec les titres de conseiller des finances et de directeur général du Trésor royal, puis avec celui de directeur général des finances.

Quelle était donc la place du Contrôleur général dans les rouages de l'administration financière au moment où Necker est appelé à la diriger et quelles réformes l'arrivée de Necker entraîne-t-elle ? Comment finalement les services du Contrôle furent-ils amenés à se partager ses lourdes responsabilités après l'installation définitive du banquier suisse ?

SECTION I

Le Contrôle général à l'arrivée de Necker

Héritier du surintendant des finances dont la fonction avait été supprimée, après l'arrestation de Fouquet, par l'édit du 15 septembre 1661, le Contrôleur général des finances était devenu, bien avant 1777, le plus important des ministres du Roi. A côté du chancelier et du garde des sceaux dont la fonction traditionnelle était essentiellement de justice et de représentation générale du gouvernement, à côté des secrétaires d'Etat qui, en plus du travail découplant de leur département spécialisé, avaient chacun la charge d'expédier les affaires de l'Etat dans un groupe de provinces, le Contrôleur général, chef unique de l'administration financière du royaume, apparaît comme le pivot du gouvernement royal.

Tout puissant technicien de la finance puisqu'il avait "la direction et l'administration générale de tous les revenus de l'Etat et de tout ce qui concerne les finances tant ordinaires qu'extraordinaires" (1), le Contrôleur général était omniprésent dans la conduite de toutes les affaires publiques. Il inspirait les choix politiques et l'orientation générale à donner à l'administration du royaume, contribuait à l'élaboration des mesures particulières de gestion qui étaient du ressort des autres départements ministériels, les décisions gouver-

(1) Ency. méth. Finances, tome 1, v° Contrôleur général des finances, p. 385.

nementales comportant le plus souvent des incidences financières sur l'opportunité desquelles il se prononçait.

A l'origine pourtant son rôle avait été conçu comme très effacé. Il n'était qu'un employé supérieur et non un ministre (2), car Louis XIV avait voulu se réserver la haute direction des finances afin d'interdire à tout jamais le renouvellement des malversations dont Fouquet s'était rendu coupable : en supprimant la commission de surintendant, le roi avait aussi anéanti la fonction ministérielle elle-même; se contentant de l'assistance d'un organisme consultatif, le Conseil des finances, dont le Contrôleur général - le titre était modeste quand Colbert le reçut en 1665 - était devenu le rapporteur. Ce n'est donc que progressivement que le Contrôleur général avait pris de l'importance, était passé au premier rang, était devenu un véritable ministre et même finalement le premier personnage du gouvernement royal, dans les mains duquel la finance et la politique de l'Etat se trouvaient réunies au point que l'on a pu penser que c'est un peu lui qui faisait l'unité du ministère à la fin de l'Ancien Régime (3).

De plein droit, par l'effet de sa commission, conseiller ordinaire au Conseil royal des finances (4), le Contrôleur général avait en cette qualité entrée et séance dans les différents conseils du Roi, à l'exception du Conseil d'Etat proprement dit.

(2) Le rôle effacé laissé au Contrôleur général ne lui conférait pas la signature en commandement qu'avaient les Secrétaires d'Etat. Ceci demeura un trait permanent de la fonction de contrôleur général jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Tout important qu'il devint en fait, le Contrôleur général dut toujours passer par un Secrétaire d'Etat pour obtenir la signature des arrêts en finances quand ils revêtaient la forme des arrêts en commandement.

(3) Marion. Diction. des institutions, v^o Contrôleur général des finances, p. 143.

(4) En 1663, Louis XIV avait joint à la commission de Colbert une place de conseiller ordinaire au Conseil royal des finances (Ency. méth. Finances, tome I, v^o Contrôleur général des finances, p. 383).

Au Conseil royal des finances, le monopole de la présentation et du rapport des affaires lui appartenait.

Ses attributions étaient multiples. Il était principalement chargé de régler les recettes et les dépenses, d'en établir annuellement les états de prévision, de veiller à la perception des ressources, de contresigner les ordonnancements de dépenses, enfin et surtout, il lui revenait la tâche, toujours délicate et discutée, de répartir les crédits entre les différents départements ministériels pour leur affecter une destination jugée opportune. Chef du département des finances, il donnait "tous les ordres nécessaires aux intendants des provinces, aux trésoriers des deniers royaux, aux fermiers, régisseurs, administrateurs et receveurs de quelques parties des revenus publics, comme droits des fermes, gabelles, aides, tailles, capitation, octrois, dixième, vingtième, etc, etc. Tout ce qui a rapport aux finances, les hommes, les choses, est soumis à son inspection et à son autorité qu'il n'exerce toutefois que sous celle du Roi dont il est censé prendre les ordres et faire exécuter les intentions" (5).

A ces préoccupations purement financières venaient s'en ajouter d'autres. Le Contrôleur général était aussi responsable de l'économie, de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, des travaux publics. Bien plus, l'autorité directe qu'il exerçait sur les intendants des généralités faisait de lui un ministre de l'intérieur, responsable du maintien de l'ordre, chargé de la tutelle administrative des villes, des communautés d'habitants et des corps dont la nation était constituée (6).

(5) Ency. méth. Finances, tome I, v^o Contrôleur général des finances, p. 333.

(6) Un contemporain, l'abbé de Véri, écrivait : "Le ministère de la Finance est ... le vrai pivot de l'administration générale. Son influence s'étend jusqu'aux racines les plus écartées : tout l'intérieur en dépend ; tout l'extérieur lui est subordonné : nul département ne peut aller quand il s'y oppose : le commerce, l'agriculture et les arts sont de son ressort" (Abbé de Véri, Journal, tome I, p. 156).

L'étendue de ses attributions avait conduit le Contrôleur général à s'appuyer sur des collaborateurs capables de le seconder utilement tant à l'échelon central - les intendants des finances - qu'à l'échelon régional - les intendants des généralités principalement.

On a volontiers comparé, et avec juste raison, les intendants des finances aux directeurs de notre actuel ministère des finances. Au nombre de six, ces commis de l'Etat avaient chacun la direction d'un département financier spécialisé, tels : les fermes et les aides ; les domaines ; les ponts et chaussées, les hôpitaux, prisons, municipalités et messageries ; la taille, la capitation, les vingtièmes et les finances des pays d'Etats ; le commerce ; le trésor royal(7). Ils rendaient compte au Contrôleur général sous les ordres de qui ils étaient censés agir. Ils n'avaient donc, en théorie, aucun pouvoir propre de décision : ils étaient tenus de faire rapport à leur chef de toutes les affaires qui relevaient de leur compétence. Mais l'état de subordination dans lequel ils se trouvaient vis à vis du Contrôleur général était difficilement conciliable avec leur statut : en effet, à la différence du Contrôleur général, commissaire révocable, les intendants des finances dont la charge avait été érigée en office à la fin du XVII^e siècle étaient inamovibles (8). On peut aisément imaginer les multiples conflits d'autorité qui, dans la pratique, devaient s'élever entre eux et leur chef hiérarchique : ils se savaient, de par leur office, les éléments permanents du ministère, le Contrôleur général ne faisant qu'y passer.

A la différence des intendants des finances, les trente deux intendants des généralités étaient entièrement subordonnés au Contrôleur général des finances. Choisis parmi les maîtres des requêtes suivant l'ordre de l'ancienneté ou pour des considérations de faveur, nommés par commission royale pour faire respecter les volontés gouvernementales, commissaires départis pour

(7) Marion. Diction. des institutions, v^o Intendants des finances, p. 299.

(8) Ency. méth. Finances, tome 2, v^o Intendants des finances, p. 623.

l'exécution des ordres de Sa Majesté, les intendants représentaient personnellement le Roi dans les provinces : ils veillaient à faire concourir toutes les parties de leur département au bien de l'Etat et recevaient pour mission d'informer le Roi et son ministre de la situation de leur circonscription. "Les intendants sont souvent consultés par les ministres sur les affaires qui s'élèvent dans leur département. On leur demande des éclaircissemens avec leur avis et c'est d'après leur réponse que ces affaires sont terminées. Quelquefois ils sont commis par des arrêts du Conseil pour entendre les parties, faire tenir registre de leurs prétentions, de leurs dires et réponses et instruire ainsi des affaires qu'il seroit trop long et trop dispendieux de suivre au Conseil..."(9).

Or, c'était principalement au Contrôleur général qui, en sa qualité de chef des finances du Roi, avait part dans les conseils au gouvernement de l'Etat que les intendants des généralités rendaient compte des missions d'administration générale de leur région. C'était principalement de lui qu'ils recevaient les ordres nécessaires au bon fonctionnement des services publics à l'échelon local. En effet, chargés de la police, ils avaient la surveillance du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, des corporations ; ils exerçaient la tutelle administrative sur les villes et sur les communautés d'habitants tenues de solliciter et d'obtenir leur autorisation pour tous les actes juridiques engageant leurs finances, notamment pour emprunter et employer leurs revenus patrimoniaux ; ils s'occupaient des travaux publics, réglaient la corvée royale, contrôlaient la gestion des eaux et forêts. En qualité d'agents financiers, ils étaient chargés de surveiller la gestion domaniale et de procéder à l'adjudication des terres royales ; ils avaient aussi des attributions fiscales : levée, répartition, perception et contentieux des impôts.

(9) Ency. méth. Finances, tome 2, v^o Intendants, p. 623.

C'est à la tête de cette administration complexe que fut installé Necker, progressivement, entre le mois de l'automne 1776 et le mois de l'été 1777.

Succédant en mai 1776 au réformateur intègre, sincère et opiniâtre qu'avait été Turgot, Clugny n'avait fait que passer au Contrôle général. A sa mort survenue le 18 octobre 1776, le premier ministre Maurepas, "surtout préoccupé de ménager les influences contraires et d'ajourner les difficultés" (10), conseilla à Louis XVI de faire appel à un praticien de la finance susceptible de rétablir le crédit public. L'Etat devait, à tout prix, retrouver la confiance des financiers dont l'appui allait se révéler indispensable pour armer la flotte et équiper l'armée qui se préparaient à la guerre contre l'Angleterre, à la suite de la proclamation de l'indépendance des Etats-Unis en juillet 1776. "On avait besoin, avant tout, d'un homme capable de faire arriver l'argent au Trésor, et ce besoin était si impérieux qu'on n'hésita pas à aller en prendre un qui avait contre lui le triple désavantage d'être étranger, protestant et roturier, mais qui avait la réputation d'être un banquier habile, fécond en ressources, et que le Trésor public avait déjà appris à apprécier pour ses secours prompts, abondants et discrets" (11) : cet homme s'appelait Necker.

Comme il n'était pas question de donner le titre de contrôleur général et par là même l'accès au Conseil à un étranger, Maurepas décida de dédoubler le ministère des finances en plaçant Necker, avec les titres de conseiller des finances et de directeur général du Trésor royal, à côté de Taboureau des Réaux qui lui, prenait, avec la fonction de Contrôleur général, la suite de Clugny : "les finances furent donc confiées en apparence à un contrôleur général, intendant de Valenciennes, homme obscur et sans ambition, Taboureau des Réaux :

(10) Lavissee. Histoire de la France, tome 9, p. 6.

(11) Marion. Histoire financière de la France, tome 1, p. 291.

en réalité à Necker, comme directeur du Trésor royal" (11). L'ambiguïté de la situation (12) apparaît bien à la lecture de l'Almanach royal pour l'année 1777. Sous la rubrique "Département de M. le Contrôleur général", on voit Taboureau des Réaux chargé notamment du Trésor royal, tandis que deux pages plus loin on lit que Necker a lui aussi la responsabilité dudit Trésor : "Département de Monsieur Necker, Conseiller des Finances et Directeur général du Trésor royal : Tous les objets relatifs aux recettes et aux dépenses du Trésor royal, sous les ordres directs de Sa Majesté" (13). Ainsi placé sous l'autorité immédiate du Roi, Necker n'avait aucunement à rendre compte de sa gestion au Contrôleur général et l'on imagine le caractère difficile, voire mesquin, des relations qu'ont pu avoir les deux hommes. Le dédoublement des responsabilités était d'autant plus préjudiciable à la saine gestion des affaires financières et au bon fonctionnement des rouages administratifs qu'en principe les services du Contrôle général restaient tous placés sous la coupe de Taboureau des Réaux. C'est auprès de lui que les intendants des finances et des généralités devaient venir prendre leurs instructions, c'est à lui qu'ils étaient tenus de rapporter les affaires de leur département. De son côté, pour remplir convenablement sa mission, Necker ne pouvait se passer du concours quotidien et de la franche collaboration des intendants, notamment des intendants des finances.

Pourquoi ne pas avancer cette hypothèse que les intendants des finances - dont il a été souligné plus haut l'indépendance due à leur situation d'officiers - sollicités tantôt par le Contrôleur général, tantôt par le Directeur du Trésor de prouver leur loyalisme, et estimant ne pouvoir servir deux maîtres à la fois, aient pu prendre le parti de n'en servir aucun.

(11) Marion. Histoire financière de la France, tome I, p. 291.

(12) Logette. Le Comité contentieux des finances, p. 83 et suiv.

(13) Alm. royal 1777, pp. 187-189.

On comprendrait mieux ainsi que Necker, soutenu par le Roi et le premier ministre, ait voulu mettre un terme à un conflit d'autorité qui, en divisant le ministère, compromettrait les chances de succès de sa politique financière : il forma le projet de supprimer les offices d'intendants des finances dont Moreau de Beaumont, Trudaine, Boullongne, Boutin, Ormesson et Fargès étaient titulaires. Pour sa part, en revanche, las d'être humilié par Necker qui officiellement n'était après tout que son conseiller, Taboureaux des Réaux épousa la cause de ses intendants et s'opposa à la suppression de leur office ; mais prenant conscience qu'il ne serait pas suivi par le Roi, il décida de quitter son poste de son propre vouloir plutôt que d'attendre son renvoi. Sa démission fut acceptée le 26 juin 1777.

Necker avait ainsi le champ libre. A défaut de pouvoir porter le titre de contrôleur général des finances, il se fit nommer, le 29 juin 1777, Directeur général des finances (14).

Dès sa nomination, Necker alla s'installer à l'hôtel du Contrôle général, rue neuve des petits champs (15). "Familiier seulement avec les questions de finances, et encore uniquement au point de vue pratique, ignorant l'administration, n'ayant en économie politique que des notions vagues et superficielles, Necker n'avait en arrivant au pouvoir d'autre idée préconçue que celle de plaire, coûte que coûte, et de gagner les faveurs de l'opinion" (16). Chez lui, le souci du qu'en dira-t-on était primordial.

(14) Ce titre n'était pas nouveau. "En 1701, sous M. de Chamillard, il fut créé deux directeurs généraux des finances, avec le droit d'entrer et de rapporter au Conseil royal, et néanmoins subordonnés au contrôleur général auquel ils étoient obligés de rendre préalablement compte des affaires ... La succession des contrôleurs généraux ... ne fut plus interrompue qu'en 1777, que l'on vit rétablir la place de directeur général des finances" (Encyc. méth. Finances, tome 1, v° Contrôleur général des finances, p. 388).

(15) Alm. royal 1778, p. 189.

(16) Marion. Histoire financière de la France, tome 1, p. 293.

Il l'avouera dans son Traité de l'administration des finances : "Entre tous ceux qui paroissent sur la scène du monde, c'est surtout le ministre des finances qui doit ménager, avec le plus de soin, l'opinion publique ; malheur à lui s'il la dédaigne ; car si cet administrateur, par indifférence ou par découragement, renonce à l'espoir de la considération, il ne cherchera plus que les suffrages qu'on obtient avec des complaisances, et ce sera par le sacrifice de l'ordre et par l'abandon des intérêts du prince qu'il grossira le nombre de ses alliés et qu'il essayera de lutter contre le mépris. On ne peut trop inviter les amis du bien public à seconder les ministres, qui tournent leurs premiers regards vers l'opinion publique et qui montrent le désir de l'obtenir ..." (17). Le souci d'une popularité qu'il jugeait indispensable pour mener à bien ses projets financiers, le désir qu'il avait de suivre pour cela un chemin dégagé des difficultés qu'il avait rencontrées depuis son arrivée au ministère en octobre 1776, notamment dans ses rapports avec les intendants des finances, amenèrent Necker à réaliser immédiatement la réforme administrative dont le projet avait poussé Taboureaux des Réaux à démissionner. Il désirait au plus vite réorganiser à son goût les services du Contrôle général dont il venait de prendre la haute direction.

Sa première préoccupation fut donc de s'entourer de collaborateurs qui lui soient tout dévoués : il obtint du Roi la suppression des six offices d'intendants des finances (18). Peut-être fut-il parcelllement désireux d'échapper lui-même aux critiques que depuis vingt ans la Cour des Aides émettait à l'encontre de ses prédécesseurs sur la question de leur intervention personnelle dans le règlement des affaires contentieuses (19) : il fit admettre l'institution, au sein du Contrôle général, du Comité contentieux des finances.

(17) Ency. méth. Finances; tome 3, v^o Opinion publique, p. 263.

(18) "M. Necker qui veut avoir l'influence du Contrôleur général sans en avoir le titre a craint que ces anciens magistrats [les intendants des finances] ne voulussent pas le seconder et travailler sous ses ordres ..." (Abbé de Véri. Journal, tome 2, p. 55).

(19) Logette. Le Comité contentieux des finances, p. 63 et suiv.

Cette double réforme fit l'objet de l'édit de juin 1777 (20) et l'Almanach royal renseigne précisément sur la mise en oeuvre immédiate des nouvelles dispositions (21). Du mois d'octobre 1776 au mois de juin 1777, le Contrôle général avait été divisé en trois groupes de services : d'abord, les départements du Contrôleur général, Taboureaux des Réaux ; ensuite, les départements des six intendants des finances ; enfin, ceux du nouveau conseiller des finances et directeur général du Trésor royal, Necker (22). La direction multicéphale des services du ministère avait entraîné un cloisonnement des activités et des responsabilités contraire à une bonne administration. C'est la raison pour laquelle l'édit de juin 1777 donnait à Necker la possibilité de bouleverser l'ordre établi dans les bureaux et, par là même, les habitudes de travail, pour imposer au Contrôle général une organisation de services et une répartition d'attributions, caractérisées l'une et l'autre par une concentration des pouvoirs de direction et de conception entre les mains du chef de l'administration financière, l'exécution des missions les plus importantes étant assurées par des agents responsables directement devant lui.

C'est le détail de cette concentration qu'il faut maintenant exposer.

(20) Jourdan, Decrussy et Isambert, Recueil général des anciennes lois françaises ... Paris, 1821 - 1833, t. XXV, pp. 51-52.

(21) C'est dans l'Almanach royal pour l'année 1778 que l'on trouve mentionnée la structure nouvelle donnée par Necker aux services du Contrôle général. Dans les pages qui suivent, il y sera fait de constants renvois : c'est pourquoi, il faut ici s'expliquer sur la valeur accordée à cette source documentaire.

On sait que le témoignage de l'Almanach royal a été souvent critiqué. M. Esmonin pour sa part estime que les "Almanachs royaux sont faits de seconde main, pour beaucoup de leurs parties, et [que] leurs rédacteurs se sont recopiés d'une année à l'autre, impertubablement, sans prendre soin de vérifier leurs dires. La règle qui s'impose aux travailleurs d'aujourd'hui est de n'accepter leurs renseignements que sous réserve de contrôle" (Esmonin. Note sur la valeur documentaire de l'Etat de la France et de l'Almanach royal, in Etudes sur la France des XVII^e et XVIII^e siècles, p. 233).

Bien qu'il n'ait pas été possible de contrôler les renseignements fournis par l'Almanach royal pour l'année 1778, faute d'avoir trouvé d'autres sources susceptibles de renforcer ses dires, il n'y a pas, dans le cas présent, de raisons de craindre une relation erronée de l'organisation du Contrôle général en octobre 1777. Au contraire, le rédacteur du texte de 1778 auquel on ne peut reprocher d'avoir recopié les mentions rapportées à l'Almanach de l'année précédente rend bien compte de la réforme de l'édit de juin 1777.

(22) Alm. royal 1777, pp. 187-189 et 225-231.

SECTION II

Organisation et activités des services du Contrôle Général en octobre 1777

En homme d'ordre et de méthode, Necker conférait au Contrôle général une triple structure : un Comité pour les affaires contentieuses des finances et deux grandes catégories de services : d'une part, les départements de l'administration générale des finances ; d'autre part, les départements financiers spécialisés (23).

§ 1.

Le Comité contentieux des finances

Il n'est pas nécessaire de s'attarder à la composition ou à la compétence ou au fonctionnement du Comité pour les affaires contentieuses des finances. (24)

(23) Alm. royal 1778, pp. 189-190 et 226-231.

(24) On consultera sur ces sujets : Logette, Le Comité contentieux des finances

On voudrait ici seulement se demander ce que pouvait être, en octobre 1777, ce Comité contentieux. Quel objectif immédiat avait-on voulu atteindre en créant cet organisme ? A quoi pouvait-il bien servir dès cette époque ?

Conformément aux vœux du préambule de l'édit de juin 1777 qui avait annoncé qu'il serait "composé de trois personnes que nous choisirons de préférence dans notre Conseil", le Comité était composé, en octobre 1777, de trois conseillers d'Etat : Moreau de Beaumont qui jusqu'ici avait eu une charge d'intendant des finances, Bouvart de Fourqueux, ancien adjoint de l'intendant des finances Trudaine et Dufour de Villeneuve qui avait exercé au Conseil d'Etat (25). Quoique composé exclusivement de conseillers d'Etat, le Comité n'apparaît pas de prime abord comme une nouvelle séance du Conseil du Roi spécialisée dans le jugement du contentieux financier. Il semble faire partie intégrante du Contrôle général plutôt que du Conseil.

La question est de savoir pourquoi le gouvernement royal avait jugé nécessaire l'établissement de ce Comité.

Une première explication est fournie par le préambule de l'édit de juin 1777 (26). Le Roi, en révélant sa résolution de laisser Necker réorganiser le Contrôle général en lui donnant "à quelques égards une forme différente", insiste d'abord sur la liberté d'action qu'il entendait accorder à l'administration de ses finances "dans le choix des moyens destinés à la seconder". Il s'agissait là d'une concession royale qui répondait vraisemblablement aux conditions exigées par Necker au moment où le poste ministériel lui avait été offert. Le Directeur général des finances recevait donc, officiellement, l'assurance de pouvoir organiser ses services en toute liberté et orienter le travail administratif de ses collaborateurs dans le sens de la politique financière qu'il entendait mener

(25) Alm. royal 1778, pp. 189-190.

(26) Il faut noter que cet édit n'a pas créé le Comité contentieux, mais a simplement annoncé sa création.

(la liberté d'action octroyée à Necker allait se traduire sur le champ par la suppression des offices d'intendants des finances). Mais cette liberté acquise par Necker pour le règlement des affaires financières allait apparemment se trouver restreinte sur un point particulier, celui du règlement du contentieux financier : "Nous avons cru en même temps conforme à la justice que nous devons à tous nos sujets de chercher à prévenir les inconvénients inséparables du trop grand nombre de décisions abandonnées jusqu'à présent au Ministre des finances et Nous avons pensé que, sans contrarier l'unité de dessein et d'opérations nécessaire à une telle administration, il étoit de notre sagesse d'établir un Comité sous les yeux duquel passeroient les affaires contentieuses qui y sont relatives ...".

En instituant le Comité, le Roi aurait donc voulu principalement interdire toute intervention arbitraire du Directeur général des finances et de ses commis dans le jugement des affaires financières. Il aurait prévenu du même coup toute nouvelle réclamation de la Cour des Aides (27). Le souci que Necker avait de ménager l'opinion publique laisse à penser qu'il avait lui-même approuvé, en l'espèce, la diminution de ses pouvoirs ministériels. Voici donc l'explication officielle donnée par le Roi pour justifier l'établissement du Comité. On doit remarquer cependant que le Roi entendait bien ne pas permettre au Comité de venir "contrarier l'unité de dessein et d'opérations nécessaire" à l'administration des finances et l'on peut penser que dans l'esprit du Roi la mission confiée au Comité ne devait en aucun cas venir gêner ou entraver la politique financière du Directeur général des finances. On peut noter encore qu'il n'étoit question que de faire "passer" devant le Comité les dossiers financiers. L'expression, vague à souhait, n'excluait pas la possibilité, pour les services du Contrôle général, de préparer les dossiers qui devaient être présentés au Comité avant d'être appelés au Conseil, de procéder en somme à l'instruction des affaires. L'intervention du "Comité sous les yeux duquel passeroient les affaires contentieuses" aurait pu alors ne consister qu'en un dernier coup d'oeil jeté sur les dossiers, acte final d'une procédure d'instruction ayant pour but de mettre, en droit, les affaires en état d'être jugées, alors qu'en fait elles l'auraient déjà été.

(27) Logette. Le Comité contentieux des finances, pp. 63 et suiv.

Telle est l'interprétation officiellement suggérée du rôle du Comité contentieux des finances. Pourtant, à la lecture approfondie de l'édit de juin 1777, une autre explication pourrait bien être donnée de la réforme de Necker. En définissant l'institution, en lui assignant son but, le préambule de l'édit déclarait que le Comité devait servir "particulièrement à assurer l'observation des règles et des formes ... [à] procurer aux décisions plus de confiance et d'autorité ... à maintenir et à perpétuer les principes ...", étant envisagé par des "administrateurs véritablement animés de l'amour du bien public ... comme un moyen de se garantir de la surprise et de l'erreur et de répondre plus dignement à notre confiance". Que signifie au juste cette déclaration d'intention ?

Il apparaît que le Comité était avant tout une création d'opportunité, qu'il avait été "fait sur mesure" pour Necker et vraisemblablement même par Necker (le Roi ne dit-il pas dans son édit : "Nous avons adopté d'autant plus volontiers le plan qui Nous a été proposé à cet égard ..." ?). On sait que traditionnellement le Contrôleur général des finances était l'unique rapporteur du Conseil royal des finances et que Necker avait dû se contenter de l'appellation plus modeste de Directeur général des finances. Puisque Necker ne pouvait entrer au Conseil pour rapporter lui-même les affaires de sa compétence, faute de porter le titre de Contrôleur général dont la place restait vacante, il avait bien fallu imaginer un système qui lui permit au moins de se faire représenter au Conseil par un homme qui y avait accès de plein droit. D'où l'idée pour Necker d'instituer un Comité non seulement pour échapper aux critiques qu'avait adressées à ses prédécesseurs la Cour des Aides, mais peut-être encore pour que l'un des membres de ce Comité, responsable devant lui, puisse valablement défendre les intérêts de l'administration des finances devant le Conseil royal.

Le motif déterminant qui avait amené la création du Comité était "de chercher à prévenir les inconveniens inséparables du trop grand nombre de décisions abandonnées jusqu'à présent au Ministre des finances". Mais une raison complémentaire aurait bien pu être la nécessité dans laquelle on se serait trouvé d'assurer la représentation du Contrôle général devant le Conseil. A cela, il faut ajouter le manque de qualification du Directeur général des finances qui, n'ayant reçu aucune formation professionnelle au sein du Conseil du Roi, manquait du sens de l'administration et devait se trouver bien aise de voir dans le Comité des conseillers d'Etat avertis, techniciens spécialisés dans les choses de l'administration, procéder aux études de contentieux financier qu'il était, quant à lui, vraisemblablement incapable d'entreprendre.

L'incapacité juridique de Necker pourrait expliquer la nécessité dans laquelle se serait trouvé le gouvernement royal de créer un organisme nouveau au sein du Contrôle général pour que la loi soit respectée, qui faisait depuis toujours du ministre des finances le rapporteur-né des affaires de son département devant le Conseil, et qu'ainsi soit assurée "l'observation des règles et des formes" tendant "à maintenir et à perpétuer les principes" traditionnels en la matière. Par ailleurs, l'inaptitude professionnelle de Necker pourrait expliquer aussi que ce Comité, composé de hauts fonctionnaires confirmés, connaissant les méthodes de l'administration et les principes jurisprudentiels utilisés pour fonder les décisions, ait été mis en place pour "procurer aux décisions [que le Conseil devait prendre sur le rapport d'un membre du Comité] plus de confiance et d'autorité", autorité qu'elles n'auraient eue si Necker avait été admis à rapporter, et encore pour permettre au Directeur général dont l'information était jugée insuffisante "de se garantir de la surprise et de l'erreur".

La fonction de ministre des finances aurait donc été en quelque sorte dédoublée. Tandis que la mission de chef de l'administration financière serait allée à Necker, celle de rapporteur au Conseil royal des finances serait allée à un membre du Comité contentieux, le plus ancien et le plus éminent, Moreau de Beaumont. Ce dernier agit en effet, en octobre 1777, en qualité de rapporteur et l'on voit sa signature apposée, à côté de celle du garde des sceaux, sur les minutes des arrêts rendus en Conseil royal des finances.

Reste la question de savoir s'il existait ou non un lien de subordination entre Necker et le Comité contentieux. Autrement dit, peut-on affirmer qu'en octobre 1777 le Comité fut un service, parmi d'autres, du Contrôle général ? L'Almanach royal pour l'année 1778 rapporte la mention du "Comité pour les affaires contentieuses des finances", sous la rubrique du Département des finances, directement après celle consacrée à Necker. Cette place accordée au Comité semble indiquer assez nettement qu'il s'agissait d'un organisme rattaché au Directeur général des finances et dépendant de lui (23). Il ne pouvait guère en aller autrement. La confiance dont Necker jouissait auprès du gouvernement, le fait par exemple que le souverain lui ait sacrifié Taboureau des Réaux et les six intendants des finances, qu'il ait laissé à son ministre une totale liberté dans le choix des moyens qui pouvaient le mieux convenir à la marche des affaires de son département, permettent de penser qu'il n'était pas dans le propos du Roi de laisser au Comité contentieux

(23) "Dans la pensée de ses promoteurs, le Comité contentieux n'a donc d'activité que dans l'orbe du Contrôle général des finances" (Logette. Le Comité contentieux des finances, p. 145).

une complète indépendance dans le domaine du règlement des requêtes financières. Cela aurait constitué un acte de défiance difficilement acceptable pour un ministre qui se savait devenu l'homme nécessaire et qui avait trop d'orgueil pour supporter une semblable humiliation. On imagine mal d'ailleurs qu'un ministre appelé à la tête des finances du pays pour restaurer le crédit public n'ait eu en pratique aucune possibilité d'exposer son point de vue, ne serait-ce que par personne interposée, devant un organe gouvernemental de décision tel que le Conseil royal des finances. On peut ainsi admettre que, lors de sa création en 1777, le Comité était, outre un moyen de tempérer le despotisme éventuel du Directeur général des finances, également un outil technique mis à sa disposition pour lui permettre de s'exprimer devant les instances gouvernementales dont l'accès lui était interdit par la loi.

Porte-parole de Necker, le Comité devait nécessairement dépendre de son mandant. Affirmer que le Comité n'était après tout qu'un service spécialisé du Contrôle général, c'est admettre que ses membres étaient soumis au contrôle hiérarchique du Directeur général des finances dont ils recevaient les consignes pour exécution. Ainsi compris, le Comité n'aurait pas eu, au moins en ses débuts, une autorité parallèle à celle de Necker, mais au contraire, il serait resté dans la dépendance directe du ministre des finances.

§ 2

Les départements de l'Administration Générale des Finances

Après avoir mentionné l'existence du Comité contentieux des finances, l'Almanach royal pour l'année 1778 ouvre une nouvelle rubrique : "Détail de l'Administration des Finances", rubrique complétée par l'énumération

ultérieure des "Principaux Commis des Départements de l'Administration Générale des Finances" (29).

Quatre services sont ici présentés, ayant tous respectivement à leur tête un haut fonctionnaire pourvu d'une commission (30) : Boullongne qui est conseiller d'Etat, Dufour de Villeneuve (31), Valdec de Lessart et Bonnair de Forges, tous trois maîtres des requêtes.

Entre eux, les compétences se répartissent de la manière suivante : Boullongne exerce le contrôle de tutelle sur les villes et les établissements hospitaliers ; Dufour de Villeneuve dirige le service des parties casuelles et des offices ; à Valdec de Lessart incombait la charge d'administrer le commerce de l'Inde, les monnaies, les Fermes générales et les demandes de grâces ; enfin, Bonnair de Forges s'occupait de la gestion du domaine royal, corporel et incorporel.

Chacun de ces services est lui-même divisé en plusieurs bureaux : Boullongne avait ainsi deux adjoints sous ses ordres, Duchaufour et Desnoyers ; Dufour de Villeneuve en avait également deux, Gaillard et Jacob de Sacney ; quant à Valdec de Lessart, il dirigeait quatre bureaux aux ordres de Fieux, Poignant, Gratart et Rotours ; Bonnair de Forges de son côté disposait de neuf collaborateurs : Harbot de Charmont, Bois le Conte, Desbocufs, Mortier (32), Hutel, Bruté de Nierville, Busserole, Lambert et Angebault et d'un caissier : Nouette de Lorne.

(29) Alm. royal 1778, p. 190 et pp. 228 à 230.

(30) Logette. Le Comité contentieux des finances, p. 46.

(31) Le maître des requêtes Dufour de Villeneuve ici mentionné comme chargé du département des parties casuelles ne doit pas être confondu avec un homonyme qui, lui, est conseiller d'Etat et siège au Comité contentieux des finances. Le premier a son bureau Quai d'Orléans, île Saint Louis, le second Petite rue Saint Gilles, près le Boulevard (Alm. royal 1778, p. 190).

(32) L'existence de Mortier est signalée dans les "observations, changements, corrections et avis tardifs survenus pendant l'impression" (Alm. royal 1778, p. 625).

Enfin, si l'on s'interroge sur le recrutement des nouveaux commis du Département des finances, il faut noter que sur les quatre commissaires, un seul, Boullongne avait porté le titre d'intendant des finances et conservait une partie des attributions qu'il avait eues auparavant (33). Ses trois autres collègues étaient, semble-t-il, des nouveaux venus au Contrôle général. Quant aux chefs des différents bureaux, ils avaient presque tous exercé déjà des fonctions de responsabilité auprès des anciens intendants des finances maintenant supprimés (34) : Duchaufour et Desnoyers avaient été aux ordres de Boullongne ; Gaillard, Jacob de Sacney et Poignant avaient été les collaborateurs de l'intendant des finances Fargès ; Narbot de Charmont, Desboeufs, Mortier, Bruté de Mierville, Busserole, Lambert et Nouette de Lorne avaient exercé leurs fonctions sous la direction de l'intendant des finances Moreau de Beaumont passé au Comité contentieux ; Mutel avait assisté l'intendant Boutin. Il s'agissait donc d'agents chevronnés, au courant du travail administratif et des méthodes habituelles du Contrôle général et capables de seconder efficacement leurs supérieurs, en particulier les trois maîtres des requêtes qui venaient de prendre leurs fonctions dans l'administration financière.

Reste donc à examiner dans leur détail les attributions de ces divers services afin de se rendre compte si le partage entre eux avait été laissé au hasard ou si Necker l'avait établi suivant un plan qui confirmait les grandes lignes de sa politique de réforme.

(33) Alm. royal 1777, p. 188.

(34) Alm. royal 1777, pp. 228 à 231.

I. Le département de Boullongne.

Le conseiller d'Etat Boullongne conserve, après la réforme de Hecker, la direction du service de la tutelle financière dont il avait eu la charge en tant qu'intendant des finances. Cette tutelle s'exerçait sur les collectivités locales (villes, bourgs, communautés d'habitants) et sur les établissements d'action sanitaire et sociale (hôpitaux, hôtels-Dieu, maisons de charité du royaume.).

Le contrôle de tutelle exercé sur les municipalités était l'une des principales branches de l'administration des finances. Son objet essentiel était de surveiller le régime et l'emploi des revenus communaux. Duchaufour dirigeait ce département des municipalités, avec mission de surveiller "la comptabilité des villes pour maintenir la balance entre les recettes et les dépenses, pour prévenir les écarts et les erreurs, et les empêcher de faire usage de ressources souvent dangereuses ou opposées aux vues générales du gouvernement" (35). Or, en cette matière, la législation était singulièrement touffue : un édit d'août 1764 avait prescrit aux villes de transmettre d'une part les comptes de leurs revenus patrimoniaux aux intendants des généralités qui, eux, devaient les adresser, avec leurs observations, au Contrôle général et d'autre part les comptes de leurs deniers d'octroi aux Chambres des comptes et aux bureaux des finances; en revanche, un "édit du mois de novembre 1771 ayant rétabli en offices les charges municipales, en révoquant l'édit de 1764 et sans rappeler les dispositions de cette dernière loi sur la comptabilité, elles sont tombées en désuétude et l'ancien usage qu'elles avaient eu pour objet de réformer s'est renouvelé, au grand préjudice de l'uniformité et de l'exactitude. Ainsi, dans l'état actuel des choses, quelques villes rendent compte aux intendants de leurs biens patrimoniaux et aux chambres des comptes

(35) Ency. méth. Finances, tome 3, V^o Municipalités, pp. 184 et suiv.

des deniers d'octroi. Dans d'autres villes, c'est le contraire : les juges ordinaires reçoivent les comptes des biens patrimoniaux et l'intendant ceux des octrois ; souvent même, dans une généralité, l'usage est différent ..." (36). Bref, le désordre comptable était si grand qu'il mettait le gouvernement dans l'impossibilité absolue de vérifier les états de situation fournis par les municipalités et, par là même, de se faire une opinion sur le degré d'endettement des villes. Ne pouvant prévenir, par un contrôle efficace, la mauvaise gestion des finances communales, il ne restait plus à l'Etat qu'à tirer les villes d'embarras lorsqu'elles étaient au bord de la faillite : le Trésor royal intervenait ainsi fréquemment par des avances de trésorerie ou par des subventions à fonds perdus.

Outre la tutelle des municipalités, Duchaufour avait également dans ses attributions le contrôle financier des établissements de soins et d'assistance (37). La gestion patrimoniale des hôpitaux laissait à désirer et des mesures susceptibles d'accroître leurs ressources s'imposaient : dans les années qui suivront son arrivée au Contrôle général, Neckér se préoccupera de cette question (38).

Enfin, par extension de ces mêmes pouvoirs de tutelle, le bureau de Duchaufour avait le contrôle de l'état des appointements des gouvernements municipaux, ainsi que l'inspection et la surveillance des bureaux des finances chargés de vérifier les comptabilités des villes et des communautés d'habitants.

(36) Ency. méth. Finances, tome 3, v^o Municipalités, p. 184 et suiv. et Jurisprudence, tome 10, v^o Municipalité, p. 565.

(37) Dans son Traité sur l'administration des finances, Neckér évaluait à plus de 700 le nombre des hôpitaux et à 110.000 le nombre de personnes secourues chaque année (Ency. méth. Finances, tome 2, v^o Hôpital, pp. 497 et suiv.).

(38) Un édit intervient en janvier 1780 pour opérer le redressement de la gestion financière des établissements hospitaliers. Cette loi engagera les hôpitaux à vendre leurs immeubles qui généralement ne rapportaient qu'un très modique revenu (Ency. méth. Finances, tome 2, v^o Hôpital, pp. 497 et suiv.).

Au second chef de bureau de Boullongne, le sieur Desnoyers, revenait la mission de faire assurer, dans les provinces, la distribution des remèdes aux pauvres et aux malades - il s'agissait là d'une attribution qui découlait du contrôle de tutelle que le bureau de Duchaufour exerçait sur les hôpitaux. Une telle distribution fut précisément ordonnée par le Roi en 1777 (39).

C'étaient là les seules attributions que Boullongne avait conservées après la réforme de l'édit de juin 1777. On lui avait retiré "la Ferme des postes, la Ferme des octrois municipaux, les anciens dons gratuits et les droits réservés, la régie des greffes, des hypothèques, des sols pour livre et droits y joints, la régie des droits réunis, la régie des droits de la Flandre maritime, les droits rétablis dans Paris, les droits sur les papiers et cartons, le marc d'or " (40), toutes matières relevant de la fiscalité indirecte réservées maintenant à l'un des premiers commis de Necker, Hamelin (41).

II . Le département de Dufour de Villeneuve .

Deuxième commissaire des départements de l'administration générale des finances, Dufour de Villeneuve est placé à la tête du service chargé d'administrer les parties casuelles et les offices. C'est l'intendant des finances Fargès qui, jusqu'en juin 1777, avait eu ces matières dans ses attributions (42). En succédant à Fargès, le nouveau chef de service avait été déchargé de certaines questions : les monnaies et les détails relatifs au commerce de l'Inde étaient à présent du ressort de son collègue Valdec de Lessart (43).

(39) Ency. méth. Finances, tome 2, v^o Hôpital, pp. 497 et suiv.

(40) Alm. royal 1777, p. 138.

(41) Infra p. 52 .

(42) Alm. royal 1777 , p. 139 .

(43) Infra p. 52 .

Deux chefs de bureau, anciens collaborateurs de Fargès, Gaillard et Jacob de Sacney assistaient Dufour de Villeneuve dans sa tâche.

Gaillard devait s'occuper de "l'exécution de l'édit de février 1771 concernant l'évaluation, le centième denier, les droits de survivance et de mutation des offices". Il s'agissait particulièrement de surveiller la rentrée du droit annuel de 1% que les titulaires d'offices qui n'étaient pas héréditaires (les offices de judicature et de finances) étaient obligés de payer au trésorier des parties casuelles afin de les conserver à leurs héritiers ou pour pouvoir en disposer de leur vivant. Ce droit de centième denier se payait "chaque année avant l'expiration du mois de décembre ; passé ce temps les offices pour lesquels il n'avait point été acquitté tombaient aux parties casuelles à la mort du titulaire et ses héritiers en étoient privés" (44). L'édit de février 1771 avait réformé la matière des offices de façon très appréciable. Il avait eu pour objet de "donner une base fixe et équitable à la perception de l'annuel qui depuis longtemps n'en avait guère : au lieu du soixantième de la valeur primitive de l'office, l'annuel ... dut être du centième de la valeur attribuée à l'office par l'officier lui-même, et cette fixation dut faire foi aussi en cas de vente ou de suppression : ce fut une des meilleures réformes de Terray. Inattaquable sous le rapport de l'équité, elle eut en outre l'avantage d'être fort avantageuse pour l'Etat : jusque là la caisse des revenus casuels recevait chaque année, en moyenne, de prêt, d'annuel, de droit de survivance, d'offices tombés aux parties casuelles, une somme de 1.443.000 livres ; depuis, sa recette moyenne fut de 3.613.000 livres" (45).

De son côté, Jacob de Sacney s'occupait des "parties casuelles en ce qui concerne l'exécution des édits et déclarations portant création des offices de gouverneurs et lieutenants du Roi des villes closes, des offices municipaux et de ceux du point d'honneur, la fixation des finances desdits offices et toutes les affaires contentieuses qui y sont relatives".

(44) Ency. méth. Finances, tome 1, v^o Annuel, p. 45.

(45) Marion. Dictionnaire des institutions, v^o Paulette, p. 435.

Quant aux offices de gouverneurs et de lieutenants des villes closes, le bureau de Jacob de Sacney contrôlait notamment l'application de l'ordonnance du 16 mars 1776 (46) concernant la création des postes de gouverneurs des villes fortifiées et de ceux de lieutenants royaux, placés à côté des premiers pour, en les doublant, leur faire perdre leur importance (47). Des offices municipaux (maires, lieutenants de maire, échevins, jûrats, assesseurs, contrôleurs des deniers patrimoniaux et d'octroi, greffiers, portiers, concierges, tambours, etc ...), on sait que la monarchie avait fait une source de revenus périodiques, tantôt les créant, tantôt les supprimant pour pouvoir les rétablir de plus belle (48). Jacob de Sacney avait la charge de fixer la finance des offices et d'instruire les nombreux dossiers contentieux qui s'y rapportaient.

III. Le département de Valdec de Lessart.

Le service confié au maître des requêtes Valdec de Lessart et aux quatre chefs de bureau Fieux, Poignant, Gratart et Rotours qui travaillaient sous ses ordres, réunissait des compétences démembrées de deux anciens offices d'intendants des finances. D'une part, Valdec de Lessart était chargé de la liquidation de la Compagnie des Indes et du commerce de l'Inde ainsi que des monnaies auparavant du ressort de l'intendant Fargès (49) ; d'autre part, il détenait également le contrôle des Fermes générales ainsi que des demandes de grâce, activités qui, avant la réforme de Necker, entraient dans les attributions de l'intendant Trudaine et de son adjoint Bouvart de Fourqueux (50) nommé depuis au Comité pour les affaires contentieuses des finances.

(46) Marion. Diction. des institutions, v^o Gouvernement, p. 259 et v^o Lieutenant, p. 336.

(47) Marion. Diction. des institutions, v^o Lieutenant, p. 335.

(48) Marion. Diction. des institutions, v^o Municipalités, p. 339.

(49) Alman. royal 1777, p. 189.

(50) Alman. royal 1777, p. 188.

Ces attributions un peu divergentes étaient réparties de la manière suivante entre les collaborateurs de Valdec de Lessart : Fieux et Poignant s'occupaient des monnaies, Gratart du commerce de l'Inde et Rotours des grâces et autres demandes analogues présentées au Roi. Valdec de Lessart avait gardé pour lui seul le contrôle des Fermes. A vrai dire, le contour de ces compétences multiples, résultat d'une histoire souvent complexe, n'est pas toujours facile à comprendre sur le plan rationnel.

C'est ainsi que le service de Fieux concernant "les projets, les affaires contentieuses des monnaies et autres qui n'ont point de département fixe" devait singulièrement recouper celui de son collègue Poignant qui avait les monnaies. A tout le plus peut-on penser que pour le premier il s'agissait d'une activité technique et contentieuse, comme on en trouve de nos jours dans les services ministériels chargés de faire des études et des projets de réforme, de donner des consultations juridiques et d'instruire les dossiers contentieux, tandis que Poignant devait administrer plus rigoureusement les profits retirés par l'Etat de l'établissement des monnaies (51).

Ce que l'Almanach royal qualifie "détails relatifs au commerce de l'Inde et droit d'indult", matières qui ressortissaient à la compétence de Gratart, recouvrait tout simplement d'une part la liquidation de la Compagnie des Indes décidée par l'Assemblée générale des actionnaires de ladite Compagnie, le 7 avril 1770 (52) et d'autre part l'application du tarif douanier,

(51) Sous l'Ancien Régime, les monnaies étaient considérées comme une branche des revenus de l'Etat et l'on parlait sans gêne du "bénéfice du Roi sur la fabrication des monnoies" (Ency. méth. Finances, tome 3, v^o Monnoies, p. 142).

(52) Malgré le soutien qu'elle recevait de l'Etat, la Compagnie des Indes avait vu son capital se dégrader peu à peu parce que "le goût du faste et de la dépense, tant en Europe que dans l'Inde, avait saisi les administrateurs ; on élevoit à grands frais des magasins et des bâtimens immenses à Lorient ; on construisoit un palais magnifique pour le gouverneur de Pondichery et des logemens superbes pour les employés de la Compagnie. De cette manière, les fonds morts augmentaient, les dépenses annuelles se multiploient par l'entretien de tous les bâtimens et le capital destiné au commerce s'anéantis-

fixé par arrêt du 29 novembre 1770 et frappant les marchandises importées de l'Inde, de la Chine, des îles de France et de Bourbon (53).

(../..) soit..." (Ency. méth. Finances, tome 2, v^o Inde, p. 567). Aussi, par un arrêt du 13 août 1769, le gouvernement qui avait pris à sa charge le déficit de l'exploitation - 100 millions en quarante ans - avait-il décidé de suspendre le privilège exclusif de commerce octroyé à la Compagnie (Ibidem). Les opérations de liquidation s'annonçaient difficiles. "Les objets qui... constituoient l'actif dépendoient en grande partie de recouvrements et d'opérations mêlées de difficultés et de lenteurs. En même tems il étoit essentiel que les époques des recettes concourussent avec les termes des engagements ; il falloit combattre et repousser une foule de prétentions injustes que la destruction de la Compagnie alloit faire éclore de toutes parts ; toutes ces opérations surpassant les forces d'une société qui n'avoit plus ni crédit ni pouvoir, il devint indispensable, pour l'intérêt commun des actionnaires et de leurs créanciers et même pour l'intérêt de l'Etat, que le Roi se chargeât de cette liquidation : tels furent les motifs qui déterminèrent la délibération prise dans l'assemblée générale tenue le 7 avril 1770. Les actionnaires remirent donc au Roi la totalité de leurs biens, meubles et immeubles, et s'engagèrent de plus à fournir une somme de quinze millions par la voie d'un appel" (Ency. méth. Finances, tome 2, v^o Inde, p. 573 et suiv.). Ce furent les services du Contrôle général qui eurent la charge d'examiner les titres des créanciers, d'instruire leurs réclamations et de poursuivre le recouvrement des sommes dûes à la Compagnie.

(53) L'arrêt du 13 août 1769 qui avait libéré le commerce de l'Inde avait annoncé l'assujettissement des marchandises importées de l'Inde, de la Chine, des îles de France et de Bourbon, à un droit de douane dit droit d'indult dont le tarif devait être ultérieurement publié. Effectivement, un arrêt du 29 novembre 1770 détermina les conditions de perception de l'indult : il était fixé à 5 % sur les marchandises de l'Inde et de la Chine et à 3 % sur celles des îles de France et de Bourbon ; il était perçu à Lorient, seul port par lequel ces marchandises pouvaient entrer en France, par les soins de la Ferme générale. L'intervention de la Ferme dans la perception de ce droit restait exceptionnelle : "Le droit d'indult n'a rien de commun avec les droits qui font partie de la Ferme générale ; l'adjudicataire en compte outre et par-dessus son bail, et son produit est employé aux frais de l'administration établie pour le commerce de l'Inde pour la vente des marchandises et l'entretien des facteurs, subrecargues et autres personnes employées aux achats tant dans l'Inde qu'à la Chine" (Ency. méth. Finances, tome 2, p. 597).

Quant à M. des Rotours, il se voyait attribuer non seulement les dossiers de grâce, mais aussi tous ceux, semble-t-il, que le Directeur général des finances ne voulait pas examiner lui-même parce qu'ils ne présentaient pas assez d'importance à ses yeux ou dont il ne pouvait, faute de temps, se charger.

En fait, la pièce importante de ce troisième département des finances était celle que s'était personnellement réservée Valdec de Lessart : les Fermes générales. L'Almanach royal manque de précision quant à la définition exacte de cette matière. On verra (54) qu'à Necker et à ses commis, Villiers et Villiers de Terrage, incombait le contrôle financier des Fermes. On peut en déduire que si le département de Villiers était essentiellement un service technique d'inspection et de vérification comptable, celui de Valdec de Lessart avait vraisemblablement une compétence administrative générale ayant trait à l'ensemble des rapports entre le gouvernement royal et les Fermiers, et plus spécialement à la mise en oeuvre d'une récente politique de substitution du système de la régie à celui de l'affermage. Selon une tradition ancienne de la monarchie, si les impôts directs étaient perçus en régie par des agents de l'Etat, les taxes indirectes étaient affermées (55) et, depuis le milieu du XVIII^e siècle, un bail général regroupait tous ces revenus en une seule ferme assurée par la Compagnie des Fermiers généraux (56).

(54) Infra p. 47.

(55) "Depuis que les impôts mis pour contribuer à la rançon du Roi Jean furent devenus permanens ..., l'usage de les donner à ferme s'introduisit dans le même temps. Mais alors ils étoient affermés par ville, par diocèse, par province" (Ency. méth. Finances, tome 2, v^o Ferme, p. 117). C'est vers la fin du XVII^e siècle que la Ferme des droits du Roi commença à prendre corps. Colbert afferma en effet dans un bail unique, en 1681, les aides, les gabelles et tous les droits qui jusqu'alors avaient fait l'objet de traités particuliers.

(56) Le système de la ferme fut généralisé en 1756 dans le bail Henriot : les sous-fermes étaient supprimées et les Fermiers généraux furent chargés d'exploiter les gabelles, les traites, les aides, les domaines, les octrois, le tabac. En octobre 1777, les impôts indirects les plus importants ainsi que l'ensemble des droits domaniaux, sauf les eaux et forêts, étaient affermés.

En octobre 1777, le bail en cours était celui de Laurent David, conclu le 2 janvier 1774 pour six ans, moyennant la somme de 152 millions de livres. Mais le système de la Ferme était fortement critiqué par l'école physiocratique et l'opinion publique - émue tant par ces objections doctrinales que par la bureaucratie minutieuse de la Ferme - ne se montrait pas moins hostile à des pratiques qualifiées de féodales. En partie pour satisfaire les uns et les autres, en partie pour augmenter les rentrées fiscales en supprimant certains bénéfices de la Ferme, le Contrôleur général Terray avait apporté plusieurs distractions au bail David. Pour en faire des régies particulières, il avait retiré du bail "la marque de l'or et de l'argent, celle des fers, les droits sur les suifs à Paris, les droits sur les papiers et cartons, les droits d'inspecteurs aux boucheries (régie des droits réunis, sous le nom de Fouache), les droits de greffe et d'hypothèque (régie Pirodeau), divers abonnements de franc-fief, les droits seigneuriaux casuels dus au Roi, etc., et surtout les domaines royaux corporels" (57). Succédant à Terray, Turgot continua sa politique sur ce point et, par un arrêt du 25 septembre 1774, fit encore mettre en régie "le recouvrement des rentes et recettes dues à l'Etat par les détenteurs des terres et des droits domaniaux engagés, c'est à dire aliénés ou affermés. Turgot était persuadé que la régie serait plus profitable au Roi que le fermage et moins onéreux pour les contribuables" (58). A son tour, Necker entendait bien poursuivre dans la même voie et, de fait, il devait en 1780 achever le dénombrement de la Ferme générale (59). Mais, en octobre 1777, période qui est celle de cette étude, il n'avait eu le temps

(57) Marion. Histoire financière, tome 1, p. 275.

(58) Lavisse. Histoire de la France, tome 9, p. 26.

(59) Necker attendra l'expiration du bail David pour achever le dénombrement de la Ferme générale, par l'arrêt du 9 janvier 1780. La perception des droits sera désormais répartie entre trois compagnies : la Ferme générale pour les gabelles, les traites, le tabac et les octrois de Paris ; la Régie générale, régie d'Etat, pour les aides et les droits annexes ; enfin, l'Administration générale des domaines, pour le domaine corporel et les droits domaniaux.

que de mettre en place quelques mesures de détail affectant le regroupement en une régie générale de diverses régies particulières comme il sera exposé plus loin, dans la notice consacrée au service de Hamelin (60).

En conclusion, à la lumière des explications précédentes, il semble que Necker, en confiant à Valdec de Lessart ce qui avait été, avant 1777, la charge de deux intendants des finances, n'ait eu d'autre but que celui de faire l'économie d'un haut fonctionnaire. Aucune autre hypothèse rationnelle ne semble pouvoir être avancée, en tous cas pas celle d'un regroupement d'activités de commune nature tant sont hétérogènes les compétences confiées à Valdec de Lessart.

IV. Le département de Bonnaire de Forges.

Comme celui de Valdec de Lessart, le département de Bonnaire de Forges est formé de la réunion de services auparavant dirigés par deux intendants des finances, Moreau de Beaumont et Boutin (61), à l'exception des aides qui furent confiées à Hamelin (62). Mais ici, la fusion apparaît avoir été décidée non seulement dans un but d'économie de personnel, mais encore pour soumettre à une direction unique l'ensemble de la gestion du domaine royal, corporel (domaine et bois, eaux et forêts) et incorporel (droits domaniaux).

L'étendue des attributions de ce département justifiait aux côtés de Bonnaire de Forges, la présence de dix collaborateurs chargés de diriger les bureaux spécialisés : Nardot de Charmont et Bois le Comte avaient la gestion des domaines et bois, Desbocufs administrait les eaux

(60) Infra p. 52

(61) Alman. royal 1777, pp. 188-189 et 228-231.

(62) Infra p. 52.

et forêts, Mortier s'occupait du contentieux (63), Mutel avait le domaine incorporel, Bruté de Mierville recouvrait les frais de justice des nombreux procès domaniaux, Busserole tenait l'état des domaines, Lambert avait la charge de l'entretien des bâtiments, Angébault recevait les placets, requêtes et mémoires, les renvoyait aux bureaux spécialisés pour suite à donner et assurait le secrétariat; Nouette de Lorme tenait la caisse du sol pour livre de la revente des domaines aliénés. Pour se faire une idée de l'importance des problèmes domaniaux en 1777, il suffira d'examiner les matières entrant dans les attributions de Nardot de Charmont, de Desboeufs et de Mutel.

La gestion des domaines et bois posait au gouvernement deux problèmes : celui de leur conservation et celui de leur rentabilité.

Pour assurer la conservation des propriétés, il fallait lutter contre les usurpations des voisins et des engagistes. Bien que l'on ait reconnu depuis longtemps l'absolue nécessité de procéder à un recensement des terres et domaines de la Couronne, la confection d'un terrier général était encore à faire en 1777 (64). Les diverses mesures prises pour pallier cette carence n'avaient pas toujours été ponctuellement observées (65). L'une d'entre elles cependant apparaît s'être maintenue, avec succès, jusqu'en 1777 : il s'agit de la création des inspecteurs généraux du domaine, chargés de remplir les

(63) Alman. royal 1778, p. 625.

(64) En 1655 et au cours des années suivantes, Louis XIV avait bien ordonné la confection de ce terrier, mais le travail, trop vaste et trop coûteux, n'avait été qu'ébauché (Ency. méth. Finances, tome 1, v^o Domaine, p. 597).

(65) Dès 1669, le fermier des domaines, puis en 1685, les receveurs généraux des domaines avaient reçu l'ordre d'indiquer tous les dix ans la consistance détaillée des biens et droits domaniaux situés dans leur généralité, tant de ceux qui se trouvaient encore dans les mains du Roi que de ceux qui avaient été aliénés. Mais les états demandés n'avaient pas toujours été fournis ou très imparfaitement (Ibidem).

fonctions de défense et de conservation des droits des domaines (66). En octobre 1777, trois inspecteurs, Comarieu, Lorry et Racine (67) avaient ainsi le droit d'entrer et de prendre séance au Bureau concernant les affaires des domaines et aides où ils étaient entendus quand ils le demandaient. Nommés par le ministre des finances, ces officiers exerçaient devant les conseils les fonctions d'avocats généraux, donnant leurs conclusions sur les affaires qui leur étaient renvoyées et s'y faisant entendre lorsqu'ils estimaient leur intervention nécessaire. Aux dires des juristes contemporains, leur rôle dans la conservation du domaine royal était d'une incontestable utilité (68).

Gérer le patrimoine au mieux des intérêts de l'Etat, assurer la revente des domaines aliénés aux meilleures conditions, telle était la seconde préoccupation domaniale du gouvernement. Il s'agissait ici essentiellement de paralyser la fraude des engagistes des domaines qui "pour se maintenir dans la jouissance de ceux qui sont mis en revente les font enchérir sous des noms inconnus ou composent avec ceux qui les ont enchéris et font ensuite passer des déclarations au profit de personnes notoirement insolvables ou inconnues de manière que la plupart des contrats de revente ne sont point levés et que Sa Majesté se trouve privée du montant des rentes moyennant lesquelles les adjudications ont été faites..." : pour mettre fin à ces abus préjudiciables aux finances de l'Etat, un arrêt en commandement du 7 mars 1777, rendu sur le rapport de Taboureaux des Réaux, avait minutieusement réglementé la procédure des adjudications au plus offrant des domaines et droits domaniaux appartenant à l'Etat (69).

(66) Par arrêts des 1er et 3 mai 1717, deux avocats du Parlement de Paris furent commis, avec le titre d'inspecteurs généraux du domaine, pour défendre et poursuivre en justice les intérêts du domaine de l'Etat. Ils entraient librement au dépôt des archives de la Couronne et se faisaient communiquer les titres litigieux dont ils levaient des extraits qui leur étaient délivrés sans frais (Ency. méth. Finances, tome 1, v^o Domaine, p. 607).

(67) Alman. royal 1778, p. 199.

(68) "Les recherches et le travail immense des inspecteurs généraux du domaine pour le soutien des possessions de la Couronne justifient l'utilité de leur établissement" (Ency. méth. Finances, tome 2, v^o Inspecteurs généraux du Domaine, p. 608).

(69) Ency. méth. Finances, tome 1, v^o Domaine, pp. 607 et suiv.

En prenant en mains les services du Contrôle général, Necker entreprit une réorganisation interne dans toute l'administration des domaines : d'une part, il supprima, par un édit d'août 1777, les offices de receveurs et contrôleurs généraux des domaines et bois, de receveurs particuliers, de gardes généraux et collecteurs des amendes qui tous devaient cesser leurs fonctions le 1er janvier 1778 et d'autre part, il mit fin à la régie Berthaux, régie particulière qu'un arrêt du 25 septembre 1774 avait établie pour neuf ans, pour la remplacer par une régie générale, la régie Jean-Vincent René, chargée de la gestion de l'ensemble des propriétés, droits domaniaux et féodaux appartenant au Roi (70).

L'administration des eaux et forêts avait pour objet d'exercer un contrôle de police sur la gestion des forêts appartenant aux propriétaires de biens de main-morte, pour la plupart communautés ecclésiastiques ou laïques. Les services occupaient un personnel nombreux d'officiers hiérarchisés : à l'échelon des généralités, parfois pour plusieurs généralités, il y avait un Grand-Maître ; par baillage, on trouvait une maîtrise dirigée par un maître particulier, secondé par un lieutenant, un garde-marteau, un greffier, deux arpenteurs ; aux échelons inférieurs - verderies et gruries - des agents effectuaient les tâches subalternes (71).

La législation forestière que les officiers avaient pour mission de faire respecter - interdiction de défricher, de couper les bois avant vingt cinq ans, obligation de conserver lors des coupes vingt cinq baliveaux par arpent, obligation de réserver le quart des bois en futaie - avait pour but d'accroître la production et de ménager aux établissements propriétaires les ressources nécessaires à l'entretien et à la reconstruction de leurs bâtiments. Elle se proposait aussi de mettre fin à la crise qui sévissait dans le pays : chaque année, les forêts perdaient du terrain en raison du développement de l'agriculture qui ne cessait d'étendre ses emprises et de

(70) Ency. méth. Finances, tome 1, v^o Domaine, pp. 607 et suiv.

(71) On trouve un état complet de l'administration forestière au XVIII^e siècle dans Cheruel. Diction. historique, v^o Eaux et forêts, p. 312.

l'industrie métallurgique dont la consommation évaluée au sixième des bois disponibles dans le royaume provoquait de grands dégâts (72).

En 1777, l'application de l'ordonnance de Colbert du mois d'août 1669 et des règlements ultérieurs arrêtés par le Conseil n'était pas entièrement suivie. Le gouvernement qui se heurtait à la force d'inertie des populations et aux protestations des communautés religieuses était fréquemment amené à accorder des dérogations. Bien plus, sa doctrine n'était pas parfaitement établie. On s'était aperçu en effet que la solution de l'ordonnance de 1669 qui était de laisser à la nature le soin de rétablir la végétation naturelle détruite par l'homme ne pouvait être utilement acceptée dans tous les cas, soit que le temps demandé fût trop long, soit que l'érosion des sols fût un obstacle, soit enfin que les peuplements à en attendre fussent sans valeur économique. Par ailleurs, alors que dans certaines provinces on réboisait méthodiquement, dans d'autres au contraire, sous l'influence des Physiocrates, on procédait, avec l'autorisation de l'administration, à des défrichements systématiques (73).

En octobre 1777, Necker venait de réformer le service des domaines en réunissant au domaine corporel les divers droits domaniaux : l'Etat administrait les droits de contrôle des actes des notaires (74), les droits d'insinuation et de centième denier (75), les droits de petit-scel (76),

(72) Devèze. Histoire des forêts, pp. 53 et suiv.

(73) Ibidem.

(74) L'enregistrement des actes notariés avait pour but d'assurer la conservation des actes et de leur donner date certaine : il donnait lieu à la perception de droits tarifés en 1722, dans l'un des 3.000 bureaux de contrôle répartis dans tout le royaume (Ency. méth. Finances, tome 1, v° Contrôle des actes des notaires, pp. 373 et suiv.).

(75) L'insinuation consistait dans l'enregistrement, dans les bureaux de contrôle, des actes translatifs de propriété : les immeubles étaient frappés d'un droit de 1%, les meubles étaient soumis au tarif de 1722 (Ency. méth. Finances, tome 1, v° Centième denier, pp. 217 et suiv. et tome 2, v° Insinuation laïque, pp. 606 et suiv.).

(76) Les droits de petit-scel étaient perçus par les contrôleurs des actes, agissant comme des gardes-scel en titre, lors de scellement des actes judiciaires émanés des cours souveraines et des présidiaux qui n'avaient pas de chancellerie (Ency. méth. Finances, tome 3, v° Scel, pp. 545 et suiv.).

les droits de contrôle des exploits (77), de formule (78), d'amortissement (79), de franc-fief (80), de nouveaux acquêts et d'usages (81). Dans l'esprit de son auteur, cette fusion des deux domaines n'était pas seulement une vue théorique, comme elle peut apparaître au premier regard : les domaines et bois ainsi que les eaux et forêts étaient exploités en régie alors que la gestion du domaine incorporel restait comprise dans le bail des fermes générales. Elle préfigurait les grands bouleversements, liés au démembrement de la Ferme générale, que Necker devait trois ans plus tard, apporter à toute l'administration des domaines (82).

(77) Les actes extrajudiciaires des huissiers et des sergents devaient, à peine de nullité, être enregistrés dans les quatre jours de leur date (Ency. méth. Finances, tome 1, v^o Contrôle des exploits, pp. 375 et suiv.).

(78) Les formules de papier timbré nécessaires à la confection des actes juridiques étaient mises en vente dans les bureaux de contrôle, à des prix variant suivant leur dimension (Ency. méth. Finances, tome 2, v^o Formule, pp. 254 et suiv.).

(79) A l'exception des hôpitaux, établissements de charité, églises et monastères, les mainmortables étaient redevables d'un droit très lourd de 5 et 6 % lors des opérations d'acquisition et de construction immobilières ou lors de l'acceptation de dons ou legs à charge de fondation (Ency. méth. Finances, tome 1, v^o Amortissement, pp. 35 et suiv.).

(80) Les roturiers possesseurs de fiefs ou de biens nobles payaient tous les vingt ans un droit correspondant à une année de revenus (Ency. méth. Finances, tome 2, v^o Franc-fief, pp. 286 et suiv.).

(81) Fixés et perçus comme les droits de franc-fief, les nouveaux acquêts frappaient les communautés ecclésiastiques pour les biens dont elles étaient usufruitières ou qui n'étaient pas encore amortis. De même, les communautés d'habitants étaient redevables de droits pour les biens dont elles avaient la possession et l'usage en commun (pacage, pâturage, glandage, chauffage, etc ...) (Ency. méth. Finances, tome 3, v^o Nouvel acquêt, pp. 226 et suiv.).

(82) En 1780, les deux domaines furent définitivement fondus au sein de l'Administration générale des domaines, l'une des trois compagnies que l'arrêt du 9 janvier établira (voir la note (59) ci-dessus).

On a relevé dans les explications précédentes que les services composant les départements de l'administration générale des finances exerçaient, dans le cadre de la mission financière dévolue au Contrôle général, des compétences essentiellement administratives. En comparant les attributions des six intendants des finances et celles des quatre commissaires du Conseil qui leur succédaient, on a fait la remarque que le Directeur général des finances avait dépouillé Boullongne et Bonnaire de Forges de toutes les matières fiscales - les Postes, les octrois municipaux, les anciens dons gratuits et les droits réservés, la régie des greffes, des droits réunis, etc., et les aidés - qui ressortissaient jusque là à la compétence des intendants, pour les transférer à Hamelin, l'un des premiers commis de ses départements.

Pourquoi, en supprimant les intendants des finances, Necker n'a-t-il pas transféré l'ensemble de leurs fonctions à ses propres départements ? Pourquoi malgré son désir de tout voir et de tout contrôler par lui-même, a-t-il créé quatre services d'administration générale et s'est-il contenté d'enlever à leurs responsables les détails fiscaux ?

Vraisemblablement, ne lui était-il pas possible de se passer tout à fait de techniciens de l'administration, lui qui n'était pas familiarisé avec les méthodes de travail en vigueur dans ces services et qui ignorait tout des solutions administratives qu'il convenait de donner aux affaires qu'ils avaient à suivre. En revanche, la responsabilité politique de la conduite des affaires financières qu'il avait acceptée en devenant ministre lui commandait de se rendre maître de tout ce qui traitait des impôts et droits fiscaux à recouvrer, et cela lui était d'autant plus facile que la pratique bancaire l'amenait à se sentir à l'aise dans le règlement des questions de pure finance. Ce sont là certainement les motifs qui l'ont poussé à séparer les fonctions financières d'administration générale des fonctions fiscales proprement dites et à confier les premières à des spécialistes du Conseil rompus aux affaires administratives pour faire exercer les secondes par les premiers commis des départements placés sous son contrôle direct.

§ 3

Les départements financiers de Necker

A côté des départements de l'Administration générale des Finances, l'Almanach royal pour l'année 1778 énumère huit services financiers spécialisés sous une rubrique intitulée : "Aux départements de Monsieur Necker, Directeur général des Finances" (83). Ces services qui apparaissent ainsi comme plus directement rattachés et plus étroitement soumis au Directeur général traitaient des matières que Necker considérait comme essentielles pour les finances du royaume et réglaient des affaires qui exigeaient dans leur conduite un maximum de dynamisme, car la responsabilité personnelle du ministre y était plus grandement engagée. A la différence des quatre services d'administration générale, les départements de Necker étaient des services purement financiers, fiscaux ou comptables. A ce titre, ils formaient vraiment les instruments moteurs de la mise en oeuvre d'une politique de restauration financière : la plupart avaient pour mission d'assurer d'abondantes rentrées d'argent. Ils étaient dirigés par des agents révocables dont le recrutement était plus souple que celui des commissaires placés à la tête des services généraux, puisque aucun n'était maître des requêtes et à plus forte raison conseiller d'Etat.

Leurs attributions se répartissaient de la manière suivante : Dufresne, premier commis des finances, avait la responsabilité du Trésor royal ; Mesnard de Conichard s'occupait des finances des pays d'Etats ; Villiers et Villiers de Terrage avaient le contrôle financier des Fermes générales et l'expédition des décisions financières du Conseil ; Dailly dirigeait le service des impositions directes ; Melin avait la charge de la dette publique ; Hamelin, les impositions indirectes principalement perçues en régie ; Couturier, les impositions indirectes perçues par la Ferme ; M. de Broé était à la tête du bureau des dépêches. Enfin, il faut mentionner Coindet qui assurait le secrétariat du Directeur général des finances.

(83) Alman. royal 1778, pp. 226-228 et 230-231.

I. Le département de Dufresne.

Premier commis des finances et, en cette qualité, "bras droit" du Directeur général, Dufresne avait la direction du Trésor. Quatre chefs de bureau étaient à ses ordres : Gojard, Drouet de Santerre, Panet et Duclaud dont les bureaux étaient installés respectivement à l'hôtel du Contrôle général et à Versailles. A l'exception de Panet, Dufresne et les trois autres chefs de bureau avaient été les collaborateurs immédiats de Necker à l'époque où il n'était que Directeur du Trésor (84). En prenant le titre de Directeur général des finances et la place de Taboureau des Réaux, en juin 1777, Necker avait maintenu dans leurs fonctions des collaborateurs dont il avait su apprécier la compétence, la fidélité et l'esprit novateur. Il pensait pouvoir compter sur leur assistance éclairée pour entreprendre les réformes de centralisation comptable qui lui paraissaient nécessaires à la claire vision des finances du royaume et dont effectivement il réussira l'année suivante à lancer les premières ébauches (85).

En qualité de directeur du Trésor, Dufresne avait donc à surveiller les deux officiers qui, depuis un édit de juin 1748, avaient été institués gardes du Trésor, ainsi que les quarante commis qui les assistaient dans leurs tâches quotidiennes et dont la dépense annuelle, à la fin de l'Ancien Régime, était pour l'Etat "un objet de quatre cent mille livres, non compris les gratifications qui s'accordent lors des emprunts et de l'établissement des loteries, à raison du travail extraordinaire qu'ils occasionnent" (86).

(84) Alman. royal 1777, pp. 189 et 227.

(85) Pour supprimer les cloisonnements établis entre les opérations des trésoriers et la surveillance de l'administration des finances, pour que les fonds existant dans les différentes caisses particulières puissent désormais contribuer à faciliter la trésorerie, un arrêt du 18 octobre 1778 fera obligation "à tous les trésoriers de dresser jour par jour un état des recettes et dépenses et d'envoyer tous les mois à l'administration centrale un relevé de ces comptes". Une déclaration du 17 octobre 1779 interviendra encore pour avertir les trésoriers, "qu'ils ne seraient déchargés des deniers reçus qu'en produisant les quittances des gardes du Trésor" (Lavissee. Histoire de la France, tome 9, p. 78).

(86) Ency. méth. Finances, tome 3, v^o Trésor royal, p. 739.

Les chefs de bureau qui travaillaient sous les ordres de Dufresne avaient notamment pour mission de tenir les états de caisse, les états des gages et appointements des membres du Conseil du Roi et des dépenses courantes de la maison du Roi, de veiller à la répartition des fonds entre les différents départements ministériels et surtout d'enregistrer, d'expédier et de conserver en dépôt les ordonnances de toutes les dépenses de l'Etat dont le Roi s'était, depuis le règlement du 15 septembre 1661, réservé la signature. C'étaient là les attributions de Gojard et de Drouet de Santerre. Duclaud quant à lui était chargé, depuis Versailles, d'expédier les ordonnances royales accordant des pensions, d'enregistrer les ordonnancements de dépenses émanés des Secrétaires d'Etat et d'assurer la liaison avec les bureaux parisiens de Gojard et de Drouet (87). On sait quelle autorité sur les autres ministres ces différentes missions pouvaient donner à Necker qui, bien que n'étant pas ordonnateur de dépenses, avait, en tant que chef de l'administration financière, le visa de tous les mandats de paiement des Secrétaires d'Etat et, par là même, le contrôle de fait de tous les engagements de dépenses (88).

II. Le département de Mesnard de Conichard.

La compétence de Mesnard de Conichard s'étendait aux finances des pays d'Etats : Bretagne, Languedoc, Bourgogne, Provence, Artois, Flandre, à celles de la ville de Marseille et des villes des pays d'Etats.

On sait que la taille royale était levée seulement dans les pays d'élections. Elle n'était pas perçue dans les pays d'Etats qui, eux, votaient, répartissaient et levaient eux-mêmes les équivalents qu'ils payaient au Trésor royal sous le nom de dons gratuits. Les pays d'Etats, privilégiés par rapport

(87) Alman. royal 1778, p. 230.

(88) Voir le commentaire de l'article 7 du règlement du 15 septembre 1661, in Rev. d'hist. mod. et cont. 1953, p. 192.

aux pays d'élections, rapportaient au Trésor des sommes moindres : représentant un quart de la superficie du royaume, ils ne supportaient qu'un sixième des impositions directes (39).

III. Le département de Villiers et de Villiers de Terrage.

Les attributions de ce département consistaient principalement dans le contrôle financier des Fermes générales et l'expédition des décisions financières du Conseil.

Ce service exerçait le contrôle financier des Fermes par "la vérification des états au vrai des Fermes générales et des petites gabelles, celle des comptes de passeport, des états de dépenses faites par l'adjudicataire des Fermes sur le prix de son bail, le visa des passeports émanés de Messieurs les Secrétaires d'Etat...". C'est là une activité technique d'inspection et de vérification comptable qui différenciait le département spécialisé de Villiers du service général que dirigeait Valdec de Lessart (90). Comme tout comptable, le Fermier devait rendre compte de sa gestion en dressant un état au vrai dans lequel il s'expliquait sur les recettes qu'il avait encaissées et les dépenses qu'il avait payées au cours d'une année de son bail. Arrêté au Conseil, cet état permettait au gouvernement de se rendre compte notamment de la situation financière de la Ferme et par là même de fixer au mieux de ses intérêts le prix du bail à venir. Bien entendu, la différence entre les recettes et les dépenses qui constituait le bénéfice de la Ferme était augmenté du montant des droits dont l'affranchissement avait été accordé par les passeports délivrés par le Roi, les Secrétaires d'Etat et le ministre des finances. "Toutes les marchandises accompagnées de passeport doivent être présentées aux bureaux des fermes situés sur leur

(39) Marion. Histoire financière, tome 1, p. 37.

(90) Voir supra p. 36.

passage pour que le receveur liquide les droits dûs en son bureau, au dos même du passeport ou de la copie collationnée qui lui est représentée. Cette opération étant ainsi renouvelée à tous les bureaux de la route qui tiennent les marchandises, depuis le lieu de leur enlèvement jusqu'à celui de leur destination ; il suit de là qu'en réunissant le montant de ces diverses liquidations, l'adjudicataire des fermes voit celui de l'indemnité qu'il est fondé à réclamer pour les objets passés en franchise" (91). Pour être valables, les passeports octroyés par les Secrétaires d'Etat devaient être visés par le ministre des finances. Chargé de contrôler les comptes de gestion du Fermier, Villiers avait donc aussi pour tâche de présenter au visa de Necker les passeports accordés par les autres ministres. Cette règle du visa était "fondée sur les articles 393 et 394 du bail général des fermes fait à Forceville en 1733" dont les clauses étaient toujours en vigueur à la fin de l'Ancien Régime (92).

Le département de Villiers avait encore la charge d'expédier les décisions financières du Conseil royal des finances. On sait que le Conseil royal des finances avait été créé pour remplacer le surintendant Fouquet et assister le Roi dans sa fonction de chef suprême de l'administration financière, en ce qui concernait spécialement l'ordonnancement des dépenses de l'Etat et plus généralement la gestion des deniers publics. Le Roi, en Conseil royal des finances, avait ainsi la plénitude des pouvoirs financiers, en dépenses comme en recettes. A ce titre, l'article 5 du règlement du 15 septembre 1681 portant établissement du Conseil royal disposait que les états de distribution des finances appelés aussi états du Roi qui prescrivaient aux comptables l'emploi qu'ils devaient faire de leurs fonds - première ébauche d'un budget des dépenses de l'Etat - fussent arrêtés par le Conseil, après étude par un intendant des finances désigné à cet effet et sur le rapport du contrôleur général des finances. Il en allait de même pour les états au

(91) Ency. méth. Finances, tome 3, v^o Passeport, pp. 300 et 301.

(92) Ibidem.

vrai par lesquels les comptables rendaient compte de la manière dont ils avaient exécuté le budget (93). En octobre 1777, c'était précisément Villiers qui était chargé de l'examen préalable des propositions budgétaires de dépenses pour les différents services et des comptes de gestion des comptables, examen dont il transmettait les conclusions, avec son avis, au Directeur général des finances aux fins de décision par le Conseil royal des finances. C'était ensuite Villiers qui expédiait les décisions rendues par le Conseil. Il s'agissait là d'une activité considérable et de premier plan. L'auteur anonyme du commentaire du règlement du 15 septembre 1661 (94) renseigne sur ces états de distribution. Il y en avait huit depuis un arrêt du Conseil du 30 octobre 1767, dont la confection était réservée à un intendant des finances. Depuis la réforme de l'édit de juin 1777, c'était Villiers qui, sous l'autorité de Necker, en avait la charge. Quant aux états au vrai, c'est à dire aux comptes de gestion des caissiers, ils étaient dans un premier temps vérifiés par les différents départements du Contrôle général selon leur compétence respective (par exemple, Melin pour les rentes sur l'Hôtel de Ville, Dailly et Petit des Rosiers pour les recettes générales, Bonnaire de Forges et Desbocufs pour les domaines et bois, Villiers pour les Fermes générales) (95), puis centralisés entre les mains de Villiers qui, après examen, les transmettait au ministre des finances. Necker en saisissait le Conseil royal qui les arrêtait.

IV. Le département de Dailly.

Dès l'arrivée de Necker à la tête du Contrôle général, Dailly succéda à son ancien chef, l'intendant des finances Ormesson, pour administrer

(93) Règlement du 15 septembre 1661, pub. par M. Antoine, Les Conseils des finances sous le règne de Louis XV, in Rev. d'hist. mod. et contemporaine, 1953, pp. 190 et 191.

(94) Ibidem.

(95) Alman. royal 1778, pp. 227 à 231.

le département des impositions, c'est à dire les contributions directes (96). Sur les six chefs de bureau qui travaillaient sous les ordres d'Ormesson, un seul, Anson, fut maintenu en place. Désormais, les impôts directs devaient être administrés par Anson, déjà cité, Tarbé, Petit des Rosiers et Gaudin de Valdancourt. En octobre 1777, l'activité du service central des impositions directes consistait dans la préparation du brevet de la taille ou premier brevet et sa présentation au Conseil royal des finances où il était arrêté chaque année, en février, pour l'année à venir ; la préparation, l'expédition et la vérification comptable du second brevet (impositions militaires, fonds des maréchaussées, imposition des étapes, imposition des convois militaires) ; la direction de la régie des poudres et salpêtres ; la confection, la présentation au Conseil et l'envoi aux intendants des provinces des états de la capitation, au titre de supplément de la taille ; la direction des vingtièmes affectés à l'amortissement de la dette et dont les états étaient arrêtés au Conseil royal des finances ; la fixation des impositions des pays conquis (Trois-Évêchés, Alsace, Roussillon, Franche-Comté, Lorraine et Corse) ; enfin, la fixation des contributions du Clergé de France, du Clergé étranger et de l'Ordre de Malte.

V. Le département de Melin.

Le service de la dette publique que dirigeait Melin avait essentiellement une activité comptable.

Sa première tâche consistait à liquider les finances de tous les offices -offices de contrôleurs-visiteurs des poids et mesures, de jurés, visiteurs, compteurs et mesureurs de bois, de marqueurs de draps et d'étoffes de laine et de toile, de vendeurs de poissons, de mesureurs de grains, etc.-

(96) Alman. royal 1777, p. 230.

supprimés par l'édit d'avril 1768 et dont les droits étaient perçus par la régie Bossuat qui, en 1777, fut incorporée dans la régie générale Compant (97). En octobre 1777, l'examen des titres des titulaires des droits supprimés n'était, semble-t-il, pas encore terminé puisque ce détail était mentionné par l'Almanach royal.

Le département de Melin avait aussi compétence pour vérifier les états de situation de tous les comptes présentés, conformément à la déclaration du 4 mai 1766, par le contrôleur des restes, officier chargé de poursuivre les débits des comptables dont les écritures étaient arrêtées par les Chambres des comptes (98), et par le contrôleur des bons d'état du Conseil pour le recouvrement des débits des comptables jugés reliquataires par le Conseil (99).

Melin dirigeait encore le bureau des rentes chargé de tenir l'état de toutes les rentes sur l'Hôtel de Ville, l'état des charges assignées sur les cinq grosses Fermes, sur les gabelles de France et du Lyonnais et sur les traites et d'inspecter les payeurs et contrôleurs desdites rentes (100). Le service de la dette devait prendre avec Necker une importance croissante puisque le Directeur général des finances, plutôt que de réformer le régime fiscal traditionnel et de relever les impositions, eut recours à l'emprunt pour le financement des dépenses de l'Etat, procédé dont il usa habilement et qu'il rendit populaire même, mais dont l'emploi exagéré devait finalement mener le pays à la ruine.

VI. Le département de Hamelin.

Hamelin avait la charge des impositions indirectes suivantes : les aides, le marc d'or, les droits des Postes et Messageries et les divers

(97) Infra p. 53.

(98) Ency. méth. Finances, tome 1, v^o Contrôleur général des restes, p. 392.

(99) Ency. méth. Finances, tome 1, vis Contrôle, p. 377 et Contrôleur des bons d'état du Conseil, p. 392.

(100) Ency. méth. Finances, tome 3, v^o Rente, p. 489.

droits exploités par la régie générale de Compant. On a dit (101) que sous les ministères de Terray et de Turgot, le gouvernement s'était efforcé de substituer la régie au système de l'affermage. Poursuivant sur ce point la politique de ses prédécesseurs, Necker prit, dès son installation à l'Hôtel du Contrôle général, des mesures pour consolider les réformes entreprises. C'est pourquoi le département de Hamelin était, en octobre 1777, en pleine transformation.

Les aides -droits de vente, de circulation et d'octroi frappant les boissons alcoolisées (102)- soulevant pour l'Etat trop de problèmes particuliers de perception restaient exploitées par la Ferme générale : Hamelin était chargé de veiller à l'exécution des règlements les concernant. Il en allait de même pour les droits de marc d'or, finance que payaient, avant l'expédition de leurs provisions, les particuliers qui obtenaient une grâce, une faveur, une commission ou une charge (103).

Les Postes par contre étaient en plein bouleversement : ayant constaté que la gestion des Postes avait laissé à la Ferme des profits trop considérables (104), un arrêt du 17 août 1777 venait de décider qu'une régie de six régisseurs prendrait, à compter du 1er janvier 1778, la suite des dix fermiers (105). Quant aux Messageries, exploitées par la Ferme de Claude Laure depuis un arrêt du 17 août 1776, Hamelin en étudiait la réforme qui ne devait pas tarder de voir le jour (106).

Le département de Hamelin avait enfin le contrôle de la régie générale Compant qu'un arrêt du 3 avril 1777 avait instituée pour regrouper les diverses régies particulières établies par Terray et obtenir, par la diminution du coût de gestion, un rapport plus important pour le Trésor.

(101) Supra p. 36.

(102) Marion. Histoire financière, tome 1, pp. 21 et suiv.

(103) Ency. méth. Finances, tome 3, v^o Marc d'or, p. 66.

(104) Le tarif du port des lettres en vigueur en 1777 était celui d'une déclaration du 8 juillet 1759 (Ency. méth. Finances, tome 2, v^o Lettres, p. 686.).

(105) Ency. méth. Finances, tome 3, v^o Postes, p. 356.

(106) Un arrêt du 23 novembre 1777 viendra casser le bail de 1776 pour confier le transport des voyageurs et des marchandises aux régisseurs des Postes (Marion. Histoire financière, tome 1, p. 321.

royal (107). La régie générale était chargée de percevoir de nombreux droits fiscaux. Certains frappaient des marchandises : droits sur les cuirs et peaux ; droits d'inspecteurs aux boucheries établis pour contrôler la qualité des viandes mises en vente (108) ; droits de marque et de contrôle des ouvrages d'or et d'argent créés en vue de prévenir la transformation des matières précieuses en ouvrages de luxe, préjudiciable à la fabrication des monnaies (109) ; droits de marque des fers levés sous le prétexte de garantir la bonne qualité des ouvrages et prévenir les accidents survenant lors de l'emploi des fers forgés (110) ; droits sur l'amidon et la poudre à poudrer créés lors de la disette de 1771 pour contrôler les amidonniers auxquels il était fait défense de travailler des grains panifiables (111) ; droits sur les papiers et cartons perçus depuis 1771 à l'entrée des villes et aux ports du royaume sur les papiers importés (112). La régie générale percevait encore d'autres taxes à l'occasion de certaines opérations : droits de greffe et d'hypothèques (113) perçus sous des noms divers, comme les droits des lettres de ratification délivrées en vue de la purge des hypothèques (114), les droits de quatre deniers pour livre perçus sur le montant des estimations et des ventes publiques de meubles (115), les droits de la bourse commune des huissiers

(107) Marion. Histoire financière, tome 1, pp. 318-319.

(108) Ency. méth. Finances, tome 2, v^o Inspecteurs aux boucheries, p. 614.

(109) Ency. méth. Finances, tome 3, v^o Marque et contrôle, p. 107.

(110) Ibidem.

(111) Ency. méth. Finances, tome 1, v^o Amidon, p. 34 et Marion. Dictionn. des institutions, v^o Amidon, p. 17.

(112) Ency. méth. Finances, tome 3, v^o Papiers et cartons, p. 281.

(113) Pour la perception des droits de greffe, la régie Compant succéda à la régie particulière de Pirodeau (Marion. Histoire financière, tome 1, p. 275).

(114) Sur ce point, la régie Compant prit la suite de la régie particulière de Jean Baptiste Rousselle formée par arrêt du 7 juillet 1771 (Ency. méth. Finances, tome 2, v^o Hypothèque, p. 524).

(115) Ency. méth. Finances, tome 3, v^o Office, pp. 252-253.

de Bretagne (116) ; droits des offices de mesureurs, auneurs et autres supprimés par l'édit d'avril 1768 (117) ; droits réservés substitués au don gratuit, frappant, à l'entrée des villes et sous forme d'octrois supplémentaires, les boissons, les foins, les bois de construction et de chauffage ainsi que le bétail (118) ; droits des quatre membres de la Flandre maritime levés également sur les boissons, les bestiaux et d'autres denrées (119) ; droits et octrois appartenant aux villes, communautés, hôpitaux et autres revenus dont la moitié était accaparée par l'Etat (120) ; enfin, depuis des lettres patentes du 6 août 1777, la régie de Compant encaissait les gages intermédiaires des offices vacants, c'est à dire les appointements attachés aux offices et courant du décès ou de la résignation des titulaires jusqu'au jour de la réception de leur successeur (121).

(116) On entendait par bourse commune "une masse composée de deniers provenant de droits ou de vacations que les officiers d'un corps rapportent à celui qu'ils ont chargé de recevoir, pour ensuite être partagés entre tous les confrères, après les dettes ou charges de la communauté acquittées. Ces sortes de sociétés sont permises pourvu qu'on n'établisse point de droits à la charge du public pour les former ...". (Ency. méth. Jurisprudence, tome 2, v^o Bourse, p. 102).

(117) La régie générale avait pris la suite de la régie particulière de Bossuat (Ency. méth. Finances, tome 3, v^o Office, pp. 252-253). La liquidation des finances des offices supprimés était du ressort de Melin (supra p. 51).

(118) Ency. méth. Finances, tome 1, v^o Don gratuit, p. 625 et Marion. Dictionn. des institutions, v^o Don gratuit, p. 186.

(119) Ency. méth. Finances, tome 2, v^o Flandre maritime, p. 212 et Marion. Dictionn. des institutions, v^o Flandre, p. 236.

(120) Ency. méth. Finances, tome 3, v^o Octrois, p. 239.

(121) Ency. méth. Finances, tome 2, v^o Gages intermédiaires, p. 351.

VII. Le département de Couturier.

Le service des impositions indirectes était scindé en deux : alors que Hamelin avait compétence pour les impôts exploités en régie, Couturier était responsable des droits indirects dont la perception se faisait par affermage. Les principales taxes indirectes gérées par la Ferme étaient les traites et le prohibé, les gabelles, les droits d'entrée de la ville de Paris et de ses faubourgs et le tabac.

En arrivant au Contrôle général, Necker était décidé à recourir à l'emprunt, seul moyen rapide et efficace de restaurer les finances publiques : le système traditionnel des impositions indirectes fut maintenu, sans changement notable, car le nouveau ministre voulait parer au plus pressé. Et pourtant, dans ce domaine, tout était à revoir.

La vétusté du régime douanier, intérieur et extérieur, entraînait des effets déplorables pour l'économie générale du royaume : la différence de réglementation entre les provinces, la complexité des règles de perception, le caractère tracassier des méthodes de la Ferme constituaient autant d'entraves au développement du commerce national (122). Seule la prohibition des denrées étrangères dont l'introduction en France était interdite ou soumise à des droits de douane très élevés produisait d'heureux effets économiques, étant instituée pour protéger l'industrie nationale et favoriser l'expansion industrielle des manufactures du royaume : elle s'appliquait notamment aux marchandises d'origine anglaise à l'égard desquelles elle apparaissait comme une sanction infligée par la France au gouvernement d'Outre-Manche qui refusait l'introduction de nos marchandises. La perception des droits prohibitifs était du ressort de la Ferme générale, ainsi que la

(122) Il faudra attendre la période révolutionnaire pour voir le commerce national échapper à une législation qui l'opprimait.

poursuite des contraventions à la législation protectionniste (123).

Couturier était encore chargé du contrôle et de l'application de la législation des impôts du sel : grandes et petites gabelles, gabelles des salines de Franche-Comté, Trois-Evêchés, Alsace et Lorraine, législation qui créait des inégalités régionales historiquement explicables mais fortement critiquées par les contemporains et dont l'excessive diversité entraînait les abus que l'on sait. Necker pourtant n'a pas entrepris de réformes en ce domaine si passionnément discuté, vraisemblablement par crainte de voir les pays privilégiés réagir violemment pour défendre leurs droits acquis (124).

Les octrois de Paris -qui remplaçaient la taille, inapplicable dans la capitale, en frappant les denrées de consommation courante- faisaient depuis peu partie du bail de la Ferme. Jusqu'en 1776, ils avaient été perçus en effet par plus de trois mille officiers, répartis en trente cinq communautés et chargés d'inspecter chaque nature de marchandises taxables sur les ports, quais, halles, marchés et chantiers de Paris : des arrêts des 6 février et 28 juillet 1776 avaient supprimé les offices et envoyé l'adjudicataire des Fermes en possession des droits à percevoir, dont le produit devait dorénavant être versé directement au Trésor royal (125).

La compétence de Couturier s'étendait aussi au contrôle du monopole du tabac et des droits de domaine de l'Alsace qui faisaient partie du bail de la Ferme générale. Etait enfin compris dans son département le contrôle fiscal des produits miniers et, par extension, la surveillance de l'exploitation des mines et carrières : cette branche d'industrie, dont le

(123) Ency. méth. Finances, tome 3, v^o Prohibition, p. 384.

(124) Dans son Compte-rendu et son Traité de l'administration des finances, Necker s'est efforcé de justifier sa carence en exposant longuement ses idées réformatrices en la matière (Ency. méth. Finances, tome 2, v^o Gabelle, p. 326 et suiv.).

(125) Ency. méth. Finances, tome 2, v^o Entrée, pp. 47 et suiv.

gouvernement royal s'était quelque peu désintéressé jusqu'à l'arrivée de Necker parce que, ne la considérant que sous son aspect fiscal, il n'y voyait qu'une ressource médiocre pour les finances du Roi (les mines de métaux courants, notamment les mines de fer qui étaient les plus nombreuses, étaient en effet exonérées de la taxe du dixième instituée sur les produits miniers au début du XVII^e siècle), retint immédiatement l'attention du Directeur général des finances par les perspectives d'expansion économiques qu'elle offrait pour concourir à la prospérité générale du royaume et à l'enrichissement de l'Etat : la création d'une école de minéralogie et de métallurgie, en 1778, et, trois ans plus tard, d'un corps d'inspecteurs des mines devait répondre au désir du ministre de parfaire la formation professionnelle des techniciens des mines, d'encourager les entrepreneurs grâce à l'assistance technique et financière de l'Etat et de ranimer l'industrie des forges et hauts fourneaux qu'une législation inadaptée avait maintenue à un niveau économique très bas (126).

VIII. Le département de Broé.

De tous les départements de Necker qui viennent d'être passés en revue, le bureau des dépêches dirigé par Broé était le seul à n'avoir aucune attribution relevant de la technique fiscale ou comptable proprement dite. Il s'agissait d'un service lié à la personne du Directeur général des finances. Il n'avait subi aucune transformation avec l'arrivée de Necker au Contrôle général : son chef avait été maintenu en place avec toutes ses attributions antérieures. Broé assistait Necker dans toutes ses missions de chef de l'administration financière en ouvrant le courrier, en préparant les

(126) Ency. méth. Finances, tome 3, v^o Mine, pp. 139 et suiv.

dossiers du ministre, en renvoyant les affaires aux différents services du Contrôle général pour étude ou exécution, en expédiant les affaires réservées, en rédigeant les mémoires pour le travail du Roi ainsi que les décisions de nomination aux postes d'intendants des généralités. Il avait aussi la charge de régler les affaires qui n'avaient pas de département fixe et d'expédier celles que Necker traitait lui-même.

x

x x

Une conclusion s'impose à l'esprit : le Directeur général des finances exerçait, en octobre 1777, sur les services du Contrôle général, une action personnelle beaucoup plus considérable que les contrôleurs généraux des finances qui l'avaient précédé.

Alors qu'en 1775, la répartition des tâches entre les départements des intendants des finances était à ce point incohérente et anarchique que l'on s'est posé la question de savoir "si des motifs de convenance personnelle des intéressés, c'est à dire des intendants des finances, n'étaient pas les seuls critères auxquels obéissait la répartition des compétences" (127), il apparaît qu'en octobre 1777, l'organisation du Contrôle général tendait vers un ordre rationnel voulu par Necker. Par nature, tous les services du ministre des finances exerçaient des activités à caractère financier.

(127) Logette. Le Comité contentieux des finances, p. 41.

Mais, en dehors du Comité contentieux des finances auquel il faut donner une place à part en raison de sa compétence très particulière, on remarque l'amorce d'une séparation entre les services administratifs et les services financiers à proprement parler, entre les départements ayant principalement des attributions de police générale et les départements à compétence spécialement financière. A la distinction organique qui existait avant la réforme de l'édit de juin 1777 entre les départements du contrôleur général, ceux des intendants des finances et ceux du directeur général du Trésor, Necker substituait une séparation fonctionnelle des attributions. Ce faisant il échappait au cloisonnement des services qui caractérisait l'ancienne organisation puisque tous les chefs de service -commissaires ou commis- restaient en droit soumis à son autorité.

Les départements de l'Administration générale des finances s'intéressaient aux questions financières générales : tutelle financière des villes et des établissements d'assistance (Boullongne), administration des parties casuelles (Dufour de Villeneuve), liquidation de la Compagnie des Indes, monnaies, Fermes générales, demandes de grâces, étude des renvois faits par le ministre (Valdoc de Lessart), gestion du domaine royal (Bonnaire de Forges). En revanche, les départements financiers spécialisés de Necker apparaissent comme les instruments moteurs de la mise en oeuvre de la politique de restauration financière du ministre des finances. Leurs attributions sont essentiellement fiscales ou comptables : Trésor royal (Dufresne), impositions des pays d'Etats (Mesnard de Conichard), vérification comptable des trésoriers des deniers publics (Villiers), impositions directes (Dailly), dette publique (Lelin), impositions indirectes (Hamelin pour les régies, Couturier pour les Fermes).

Ce nouvel aménagement des services du Contrôle général n'était pas le fait du hasard, mais le résultat d'un choix décidé par Necker. On a vu, chemin faisant, que les responsables des départements d'administration générale avaient été délibérément exclus des secteurs d'activité purement

financière. Cela est particulièrement remarquable pour l'ancien intendant des finances Boullongne auquel Necker avait retiré les impôts indirects pour les transférer au département financier de Hamelin qu'il avait placé sous son autorité immédiate. De même, les contributions directes dont l'intendant Ormesson avait eu la responsabilité n'avaient pas été attribuées à l'un des commissaires chargés de l'Administration générale des finances, mais elles avaient été confiées à Dailly dont le service relevait directement du Directeur général des finances. Cette répartition des services du Contrôle général en départements administratifs et départements financiers, cette séparation des fonctions de routine administrative d'avec celles exigeant de l'allant et du dynamisme correspondaient chez le Directeur général des finances à un état de nécessité : Necker qui avait été appelé pour relever la situation financière du pays à un moment où l'on se préparait à la guerre, devait consacrer toute son attention à combler les caisses de l'Etat, s'il voulait remplir sa mission avec succès. Il n'avait pas le temps -ni d'ailleurs la formation suffisante- pour s'intéresser encore aux problèmes d'administration générale. C'est pourquoi il avait organisé son ministère en homme d'affaires qu'il était, afin d'avoir constamment à sa portée un outil adapté aux desseins qu'il entendait poursuivre. Les affaires fiscales, essentielles à ses yeux, il s'en était réservé la direction parce qu'il désirait faire porter tous ses efforts sur les rentrées d'argent qu'il souhaitait massives et immédiates. Quant aux affaires générales qui ressortissaient à sa compétence ministérielle et qu'il jugeait mineures, il s'en était déchargé sur des praticiens de la chose administrative, sur des administrateurs formés au Conseil d'Etat et à qui il savait pouvoir faire confiance.

Par rapport à la structure donnée au Contrôle général avant juin 1777, l'organisation donnée aux services en octobre 1777 révèle de la part de Necker une volonté de concentrer entre ses mains les principales activités du ministère. L'organisation du Contrôle général, en octobre 1777, était donc dominée par la politique que Necker désirait adopter pour le rétablissement de

la situation financière du royaume. Parmi ses nombreuses préoccupations ministérielles, il avait donné une priorité à la restauration du crédit de l'Etat. L'action personnelle et directe que Necker voulait exercer sur la marche des affaires y relatives apparaît bien comme la conséquence de ce choix prioritaire. C'est là une vue qu'il ne faut pas oublier si l'on veut se reconnaître dans le fonctionnement même du Conseil, en ce qu'il touche les finances,

Le Conseil du Roi a vu et approuvé les conclusions du rapport de la Commission des finances, et a décidé que lesdites conclusions seraient exécutées. En conséquence, le Roi a ordonné que lesdites conclusions seraient exécutées.

CHAPITRE DEUXIEME

LE CONSEIL DU ROI

STATUANT EN MATIERE FINANCIERE EN OCTOBRE 1777

Les quarante-et-un arrêts de notre inventaire ont été rendus à Fontainebleau, pendant les vacances de la Cour (128). Quarante arrêts sont datés du 21 octobre 1777, un seul porte la date du 27 octobre 1777. Ce sont des arrêts en finances, c'est à dire, selon la terminologie de la pratique du XVIII^e siècle, des décisions rendues par le Roi dans les séances financières du Conseil, en dernier ressort, ne pouvant donc pas être cassées mais seulement passibles d'opposition et dont l'expédition était confiée à un secrétaire des finances (129).

On s'attachera d'abord à classer les arrêts inventoriés en les distinguant selon leur forme et leur objet. On s'efforcera ensuite, pour en poursuivre l'analyse, de montrer à travers eux comment s'effectuait, en octobre 1777, le règlement des affaires financières en Conseil du Roi.

(128) Comme à chaque automne, la Cour se rendit à Fontainebleau le 9 octobre 1777. "Le Roi se plaisait à chasser dans cette grande forêt ; il goûtait beaucoup cette vieille et noble demeure où il gardait tant de souvenirs. La Reine s'y ennuyait ; mais elle aimait les comédies qu'on y donnait et prenait prétexte des longues pluies de l'automne pour se livrer au jeu le plus effrené ..." (FAY. Louis XVI ou la fin d'un monde, p. 163).

(129) Ency. méth. Jurisprudence, tome 1, v^o Arrêt, p. 470 et tome 4, v^o Finance, p. 536.

SECTION I

Classification des arrêts des 21 et 27

octobre 1777

Comme tous les arrêts en finances, les arrêts des 21 et 27 octobre 1777 constituent des manifestations de la volonté du Roi exprimée en Conseil en vue de régler des affaires intéressant les services du Contrôle général des finances. On peut donc les classer soit d'après le mode de la manifestation de volonté qu'ils empruntent, d'après la façon dont la volonté royale s'est exprimée (classification formelle), soit d'après leur objet et leur nature interne (classification matérielle).

§ 1.

Classification formelle des arrêts

Parmi les caractéristiques formelles des arrêts inventoriés, on relève certains points communs mais aussi certaines différences.

I. Les traits communs.

Les arrêts des 21 et 27 octobre 1777 ont en commun deux qualités formelles. D'une part, ce sont tous des arrêts simples (130), reconnaissables à la formule d'introduction du dispositif : " le Roi en son Conseil " qui les distingue des arrêts en commandement rendus " le Roi étant en son Conseil ". Ils sont tous d'autre part rendus sur requête (131), aucun n'émane du propre mouvement du Roi.

L'exposé des arrêts débute par l'une des formules suivantes :

- "Vu au Conseil d'Etat du Roi la requête..." (arrêts n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 14, 19, 20, et 30 du 21 octobre 1777) ;
- "Sur la requête présentée au Roy en son Conseil par..." (arrêts n° 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 21, 22, 23, 24, 25, 38, 39 et 40 du 21 octobre 1777) ;
- "Vu au Conseil d'Etat du Roy la sentence (ou l'arrêt ou l'instance)..." (arrêts n° 26, 27, 28, 29 et 31 du 21 octobre 1777) ;
- "Vu par le Roi en son Conseil l'arrêt..." (arrêts n° 32, 33, 34, 35, 36 et 37 du 21 octobre 1777) ;
- "Vu au Conseil d'Etat privé du Roy l'instance..." (arrêt n° 1 du 27 octobre 1777).

On sait que les requêtes devaient être obligatoirement signées d'un avocat au Conseil (132). On constate que les minutes des arrêts font rarement état de la représentation des parties.

(130) Antoine. Le fonds du Conseil d'Etat du Roi aux Archives nationales, p. 38.

(131) Les arrêts sur requête sont ceux "qui n'ont été rendus que parce que le Roi en son Conseil a été saisi d'une affaire par requête... de tiers" (Ibidem, p. 35).

(132) Ency. méth. Jurisprudence, tome 1, v° Avocat aux Conseils, p. 628.

Seuls les arrêts n° 1, 2, 3, 4, 6, 21, 25, 29, 30, 38 et 39 du 21 octobre 1777 et l'unique arrêt du 27 octobre 1777 relatent l'intervention d'un avocat.

II. Les différences formelles.

Elles tiennent à l'intervention des parties, au rapport des affaires, aux signatures d'authentification et à la date des arrêts.

Parmi les arrêts inventoriés, les uns sont rendus sur requête simple, les autres sont des décisions intervenant sur une procédure contradictoire.

Vingt-quatre arrêts sur quarante ont été rendus sans qu'intervienne un adversaire à titre contradictoire. Il s'agit des arrêts n° 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 36, 37, 38, 39 et 40 du 21 octobre 1777. Dix-neuf de ces arrêts constituent des décisions administratives (arrêts n° 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 22, 23 et 40 du 21 octobre 1777) ou des arrêts de grâce (arrêts n° 24, 25, 26, 27 et 28 du 21 octobre 1777) qui n'appellent pas obligatoirement une intervention contradictoire : au cours de l'instruction du dossier, la consultation du service ou de l'agent royal intéressé (intendant de généralité, officier des Eaux et Forêts) suffit amplement. Les cinq autres arrêts rendus sur requête simple (arrêts n° 21, 36, 37, 38 et 39 du 21 octobre 1777) concernant des affaires contentieuses où deux intérêts, sinon deux situations juridiques, apparaissent en opposition et c'est à leur propos qu'en réalité se pose le caractère non contradictoire de la procédure, car l'absence de l'adversaire indiquerait qu'un véritable contentieux n'est pas en voie de se former. Cela n'est pas le cas. On remarque en effet que les arrêts n° 36 et 37 ont été rendus par défaut faute de conclure après qu'une mesure d'instruction ait tenté d'attirer l'adversaire dans le procès et que les arrêts n° 36 et 39 sont des décisions de soit-communié ayant précisément pour objet de rendre la procédure contradictoire ; quant à l'arrêt n° 21, s'il est bien intervenu sur une procédure non contradictoire, c'est qu'en fait il a pour objet de corriger simplement une erreur de compétence contenue dans une précédente mesure d'instruction et qu'en agissant ainsi le Conseil ne pouvait en aucun cas porter préjudice à l'adversaire absent.

Dix-sept arrêts sont à ranger dans la catégorie des décisions rendues contradictoirement (arrêts n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 14, 20, 29, 30, 31, 32, 33, 34 et 35 du 21 octobre ainsi que l'arrêt n° 1 du 27 octobre 1777). La contradiction n'est pas toujours formulée par une requête au sens strict du mot comme on peut en faire l'observation dans les arrêts n° 5, 20, 29, 30, 31, 32, 33 et 35 : elle est en effet également exprimée tantôt dans un mémoire (arrêts n° 1, 2, 3, 4, 7 et 34 du 21 octobre 1777), tantôt dans une réponse (arrêt n° 6), ou bien dans un dire (arrêt n° 1 du 27 octobre 1777). Il arrive même qu'elle soit incluse dans un procès-verbal dressé par un agent royal désigné par le Conseil et contenant les "comparutions, dires et réquisitions" des parties (arrêt n° 14).

Quant à la question du rapport des affaires au Conseil, des signatures d'authentification et de la date des arrêts, on doit distinguer les arrêts du 21 octobre 1777 de l'arrêt rendu le 27 octobre 1777.

Tous les arrêts du 21 octobre 1777 sont rendus sur le rapport de Moreau de Beaumont, président du Comité contentieux des finances. La mention du rapport intervient tout à la fin de l'énoncé des arrêts, après le visa des pièces produites et le développement des prétentions des parties. On lit généralement la formule : "Oui le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances". L'arrêt du 27 octobre a été rapporté par le maître des requêtes Bonnaire de Forges, chef du département des domaines au Contrôle général et membre du Bureau des domaines ainsi que de la Grande direction des finances. La mention finale de l'arrêt comporte aussi l'indication de la communication du dossier aux commissaires du Conseil. On lit : "Vu aussi les pièces ... et généralement tout ce qui a été remis, écrit et produit par les parties par devant le sieur Debonnaire Deforges, chevalier, conseiller du Roy en ses Conseils, maître des requêtes ordinaire de son hôtel, commissaire à ce député. Oui son rapport, après en avoir communiqué aux sieurs Daguesseau, doyen du Conseil, Feydeau de Marville, Le Pelletier de Beaupré, Bertier de Sauvigny, Joly de Fleury et Dargouges, conseillers d'Etat, commissaires du Conseil aussi à ce députés, et tout considéré ...".

Les arrêts portent tous, après le dispositif, à gauche du dernier feuillet, la signature du garde des sceaux, Hue de Miromesnil et à droite celle du rapporteur : Moreau de Beaumont pour les arrêts du 21 octobre 1777, Bonnaire de Forges pour l'arrêt du 27 octobre 1777. Ce dernier comporte en plus la signature des six commissaires du Conseil qui ont eu à examiner l'affaire.

En ce qui concerne leur date, on observe que les arrêts du 21 octobre ont été rendus un mardi ; celui du 27 octobre 1777 a été appelé à l'audience d'une séance réunie un lundi (133).

§ 2.

Classification matérielle des arrêts

Les arrêts des 21 et 27 octobre 1777 peuvent être définis eu égard à leur nature interne : il s'agit ici de rechercher, par l'examen de l'objet sur lequel porte la volonté royale, si les arrêts sont des actes à portée individuelle ou au contraire des actes juridictionnels intervenant en vue de trancher des contestations entre plaignants.

La classification matérielle des arrêts est ainsi en rapport avec la distinction aujourd'hui traditionnelle des fonctions juridiques de l'Etat : fonction exécutive ou administrative et fonction juridictionnelle. Mais on ne doit pas se laisser abuser par les mots car on sait que les publicistes de l'Ancien Régime n'ont jamais pris l'habitude de distinguer le pouvoir exécutif du judiciaire puisque, dans la personne du Roi, tous les pouvoirs, toutes les fonctions de l'Etat étaient confondus pour être exercés dans l'intérêt commun du royaume. Le Roi avait entre ses mains toute la puissance publique dont il était en droit l'unique source. Dans les conditions de l'époque, justice et administration sont donc officiellement confondues au Conseil, miroir fidèle de la prérogative royale. Reste à savoir, pourtant, si par la force des choses - en l'occurrence le développement exorbitant de l'administration au XVIII^e siècle et les conceptions nouvelles de la situation des sujets du Roi en face de l'administration - une différenciation n'est pas en train de s'établir entre le traitement par le Conseil des affaires de pure gestion et des affaires où s'opposent deux intérêts en présence,

(133) Cf. le calendrier pour l'année 1777 publié dans les premières pages de l'Almanach royal de cette même année.

celles-ci rappelant par leur nature même les dossiers juridictionnels.

Quant au fond, les arrêts inventoriés peuvent donc être groupés en trois catégories : quatorze arrêts sont des décisions administratives (arrêts n° 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 22, 23 et 40 du 21 octobre 1777), vingt-deux arrêts sont des actes de nature juridictionnelle (arrêts n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 14, 20, 21, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39 du 21 octobre et n° 1 du 27 octobre 1777), cinq sont des arrêts de grâce (arrêts n° 24, 25, 26, 27 et 28 du 21 octobre 1777).

I. Les décisions administratives.

D'après leur objet, on distingue deux groupes d'arrêts de nature purement administrative : ceux qui ont trait à la police des eaux et forêts, au nombre de dix (arrêts n° 8, 9, 10, 11, 12, 13, 16, 17, 18 et 19 du 21 octobre 1777) et ceux qui intéressent la gestion du domaine royal, au nombre de quatre (arrêts n° 15, 22, 23 et 40 du 21 octobre 1777.), matières qui relèvent toutes de la compétence de Bonnaire de Forges.

Les arrêts relatifs à l'administration des eaux et forêts.

Ils n'ont pas tous la même portée : le Conseil intervient, par six arrêts (arrêts n° 8, 9, 10, 11, 12, et 13 du 21 octobre), pour ordonner la vente de bois de réserve par adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur et l'affectation du produit à des dépenses nettement déterminées (travaux publics, remboursement de dettes, achats divers, etc ...) ; quatre arrêts (arrêts n° 16, 17, 18 et 19 du 21 octobre 1777) permettent aux requérants de couper des bois de réserve sans avoir à recourir à la procédure de l'adjudication.

A la lecture des minutes, la nature administrative de ces arrêts ressort avec netteté. Ils mettent en jeu l'exercice par l'administration royale du contrôle de police sur les particuliers ou les communautés laïques et ecclésiastiques propriétaires de forêts soumises au régime de l'ordonnance d'août 1669 : ceux qui désiraient vendre, couper ou défricher leurs bois étaient tenus d'obtenir au préalable une autorisation que l'administration délivrait par arrêt du Conseil.

Il serait trop long ici et sans grand intérêt d'analyser ces arrêts les uns après les autres. On s'arrêtera simplement sur le premier arrêt de la série, l'arrêt n° 8 du 21 octobre 1777 qui est particulièrement significatif de l'activité purement administrative du Conseil du Roi.

L'exposé de l'arrêt révèle que la communauté des habitants de Vielley située dans le comté de Bourgogne (134) avait saisi l'intendant de la généralité d'une demande en vue d'être autorisée à entreprendre des travaux publics : elle projetait de reconstruire le beffroi du clocher de l'église paroissiale, de construire cinq ponceaux dans le village, d'entreprendre des travaux d'adduction d'eau, d'édifier une maison pour loger le pâtre communal, de conforter et de mettre hors d'eau le presbytère. L'intendant de Bourgogne avait prescrit le 5 juin 1770 une visite des lieux et l'établissement d'un devis estimatif et descriptif des travaux et dans ce but le subdélégué de Besançon avait commis un architecte. Ces mesures avaient naturellement pour objet de permettre à l'administration de se convaincre de l'opportunité des travaux que la communauté requérante désirait entreprendre. De fait, au vu du rapport de l'architecte, le subdélégué avait procédé, à la date du 13 septembre, à l'adjudication au rabais des travaux jugés nécessaires, pour un montant de 5.200 livres. Il appartenait dès lors à la communauté de déterminer les moyens de financement des dépenses. A cet effet, elle avait pris la décision de vendre un canton de ses bois faisant partie de la réserve forestière. Mais pour une telle cession, il lui fallait obtenir l'autorisation prévue par l'ordonnance d'août 1669. Elle s'adressa au Conseil qui arrêta sa décision le 21 octobre 1777. Auparavant le maître particulier des eaux et forêts de Besançon qui avait eu à connaître pour avis la demande d'autorisation s'était prononcé sur l'opportunité du projet formé par la communauté de Vielley et dans un procès-verbal du 24 décembre 1771, estimant que le canton de bois à vendre était peuplé de mauvaises tiges, avait donné un avis favorable. De même, l'intendant de la généralité ainsi que le grand maître des eaux et forêts de Bourgogne avaient été appelés à donner leur avis.

Le caractère purement administratif de l'arrêt n° 8 du 21 octobre 1777 apparaît à un double titre : d'abord, parce que son dispositif contient toute une série d'instructions données à des agents de l'administration ; ensuite, parce qu'il a été rendu dans le cadre de l'exercice des pouvoirs de police de l'Etat.

(134) L'actuelle commune de Vielley qui comprend 280 habitants se trouve dans le département du Doubs, arrondissement de Besançon (Dictionnaire des communes, 1955).

L'arrêt s'adresse à divers agents royaux : grand maître des eaux et forêts, officiers de la maîtrise particulière, receveur général des domaines et bois.

Le grand maître de Bourgogne reçoit l'ordre de procéder à l'adjudication du canton de bois à vendre. Cet ordre qu'il transmettra pour exécution aux officiers de la maîtrise particulière est minutieusement détaillé. Le Conseil indique les conditions très précises et les réserves qui devront être insérées dans le cahier des charges de la vente et imposées à l'adjudicataire : elles ont trait au respect de la réglementation forestière (réserve de 25 baliveaux et de 4 arbres anciens par arpent, ravalement des souches au ras de terre) et au mode de paiement du prix de l'adjudication à verser non pas directement dans la caisse communale mais dans celle du receveur général des domaines et bois de Franche-Comté. Au grand maître incombera encore la charge d'ordonnancer le paiement des travaux projetés par la communauté et de veiller à ce qu'elle fasse assurer la surveillance de ses forêts, faute de quoi il serait pourvu d'office à l'établissement de gardes forestiers, aux frais de la communauté. Sur place, les officiers de la maîtrise particulière commis par le grand maître devront marquer du marteau du Roi les arbres et baliveaux à maintenir. Quant au receveur des domaines, il aura la charge de payer les travaux entrepris pour le compte de la communauté sur le produit de la vente des bois ; mais, auparavant, il devra retenir sur le prix de la vente des bois un montant de dix pour cent qu'il affectera au fonds destiné au soulagement des pauvres communautés de religieuses.

C'est en tant qu'autorité de tutelle supérieure et dans le cadre des pouvoirs de police de l'Etat que le Conseil intervient pour répondre à la requête de la communauté de Vielley. A ce point de vue, l'arrêt précise les différentes conditions desquelles il entend assortir l'octroi de l'autorisation délivrée à la communauté. Celle-ci sera tout d'abord tenue de contribuer au paiement du solde de la dépense qui s'élève à 3.200 livres alors que la recette escomptée de la vente du lot de bois se monte à 2.400 livres seulement : par cette disposition le Conseil signifie à la réquérante qu'elle ne doit pas s'attendre à obtenir une nouvelle autorisation de vente de bois pour financer le complément de la dépense des travaux projetés. Le Conseil ordonne ensuite à la communauté, après la

coupe des bois, de laisser les jeunes pousses croître en futaie et lui interdit de procéder à une nouvelle exploitation sans autorisation préalable. De plus, la communauté se voit mise en demeure de recruter, si elle ne l'a déjà fait, des gardes chargés de veiller à la conservation de la forêt communale et particulièrement des bois de recrû. Enfin, la communauté requérante devra justifier de l'emploi des fonds provenant de la vente des arbres en remettant au greffe de la maîtrise des eaux et forêts, dans les trois mois de leur date, les factures des travaux réalisés.

Les arrêts relatifs à la gestion du domaine royal.

Sur les quatre arrêts qui concernent la gestion du domaine, trois ont trait au domaine corporel (arrêts n° 15, 22 et 23 du 21 octobre 1777), un au domaine incorporel (arrêt n° 40 du 21 octobre 1777). On se trouve ici en présence d'actes de gestion statuant soit sur des demandes d'accensement de bois domaniaux que les requérants se proposaient de défricher pour les mettre en culture (arrêts n° 15 et 22), soit sur des réclamations en paiement (arrêt n° 23) ou en remboursement (arrêt n° 40) de droits domaniaux ne présentant, en l'état des requêtes, aucun aspect litigieux apparent. Il s'agit donc bien d'actes à portée individuelle de nature administrative.

L'arrêt n° 23 en fournit un exemple caractéristique. Les sieurs Mayer Jacob et Alexandre Aaron s'étaient adressés au Conseil pour demander le paiement d'une somme de 218 livres 13 sols et 4 deniers représentant les deux tiers du prix de l'adjudication de la glandée en grasse pâture auxquels ils avaient droit en leur qualité de sous-fermiers des domaines royaux de Grafftal (l'autre tiers appartenait au duc de Deux-Ponts qui avait juridiction sur les terres de Grafftal). L'exposé de l'arrêt nous renseigne sur le contenu de la demande des requérants : le receveur particulier des bois de la maîtrise de Sarreguemines avait indument encaissé le prix de l'adjudication et refusait de le reverser aux demandeurs, motif pris qu'il l'avait déjà fait entrer dans sa comptabilité par une inscription sur l'état du Roi qu'il ne pouvait rayer sans ordre du Conseil, faute duquel sa responsabilité pécuniaire se serait trouvée engagée (135).

(135) Ency. méth. Finances, tome 1, v° Comptable, pp. 340 et suiv.

En s'adressant au Conseil, les requérants dont les droits n'étaient pas contestés, semble-t-il, formuloient donc un recours de nature autant administrative que contentieuse contre la décision du receveur à l'effet d'obtenir du Roi qu'il donnât ordre à ce comptable de barrer la mention de la recette portée sur ses livres. Par l'arrêt du 21 octobre 1777, le Conseil repousse, sans explication apparente, la demande qui lui a été adressée.

L'arrêt n° 40 du 21 octobre 1777 est également très intéressant à souligner car il constitue une décision à la fois d'ordre administratif et comptable : sur la requête d'un sieur Roland qui justifiait avoir payé au Bureau des offices des droits inutiles dont il demandait le remboursement, le Conseil donne ordre au Trésorier des revenus casuels et au Trésorier du marc d'or en exercice d'opérer le reversement des droits et décrit à quelles conditions les écritures comptables seront régularisées.

II. Les actes de nature juridictionnelle.

On peut classer les arrêts contentieux à différents titres. Au point de vue de l'effet qu'ils ont sur le déroulement du litige, on distingue les arrêts définitifs rendus sur le fond de l'affaire et les arrêts d'avant faire droit rendus au cours du procès, à l'occasion d'une mesure d'instruction : sur les vingt-deux arrêts contentieux de notre inventaire, dix-huit ont été rendus sur le fond (arrêts n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 14, 20, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36 et 37 du 21 octobre 1777 et n° 1 du 27 octobre 1777) et quatre sont des arrêts d'avant dire droit (arrêts n° 21, 29, 38 et 39 du 21 octobre 1777). Au point de vue procédural, le Conseil n'a pas été saisi de la même manière pour chacune des affaires dont il eut à connaître : sept arrêts sont intervenus sur des appels interjetés contre des ordonnances du lieutenant général de police de Paris ou des intendants des généralités (arrêts n° 1, 2, 3, 6, 7, 32 du 21 octobre 1777) ; quatre arrêts ont statué sur des pourvois en cassation (arrêts n° 33, 35, 36 et 37 du 21 octobre 1777) ; deux arrêts ont été rendus à la suite d'un renvoi (arrêts n° 5 du 21 octobre et n° 1 du 27 octobre 1777) ; deux autres ont tranché des litiges introduits directement au Conseil, sans procédure judiciaire préalable (arrêts n° 14 et 38 du 21 octobre 1777) ; un arrêt a statué sur un recours en interprétation (arrêt n° 21 du 21 octobre 1777).

Quant au fond, les arrêts contentieux inventoriés concernent toujours des affaires relevant de la compétence des services du Contrôle général tels qu'ils sont

organisés en octobre 1777 : contentieux des impositions indirectes du ressort de Hamelin (arrêts n° 1 à 7 du 21 octobre 1777), de la gestion des domaines et des eaux et forêts du ressort de Bonnaire des Forges (arrêts n° 14, 20, 21, 29 du 21 octobre 1777 et n° 1 du 27 octobre 1777), des mines et des autres impositions indirectes entrant dans les attributions de Couturier (arrêts n° 31 à 37 du 21 octobre 1777), des parties casuelles administrées par Dufour de Villeneuve (arrêts n° 30, 33 et 39 du 21 octobre 1777).

Le contentieux des impositions indirectes administrées par Hamelin.

Les arrêts n° 1, 2, 3 du 21 octobre 1777 ont été rendus par le Conseil dans des affaires opposant des amidonniers du faubourg Saint-Antoine à Paris à la régie Fouache. Les amidonniers avaient frappé d'appel des ordonnances du lieutenant général de police du 15 juillet 1777 homologuant des saisies de morceaux d'amidon non déclarés (136) : le Conseil rejette les appels.

L'arrêt n° 4 du 21 octobre 1777 rejette l'opposition formée par la ville de Mantes à un arrêt du Conseil du 27 mai 1777 faisant droit à la régie Bossuat au sujet de la perception des droits de vendeurs de poissons et de mesureurs de grains dont elle avait été chargée après que l'édit d'avril 1763 ait supprimé les offices correspondants (137). La ville de Mantes qui jusqu'alors avait perçu à son profit les droits litigieux avait soutenu, avec succès, devant l'intendant de Paris que les charges de vendeurs de poissons et de mesureurs de grains n'étant pas des offices n'avaient pu être valablement supprimés par l'édit de 1763 : par une ordonnance du 17 mars 1776, l'intendant avait fait droit à la demande de la municipalité. Sur l'appel du régisseur, le Conseil avait, par un arrêt du 27 mai 1777, anéanti la décision du premier juge et envoyé le régisseur en possession des droits litigieux. S'estimant lésée, la ville avait formé opposition à cet arrêt que le Conseil devait confirmer le 21 octobre 1777.

(136) Voir supra p. 53.

(137) Voir supra pp. 50-51

Par l'arrêt n° 5 du 21 octobre 1777, statuant sur renvoi de l'intendant de Lyon, le Conseil rejette la requête présentée par le prévôt des marchands et les échevins de la ville de Lyon ainsi que l'intervention de la Chambre de commerce tendant à voir maintenir la juridiction de la Conservation et du Consulat de la ville exempte de la perception des droits de présentation des défendeurs et des défauts exigés par le régisseur des droits de greffe, le sieur Pirodeau (138).

Les arrêts n° 6 et 7 du 21 octobre 1777 sont rendus sur les appels interjetés par un bouilleur d'eau de vie, le sieur Leboucher, et un laboureur, le sieur Vannier, respectivement contre une ordonnance de l'intendant d'Alençon du 13 avril 1777 et une ordonnance de l'intendant de Caen du 4 mars 1777 statuant toutes deux, sur les poursuites de la Ferme générale (bail David), en matière de fraude aux droits de courtiers-jaugeurs : le sieur Leboucher avait fait transporter deux tonneaux de poiré avec le même congé (139) et Vannier n'avait pu produire ses congés aux agents de la Ferme qui, lors d'une perquisition, avaient trouvé chez lui de l'eau de vie. Les appels des redevables sont rejetés.

Le contentieux des domaines et des eaux et forêts administrés par Bonnaire de Forges.

L'arrêt n° 14 du 21 octobre 1777 statue sur une demande de cantonnement judiciaire présentée par le baron des Adrets, seigneur de Theys et d'Herculeys, en vue d'éteindre les droits d'usage que les habitants possédaient dans les bois de la seigneurie (140).

(138) Voir supra p. 53.

(139) En langage fiscal, un congé est une expédition de l'autorisation que l'on doit demander avant tout transport de boissons alcoolisées et qui accompagne la matière imposable dont les droits sont payés au départ, à la différence de l'acquit-à-caution délivré lorsque le droit est payable à l'arrivée (Ency. Méth. Finances, tome 1, v° Congé, p. 358).

(140) Le cantonnement forestier s'entendait d'un apportionnement qui limitait les droits des usagers à une portion de forêt suffisante pour satisfaire à leurs besoins, le propriétaire s'en réservant le reste, généralement les deux tiers. Amiable ou judiciaire, il produisait une interversion de titre : les usagers devenaient propriétaires exclusifs des bois qui leur étaient assignés et le surplus restait aux mains du propriétaire, libre de toutes charges (Marion. Diction. des institutions, vis Usage, p. 548 et Cantonnement, p. 69).

Le Conseil avait rendu un premier arrêt le 22 septembre 1772 pour ordonner la communication de la requête aux habitants appelés ainsi à présenter leurs observations à l'administration des eaux et forêts afin de lui permettre d'en faire rapport au Conseil : effectivement, le maître particulier de Grenoble avait dressé, le 9 juin 1773, un procès-verbal des comparutions, dires et réquisitions des parties. Le demandeur proposait que le cantonnement des habitants soit fixé au tiers des bois de la seigneurie. Par l'arrêt du 21 octobre 1777, le Conseil intervient d'abord judiciairement pour examiner si l'apportionnement demandé peut suffire aux besoins des usagers : il est ainsi amené à fixer à 1.035 arpents la portion de forêt qui sera distraite au profit des habitants sur les 2.103 arpents que contenait la forêt seigneuriale. Il intervient ensuite, sur un plan purement administratif, pour ordonner des mesures de police tendant à soumettre au régime forestier les bois abandonnés en toute propriété aux habitants (interdiction de couper sans autorisation, institution d'une réserve forestière, règlement des coupes à venir, établissement de gardes forestiers, etc ...) et pour émettre des ordres à l'adresse des agents de l'administration chargés de l'exécution de la décision. Cet arrêt est donc principalement un acte juridictionnel puisqu'il a pour premier objet de trancher un litige opposant deux plaignants sur l'étendue de leurs droits respectifs à la suite d'une prétention émise par l'un d'eux devant le Conseil ; mais il est aussi, il convient de le souligner, un acte de nature administrative en ce qu'il comporte accessoirement des mesures individuelles mettant en jeu l'exercice de la fonction exécutive de l'Etat.

L'arrêt n° 20 du 21 octobre 1777 a été rendu sur une requête en opposition formée par les officiers municipaux de la ville de Metz à l'encontre d'un arrêt du Conseil du 1er mai 1770 qui avait mis à néant une sentence rendue à leur profit par le Bureau de l'hôtel de ville de Metz, le 6 février 1770, sur une contestation qui les opposait à des marchands de bois adjudicataires des forêts royales, les sieurs Lecomte. Le litige portait sur la question de savoir si les adjudicataires étaient ou non, en cette qualité, exemptés du paiement des impositions indirectes perçues par la ville : le Bureau de Metz avait soumis les sieurs Lecomte au paiement des taxes municipales, le Conseil au contraire les en avait exonérés, en cassant la sentence des juges messins. Appelé par la municipalité à réviser sa première décision, le Conseil devait finalement rejeter la prétention de la ville : l'arrêt du 21 octobre 1777 donne satisfaction aux marchands de bois.

Rendu sur un recours en interprétation d'un précédent arrêt, l'arrêt n° 21 du 21 octobre 1777 rectifie la première décision du Conseil reconnue erronée. En effet, statuant sur une demande de cantonnement judiciaire présentée par le sieur de Fénelon, titulaire du prieuré de Saint-Germain en Brionnais, contre les habitants bénéficiaires des droits usagers, le Conseil avait rendu le 18 mars 1777 un arrêt ayant dire droit donnant compétence à l'administration des eaux et forêts de Bourgogne pour procéder aux mesures d'instruction et dresser procès-verbal des dires des parties. Or, les bois usagers étant situés dans la généralité de Mâcon, c'est aux officiers des eaux et forêts du Lyonnais que le Conseil aurait dû adresser le dossier. Par l'arrêt du 21 octobre 1777, le Conseil corrige sa première décision.

Par l'arrêt n° 29 du 21 octobre 1777, le Conseil renvoie l'affaire dont il avait été saisi pour qu'il y soit fait droit en la Grande direction des finances. Le sieur Hellouin, marquis de Courcy, avait demandé la concession d'un terrain de l'Etat, appelé la grève de Brévand, et ce projet avait provoqué les réclamations du duc d'Orléans, du sieur Leprévost, seigneur de Brévand et d'un nommé Jean Richard. Passant outre à ces réclamations, le Conseil avait, par arrêt du 18 juin 1765, accordé la concession au marquis de Courcy à charge par lui de mettre le terrain hors d'eau, de le cultiver et, s'il y avait lieu, d'indemniser le seigneur de Brévand pour la perte de son droit de varech. A la suite d'une opposition formée par le seigneur et les habitants de Brévand, le Conseil était intervenu, par un second arrêt daté du 18 avril 1769, pour ordonner l'exécution de la décision de concession. Un troisième arrêt du 29 juin 1773 avait enfin cassé un arrêt du Parlement de Rouen du 22 mars 1770 profitant au seigneur de Brévand. Celui-ci, ainsi que les habitants de la paroisse, avaient alors formé opposition aux trois arrêts du Conseil. Saisi de ce triple recours, le Conseil avait ordonné le 18 juin 1775 la communication de la requête des opposants à leur adversaire, le marquis de Courcy, de même qu'au sieur Lorry, l'un des inspecteurs généraux du domaine de la Couronne. Arrivée à ce stade, la procédure avait pris un caractère contradictoire accusé et les plaignants avaient échangé des mémoires en 1776 et en 1777 : dans le même temps, l'inspecteur général Lorry avait conclu, en faveur du concessionnaire du terrain domanial, à l'irrecevabilité de l'opposition.

Au lieu de trancher la contestation, le Conseil renvoie l'affaire devant la Grande direction des finances.

L'arrêt n° 1 du 27 octobre 1777, rendu sur le rapport du maître des requêtes Bonnaire de Forges par la Grande direction des finances à laquelle le Conseil avait donné compétence par un arrêt de renvoi du 28 janvier 1777, tranche un conflit qui opposait le prince de Rohan-Guéméné à l'Etat, représenté par le sieur Lorry, inspecteur général du domaine. Le prince de Rohan réclamait le paiement des droits de lods et ventes dont il s'estimait créancier à la suite des mutations d'immeubles sujets à sa directe réalisées lors des acquisitions qu'avait faites la Compagnie des Indes en 1666 et 1669 pour son établissement à Lorient et lors du rachat de toutes les propriétés de la Compagnie que l'Etat avait décidé par l'édit de février 1770 : il demandait que ses droits seigneuriaux soient calculés sur le prix de l'estimation des immeubles et droits immobiliers de la Compagnie des Indes acquis par l'Etat, par ventilation de la somme de 17.500.000 livres portée par l'édit de 1770 qui représentait la valeur de l'ensemble de l'actif, mobilier et immobilier, de la Compagnie. Au nom de l'Etat, l'inspecteur général du domaine s'était tout d'abord opposé à la prétention du prince de Rohan, puis il avait conclu que le demandeur serait tenu de faire la preuve de l'exercice de sa directe. Par l'arrêt du 27 octobre 1777 la Grande direction décide que le demandeur sera payé de la somme de 200 livres qu'un jugement de la Commission pour la réformation des domaines de Bretagne avait fixée le 4 octobre 1683 pour les droits de lods et ventes afférents aux opérations immobilières réalisées en 1666 par la Compagnie. Pour déterminer le montant des droits échus au prince au moment du rachat par l'Etat des installations de la Compagnie, la Grande direction des finances ordonne la ventilation du prix de rachat afin de faire apparaître la part correspondant aux immeubles soumis à la directe du demandeur.

Le contentieux des mines et des impositions indirectes administrées par Couturier.

Les arrêts n° 31 et 32 du 21 octobre 1777 ont trait à l'application de la législation minière à des litiges opposant des propriétaires de fourneaux quant à l'exercice de leurs droits d'extraction du minerai de fer. Dans la première affaire, le Conseil avait rendu le 3 avril 1770 un arrêt faisant interdiction au duc de Lorges, propriétaire du fourneau de Saint-Loup en Franche-Comté, d'extraire du minerai dans les territoires proches du fourneau de Varigny en Lorraine dont l'abbé Dosmont, abbé commendataire de Claire-Fontaine, était devenu propriétaire, car la loi accordait exclusivement la mine au fourneau le plus voisin (141) : sur opposition, le Conseil déboute l'abbé Dosmont de sa demande en dommages et intérêts et en restitution des mines et minerais exploités par son adversaire. L'arrêt n° 32 du 21 octobre 1777 confirme, en appel, deux ordonnances de l'intendant de Franche-Comté des 26 novembre 1773 et 21 mars 1774 rendues au profit du sieur de Mandre contre le même abbé Dosmont : dans ses conclusions d'appel, ce dernier demandait au Conseil d'ordonner l'exécution de l'arrêt du 3 avril 1770 dont il vient d'être question dans l'affaire précédente et de confirmer son droit exclusif d'extraction du minerai des mines voisines de son fourneau.

L'arrêt n° 33 du 21 octobre 1777 tranche un litige qui opposait la Ferme Prévost à un débitant de tabacs, le sieur Collan. Le Fermier avait fait pratiquer chez Collan une saisie de faux tabac et avait porté sa réclamation devant l'élection d'Arques qui l'avait débouté de sa demande : sur appel du Fermier, la Cour des aides de Normandie avait confirmé la sentence des premiers juges par arrêt du 24 février 1768. L'adjudicataire des fermes s'était alors pourvu en cassation devant le Conseil qui, par arrêt d'avant dire droit du

(141) "D'où il résulte que l'entrepreneur n'est pas le maître de fondre avec tout l'avantage qu'il retireroit des mixtions s'il était libre de les prendre où il en trouve de convenables et que la qualité de nos fers n'est pas aussi parfaite qu'elle pourroit l'être" (Ency. méth. Finances, tome 3, v° Mine, p. 139).

2 mai 1769, avait ordonné la communication de la requête à Collan. Par l'arrêt n° 33 du 21 octobre 1777, le Conseil déboute le Fermier.

L'arrêt n° 34 du 21 octobre 1777 révisé un précédent arrêt du Conseil et en modifie la teneur. Le marquis d'Aulan réclamait une portion de péage perçu par la Ferme générale : par arrêt du 4 juillet 1775, le Conseil avait ordonné, avant faire droit, la communication de la requête au Fermier et le renvoi de l'affaire, pour jugement, devant la Commission des péages, l'une des commissions extraordinaires du Conseil (142). Contre cet arrêt, l'adjudicataire des Fermes avait formé opposition pour contester la légitimité du renvoi, estimant devoir être jugé par le Conseil seul. Par l'arrêt rapporté le 21 octobre 1777, le Conseil fait droit à la demande du Fermier.

Dans l'affaire qui a donné lieu à l'arrêt n° 35 du 21 octobre 1777, le Fermier général (bail Prévost) s'opposait à un marchand de bestiaux, le sieur Leboeuf, qui, pour conduire les chevaux qu'il avait achetés à la foire, s'était fait délivrer un acquit-à-caution valable pour quatre jours : il n'avait pas respecté le délai de validité de l'acquit-à-caution de sorte qu'une contrainte fiscale avait été décernée contre sa caution (143). Celle-ci avait été condamnée par une sentence du Bureau des traites de Beaune du 3 juillet 1771 à payer à la Ferme les dépens occasionnés par le défaut de rapport du certificat de décharge.

(142) Alman. royal 1778, p. 204 et Antoine, Le Fonds du Conseil d'Etat du Roi aux Archives nationales, p. 20.

(143) "L'acquit à caution se délivre dans la circonstance où une marchandise qui est exempte de droits à une certaine destination doit, pour y parvenir, traverser des lieux qui donnent ouverture à des droits ...; alors cet acquit à caution a pour objet d'assurer qu'elle a été déchargée à sa destination ... Lorsque le propriétaire ou le conducteur d'une marchandise est connu des commis du bureau où il se présente, il peut être admis à signer lui-même la soumission [c'est à dire l'engagement de rapporter le certificat du bureau du lieu de destination indiquant que la marchandise a bien été déchargée audit lieu] et n'a pas besoin de caution ; mais si l'un ou l'autre sont inconnus, il est indispensable d'exiger qu'un homme domicilié au lieu où le bureau est établi leur serve de caution [pour] ... assurer le rapport de l'acquit délivré ou le paiement de l'amende prononcée, faute de ce rapport". (Ency. méth. Finances, tome I, v° Acquit, p. 6).

Sur l'appel de Leboeuf, le Parlement de Dijon avait infirmé la sentence des juges de Beaune, par arrêt du 11 juillet 1772. Le Fermier avait alors porté l'affaire en cassation devant le Conseil qui, par un arrêt d'avant faire droit du 1er décembre 1772, avait ordonné la communication de la requête au sieur Leboeuf. L'arrêt rapporté le 21 octobre 1777 casse l'arrêt de Dijon et ordonne l'exécution de la sentence des premiers juges.

L'arrêt n° 36 du 21 octobre 1777 casse un arrêt du Conseil supérieur de Blois du 15 juillet 1774 et une sentence du Grenier à sel d'Ingrande du 1er mars 1773 rendus au profit des collecteurs de la gabelle de la paroisse de Jumillière contre la Ferme générale Alaterre. Les collecteurs de l'impôt du sel pour l'année 1771 avaient omis de porter sur le rôle vingt-six habitants : l'infraction avait été constatée par un procès-verbal du 16 mai 1771. Poursuivis par le Fermier pour être condamnés à l'amende de dix livres, les collecteurs fautifs avaient obtenus gain de cause en première instance et en appel. En cassation, le Conseil saisi par la Ferme avait ordonné la communication de la requête aux collecteurs. Ces derniers n'ayant pas jugé devoir présenter leurs réponses, le Fermier avait demandé au Conseil de rendre un arrêt définitif. Par l'arrêt n° 36 du 21 octobre 1777, le Conseil condamne les collecteurs en l'amende de dix livres pour chacune des vingt-six omissions.

Rendu également en matière de gabelle, l'arrêt n° 37 du 21 octobre 1777 casse un arrêt de la Cour des aides d'Aix et une sentence du Juge des gabelles de Toulon bénéficiant au sieur Rougnon chez qui les agents de la Ferme avaient saisi, le 30 novembre 1772, du sel et des peaux de chèvres salées passés en fraude de la vallée de Barcelonnnette. Les premiers juges avaient donné à Rougnon mainlevée de la saisie pratiquée à son domicile. Sur le pourvoi en cassation du Fermier (bail Alaterre), le Conseil avait rendu un arrêt avant dire droit le 6 août 1776 ordonnant la communication de la requête. Le sieur Rougnon n'ayant pas fourni son mémoire dans le délai imparti, le Fermier avait demandé au Conseil de rendre un arrêt définitif. Par l'arrêt n° 37 du 21 octobre 1777, le Conseil valide la saisie et ordonne la confiscation au profit de la Ferme des marchandises litigieuses.

Le contentieux des parties casuelles administrées par Dufour de Villeneuve.

L'arrêt n° 30 du 21 octobre 1777 rejette l'opposition formée par le Corps des apothicaires de Troyes contre un arrêt du Conseil du Roi du 14 juin 1777 qui avait autorisé le sieur Lenoble à se présenter devant la Faculté de médecine de Paris pour obtenir le diplôme lui permettant d'exercer son art à Troyes. L'exposé de l'arrêt nous apprend que toute personne qui désirait créer une pharmacie à Troyes devait, pour se conformer aux statuts des apothicaires de la ville, être en possession d'un brevet qu'elle obtenait après accomplissement d'un stage probatoire. Afin d'être dispensé de cette obligation et pouvoir malgré tout s'installer à Troyes, le sieur Lenoble avait demandé au Conseil l'autorisation d'être examiné par la Faculté de Paris. Le Conseil ayant accueilli sa requête par un arrêt du 14 juin 1774, le sieur Lenoble s'était présenté avec succès à l'examen et avait obtenu ses lettres de maîtrise. Pour contester la capacité de leur nouveau confrère, les apothicaires faisaient valoir dans leur requête en opposition que le sieur Lenoble, ancien commis de ferme et d'épicerie, ne parlait pas latin, avait fait faire sa thèse par un ami et fourni aux examinateurs parisiens des compositions préparées à l'avance. Par l'arrêt du 21 octobre 1777, le Conseil rejette l'opposition des apothicaires et ordonne l'exécution de son précédent arrêt.

L'arrêt n° 38 du 21 octobre 1777 ordonne, avant dire droit, la communication de la requête du sieur Saulnier, notaire royal au bailliage de Brye Conté Robert, au sieur Janyot, notaire à la même résidence. Le requérant qui avait son étude à la résidence de Coubert, petit village de quatre-vingt feux, se plaignait au Conseil de ce qu'un concurrent, le sieur Janyot avait obtenu des lettres patentes le permettant pour exercer les fonctions de notaire dans ce même village pour une durée de neuf ans, au motif que l'office de notaire aurait été vacant, fait que son établissement à Coubert démentait : il demandait donc au Conseil de rapporter les lettres obtenues par Janyot et de lui allouer une indemnité de dommages et intérêts de trois mille livres. L'arrêt du 21 octobre ordonne la communication de la requête du sieur Saulnier à Janyot et commet l'intendant de Rouen pour dresser procès-verbal des réquisitions des parties.

De même nature que l'arrêt précédent, l'arrêt n° 39 du 21 octobre 1777 ordonne, avant faire droit, la communication de la requête du sieur Duport, notaire royal au bailliage de Bugey, au sieur Goyffon, notaire à la même résidence. Le requérant exposait qu'il ne s'était pas plus tôt mis en possession de son office dans la paroisse de Saint-Martin Dufresne qu'un concurrent, le sieur Goyffon, avait prétendu au même droit d'instrumentation. Et, de fait, le requérant avait eu connaissance de ce que le sieur Goyffon père, notaire à Jujurieux, avait obtenu, par un arrêt du Conseil rendu à son profit le 24 février 1767, des provisions pour exercer à Saint-Martin, lieu où le Conseil avait fixé la résidence de son propre office. Cette situation amenait Duport à faire opposition à l'arrêt de 1767 et à demander au Conseil de condamner son confrère à six cents livres de dommages et intérêts pour avoir reçu et passé, à son préjudice, des actes ministériels à Saint-Martin. Avant dire droit, le Conseil ordonne la communication de la requête.

III. Les arrêts de grâce.

Les arrêts n° 24 à 28 du 21 octobre 1777 sont des actes par lesquels le Roi en son Conseil accorde, par grâce et sans tirer à conséquence, des modérations d'amendes prononcées par des maîtrises particulières des eaux et forêts pour infraction à la législation forestière. On peut de nos jours s'efforcer de rattacher le droit de grâce au fonctionnement de la justice ou au contraire à l'activité exécutive. Mais, sous l'Ancien Régime, une telle distinction n'avait pas cours en raison de la confusion des pouvoirs qui s'opérait dans la personne du Roi. Il ne convient donc de classer les arrêts de grâce ni parmi les décisions administratives, ni parmi les arrêts contentieux : il est préférable de les ranger à part.

SECTION II

Le règlement des affaires financières

en octobre 1777.

Les arrêts des 21 et 27 octobre 1777 fournissent divers renseignements sur le fonctionnement du Conseil du Roi statuant en matière financière. Les informations qu'ils donnent ont trait à la désignation des séances compétentes du Conseil, à leurs attributions ainsi qu'aux méthodes d'examen des affaires financières.

§ 1.

Les séances réservées au règlement
des affaires financières.

En interprétant les notices publiées par l'Almanach royal pour l'année 1762, Desjardins (144) avait distingué deux catégories de Conseils : d'un côté, quatre conseils de gouvernement présidés par le Roi : le Conseil d'Etat, le Conseil des dépêches, le Conseil royal des finances et le Conseil royal de commerce ; d'un autre côté, un conseil unique, le Conseil d'Etat privé,

(144) Desjardins (G). Le fonds du Conseil d'Etat de l'ancien régime aux Archives nationales.

finances et direction présidé par le chancelier et qui aurait tenu trois sortes de réunions consacrées à la justice et à l'administration : siégeant le lundi comme Conseil d'Etat privé, le mardi comme Conseil d'Etat et finances et un lundi sur deux comme Conseil de direction. Desjardins pensait que les requêtes en matière financière étaient dirigées, selon qu'elles devaient donner lieu à un ordre du Roi ou suivant qu'il s'agissait de trancher un litige contentieux, ou bien sur le Conseil royal des finances ou bien sur le Conseil d'Etat et finances, assemblées dont le contrôleur général des finances était l'unique rapporteur et qui se réunissaient l'une et l'autre les mardis. Olivier-Martin (145) et Esmonin (146) devaient se rallier à l'opinion de Desjardins pour penser que trois formations du Conseil étaient qualifiées pour statuer en matière financière : le Conseil royal des finances, le Conseil d'Etat et finances, la Grande et la Petite Direction des finances. Les travaux entrepris par M. Antoine (147) aboutirent à la découverte de deux documents datant de 1768 et de 1777, et établissant l'inexistence à l'époque considérée du Conseil d'Etat privé, finances et direction, ainsi que l'inactivité de la Petite Direction des finances. M. Antoine exposait que l'erreur de Desjardins avait été de croire que les conseils de gouvernement ne rendaient que des arrêts en commandement, erreur qui l'avait conduit à penser, en face d'un groupe d'arrêts simples datés du mardi, rendus au rapport du contrôleur général des finances et formant la première partie de la série E aux Archives Nationales, à l'existence d'un conseil différent du Conseil royal des finances et du Conseil d'Etat privé : le Conseil d'Etat privé, finances et direction.

Notre inventaire permet de constater qu'apparemment au moins, en 1777, deux formations du Conseil intervenaient dans les affaires financières : le Conseil royal des finances et la Grande direction des finances. Le Conseil royal se réunissait le mardi, la Grande direction des finances le lundi, la Grande direction des finances semblant être considérée d'ailleurs à l'époque comme une émanation du Conseil privé ou des parties.

(145) Olivier-Martin (Fr). Histoire du droit français des origines à la Révolution, pp. 439-446.

(146) Esmonin (Ed). Les arrêts du Conseil sous l'Ancien Régime, dans Etudes sur la France des XVII^e et XVIII^e siècles, p. 183.

(147) Antoine (M). Les Conseils des finances sous le règne de Louis XV, dans Rev. d'hist. mod. et cont. 1958, pp. 161 et suiv.

Les publicistes de la fin de l'Ancien Régime se sont beaucoup préoccupé de la manière dont il convenait de distinguer les diverses formations du Conseil tout en s'attachant d'ailleurs à développer la théorie de l'unité du Conseil du Roi. L'auteur anonyme de l'article de l'Encyclopédie Méthodique relatif au Conseil du Roi (148) constatait que "la multitude et la diversité des affaires qui se traitent au Conseil ont obligé nos rois de le diviser en plusieurs départemens ... Sous Louis XIII il y en avait cinq, comme encore à présent (149), mais il est arrivé plusieurs changemens tant par rapport à l'objet de chaque séance que pour leur dénomination. Celles qui subsistent présentement sont le Conseil des affaires étrangères ou Conseil d'Etat proprement dit, celui des dépêches, le Conseil royal des finances, le Conseil royal de commerce et le Conseil d'Etat privé ou des parties ; de cette dernière séance dépendent encore plusieurs autres assemblées particulières appelées la Grande direction des finances, la Petite direction, l'assemblée qui se tient pour la signature des contrats avec le clergé et le Conseil de chancellerie. Toutes ces différentes séances ou assemblées du Conseil, quoique distinguées chacune par une dénomination qui lui est propre, ne forment qu'un seul et même Conseil d'Etat du Roi, en sorte que tout ce qui émane de chacune de ces séances a la même autorité, étant également au nom du Roi ...".

Ce texte appelle deux observations. On remarque en premier lieu que l'auteur s'attache à citer trois séances réservées au règlement des affaires financières : le Conseil royal des finances, la Grande direction et la Petite direction des finances. L'auteur qui écrit en 1783 ne dit pas, comme le laisse entendre Joly de Fleury dans son mémoire daté de 1777 (150), si la Petite direction n'avait plus d'existence que sur le papier et si en fait elle ne se réunissait plus. En revanche, à aucun moment, il ne donne au Conseil d'Etat privé ou des parties le titre de Conseil d'Etat privé, finances et direction dont parlait Desjardins : cette séance n'apparaît plus sous cette forme en 1777 parmi les rouages du Conseil. On peut noter en second lieu qu'une seule des cinq séances connaît de tout ce qui intéresse l'administration des finances du royaume : le Conseil royal des finances.

(148) Ency. méth. Jurisprudence, tome 3, v^o Conseil du Roi, pp. 212 et suiv.

(149) L'auteur écrit en 1783.

(150) Joly de Fleury. Mémoire sur la petite direction des finances, 1777, pub. par M. Antoine, Les Conseils des finances sous le règne de Louis XV, dans Rev. d'hist. mod. et contemporaine, 1958, pp. 193-200.

L'auteur prend soin de souligner que la Grande et la Petite direction des finances ne sont que des "assemblées particulières" se présentant comme des Commissions : dépendant du Conseil d'Etat privé, en somme des annexes du Conseil des parties.

Il convient de se demander maintenant si les explications que fournissent les textes contemporains sont confirmées par les renseignements qui peuvent être tirés de l'examen des arrêts inventoriés des 21 et 27 octobre 1777. Pour cela, il est nécessaire de distinguer les quarante arrêts rendus le 21 octobre de l'unique arrêt du 27 octobre 1777 : les premiers semblent émaner du Conseil royal des finances alors que l'arrêt du 27 octobre a été rendu, sans doute possible, par la Grande direction des finances.

I. Intervention présumée du Conseil royal des finances.

Aucun des arrêts du 21 octobre 1777 ne désigne explicitement le Conseil royal des finances. Aussi est-on amené à émettre une hypothèse fondée sur certains indices. Quels sont ils ? Deux présomptions permettent d'avancer avec sérieux l'hypothèse que probablement ces arrêts sont l'oeuvre du Conseil royal : c'est premièrement qu'ils ont été rendus sur le rapport et qu'ils sont signés de Moreau de Beaumont et en second lieu qu'ils sont datés d'un mardi.

On a dit que le rapporteur-né des affaires appelées au Conseil royal était le contrôleur général des finances. On sait aussi qu'en octobre 1777, et depuis la retraite de Taboureaux des Réaux, la place de contrôleur général était restée vacante, la fonction ministérielle étant exercée par Necker avec le titre de directeur général des finances. On a fait valoir plus haut (151) que selon toute vraisemblance il avait été reconnu impérieusement nécessaire qu'un représentant de l'administration des finances puisse, à défaut de contrôleur général, rapporter les affaires de l'administration devant le Conseil. Ce choix se serait porté sur un homme qui, à son titre de conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances joignait la fonction plus récente de président du Comité contentieux des finances. C'est ainsi que l'intervention de Moreau de Beaumont ne peut se comprendre que devant une formation du Conseil à laquelle il appartenait de plein droit et dont l'accès ne pouvait lui être interdit.

(151) Voir supra p. 23 et suiv.

Si l'on se réfère au calendrier publié par l'almanach royal pour l'année 1777, on remarque que le 21 octobre était un mardi. Or, on sait que le mardi était le jour où se tenait en principe la séance du Conseil royal des finances (152).

A l'appui de ces deux présomptions, on peut ajouter que l'une des décisions datées du 21 octobre 1777, l'arrêt n° 29 qui renvoie l'affaire aux fins de jugement devant la Grande direction des finances, émane indubitablement du Conseil royal qui avait seul qualité, à l'époque considérée, pour opérer de tels renvois en matière financière (153). Il est possible de dire en conséquence que les autres arrêts du même jour émanent du même organe. De plus, sur aucun des arrêts du 21 octobre 1777, on n'observe les caractéristiques formelles que l'on rencontre sur les décisions émanées de la Grande direction.

II. Intervention non équivoque de la Grande direction des finances.

Un faisceau d'indices désigne la Grande direction comme la séance de laquelle est émané l'arrêt du 27 octobre 1777. On relève d'abord que l'affaire a été rapportée par un maître des requêtes, Bonnair de Forges,

(152) Alm. royal 1778, p. 187 ; Ency. méth. Jurisprudence, tome 3, v° Conseil du Roi, p. 213 ; Antoine, Les Conseils des finances, sous le règne de Louis XV, p. 190 et Le fonds du Conseil d'Etat du Roi aux Archives nationales, p. 3.

(153) Observation sous l'article 13 du Règlement du 15 septembre 1661 ..., publ. par M. Antoine, Les Conseils des finances sous le règne de Louis XV, dans Rev. d'hist. mod. et contemporaine, 1958, p. 196.

qui a de sa main rédigé le dispositif de l'arrêt (154). Outre la signature du rapporteur, la minute comporte les signatures des six commissaires du Conseil, membres du Bureau du Domaine, auxquels le dossier avait été communiqué. Cette façon de procéder caractérise les arrêts rendus par la Grande direction (155). On note en second lieu, en consultant le calendrier de l'Almanach royal pour l'année 1777 que le 27 octobre était un lundi jour où se réunissait ordinairement la Grande direction (156). On remarque encore que l'énoncé de l'arrêt débute par la formule caractéristique les arrêts de la Direction qui, dépendant du Conseil des parties, empruntait la forme des arrêts rendus par cette séance (157). On lit : "Vû au Conseil d'Etat privé du Roy l'instance d'entre ...". Dans le même ordre d'idées, on observe que les feuillets de l'arrêt sont marqués du timbre à trois sols de la Généralité de Paris.

A côté de ces indices par eux-mêmes très significatifs, le texte de l'arrêt du 27 octobre 1777 comporte une référence explicite à la Grande direction. On lit en effet : "[Vû l'] arrêt du Conseil d'Etat du Roy rendu sur lesdits requête, mémoire et dires le 28 janvier 1777 par lequel Sa Majesté auroit ordonné que lesdits mémoires, titres et pièces et les dires dudit sieur Lorry seroient remis entre les mains du sieur de Forges, maître des requêtes pour, après qu'il en auroit été par lui communiqué aux sieurs commissaires du Bureau du Domaine, être à son rapport, en la Grande Direction, statué par Sa Majesté ce qu'il appartiendrait...".

(154) Sur le dernier feuillet de la minute qui contient la fin de l'énoncé et le texte du dispositif, on remarque l'intervention de trois personnes : celle qui a écrit l'énoncé depuis son début s'efface pour laisser la place à un deuxième rédacteur qui a terminé l'énoncé en laissant des vides ; Bonnaire de Forges est intervenu ensuite pour remplir les blancs et rédiger le dispositif en sa qualité de rapporteur.

(155) Logette. Le Comité contentieux des finances, pp. 233 et suiv. Les arrêts du Conseil d'Etat privé revêtent une forme identique.

(156) La Grande direction se réunissait deux fois par mois, le lundi après-midi (Antoine. Le fonds du Conseil d'Etat du Roi aux Archives nationales, p. 17).

(157) Ency. méth. Jurisprudence, tome 3, v° Conseil du Roi, p. 215.

C'est donc bien en la Grande direction que l'affaire renvoyée par le Conseil royal des finances a été instruite et jugée le 27 octobre 1777.

On peut conclure qu'en octobre 1777, les affaires financières relevant de la compétence des services du Contrôle général sont réglées exclusivement soit par le Conseil royal des finances, soit par la Grande direction des finances. Il convient à présent de déterminer quelles étaient les attributions exactes de ces deux séances du Conseil du Roi et comment s'effectuait entre elles la répartition des affaires à régler.

§ 2.

Les attributions financières du Conseil du Roi.

En procédant plus haut à l'analyse matérielle des arrêts des 21 et 27 octobre 1777, on a distingué quatorze décisions administratives, vingt-deux actes de nature juridictionnelle et cinq arrêts de grâce. Nos esprits accoutumés à la notion de séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire sont en effet tentés de chercher à reconnaître pareille distinction dans le fonctionnement du Conseil. Il faut pourtant se rappeler que la fonction d'administrer, celle de juger et celle de faire grâce n'étaient pas différenciées sous l'Ancien Régime. En droit comme en fait, aucune distinction des pouvoirs n'était concevable puisqu'en la personne du Roi, toutes les fonctions juridiques de l'Etat étaient confondues : que le Roi administre ou qu'il juge, qu'il déclare sa volonté gouvernementale ou arrête sa décision de justice, il ne lui arrive jamais de rechercher si son intervention est celle d'un chef de gouvernement ou celle d'un magistrat de sorte qu'en principe il ne se préoccupe guère de donner aux actes matériels qui expriment sa décision une forme particulière suivant la nature interne de ses interventions. L'unicité organique du pouvoir engendre l'unité fonctionnelle du Conseil du Roi.

L'extrême concentration du pouvoir s'explique par le souci du Roi d'assurer le libre exercice de l'administration de ses commissaires - celle des intendants, des Secrétaires d'Etat, du Contrôleur général des finances, du Conseil du Roi - à côté de la fonction publique de ses officiers des juridictions déléguées. La résistance du Parlement à l'action de la monarchie administrative, les circonstances de la lutte entre le Conseil du Roi et les cours souveraines avaient amené le Roi, au XVII^e siècle, à préciser sa position en rappelant la prérogative de son autorité. L'édit de Saint-Germain de février 1541 (158) - qui demeure jusqu'à nos jours la véritable charte de la juridiction administrative - en définissant la fonction des juridictions déléguées et celle de la juridiction retenue par le Roi, explicitait la différence entre Justice et Administration : la Justice - délégation d'une partie du pouvoir royal - est entendue comme une puissance limitée qui rend le Parlement juge de la vie de l'homme, de la fortune ou de l'honneur des particuliers ; l'Administration en revanche s'étend à toute la prérogative royale que le Prince affirme intacte à côté des délégations qu'il a consenties et qu'il se réserve la possibilité d'exercer comme il l'entend pour gouverner et régir toutes les matières qui n'entrent pas dans la puissance judiciaire qu'il délègue. Au Parlement revient la Justice, au Prince et au Conseil du Roi appartient le gouvernement. Une telle conception conduit à réserver au Conseil du Roi le pouvoir de juger l'ensemble de l'activité étatique : pour juger l'Etat, il est nécessaire d'apprécier parfaitement les motifs de son action et il apparaît que personne n'est mieux placée que le Roi pour exercer lui-même en Conseil le contrôle de ses commissaires.

Cette forme d'organisation publique restera en place jusqu'en 1789 : sous le vocable d'Administration, les interventions que nous qualifions aujourd'hui d'administratives ou de juridictionnelles demeureront réunies et confondues au sein du Conseil du Roi. Quand nous disons aujourd'hui que le Roi jugeait, en réalité, dans le langage et la mentalité du temps, il ne faisait qu'administrer : juger dans les matières autres que celles concernant la vie et la fortune des simples particuliers, c'était d'abord administrer ; on n'avait pas l'idée qu'il en pût aller autrement.

(158) Jourdan, Decrusy et Isambert. Recueil général des anciennes lois françaises ... Paris, 1821-1833, tome XVI, p. 529.

Pourtant, cette situation semble se transformer très timidement dans les dernières années de l'Ancien Régime. A l'étude des attributions financières du Conseil, on peut en effet constater, dans les méthodes de travail en vigueur, l'amorce d'une certaine distinction de la fonction de juger et de la fonction d'administrer. Quand au XVIII^e siècle les progrès de la monarchie administrative auront formé, à côté de la fonction publique de l'office, la fonction publique de la commission, quand aussi les progrès de la métaphysique des droits naturels auront créé la notion du droit des particuliers en face de la puissance publique, alors naîtra au sein même de l'administration des commissaires, et notamment du Conseil du Roi, l'idée d'une certaine fonction juridictionnelle. C'est là l'origine de notre contentieux administratif.

C'est une partie de cette origine que révèlent quelques uns des arrêts inventoriés : en octobre 1777, nous sommes à l'époque où est en train de se former le contentieux administratif.

I. La répartition des attributions financières entre le Conseil royal des finances et la Grande direction des finances.

Comment se répartissent, en octobre 1777, les affaires entre les formations financières du Conseil? D'après quel critère les dossiers ouverts dans les services du Contrôle général sont-ils examinés par l'une plutôt que par l'autre de ces formations ?

Le Conseil royal des finances, organe d'administration active et de règlement des affaires administratives contentieuses.

Lors de sa création en 1661, le Conseil royal des finances était essentiellement un organe gouvernemental chargé d'exercer collégalement la fonction de ministre des finances. En est-il de même en 1777 ?

La pratique de la fin de l'Ancien Régime qualifie le Conseil royal des finances d' "assemblée établie pour y traiter de tout ce qui a rapport à l'administration des revenus de l'Etat" (159). Cette définition confirme l'objet donné à cette séance par le règlement du 15 septembre 1661.

(159) Ency. méth. Finances, tome 1, v^o Conseil royal des finances, p. 358.

Cependant, les nécessités du travail administratif ont amené le chef de l'administration financière à régler, seul ou avec le Roi, de nombreuses questions. En 1777, les affaires, naguère du ressort exclusif du surintendant, "se traitent et se règlent presque toutes entre S.M. et le contrôleur général de ses finances quand ils travaillent ensemble" (160). De nombreuses décisions sont certainement prises ainsi, dans une forme simplifiée, le ministre rendant "compte au Roi dans un travail particulier de tout ce qui exige une décision prompte" (161). Par ailleurs, le ministre lui-même est quotidiennement appelé à arrêter seul certaines dispositions pour l'expédition des affaires courantes : "les affaires ordinaires qui exigent une décision journalière et qui sont purement gracieuses (162) sont confiées ... au contrôleur général pour ce qui regarde la finance ..." (163). Il apparaît qu'à l'époque où se situe notre étude, le Conseil royal est obligatoirement saisi du moment qu'il "se présente quelque question importante qui peut influencer sur l'administration générale ou qui exige quelque discussion" (164). On peut penser que dès qu'il s'agit d'engager l'Etat et que l'intérêt général est en jeu, qu'il y a lieu de prendre une décision importante parce qu'elle est susceptible de créer un précédent, de régler une affaire qui n'est pas simplement "gracieuse", par exemple de vider un litige contentieux (165), seul le Conseil est compétent, le Roi ou son ministre n'ayant qualité que pour assurer la marche ordinaire ou urgente des affaires financières.

En 1777, le Conseil royal des finances apparaît donc toujours comme un organe ayant reçu une compétence administrative générale en matière financière "afin que les décisions importantes partissent de cette unité de système et de vues sans laquelle les affaires ne peuvent prospérer" (166).

(160) Observation sous l'article 2 du Règlement du 15 septembre 1661 ..., publ. par M. Antoine, Les Conseils des finances sous le règne de Louis XV, dans Rev. d'hist. mod. et contemporaine, 1958, p. 189.

(161) Joly de Fleury. Mémoire sur la petite Direction, 1777, publ. par M. Antoine, Les Conseils des finances sous le règne de Louis XV, dans Rev. d'hist. mod. et contemporaine, 1958, p. 199.

(161) "Le gracieux est ce qui ne dépend que de la volonté de celui qui l'accorde, lorsqu'il peut le faire sans nuire à personne ..." (Ency. méth. Jurisprudence, tome 3, v° Contentieux, p. 264).

(163) Joly de Fleury. Ibidem, p. 198.

(164) Joly de Fleury. Ibidem, p. 198.

(165) Par opposition au gracieux, "le contentieux est ce qui est lié à un tiers et sur lequel on ne peut statuer sans l'avoir entendu ou du moins sans l'avoir appelé" (Ency. méth. Jurisprudence, tome 3, v° Contentieux, p. 264).

(166) Ency. méth. Finances, tome 1, v° Conseil royal des finances, p. 358.

Il a, en la matière, les pouvoirs les plus étendus. Toutes les affaires financières jugées majeures parce qu'elles touchent à la conduite de la politique de l'Etat et au droit public mis en oeuvre pour le bien général du royaume, toutes celles qui nécessitent une réflexion en commun et une discussion parce qu'elles intéressent les droits des administrés par rapport au droit de l'Etat relèvent de sa compétence : les affaires purement administratives d'abord, mais aussi les affaires administratives contentieuses dès lors qu'ayant "un rapport direct avec l'administration" (167) elles mettent en cause le fonctionnement régulier des services financiers de l'Etat.

C'est bien ainsi que l'on voit agir le Conseil royal des finances au travers des arrêts du 21 octobre 1777 : la fonction d'administrer (arrêts n° 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 22, 23 et 40 du 21 octobre 1777), celle de juger (arrêts n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 14, 20, 21, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38 et 39 du 21 octobre 1777) et celle de faire grâce (arrêts n° 24 à 28 du 21 octobre 1777) n'étant pas distinctes dans la théorie monarchique, ne sont pas non plus séparées dans la pratique du Conseil parce qu'elles concourent toutes à la même fin, à savoir "la manutention de l'ordre établi ... pour l'administration de l'Etat" (168), c'est à dire l'exécution des règles et des principes suivant lesquels s'exercent les droits de la puissance publique en vue "d'établir et de maintenir cette police générale nécessaire pour le bon ordre et la tranquillité de l'Etat, de procurer ce qui est le plus avantageux à tous les membres de l'Etat considérés collectivement ou séparément ..." (169).

Administrer et régler le contentieux administratif ne vont pas l'un sans l'autre dans la pratique du Conseil royal des finances. C'est si vrai que dès qu'il se présente devant cette séance une affaire contentieuse qui ne met pas directement en jeu l'activité de l'administration des finances publiques, le Conseil royal, on le verra plus loin, prend l'initiative de la renvoyer devant une autre formation du Conseil. En revanche, du moment qu'une contestation met en cause le fonctionnement des activités dépendant du Contrôle général, qu'elle a trait à l'activité exercée par l'administration ou pour son compte dans un but d'intérêt général (c'est le cas de la Ferme qui est assimilée à un service public), quand bien même elle n'opposerait pas directement l'Etat à un administré mais s'élèverait entre deux particuliers défendant chacun leurs intérêts propres, c'est au Conseil royal des finances qu'il appartient d'en connaître, sur son appréciation souveraine.

(167) Joly de Fleury. Mémoire sur la petite Direction, 1777, publ. par M. Antoine, Les Conseils des finances sous le règne de Louis XV, dans Rev. d'hist. mod. et contemp. 1958, p. 199.

(168) Ency. méth. Jurisprudence, tome 3, v° Conseil du Roi, p. 212.

(169) Ency. méth. Jurisprudence, tome 4, v° Droit public, p. 94.

C'est le cas pour les arrêts rendus sur le fond le 21 octobre 1777 en matière de contentieux fiscal (arrêts n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 33, 34, 35, 36 et 37) où l'on voit s'affronter régisseurs ou fermiers et redevables. C'est encore le cas pour les autres arrêts de nature juridictionnelle du 21 octobre 1777 (arrêts n° 14, 20, 21, 30, 31, 32, 38 et 39), si même au premier regard leur rattachement au contentieux administratif est parfois moins apparent ; car, dès que l'on y regarde de plus près, on découvre le "rapport direct" que les affaires contentieuses retenues par le Conseil royal ont avec l'activité administrative de l'Etat envisagé en tant que dépositaire de la puissance publique : il était à l'évidence de l'intérêt de l'Etat et de ses services et, à ce titre, il appartenait au Conseil royal des finances de soumettre au régime forestier les bois usagers dont le cantonnement était demandé par le seigneur de Theys (arrêt n° 14), de sauvegarder la bonne gestion du domaine royal en assurant la protection fiscale des adjudicataires des coupes (arrêt n° 20), de faire instruire la demande de cantonnement du sieur de Fénelon par les officiers de la circonscription forestière compétente pour avoir ensuite la possibilité d'imposer, en meilleure connaissance de cause, l'application de la réglementation prévue en matière d'aménagement forestier (arrêt n° 21), de briser le monopole des apothicaires de Troyes en les contraignant à recevoir dans leur compagnie un confrère valablement diplômé (arrêt n° 30), de connaître du contentieux minier afin de libérer l'industrie métallurgique des diverses entraves qui faisaient obstacle à l'expansion économique (arrêts n° 31 et 32), de régler les litiges nés de décisions administratives contradictoires prises en matière de création de charges notariales (arrêts n° 33 et 39). Il serait trop long ici de procéder à l'examen approfondi de chacun de ces arrêts. A titre d'exemple, on s'arrêtera cependant plus loin sur une affaire qui apparaît particulièrement remarquable quant à la définition du contentieux administratif à la fin de l'Ancien Régime (arrêt n° 20 du 21 octobre 1777).

De ce que le Conseil royal des finances se réserve toujours la possibilité de régler lui-même une affaire litigieuse qu'il estime être en relation avec l'activité étatique qu'il entend protéger, on déduit que c'est lui seul qui, d'une façon empirique et sur sa seule appréciation, donne au contentieux sa qualification de contentieux administratif. Ainsi, sous l'éclairage particulier que fournissent les arrêts des 21 et 27 octobre 1777, on est conduit à définir le contentieux administratif comme l'ensemble des procès jugés par le Conseil du Roi parce que celui-ci estime qu'ils mettent en cause le fonctionnement des services publics et l'activité administrative de l'Etat. A la fin de l'Ancien Régime, la notion de contentieux administratif est ainsi en train de s'élaborer empiriquement, et de cas

en cas, par le Roi en son Conseil : le contentieux ne naît pas administratif, il le devient par la volonté royale. Une telle définition ne peut s'entendre que dans un système parfaitement unitaire des fonctions administratives et judiciaires.

La Grande direction des finances, organe de jugement du contentieux domanial de l'Etat.

Alors que le Conseil royal des finances a une compétence administrative générale en matière financière qui l'amène à connaître également des affaires administratives contentieuses, la Grande direction a une compétence spéciale, exclusivement contentieuse (170). Cette compétence semble se caractériser à un triple point de vue.

En premier lieu, la Grande direction passe, à la lumière des commentaires de la pratique au XVIII^e siècle, pour une juridiction de renvoi n'ayant d'autre compétence que celle de trancher les litiges dont elle est saisie par le Conseil royal des finances (171). Celui-ci se déchargerait, si l'on peut dire, sur elle des affaires contentieuses dont le règlement exige un examen approfondi, une instruction prolongée et détaillée qu'il n'a ni le temps ni les moyens d'entreprendre lui-même, car il est essentiellement un organe d'administration active : la Grande direction serait saisie d'affaires "trop compliquées [dans leur technique] pour être jugées au Conseil royal" (172). La spécialisation de la Grande direction apparaît aussi par le fait qu'elle juge uniquement les "affaires contentieuses qui intéressent le domaine ou les finances du Roi" (173) et dont l'examen préalable est laissé à la diligence des commissaires du Conseil qui composent le "Bureau concernant les affaires des domaines et aides" et le "Bureau pour les affaires des

(170) Antoine (M). Les Conseils des finances sous le règne de Louis XV, dans Rev. d'hist. mod. et contemporaine, 1958, pp. 161 et suiv.

(171) Règlement du 15 septembre 1661, publ. par M. Antoine, Les Conseils des finances sous le règne de Louis XV, dans Rev. d'hist. mod. et contemporaine, 1958, p. 196 (observation sous l'article 13).

(172) Ibidem.

(173) Joly de Fleury. Mémoire sur la petite Direction, 1777, publ. par M. Antoine, Les Conseils des finances sous le règne de Louis XV, dans Rev. d'hist. mod. et contemporaine, 1958, p. 199.

gabelles, cinq grosses Fermes, tailles et autres affaires des finances" (174) qui tiennent séance, le premier les mardis après-midi et le second les vendredis matin. Enfin, les affaires dont la Grande direction est saisie lui sont renvoyées par le Conseil royal des finances lorsqu'elles n'ont aucun rapport direct avec l'administration : si dans un litige mettant en cause le domaine ou les finances, il se glisse un intérêt de l'administration, la compétence de la Grande direction des finances tombe, ce qui paraît signifier que cette formation du Conseil est inhabile à juger l'administration dans l'exercice de ses prérogatives de puissance publique (175).

La Grande direction des finances semblerait donc compétente dans la mesure seulement où la solution du litige domanial ou financier opposant l'Etat, agissant non plus avec ses prérogatives de puissance publique mais pourrait-on dire comme un simple particulier, à un autre particulier ou bien deux particuliers entre eux, ne compromettrait pas la marche de l'administration, autrement dit dans la mesure où l'indépendance de l'Etat ne risquerait pas d'être atteinte à l'occasion d'une contestation domaniale ou financière (176). C'est pourquoi le Conseil royal des finances, organe d'administration active, se réserve le soin d'apprécier si la cause litigieuse met ou non en discussion l'autorité de l'Etat : dans le premier cas, il conservera par devers lui l'affaire qui lui est soumise par le requérant ; dans le second cas, il transmettra le dossier de la contestation à la Grande direction. L'inventaire des arrêts des 21 et 27 octobre 1777 fournit deux exemples caractéristiques de cette situation. Il s'agit de l'arrêt n° 29 du 21 octobre 1777 rendu par le Conseil royal et de l'arrêt n° 1 du 27 octobre émané de la Grande direction. L'un et l'autre ont trait à des affaires se rapportant au domaine de la Couronne.

Par l'arrêt n° 29 du 21 octobre 1777, le Conseil royal renvoie à la Grande direction une contestation qui s'était élevée entre le concessionnaire d'un terrain domanial situé sur le littoral de l'Océan atlantique et le seigneur du lieu qui se disait bénéficiaire du droit de ramasser le varech déposé sur le rivage concédé. Le litige qui portait en fait essentiellement sur le droit éventuel à indemnisation du réclamant pour la prétendue perte du varech ne mettait en discussion ni l'autorité de l'Etat ni l'application du droit des finances publiques : en concédant la grève de Brévand dont il était propriétaire, l'Etat avait agi comme aurait pu le faire n'importe quel particulier dans la gestion de son

(174) Ibidem, Voir aussi Alm. royal 1773, pp. 199 et 200.

(175) Ibidem.

(176) "La Grande direction jugeait parmi les affaires contentieuses opposant les particuliers à l'Etat celles où celui-ci avait moins d'intérêt que ceux-là" (Antoine. Le fonds du Conseil d'Etat aux Archives nationales, p. 17).

patrimoine, et non avec des prérogatives spéciales, exorbitantes du droit commun. L'intervention au procès de l'inspecteur général du domaine, le sieur Lorry, a pour but de soutenir le concessionnaire du terrain domanial, de l'aider à repousser les prétentions de son adversaire, en somme de s'acquitter de l'obligation de garantie que doit tout concédant à son cocontractant menacé dans la jouissance paisible du bien concédé, obligation qui dans le cas d'espèce pesait sur l'Etat de la même manière qu'elle aurait pu être à la charge d'un simple particulier. Après avoir reconnu que l'affaire dont il avait été saisi ne soulevait aucune question intéressant directement l'administration des finances, qu'elle était une contestation litigieuse privée, le Conseil royal la renvoie, avec tous pouvoirs de jugement, à la Grande direction.

La lecture de l'arrêt n° 1 du 27 octobre 1777 rendu par la Grande direction sur renvoi du Conseil royal des finances appelle de semblables remarques. On observe en effet que le conflit qui oppose le Prince de Rohan à l'Etat relativement à la perception des droits de lods et ventes échus à la suite de diverses mutations de terrains est une contestation de droit privé, l'Etat n'étant pas actionné à l'occasion de son activité de puissance publique : l'inspecteur général Lorry qui représente l'Etat assure au procès la défense du domaine de la Couronne comme un simple particulier défendrait ses intérêts patrimoniaux devant les exigences d'un autre particulier.

Le critère de renvoi à la Grande direction des finances qui se dégage de l'étude de ces deux arrêts apparaît être le caractère purement privé des affaires contentieuses dont le Conseil royal a été saisi. Cela ne surprend pas puisque la Grande direction dépendait du Conseil des parties : comme lui, elle devait vraisemblablement avoir sa compétence limitée à la connaissance des "affaires contentieuses qui ont un rapport particulier à la manutention des lois et ordonnances et à l'ordre judiciaire" (177). Les affaires contentieuses qui intéressent le domaine de la Couronne sont portées à la Grande direction parce qu'elles ne mettent aucunement en cause l'activité souveraine de l'Etat. C'est pourquoi le Roi n'assiste jamais à cette séance "afin de donner à ses conseillers plus de liberté de le condamner s'ils jugeoient qu'il n'eût pas raison" (178), liberté qu'il ne saurait laisser à une juridiction appelée à contrôler l'activité de l'administration publique.

(177) Ency. méth. Jurisprudence, tome 3, v° Conseil du Roi, p. 214.

(178) Joly de Fleury, Mémoire sur la petite Direction, 1777, publ. par M. Antoine, Les Conseils des finances sous le règne de Louis XV, dans Rev. d'hist. mod. et contemporaine, 1953, p. 199.

En fait de répartition des affaires financières, le Conseil royal des finances agit à la manière d'un filtre : il retient en son pouvoir le règlement des affaires purement administratives et le jugement des litiges relevant du contentieux administratif ; il se décharge sur la Grande direction des finances, mais seulement après s'être assuré de leur caractère exclusivement privé, du jugement des contestations domaniales ou financières dans lesquelles l'administration n'est pas directement mise en cause.

II. La formation du contentieux administratif au sein du Conseil royal des finances.

A la lumière des arrêts inventoriés, l'idée d'une certaine fonction juridictionnelle apparaît à l'intérieur du Conseil royal des finances, dans sa façon de régler les affaires contentieuses. Certes, l'autonomie du Conseil royal envisagé comme juridiction administrative est inexistante puisqu'organiquement il n'est pas indépendant de l'administration active, son personnel et ses attributions étant à la fois juridictionnels et administratifs. On est donc loin de la notion moderne de la séparation des pouvoirs et des fonctions car pour cela il aurait évidemment fallu que le Conseil royal ait été organisé, lorsqu'il réglait le contentieux administratif, comme un véritable tribunal échappant à toute ingérence des autorités administratives actives. Toutefois, l'introduction de la contradiction dans l'examen des requêtes contentieuses indique une tendance du Conseil à agir à la manière des juridictions ordinaires.

On observe en effet que les arrêts de nature juridictionnelle du 21 octobre 1777 rendus en matière administrative, sauf un, ont fait l'objet d'une instruction contradictoire s'ils sont en définitifs ou, lorsqu'ils sont avant faire droit, ont précisément pour objet d'ordonner la communication des requêtes aux adversaires mis en cause. Ainsi, les arrêts intéressant le contentieux fiscal de la compétence de Hamelin, et de Couturier sont rendus contradictoirement (arrêts n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 33, 34, 35) ou par défaut (arrêts n° 36, 37). Les arrêts ayant trait à des rapports de provision, de la compétence de Dufour de Villeneuve sont des décisions de soit-communié (arrêts n° 38, 39).

Les arrêts touchant les matières attribuées à Bonnaire de Forges (arrêts n° 14, 20) sont contradictoires, de même que l'arrêt n° 30 relatif à la création d'une pharmacie à Troyes et les arrêts n° 31 et 32 concernant le contentieux minier du ressort de Couturier. Le seul arrêt contentieux rendu sur requête simple est l'arrêt n° 21, mais on doit préciser qu'il s'agit là d'une décision d'avant faire droit par laquelle le Conseil rectifie la compétence du grand-maître des eaux et forêts commis pour instruire localement l'affaire et qui ne pouvait préjudicier aux parties adverses. Il semble donc bien qu'en octobre 1777, le Conseil royal des finances ait souci de toujours permettre aux parties de s'expliquer devant lui : lorsqu'il a à trancher une contestation, le Conseil adopte sur ce point l'attitude d'un tribunal, attitude dont il se départit lorsqu'il rend des décisions purement administratives. On peut voir ici l'annonce d'un certain dégagement du contentieux par rapport à l'administration pure.

Mais pour apprécier la valeur pratique du Conseil royal des finances en tant que juridiction administrative, on devrait encore examiner s'il assurait aux plaideurs une justice satisfaisante et rechercher, par l'étude au fond de ses arrêts, si sa préoccupation dominante était de garantir les droits des administrés vis-à-vis du pouvoir administratif ou si au contraire il se considérait comme ayant avant tout mission de sauvegarder les droits et les prérogatives de la puissance publique. Un tel examen dépasserait le cadre de cette étude. On expliquera plus loin, en analysant au chapitre troisième l'affaire qui opposait la ville de Metz aux sieurs Leconte (arrêt n° 20 du 21 octobre 1777), qu'à la suite d'un phénomène de dénaturation du litige, le Conseil royal semble avoir adopté une attitude partielle en prenant délibérément le parti de l'administration, et de ses contractants, en vue de protéger sa liberté d'action. Faut-il en conclure que le Conseil royal des finances juge volontiers en faveur de l'administration ? Une très grande circonspection s'impose sur ce point. En l'absence de toute motivation des arrêts, seule une connaissance approfondie des dossiers pourrait déterminer une valable conviction en la matière.

La formation d'un contentieux administratif dégagé de l'administration pure n'apparaît, en octobre 1777, que sous la forme d'une timide tendance au sein du Conseil du Roi. Elle ne semble pas aller au delà de l'introduction du principe de la contradiction dans les débats. L'emprise du pouvoir administratif sur le règlement du contentieux reste très forte : le Conseil royal est encore essentiellement un conseil d'administration, par sa composition et par son activité.

La règle générale fondée sur le système de l'unicité organique du pouvoir est le rejet de toute véritable différenciation entre les fonctions de justice et d'administration : en réglant les affaires administratives contentieuses, le Conseil continue à administrer. C'est ainsi que l'on voit le Conseil rendre des arrêts où se trouvent liées des dispositions administratives et juridictionnelles : dans le cas de l'arrêt n° 14 du 21 octobre 1777 analysé plus haut, doit-on dire que l'affaire a été examinée par le Conseil agissant comme un tribunal ou comme un conseil d'administration ?

Aucune ligne de partage entre l'administration pure et la justice administrative n'existe apparemment. L'Ancien Régime n'a jamais entendu faire éclater le Pouvoir. La doctrine officielle de la politique royale s'est toujours refusé à cet éclatement.

§ 3.

L'examen des affaires financières.

Avant d'être soumises au Conseil royal des finances pour règlement, les requêtes financières séjournent dans les bureaux du Contrôle général. Elles sont ensuite présentées devant la formation du Conseil pour qu'il y soit statué.

I. L'intervention des bureaux du Contrôle général.

En dépit de la mention de style relatée au début des arrêts en finances et indiquant que la requête a été présentée au Conseil d'Etat du Roi par le suppliant, c'est en fait à l'hôtel du Contrôle général des finances que les avocats au Conseil déposent leurs recours. Il n'y a pas en effet auprès du Conseil statuant en matière financière, comme de nos jours auprès des juridictions administratives, un greffe spécial chargé de recueillir et d'enregistrer les demandes des plaignants. Le Contrôle général tient lieu de secrétariat et plus précisément le Bureau des dépêches que dirigeait, en octobre 1777, M. de Broé. C'est donc dans ce service rattaché directement à Hecker que "toutes les lettres, requêtes, placets et mémoires" sont ouverts (179).

(179) Alm. royal 1778, p. 228.

L'arrêt n° 30 du 21 octobre 1777 rappelle que les requêtes des adversaires font l'objet de significations d'avocat à avocat suivies d'actes d'huissier déclarant qu'elles sont remises dans les bureaux du sieur Contrôleur général. Le chef du Bureau des dépêches rapporte les requêtes au directeur général des finances Necker. Vraisemblablement ce dernier s'y intéresse-t-il par le détail : peut-être même donne-t-il des directives en vue de leur instruction.

Puis, "renvoi ... en est fait aux différens départemens" (180), chacun selon sa compétence. Les quarante et une requêtes qui ont donné lieu aux arrêts inventoriés ont dû faire l'objet d'un tel renvoi à l'époque où elles ont été présentées au Contrôle général, car l'on sait qu'en prenant la direction des départements financiers, en juin 1777, Necker n'a pas réformé le Bureau de M. de Broé. On peut effectivement observer sur les minutes, hors de teneur des arrêts, des mentions relatant l'intervention des chefs des services compétents : Hamelin (arrêts n° 1 à 7) ; Bonnaire de Forges (arrêts n° 8 à 29), Desbocufs (arrêt n° 13) et Dubos (arrêt n° 15), tous deux collaborateurs de Bonnaire de Forges pour les eaux et forêts (181) ; Couturier (arrêts n° 31 à 37) ; Jacob de Sacnoy (arrêts n° 38 et 39) et son chef, Dufour de Villeneuve (arrêt n° 39). On peut supposer que Picard, Collot et Lefevbre dont les noms sont mentionnés respectivement sur les minutes des arrêts n° 17, 30 et 40 du 21 octobre 1777 étaient des agents subalternes des bureaux du Contrôle général (les Almanachs de 1777 et 1778 ne les faisant figurer ni sur la liste des avocats au Conseil, ni sur celle des chefs et premiers commis des bureaux). Toutes ces mentions ne prouvent d'ailleurs pas nécessairement l'intervention des services dans l'instruction des requêtes. Certaines sont en effet vraisemblablement postérieures à la réunion du Conseil ; cela semble être le cas de toutes celles qui accompagnent le résumé de l'arrêt, sur le dernier feuillet de la minute : ainsi la mention de Hamelin sur les arrêts n° 1 à 7, celle de Couturier sur les arrêts n° 31 à 37

(180) Alm. royal 1778, p. 228.

(181) L'Almanach royal pour l'année 1777 nous apprend que Dubos était alors l'adjoint de Choderlos, commis chargé des aides dans les services de l'intendant des finances Boutin. A l'arrivée de Necker au Contrôle général en juin 1777, les attributions des services de Boutin furent scindées : les unes allèrent à Bonnaire de Forges (Alm. royal 1778, p. 190), les autres à Hamelin (Alm. royal 1778, p. 227). Dubos fut vraisemblablement muté dans les services de M. de Forges, ce qui expliquerait la mention hors la teneur de l'arrêt n° 15 du 21 octobre 1777.

et celle de Jacob sur l'arrêt n° 38 du 21 octobre 1777. En revanche, tout permet de penser que la mention de Bonnaire de Forges sur le premier feuillet des minutes des arrêts n° 8 à 29 implique l'intervention directe de chef de service dans l'instruction des affaires. La griffe "D.f. mentionnée sous son nom, en haut à gauche du premier feuillet des arrêts, est vraisemblablement celle du maître des requêtes responsable du service du domaine et semble indiquer qu'il a approuvé la rédaction des arrêts. Aucun doute en tous cas n'est permis avec la mention très particulière que l'on observe en haut à gauche du premier feuillet de la minute de l'arrêt n° 39 parce que, outre l'indication du nom de Dufour de Villeneuve, elle comporte une date antérieure à celle de l'arrêt, le tout étant ainsi libellé :

"a M. Dufour de Villeneuve

29 septembre 1777"

Le chef du service des parties casuelles et des offices est donc intervenu personnellement dans la préparation du dossier qui devait être soumis trois semaines plus tard au Conseil royal des finances.

Se pose maintenant la question de savoir en quoi consistait l'intervention des services dans l'instruction des requêtes financières. On conçoit que les dossiers ne pouvaient être tous préparés dans les bureaux parisiens des finances non pas seulement d'ailleurs en raison du nombre élevé des affaires mais aussi parce que les besoins de l'instruction exigeaient souvent des enquêtes sur place. Hamelin, par exemple, n'éprouve aucune difficulté particulière à étudier lui-même les dossiers des appels formés contre les ordonnances du lieutenant général de police de Paris (arrêts n° 1, 2, 3) parce qu'il lui est facile d'obtenir sur place, à Paris même, les compléments d'information dont il peut avoir besoin, ou la requête en opposition formée contre un précédent arrêt du Conseil (arrêt n° 4) parce qu'il lui suffit de consulter ses archives pour se renseigner sur l'affaire, ou encore le dossier amplement instruit qu'un intendant de généralité a jugé à propos de transmettre au Contrôle général afin que la requête soit jugée à Paris (arrêt n° 5), ou encore les appels interjetés contre des ordonnances rendues par les intendants des provinces (arrêts n° 6 et 7) parce qu'il sait pouvoir compter sur la qualité de l'instruction menée et des jugements rendus localement par des agents rompus à la jurisprudence administrative. Il en va par contre tout différemment pour Bonnaire de Forges qui, pour permettre au Conseil de se faire une opinion sur la question de savoir s'il est opportun d'autoriser, et à quelles conditions, un propriétaire à vendre (arrêts n° 8, 9, 10, 11, 12, 13) ou à couper (arrêts n° 16, 17, 18, 19) des bois de réserve, ou bien s'il est de l'intérêt d'une bonne gestion domaniale d'accenser des bois royaux (arrêts n° 15 et 22), ou

encore quelle suite devait être donnée à une demande de participation dans la glandée de forêts domaniales (arrêt n° 23) et à des requêtes en modération d'amendes judiciaires (arrêts n° 24, 25, 26, 27 et 28), est nécessairement conduit à consulter les autorités administratives locales en la personne des intendants et des officiers des eaux et forêts de la circonscription dans laquelle sont situés les bois en question, pour obtenir d'eux un avis autorisé. Parfois même, l'instruction de l'affaire est entièrement menée en province par un agent local : c'est un maître particulier des eaux et forêts qui est chargé de dresser procès-verbal des comparutions, dires et réquisitions des parties (arrêts n° 14 et 21) afin d'assurer la meilleure information possible du Conseil. Au contraire, Bonnaire de Forges ne saisit pas les agents locaux s'il estime être en mesure d'instruire le dossier contentieux à Paris : c'est le cas lorsque le litige a déjà été jugé une première fois par le Conseil (arrêts n° 20 et 29).

Le travail de préparation des dossiers à soumettre à l'appréciation du Conseil consistait donc à rassembler le maximum d'informations sur la demande et les circonstances de fait ou de droit qui l'entouraient. Il s'achevait finalement par la rédaction d'un projet de décision. L'examen des arrêts du 21 octobre 1777 laisse en effet à penser que les commis des bureaux rédigeaient l'arrêt qui ultérieurement serait proposé à la séance du Conseil. On a déjà observé que la mention "D.f." des arrêts n° 3 à 29 signifiait, semble-t-il, que Bonnaire de Forges avait apposé sa griffe pour approuver le texte rédigé par l'un de ses agents et que la mention caractéristique de l'arrêt n° 39 prouvait que l'arrêt avait bien été rédigé avant la séance du Conseil. Mais est-ce seulement l'énoncé de l'arrêt qui faisait l'objet d'une rédaction préalable ou bien les commis des bureaux proposaient-ils encore au Conseil une solution de règlement de la requête en rédigeant également le dispositif de l'arrêt ? A première vue, on pourrait penser qu'il n'y avait pas d'usage généralement suivi en la matière. Tantôt, l'énoncé est d'une main et le dispositif d'une autre main (arrêts n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 38 et 39 du 21 octobre 1777) et l'on pourrait alors penser, pour justifier l'intervention de deux rédacteurs, que seul l'énoncé a été rédigé avant la séance et le dispositif mis en forme seulement après. Tantôt, un même rédacteur a écrit l'ensemble du texte - énoncé et dispositif (arrêts n° 3 à 28, 30, 32 à 37 et 40 du 21 octobre 1777) et l'on pourrait ici en déduire que c'est un arrêt entièrement préparé que les services ont soumis au Conseil. Il est cependant difficile d'admettre que le Conseil se soit plié aux caprices des bureaux. Il semble plus raisonnable de dire, dans tous les cas, que les services bâtissaient la décision pour la suggérer au Conseil : dans cette hypothèse, la différence

d'écriture observée sur certaines minutes pourrait peut-être s'expliquer par le fait que l'énoncé, partie de l'arrêt la moins importante puisqu'elle ne contient que la relation des différentes phases chronologiques de la procédure (exposé de la requête, des mémoires échangés, avis donnés, énoncé des pièces produites), a été rédigé par un agent subalterne des bureaux alors que le dispositif qui contient la solution de l'affaire est l'oeuvre du chef de service lui-même. Les méthodes de travail en usage dans les services du Contrôle général ne peuvent cependant pas être dégagées avec certitude du seul examen des arrêts inventoriés et il faut bien avouer notre incapacité de fournir de plausibles explications à certaines observations qui nous laissent quelque peu désorientés. S'il arrive en effet parfois qu'un même rédacteur soit l'auteur de toute une série d'arrêts (c'est le cas pour les groupes d'arrêts suivants : 8, 9, 10 et 11 ; 12 et 14 ; 17, 18 et 19 ; 16, 21, 22, 24, 26 et 28 ; 33 et 35 ; 34, 36 et 37), ce qui expliquerait, sans que cela nous surprenne, la présence dans un même service de plusieurs agents spécialisés dans l'étude des dossiers contentieux ou administratifs, il arrive aussi que deux commis interviennent d'une façon anarchique dans la rédaction d'un même arrêt. On peut ainsi observer, à l'arrêt n° 29, que le troisième feuillet (recto et verso) ainsi que le recto du huitième et dernier feuillet de la minute sont d'une même écriture tandis que tous les autres feuillets sont d'une autre main ; de même l'arrêt n° 31 est l'oeuvre de deux personnes différentes et l'on constate ici que le changement de main intervient à la troisième ligne du verso du deuxième feuillet, au beau milieu d'une phrase, et non au dispositif comme on a pu l'observer sur d'autres textes. Sans doute s'agit-il ici d'arrêts dont le brouillon a été fait par un premier commis et que deux copistes ont recopié au propre, en se relayant à la plume. Mais on ne voit pas au juste quelle raison majeure a pu contraindre le premier rédacteur à abandonner sa plume pour laisser à l'un de ses collègues le soin de poursuivre le travail commencé ...

Une fois la requête instruite par les bureaux du Contrôle général, le dossier qui contient le projet d'arrêt est transmis par le ministre des finances au Comité contentieux (182).

(182) Logette (A). Le Comité contentieux des finances, p. 186.

Du Comité ou de son Président, aucun des arrêts inventoriés n'atteste l'intervention. On peut toutefois penser que certaines mentions (traits de plume tracés en marge comme pour marquer les points les plus importants de l'énoncé ou du dispositif, membres de phrases soulignés indiquant peut-être les passages sur lesquels le rapporteur insistera lors de son rapport au Conseil, corrections de rédaction, ratures ou surcharges de mots, etc ...) ont été portées sur les minutes par Moreau de Beaumont au moment même où, pour préparer son rapport, il feuilletait le dossier que les services du Contrôle général lui avaient transmis. La préparation du rapport exige un soin tout spécial car la façon dont le rapporteur exposera les requêtes au Roi et à ses conseillers sera souvent déterminante sur la décision qu'ils rendront. En 1758, Forbonnais (183) remarquait combien la forme dans laquelle s'expédient les affaires peut avoir d'influence sur le fond des décisions : "dans un Conseil, les choses ne peuvent être vues que par extrait et celui qui rapporte une affaire se rend aisément le maître de la décision, par la manière dont il expose les raisons respectives. Des conseils ou bureaux inférieurs où les affaires seroient auparavant discutées en commun formeroient une sûreté de plus du côté de l'examen et de la surprise ... Il paroît que des bureaux bien disposés pour la discussion des affaires et dont il sortiroit des avis motivés seroient une barrière de plus contre les passions particulières, un grand soulagement pour les personnes chargées des diverses parties du ministère, un dépôt de lumières propre à perpétuer les bons principes ...".

Une fois son examen terminé, "le Comité contentieux renvoie le dossier complet au service intéressé" (184) ou plus vraisemblablement au ministre des finances lui-même.

(183) Forbonnais. Recherches et considérations sur les finances de la France, 1758, tome 1, p. 143, cité par l'Ency. méth. Finances, tome 1, v^o Conseil royal des finances, p. 353.

(184) Logette (A). Le Comité contentieux des finances, p. 211.

Necker retourne alors le dossier de l'affaire au chef du service qui l'avait instruit : la griffe "N" qui suit la mention de transmission "a M. Dufour de Villeneuve, 29 septembre 1777" que l'on a remarquée à l'arrêt n° 39 du 21 octobre 1777 pourrait bien être de la main du directeur général des finances auquel le projet d'arrêt venait d'être restitué par le Comité contentieux.

L'affaire est dès lors en état d'être jugée. Connaissant vraisemblablement à l'avance les dates des séances du Conseil royal des finances, les services mettent les dossiers en attente pour les grouper par genres d'affaires. Les dossiers ne seront pas présentés pêle-mêle au Conseil. L'ordre qui préside à la distribution du rôle du 21 octobre 1777 indique clairement que les affaires appelées à l'audience sont groupées à raison de la provenance des services du Contrôle général qui les ont instruites : après les sept dossiers de contentieux fiscal préparés par Hamelin (arrêts n° 1 à 7), viennent vingt-deux affaires domaniales, de nature administrative ou contentieuse, qui relèvent des bureaux de Bonnaire de Forges (arrêts n° 8 à 29) ; puis sont examinées sept affaires relevant du contentieux des mines et des impositions indirectes du ressort de Couturier (arrêts n° 31 à 37), deux dossiers contentieux traités par Jacob de Sacney (arrêts n° 38 et 39) et enfin une affaire d'administration des revenus casuels vraisemblablement présentée par Dufour de Villeneuve (arrêt n° 40). On constate qu'il n'est donc pas tenu compte, dans l'établissement de l'ordre du jour, de la nature interne, administrative ou contentieuse, des affaires : celles-ci sont présentées à l'examen du Conseil, classées par services.

II. Le règlement des affaires par le Conseil royal des finances.

Depuis sa création par le Règlement du 15 septembre 1661, le Conseil royal des finances a quelque peu évolué dans sa composition. Présidée par le Roi, cette assemblée ne comprenait à l'origine que quatre membres : un chef et trois conseillers, le chancelier n'y devant siéger que sur invitation-royale. Pour exercer lui-même le ministériat des finances, le Roi avait jugé nécessaire de constituer ce Conseil en comité restreint et de laisser en son sein dominer les techniciens, par le nombre et par l'influence, car on administre mal dans une assemblée trop nombreuse ou dans un collège uniquement politique : les trois conseillers d'Etat, administrateurs non politiques, avaient le champ libre à

côté d'un chancelier qui assistait au Conseil seulement lorsque le Roi le jugeait à propos et d'un chef du Conseil mis en tutelle "sous l'autorité et en la présence de S. M." (article 3 du Règlement de 1661). A son état final, dans les dernières années de l'Ancien Régime, le Conseil royal a une composition élargie par le recrutement de techniciens supplémentaires : en octobre 1777, il se compose, sous la présidence du Roi, du garde des sceaux, du chef du Conseil et de sept conseillers (185). Le nombre des conseillers d'Etat a augmenté car les affaires financières à régler sont plus nombreuses et plus complexes qu'au milieu du XVII^e siècle. Le caractère administratif de l'institution s'est accentué, sans doute afin que cette séance remplisse mieux son rôle de conseiller et d'auxiliaire du chef de l'Etat. Fait remarquable, la modification de la physionomie du Conseil royal des finances n'a pas été légalisée. On ne s'est pas soucié de réviser l'article 3 du Règlement de 1661 qui prévoit toujours l'assistance au Conseil de trois conseillers seulement. Mais on sait qu'il est toujours loisible au Roi d'appeler auprès de lui de nouveaux collaborateurs s'il estime être mieux aidé et conseillé dans son action gouvernementale grâce à eux. Les institutions de la monarchie administrative sont caractérisées par la souplesse de leur structure organique et de leurs méthodes de travail. Les juristes du XVII^e siècle en ont fait la remarque en répétant que le Conseil est librement choisi par le Roi en raison des qualités que présentent les personnes qu'il y appelle (186).

L'assistance au Conseil royal permet au jeune Roi Louis XVI qui à son avènement n'avait pas la pratique du gouvernement de se former à l'administration des affaires publiques. L'abbé de Véri, ami et confident du premier ministre Maurepas, note dans son Journal, dès le 12 mai 1774, en relatant le premier entretien que celui-ci venait d'avoir avec le Roi : "M. de Maurepas a donc voulu que les conseils de Finance aient lieu ... par le désir de donner au Roi le moyen d'acquérir des connaissances dans ce genre ..." (187).

(185) Alm. royal 1778, p. 187.

(186) Ency. méth. Finances, tome 1, v^o Conseil royal des finances, p. 359 et Jurisprudence, tome 3, v^o Conseil du Roi, p. 214.

(187) Véri (abbé de). Journal, II, pp. 96-97.

Le deuxième personnage du Conseil royal est le garde des sceaux, Armand Thomas Hue de Miromesnil qui avait pris rang au Conseil en 1774 : il semble n'avoir joué au Conseil royal qu'un rôle de second plan. Seule importait au demeurant, l'apposition de sa signature au bas des minutes puisqu'elle authentifiait les arrêts. L'abbé de Véri porte sur lui un jugement sévère : "M. de Miromesnil ... a si peu de valeur dans l'opinion générale et même à la Cour, où il est fort obséquieux, qu'on ne pense à lui que lorsque quelques opérations de son département donnent occasion d'en parler ..." (188).

Le comte de Maurepas, ministre d'Etat, était chef du Conseil des finances depuis 1776. Il semble qu'en 1777, le titre ne fût plus le paravent qu'il avait été naguère. Véri note en effet, en apprenant la nouvelle de la nomination de son ami : "La direction suprême des affaires va se trouver entre ses mains. Le Roi veut qu'il soit présent au travail que les ministres font avec lui dans tout ce qui concernera les vues de leur département ..." (189). Il est impossible de savoir quel fut exactement son rôle et son influence sur les décisions du Conseil royal des finances, mais il est probable qu'ils furent souvent déterminants.

Les sept techniciens qui prennent séance au Conseil royal sont en 1777 les conseillers d'Etat Chaumont de la Galaisière, Feydeau de Marville, Moreau de Beaumont, Boullongne, Bertin, Boutin et Taboureau des Réaux. L'arrivée de Necker à la tête des services financiers et sa réforme de l'édit de juin 1777 n'apparaissent pas avoir eu de notables conséquences sur la composition de l'assemblée : seul l'intendant des finances Trudaine a été remplacé par Boutin (190). On remarque, en consultant l'ordre de préséance au Conseil (191) que les membres du Conseil royal des finances sont pour la plupart choisis parmi les plus anciens conseillers d'Etat : Chaumont de la Galaisière a pris rang au Conseil en 1743, Feydeau de Marville en 1747, Moreau de Beaumont en 1756, Boullongne en 1757, Bertin en 1759 ; seuls Boutin et Taboureau des Réaux sont des nouveaux venus au Conseil, le premier en 1767, le second en 1775. Ce choix est certainement dicté par le désir de voir confier le règlement des affaires aux conseillers les plus expérimentés et les plus aptes à se faire rapidement une opinion sur les dossiers dont ils sont saisis en Conseil.

(188) Véri (abbé de). Journal, II, p. 64.

(189) Véri (abbé de). Journal, I, p. 439.

(190) Alm. royal 1777, p. 135.

(191) Alm. royal 1778, p. 192.

Ce même souci a vraisemblablement commandé la désignation de conseillers qui ont occupé ou occupent encore des postes d'administrateurs actifs : Moreau de Beaumont avait jusqu'en juin 1777 le département des eaux et forêts et Taboureaux des Rêaux venait de céder sa place de contrôleur général à Necker ; Boullongne dirige maintenant le service de la tutelle financière au Contrôle général et Bertin est Secrétaire d'Etat chargé de l'agriculture. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de voir le Conseil royal régler en une seule séance un nombre élevé d'affaires : les dossiers préparés avec soin par les services sont présentés à des magistrats qui connaissent bien la pratique administrative et savent par expérience professionnelle quelle solution de règlement apporter aux affaires financières qui viennent de leur être soumises ; on peut aller vite au cours d'une séance qui réunit des techniciens spécialisés, habiles à l'administration et à la justice administrative. La tâche des membres du Conseil est d'ailleurs facilitée par le rapporteur qui, dans l'exposé des affaires, fait certainement au Conseil des propositions précises de règlement. On remarque enfin que si les dossiers soumis le 21 octobre 1777 au Conseil sont nombreux, ils ne présentent pas de questions fondamentales à résoudre et que, lorsque c'est le cas, l'affaire (arrêt n° 29) est renvoyée pour un examen plus approfondi à la Grande direction des finances : là, l'affaire sera étudiée à nouveau et plus minutieusement par les commissaires du Conseil auxquels elle aura été communiquée avant la séance.

On a soutenu que le Conseil ne pouvait raisonnablement examiner autant d'arrêts dans une même séance et qu'en fait il ne se réunissait plus que "pour arrêter les comptes du trésor royal, répondre aux cahiers des pays d'états et pour décider de temps en temps quelques affaires contentieuses" (192). Les décisions auraient cependant toujours été prises en forme d'arrêts. La situation décrite par le commentateur anonyme du Règlement de 1661 - il écrit en 1768 - semble s'être modifiée en octobre 1777 : le Conseil royal des finances serait redevenu un organe vivant d'administration, se réunissant sous la présidence effective du Roi (193) et statuant réellement sur les affaires administratives ou contentieuses émanées des différents services du Contrôle général. Avec l'avènement de Louis XVI et l'entrée en scène de Maurepas, les mœurs gouvernementales ont changé : Véri relève, à maints endroits de son Journal, les efforts faits par le premier ministre pour intéresser le jeune Roi à la manutention des affaires du royaume qui se traitaient en Conseil. On a une autre raison de croire à la réalité de l'examen des

(192) Règlement du 15 septembre 1661, publ. par M. Antoine, Les Conseils des finances sous le règne de Louis XV, dans Rev. d'hist. mod. et contemporaine, 1958, p. 196 (observation sous l'article 13).

(193) Joly de Fleury. Mémoire sur la petite Direction des finances, 1777, publ. par M. Antoine, ibidem, p. 199.

dossiers en Conseil ; tant que le contrôleur général des finances était le rapporteur du Conseil royal, on pouvait encore soutenir qu'il ait usé de son autorité ministérielle pour faire pression sur le garde des sceaux ou surprendre sa bonne foi en lui faisant signer des arrêts préparés dans ses services et non délibérés en Conseil ; mais, en 1777, une telle manoeuvre paraît moins vraisemblable puisque le directeur général des finances ne rapporte pas les affaires au Conseil.

Pour autant qu'on puisse en juger à la lumière des arrêts de notre inventaire, les bureaux du Contrôle général n'interviennent qu'au stade de la préparation des décisions et sont au service du Conseil qui reste le centre de règlement des affaires financières.

CHAPITRE TROISIEME

ANALYSE DE L'ARRET N° 20 DU 21 OCTOBRE 1777.

Le conflit qui a donné lieu à l'arrêt n° 20 du 21 octobre 1777 opposait la ville de Metz à des marchands de bois adjudicataires de forêts royales, les sieurs Lecomte, au sujet de l'application de taxes indirectes communales. L'intérêt fiscal de l'Etat n'est pas, à première vue, en jeu : la contestation n'apparaissant pas avoir un " rapport direct avec l'administration " (194), on ne serait pas surpris de voir le Conseil royal des finances renvoyer les parties devant la Grande direction. Il n'en est rien. Pourquoi ?

Le litige portait sur la question de savoir si, en leur qualité d'adjudicataires des forêts du Roi, les marchands de bois étaient ou non exemptés du paiement des impositions indirectes que la ville de Metz percevait à son profit. En première instance, le Bureau de l'Hôtel de ville de Metz avait soumis les sieurs Lecomte au paiement des taxes, par une sentence du 6 février 1770. Saisi du recours des marchands de bois, le Conseil, par un arrêt non contradictoire du 1er mai 1770, avait statué en sens contraire et cassé la sentence de la juridiction messine. La municipalité avait alors introduit, par la voie de l'opposition, une requête demandant au Conseil de réviser sa première décision.

I. Régime de la fiscalité indirecte à Metz.

A la fin de l'Ancien Régime, la fiscalité indirecte de la ville de Metz comprenait essentiellement des droits de maltôte et des droits d'impositions perçus à l'occasion des transactions réalisées par les habitants du pays messin.

(194) Voir supra p. 96.

Les maltôtes étaient des impôts anciens : la ville les percevait depuis la première moitié du XIV^e siècle (195). La perception de ces taxes était affermée pour plusieurs années, généralement pour six ans. La décision d'affermage était prise par les officiers municipaux (Maître et conseillers échevins) avec le concours de l'Assemblée des Trois Ordres (196). La ferme des impôts était attribuée après adjudication aux enchères à laquelle il était procédé par l'Assemblée des Trois Ordres en présence de l'intendant de la généralité. Les conditions des adjudications étaient minutieusement fixées (197). L'adjudicataire gérât les maltôtes à ses risques et périls en appliquant des tarifs arrêtés par la municipalité (198). Les biens et marchandises touchés par le fisc communal étaient nombreux : les principales denrées de consommation courante étaient taxées. Les maltôtes dues au vingtième frappaient les bois de marnage achetés hors de la ville et du pays messin, les pierres et meules, le saumon frais et les truites. Le droit de quarantième, ou de six deniers pour livre du prix des marchandises, régissait les maltôtes "des ailles, du bois de chauffage et fagots, du bois de marnage acheté dans le pays messin, des bonnetiers, des bâtes à quatre pieds, des bouchers pour le débit, des boulangers, de la bulette, des chandelles de cire et de suif, des chanvriers, des draps autres que ceux vendus en gros dans la ville et de ceux que les marchands y résidans y font venir ; des eaux de vie, des febvres et serrures, des huilliers, de la mercerie, autres que ceux que les marchands, les juifs et les bourgeois font venir à leur compte du dehors du pays ; du miel, des poissons, de la pelleterie et des tonnes et tonneaux" (199). Les marchands de la ville et les juifs devaient payer un droit de maltôte d'un et demi pour cent du prix des marchandises qu'ils faisaient venir à leur compte.

A côté des maltôtes, on trouvait des droits d'imposition divers perçus soit en sus, soit indépendamment des maltôtes. En sus de la maltôte au quarantième, les bouchers payaient des droits supplémentaires, variables selon la qualité et la quantité des viandes débitées. Des droits d'entrée et de sortie frappaient les denrées circulant par chars ou par bateaux. Aux portes de la ville et aux ponts établis sur la Moselle, on percevait des droits de passage et de péages. Les forains et les revendeurs de poissons et d'écrevisses payaient des droits de place au marché. A côté des maltôtes du bois de chauffage, un droit d'imposition était établi sur lesdits bois, les houilles, charbons et braises. Enfin, les vins étrangers ainsi que ceux de Lorraine et du Barrois étaient taxés d'après le

(195) Colin (Odile). Les finances de la ville de Metz au XV^e siècle, Paris, Ecole des Chartes, 1957, tirage à part non mis en vente, Arch. Municipales de Metz, CB, 263.

(196) Arch. munic. de Metz, CC 597, pièces 21 et 22.

(197) Arch. munic. de Metz, CC 597, pièces 9 bis et 12.

(198) Arch. munic. de Metz, CC 615 et CC 588, C 84, pièce 18 (tarif du 30.7.1765).

(199) Arch. munic. de Metz, CC 588, C 84, pièce 18 (tarif du 30 juillet 1765).

nombre de muids.

Maltôtes et droits d'imposition étaient d'un bon rapport : par exemple, la taxe sur les bois de chauffage et charbons, adjugés le 11 août 1766 pour neuf ans à compter du 1er janvier 1767, faisait entrer annuellement 16.500 livres dans la caisse communale (200) ; une autre adjudication faite fin 1769 pour six années à compter du 1er janvier 1770 devait rapporter chaque année 15.600 livres à la municipalité (201). Le contentieux de ces taxes était de la compétence de la juridiction locale, le Bureau de l'Hôtel de Ville de Metz. Le cahier des charges de l'adjudication des droits sur les bois du 11 août 1766 disposait en son article 16 : "Les contestations qui pourront survenir pour raison de la perception des droits en principal et sol pour livre d'icelui appartenant à la ville et l'exécution des susdites conditions seront portées pardevant le Bureau de la ville" (202).

II. Situation fiscale des adjudicataires des forêts du Roi.

Une jurisprudence constante du Conseil du Roi exonérait les adjudicataires des forêts domaniales de l'Etat du paiement des droits indirects établis par les municipalités sur les bois : "Les adjudicataires des bois du Roi sont exempts de tous droits pour les bois provenant des ventes qu'ils font conduire et débiter pour leur compte dans les villes, à la charge seulement de marquer de leur marteau deux buches sur chaque voiture et de donner à chaque voiturier un certificat contenant son nom et sa demeure, la qualité et la quantité des bois qu'ils ont chargés et le jour du départ, pour lesdits certificats être remis aux bureaux des entrées et octrois" (203). Cette exemption avait été prononcée par toute une série d'arrêts du Conseil dont un du 22 juin 1694 avait trait à la fiscalité messine : cet arrêt ordonnait en effet "que les adjudicataires des forêts du Roi seront exempts de tous les droits de maltôte sur les bois qu'ils feront conduire et débiter à Metz" (204). L'exemption fiscale des adjudicataires des forêts du Roi figurait d'ailleurs expressément au cahier des charges de l'adjudication des droits fiscaux à percevoir pour le compte de la ville : "les bois et fagots provenants des

(200) Arch. munic. de Metz, CC 597, C 93, pièce 15.

(201) Arch. munic. de Metz, CC 597, C 93, pièces 21 et 22.

(202) Arch. munic. de Metz, CC 597, C 93, pièce 15.

(203) Chailland, Dict. raisonné des eaux et forêts, tome 1, v^o Droits de péages, entrées, octrois, p. 207.

(204) Ibidem, p. 208.

forests du Roy seront exempts desdits droits lorsque les adjudicataires les feront conduire et débiter par eux-mêmes suivant l'arrêt du Conseil du 22 juin 1694, et à charge par eux de justifier que lesdits bois proviennent de l'adjudication à eux faite " (205).

III. Nature de la contestation soumise au Conseil.

La jurisprudence était établie, les conditions de l'affermage des taxes communales ne prêtaient à aucune discussion : les adjudicataires des forêts du Roi devaient être exonérés des droits indirects sur les bois provenant des coupes de forêts domaniales. A la suite de quelles circonstances les fermiers du fisc communal s'étaient-ils cru en droit d'imposer malgré tout les sieurs Leconte ? Pourquoi la municipalité avait-elle pris fait et cause pour ses fermiers ? Les pièces de la procédure de première instance renseignent à ce sujet.

Devant la juridiction municipale, la procédure se présente de façon assez complexe. Le litige met en présence les marchands de bois Leconte et deux fermiers successifs des impôts communaux, les sieurs Jacques Mouzon et Dominique Gendarne. Le premier, ancien fermier de la maltôte au quarantième lot, à l'époque de procès, fermier du droit d'imposition sur le bois de chauffage, avait assigné les sieurs Leconte en paiement des taxes auxquelles ils prétendaient échapper en se fondant sur l'exemption résultant de l'arrêt du 22 juin 1694. De leur côté, les marchands de bois avaient actionné la Ferme de Dominique Gendarne et Compagnie, actuels fermiers de la maltôte, à l'effet d'être jugés exempts de tous impôts.

(205) Arch. munic. de Metz, CC 597, C 93, pièce 15.

Engagée par une requête de Mouzon du 4 août 1767, la procédure avait été quelque peu ralentie par les feux croisés des demandes principales et incidentes des parties et finalement le tribunal de Metz avait ordonné, sur une requête des sieurs Lecomte non contrariée par les Fermiers (206), la jonction des dossiers par une sentence du 23 mai 1769 (207). Remises de l'affaire, communication du dossier au procureur syndic de la ville, clôture de l'instruction, nomination d'un rapporteur, toutes ces mesures avaient donné lieu aux jugements préparatoires des 4 juin 1769, 11 juillet 1769, 22 août 1769, 12 et 19 décembre 1769, 2 et 9 janvier 1770 (208). C'est à l'audience du 6 février 1770 que le jugement fut rendu.

A la lecture de la sentence (209) et des qualités des parties (210), on aperçoit fort bien les raisons qui ont conduit les fermiers du fisc communal à actionner les marchands de bois devant le Bureau de l'Hôtel de ville. Le Tribunal rappelle que " pour jouir, de la part des adjudicataires des forêts du Roi, tant en France qu'en Lorraine, de l'exemption desdits droits dûs par les marchands de bois vendeurs conformément à l'arrêt du Conseil du 22 juin 1694.... ils seront tenus de faire conduire et débiter eux-mêmes... et de justifier aux fermiers qu'ils sont adjudicataires desdites forêts par la représentation de leur adjudication... ce faisant, de marquer de leurs marteaux deux buches sur chacun des chariots ou autres voitures de bois qu'ils feront voiturier..., de donner à chacun des voituriers et conducteurs de leurs bois un certificat signé d'eux qui contiendra les noms, surnoms et demeures desdits voituriers, les quantités et qualités des bois qu'ils auront chargés et le jour de leur départ des forêts et ventes qui y seront aussi dénommés ; quelesdits voituriers et conducteurs remettront lesdits certificats aux bureaux des entrées et octrois de ladite ville et que les marchands adjudicataires, ou

(206) Arch. munic. de Metz, BB 133, F 103, 4^e liasse, pièce 8.

(207) Arch. munic. de Metz, BB 85, ft. 71.

(208) Arch. munic. de Metz, BB 85, ft. 73, 74 et 75.

(209) Arch. munic. de Metz, BB 85, ft. 77 (manuscrit) et CC 588, pièce 33 (imprimé).

(210) Arch. munic. de Metz, BB 133, F 103, 5^e liasse, pièce 35.

leurs facteurs et gardes-ventes (211), seront tenus d'enregistrer lesdits certificats sur des registres qu'ils auront à cet effet, lesquels seront cottés et paraphés par le Maître particulier ou le lieutenant en la maîtrise où les adjudications auront été faites, le tout à peine de trois cent livres d'amende contre les contrevenans ...". Le rappel de la réglementation en vigueur par la sentence du 6 février 1770 et la condamnation des sieurs Lecomte qui s'ensuivait laissent à penser que les marchands de bois n'avaient pas respecté les formalités légales leur ouvrant droit à l'exemption des droits de maltôte et d'imposition : l'omission de ces formalités n'avaient pas mis les fermiers du fisc messin à même de vérifier si les bois entrés à Metz provenaient bien des forêts royales adjudgées. Pour mieux comprendre l'attitude du tribunal, il faut ajouter que les sieurs Lecomte ne demandaient pas seulement le bénéfice de l'exonération fiscale, mais qu'ils s'estimaient de plus qualifiés pour percevoir à leur profit les droits litigieux : ils avaient effectivement conclu que "lesdits Jacques Houzon et Compagnie, Dominique Gendarme et Compagnie [seront] tenus en deffenses d'exiger prétendre ny percevoir aucun droit d'imposition ny de quarantième ny aucun accessoire d'iceux sur les bois provenants des forests royales de France et de Lorraine dont ils sont et seront adjudicataires sous leurs noms ou ceux de leurs commis, lesquels bois seront exempts desdits droits conformément auxdittes conditions, baux et arrêts du Conseil, a l'effet de quoi lesdits sieurs Lecomte seront autorisés à joindre au prix principal du bois exempt les droits d'impositions et sol pour livres pour les toucher des acheteurs...". On comprend, dans ces conditions, que le juge messin ait cru faire bon droit aux fermiers : leurs intérêts financiers étaient ainsi sauvegardés, pour le présent et pour l'avenir, devant les prétentions excessives des marchands de bois.

Le Tribunal de Metz avait eu à trancher un litige d'ordre privé mettant en cause les intérêts personnels des plaideurs. Ni les fermiers des impôts locaux, ni la municipalité, ni les marchands de bois, ni à plus forte raison le juge n'avaient fait référence à un intérêt supérieur de l'administration des eaux et forêts qui aurait été compromis et dont il aurait été nécessaire d'assurer la protection. A ce stade de la procédure, l'affaire contentieuse était restée une querelle privée.

(211) "Chaque adjudicataire est tenu d'avoir un facteur ou garde-vente agréé par l'agent local [des eaux et forêts] ; ce facteur tient un registre sur lequel il inscrit, jour par jour, les bois qu'il vend, lequel est représenté aux agents, visé et arrêté par eux lorsqu'ils le requièrent" (Baudrillart. Traité général des eaux et forêts, v^o Adjudication, p. 109).

IV. Dénaturation par le Conseil royal des finances de la contestation qui lui est soumise.

Condamnés à Metz, les sieurs Lecomte ne se tinrent pas pour battus ; ils saisirent le Conseil du Roi d'une demande en cassation de la sentence du Bureau de l'Hôtel de ville de Metz du 6 février 1770. Leur requête tendait à obtenir l'application stricte de l'arrêt du 22 juin 1694 qui avait exonéré du paiement des taxes messines les adjudicataires des forêts royales. On pouvait s'attendre à voir les fermiers et les officiers municipaux de Metz s'expliquer sur leur comportement vis à vis des marchands de bois. Il n'en fut rien : le Conseil jugea inutile de communiquer la requête des sieurs Lecomte à leurs adversaires et, par un arrêt du 1er mai 1770, cassa la sentence des premiers juges, avec toutes conséquences de droit. Dans son arrêt, le Conseil rappelle sa jurisprudence traditionnelle relative à l'exemption fiscale des adjudicataires des forêts du Roi, employant pour condamner la Ville de Metz les termes mêmes dont la juridiction inférieure s'était servi pour rédiger son jugement. On ressent une sorte de malaise à voir ainsi des juridictions user de mêmes arguments pour fonder des décisions judiciaires en tous points contraires. Les juges de Metz avaient, semble-t-il, condamné les marchands de bois à payer l'impôt en raison de l'impossibilité dans laquelle les fermiers s'étaient trouvés de contrôler la provenance des bois entrés à Metz. Le Conseil du Roi s'était-il convaincu du contraire ou bien agissait-il par pur opportunisme ? Il est tentant de penser que le Conseil n'avait vraisemblablement voulu réaffirmer la protection qu'il accordait traditionnellement aux adjudicataires des bois du Roi que dans le seul but de garantir l'indépendance de l'administration des eaux et forêts et sauvegarder les intérêts purement financiers de l'Etat, estimant par exemple que la perspective d'avoir d'éventuels impôts à payer, s'ils négligeaient de respecter les formes légales nécessaires pour être admis à se prévaloir de l'exonération, risquait d'amener les marchands de bois à boudier les adjudications des coupes à venir ou au moins à montrer quelque réticence dans leurs futures enchères. Le Conseil du Roi, surtout dans ses séances administratives, n'est pas toujours purement un tribunal et, dans le cas d'espèce, sa préoccupation majeure semble avoir été de soutenir le service des eaux et forêts dans l'exercice de son activité administrative, de garantir la liberté d'action de l'administration des finances publiques plutôt que de chercher à vider équitablement un procès opposant des particuliers. Ce faisant, le Conseil donnait une dimension nouvelle à l'affaire dont il avait été saisi, transformant une querelle privée où s'opposaient des intérêts particuliers en une contestation au jugement de

laquelle la puissance publique était intéressée. Ce qui importe au Conseil, ce n'est pas seulement de faire bon droit à l'un ou à l'autre des plaideurs, c'est davantage de s'assurer que le droit qu'il dit ne contrarie pas l'intérêt supérieur et prioritaire de l'Etat. Ainsi pourraient s'expliquer la hâte qu'il mit à trancher le débat, le refus de garantir les droits de la défense par une instruction contradictoire, l'absence de motivation de son arrêt. Si l'on accordait quelque crédit à cette hypothèse, il faudrait conclure que la coloration administrative donnée par le Conseil à une affaire contentieuse à l'origine incontestablement privée équivalait à une véritable dénaturation du procès.

Le dossier de l'affaire devait être soumis une nouvelle fois à l'examen du Conseil : le 15 novembre 1770, la municipalité de Metz déposait une requête en opposition à l'arrêt du 1er mai 1770 qui lui avait été signifié le 19 mai. Il s'agissait pour les représentants de la ville d'obtenir du Conseil la révision d'un arrêt qui leur portait préjudice alors qu'ils n'avaient pas été appelés à faire valoir leur point de vue. Sans contester le principe de l'exemption fiscale dont bénéficiaient, aux conditions et sous les réserves décrites, les adjudicataires des forêts royales, les officiers municipaux désiraient faire juger que les marchands de bois acquitteraient malgré tout les droits d'entrée, quitte par eux à en demander le remboursement à leurs acheteurs : le droit d'imposition, exposait la municipalité dans sa requête, "continuera à être payé lorsque les bois entreront à Metz, soit qu'ils y soient amenés par les particuliers qui les auront achetés, soit qu'ils y soient conduits par les particuliers propriétaires desdits bois, même par les adjudicataires de ceux de sa Majesté, lesquels en ce cas seront autorisés à se les faire rendre et remettre par ceux à qui ils vendront leurs bois ...". On voit sans peine la raison qui déterminait la ville à demander l'introduction d'une telle pratique : il aurait été plus aisé pour les fermiers des impôts communaux de toucher les redevables en la personne de ceux - en petit nombre - qui passaient avec leurs bois devant les bureaux de l'octroi, aux portes de la ville, plutôt qu'en celle des consommateurs - très nombreux - qui venaient en faire l'achat au chantier du Saulcy situé à l'intérieur de la cité ; l'évasion fiscale aurait été rendue impossible sans que la popularité des édiles messins ait été mise en cause par les habitants. A l'appui de sa requête, la ville faisait encore valoir un arrêt du Conseil du Roi du 8 juin 1765 (212) qui avait prorogé pour neuf ans, à compter du 1er janvier 1767, la perception de taxes exceptionnelles, notamment des droits sur les bois, houilles et charbons dont le paiement devait être acquitté "par toutes

(212) Arch. munic. de Metz, CC 588, C 84, n° 17.

sortes de personnes sans distinction, exemptes ou non exemptes, privilégiées et non privilégiées", l'autorisation de prorogation sollicitée par la municipalité ayant été accordée par le Conseil afin de lui permettre de faire face au versement du don gratuit et surtout au paiement des dépenses de construction du nouvel hôtel de ville dont les travaux allaient bientôt commencer (les plans dessinés par Blondel avaient été approuvés par arrêt du Conseil du 24 février 1764) (213).

Insensible à l'argumentation développée par la municipalité, le Conseil décida, par l'arrêt n° 20 du 21 octobre 1777, le rejet de l'opposition et l'exécution de sa précédente décision du 1er mai 1770, sans modification, ni restriction. Dans cette deuxième phase procédurale dont le caractère contradictoire apportait à vrai dire un élément nouveau pouvant influencer sur l'issue du procès, on assiste comme à une parade entreprise pro forma par la ville, peut-être même sans guère d'illusion de sa part. Malgré leur force, les arguments nouveaux avancés par la ville ne semblent pas persuader le Conseil royal des finances qui s'en tient strictement à sa première décision. Certes, la ville est invitée à s'expliquer longuement, à contester le bien-fondé de la thèse de ses adversaires, mais personne ne semble l'écouter. Depuis la saisine du Conseil, le débat, on le sent bien, a définitivement perdu son caractère privé : la contestation opposant les marchands de bois aux fermiers et à la municipalité est devenue affaire de l'Etat.

(213) Il s'agit de l'actuel hôtel de ville dont la construction fut achevée en 1789 : le montant de la dépense, non compris divers travaux supplémentaires, devait s'élever à la somme de 240.521 livres 10 sols et 10 deniers (Jean Julien Barbé, L'Hôtel de ville de Metz, Edition de la Revue Lorraine Illustrée, Nancy, 1930 - Arch. munic. de Metz, CB 180 -).

INVENTAIRE

DES ARRETS RENDUS AU CONSEIL DU ROI

LES 21 ET 27 OCTOBRE 1777

L'inventaire présenté dans les pages qui suivent porte sur quarante et un arrêts du Conseil du Roi. Quarante arrêts ont été rendus le 21 octobre 1777, un arrêt est daté du 27 octobre 1777.

Les minutes de ces arrêts sont classées aux Archives nationales respectivement sous les cotes E. 1542^A et E. 1542^B.

Pour chaque arrêt, on trouvera :

- l'indication du numéro d'ordre, du lieu et de la date de l'arrêt ;
 - l'analyse diplomatique empruntée pour une grande part au résumé de l'arrêt tel qu'on le relève généralement au dos du dernier feuillet de la minute, à l'exception de l'arrêt 39 du 21 octobre et de l'unique arrêt du 27 octobre, pour lesquels ne figure aucun schéma de ce genre ;
 - l'édition partielle de la teneur de l'arrêt, les passages supprimés étant indiqués par des points de suspension et correspondant généralement à l'énoncé des pièces produites par les parties, la publication de celles-ci ayant été jugée trop longue pour figurer dans un inventaire ; les additions personnelles sont mises entre crochets ;
 - enfin, dans une note en bas de page, les mentions hors la teneur relevées sur la minute.
-

§ I

ARRETS DU CONSEIL DU ROI DU 21 OCTOBRE 1777

(Arch. nat. E. 1542^A)

1. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 1)

Arrêt simple, rendu sur requêtes contradictoires, "qui déboute le nommé Briard, amidonnier à Paris, de son appel d'une ordonnance de M. le Lieutenant général de police rendue contre luy le 15 juillet 1777 relativement au droit sur l'amidon".

Vû au Conseil d'Etat du Roy la requête présentée en iceluy par Pierre François Briard, amidonnier au fauxbourg Saint Antoine, tendant à ce que, pour les causes y contenues, il plût à Sa Majesté le recevoir appelant de l'ordonnance du sieur Lieutenant général de police ... [suit le contenu de la requête], ladite requête signée Thacussios, avocat dudit Briard ; le mémoire de Jean Baptiste Fouache, régisseur du droit sur l'amidon en réponse à ladite requête tendant, pour les causes y portées, à ce qu'il plût à Sa Majesté déclarer ledit Briard non recevable dans son appel, ou en tous cas l'en débouter ... [suit l'énoncé des autres pièces produites par les parties au Conseil]... Oui le raport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roi en son Conseil, sans s'arrêter à l'appel interjetté par ledit Briard de l'ordonnance rendue par le sieur Lieutenant général de police le quinze juillet mil sept cent soixante dix sept dont Sa Majesté l'a débouté et déboute,

a ordonné et ordonne que ladite ordonnance sera exécutée selon sa forme et teneur et condamne ledit Briard aux dépens et au coust, sceau, contrôle et signification du présent arrest. (1)

[signé à gauche :] Hue de Miromesnil

[à droite :] Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a Font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 1er"
- en haut à gauche : "Fontainebleau le 21 octobre 1777"
- dans la marge à gauche : "Exp. Un"
- en bas à gauche : "a Controller", et en dessous : "Fouache".

Après les signatures, on lit la mention :

"a Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on relève les mentions suivantes :

- en haut à gauche : "amidon"
- en bas à gauche : "M. Hamelin".

2. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 2)

Arrêt simple, rendu sur requêtes contradictoires "qui déboute le nommé Dudouy, amidonnier à Paris, de son appel d'une ordonnance de M. le Lieutenant général de police rendue contre luy relativement au droit sur l'amidon le 15 juillet 1777".

Vu au Conseil d'Etat du Roy la requête présentée en icelui par Jacques Dudouy, amidonnier au fauxbourg Saint Antoine tendant à ce que, pour les causes y contenues, il plût à Sa Majesté le recevoir appellant de l'ordonnance du sieur Lieutenant général de police ... [suit le contenu de la requête], ladite requête signée Thacussios, avocat dudit Dudouy ; le mémoire de Jean Baptiste Fouache, régisseur du droit sur l'amidon, en réponse à ladite requête tendant, pour les causes y portées, à ce qu'il plût à Sa Majesté déclarer ledit Dudouy non recevable dans son appel et en tous cas l'en débouter ... [suit l'énoncé des autres pièces produites par les parties au Conseil] . Ouy le raport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roi en son Conseil, sans s'arrêter à l'appel interjetté par ledit Dudouy de l'ordonnance rendue par le sieur Lieutenant général de police le quinze juillet mil sept cent soixante dix sept dont Sa Majesté l'a débouté et déboute,

a ordonné et ordonne que ladite ordonnance sera exécutée selon sa forme et teneur et condamne ledit Dudouy aux dépens et au coust, sceau, contrôle et signification du présent arrest. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a Font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 2"
- en haut à gauche : "Fontainebleau le 21 octobre 1777"
- dans la marge à gauche : "Exp. Un"
- en bas à gauche : "a Controller", et en dessous : "Fouache".

Après les signatures, on lit la mention :

"a Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve les mentions suivantes :

- en haut à gauche : "amidon"
- en bas à gauche : "M. Hamelin".

3. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 3)

Arrêt simple, rendu sur requêtes contradictoires, "qui déboute le nommé Gurlot, amidonnier à Paris, de son appel d'une ordonnance de M. le Lieutenant général de police rendue contre luy le 15 juillet 1777 relativement au droit sur l'amidon".

Vu au Conseil d'Etat du Roy la requête présentée en iceluy par Edme François Gurlot, amidonnier au fauxbourg Saint Antoine, tendant à ce que, pour les causes y contenues, il plût à Sa Majesté le recevoir appelant de l'ordonnance du sieur Lieutenant général de police ... [suit le contenu de la requête], ladite requête signée Thacussios, avocat dudit Gurlot; le mémoire de Jean Baptiste Fouache, régisseur du droit sur l'amidon, en réponse à ladite requête tendant, pour les causes y portées, à ce qu'il plût à Sa Majesté déclarer ledit Gurlot non recevable dans son appel, ou en tous cas l'en débouter ... [suit l'énoncé des autres pièces produites par les parties au Conseil]. Ouy le raport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roi en son Conseil, sans s'arrêter à l'appel interjetté par ledit Gurlot de l'ordonnance rendue par le sieur Lieutenant général de police le quinze juillet mil sept cent soixante dix sept dont Sa Majesté l'a débouté et

déboute, a ordonné et ordonne que ladite ordonnance sera exécutée selon sa forme et teneur et condamne ledit Gourlot aux dépens et au coust, sceau, contrôle et signification du présent arrest. (1)

[signé à gauche :] Hue de Miromesnil

[à droite :] Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a Font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 3"
- en haut à gauche : "Fontainebleau le 21 octobre 1777"
- dans la marge à gauche : "Exp, Un"
- en bas à gauche : "a Controller", et en dessous : "Fouache".

Après les signatures, on lit la mention :

"a Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve les mentions suivantes :

- en haut à gauche : "anidon"
- en bas à gauche : "M. Hamelin".

4. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542 ^A, n° 4)

Arrêt simple, rendu sur requêtes contradictoires "qui déboute les officiers municipaux de Mantes de l'opposition par eux formée à l'arrêt du Conseil du 27 may 1777 qui a ordonné la perception au profit du Roy des droits de vendeurs de poisson et mesureurs de grains".

Vu au Conseil d'Etat du Roy la requête présentée en icelui par les maire et échevins de la ville de Mantes par laquelle ils demandent à être reçus opposants à l'exécution de l'arrêt du Conseil du 27 may 1777 qui a envoyé J. B. Bossuat en possession des droits de vendeurs de poisson et de mesureurs de grains que la ville faisait percevoir à son profit ... [suit le contenu de la requête], la dite requête signée Parent ; vu le mémoire fourni par J. B. Bossuat pour servir de reponse à la susdite requête ... [suit l'énoncé des autres pièces produites par les parties au Conseil]. Oui le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roi en son Conseil, sans avoir égard à la requête des maires, échevins et habitants de la ville de Mantes tendant à être reçus opposants à l'arrêt du Conseil du vingt sept may mil sept cent soixante dix sept dont Sa Majesté les a débouté et déboute, a ordonné et ordonne

que l'Edit du mois d'avril mil sept cent soixante huit, la Déclaration du quinze décembre mil sept cent soixante dix et l'arrest de son Conseil du vingt sept may mil sept cent soixante dix sept seront exécutés selon leur forme et teneur ; condamne lesdits maire, échevins et habitants en tous les dépens ainsy qu'au coust, sceau et signification du présent arrest. (1)

[signé à gauche :] Hue de Miromesnil

[à droite :] Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a Fontainebleau le 21 8^{bre} 1777. N° ... 4"
- en haut à gauche : "Fontainebleau le 21 octobre 1777"
- dans la marge à gauche : "Exp. Un et Com^{on}" et la lettre "C" en très grand caractère
- en bas à gauche : "a. controller", et en dessous : "Régie".

Après les signatures, on lit la mention :
"A Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve les mentions suivantes :

- en haut à gauche : "Droits domaniaux"
- en bas à gauche : "M. Hamelin".

5. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 5)

Arrêt simple, rendu sur requêtes contradictoires présentées par le sieur Pirodeau, régisseur des droits de greffe, demandeur d'une part et les prévôt des marchands et échevins de Lyon, défendeurs et les président et directeur de la Chambre de commerce de Lyon, intervenants d'autre part," qui faisant droit sur le renvoi porté par l'ordonnance du sieur Intendant de Lyon ordonne que les réglemens concernant les présentations et les défauts et congés seront exécutés en la juridiction de la Conservation et du Consulat de Lyon".

Vu au Conseil d'Etat du Roy les requêtes respectives présentées en icelui, l'une par les prévôt des marchands et échevins de la ville de Lyon, l'autre par les président et directeur de la Chambre du Commerce de la ville intervenant, et l'autre par Jean Baptiste Pirodeau, régisseur des droits de greffe, droits réservés et autres y joints, contenant savoir, celle des prévôt des marchands et échevins, que sur une contestation élevée pardevant M. l'Intendant de Lyon entre eux et le régisseur au sujet de plusieurs droits de greffes dont celui-ci pensait que la perception devoit être établie en la juridiction de la Conservation et du Consulat de Lyon, unies, il est intervenu une ordonnance qui a renvoyé les parties au Conseil ... [suit le contenu de la requête des prévôt et échevins de Lyon]; celle des président et directeurs de la Chambre du commerce contenant les mêmes moiens que ceux employés par les prévôt des marchands et échevins ... [suit le contenu de la requête des président et directeur de la Chambre de commerce de Lyon]; et celle du dit Pirodeau contenant que sur un proces verbal rapporté par son préposé à Lyon le vingt sept avril mil sept cent soixante seize, contre le sieur Laisné, greffier en la juridiction de la Conservation et du Consulat, ce greffier a été traduit pardevant M. l'Intendant pour être condamné aux amendes par lui encourues, pour avoir rédigé, expédié et délivré une sentence,

sans que les droits de présentations et défaut aient été acquittés ; que les prevot des marchands et échevins sont intervenus dans l'instance et ont pris le fait et cause de leur greffier, et qu'après une ample instruction, M. l'Intendant par son ordonnance du vingt huit janvier mil sept cent soixante dix sept, a jugé à propos de renvoyer les parties au Conseil ... [suivent le contenu de la requête du sieur Pirodeau et l'énoncé des autres pièces produites par les parties au Conseil] . Oui le raport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roi en son Conseil, faisant droit sur lesdites requêtes respectives, a ordonné et ordonne que les Déclarations des 3 mars et 7 juillet 1705, l'Edit du mois de novembre 1771 et l'arrêt du 22 décembre suivant concernant la perception des 8 sols en sus des émoluments et salaires des greffiers, la Déclaration du 12 juillet 1695 et l'arrêt du 24 janvier 1696 concernant la présentation dans les juridictions consulaires, les Edits de fevrier 1715 et janvier 1716 ensemble les arrêts des 9 avril 1718, 23 décembre 1721, 22 mars 1740 et 9 février 1776 concernant les défauts et congés seront exécutés en la juridiction de la Conservation et du Consulat de Lyon selon leur forme et teneur ; en conséquence que la perception des 8 sols en sus des salaires et émoluments du greffe de ladite juridiction continuera de se faire, comme elle s'est toujours faite ou dû faire, comme aussi que le droit de présentation des défendeurs à raison de cinq sols et les huit sols pour livre en sus et celui des défauts et congés à raison de quinze sols et les huit sols pour livre seront payés et acquittés entre les mains du régisseur, ses commis et préposés par les procureurs postulant en ladite juridiction dans le tems et sous les peines portées par les reglements, à la charge par le préposé de compter au greffier de trois mois en trois mois du principal de chaque présentation ; fait Sa Majesté très expresses inhibitions et défenses au greffier de rediger, enregistrer et expédier aucuns apointemens, sentences et jugemens sans y insérer la date de la présentation du défendeur et sans que le droit de défaut ou congé n'ait été acquitté sous les peines et amendes portées par les reglements ; condamne Sa Majesté Jean Lainé, commis greffier et les prevôt des marchands et échevins comme ayant pris son fait et

cause au coust du présent arrest, contrôle, sceau,
signification et de la commission qui sera expédiée
sur iceluy. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Mironesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions
hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a Font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 5"
- en haut à gauche : "Fontainebleau le 21 octobre 1777"
- dans la marge à gauche : "Expedié et Com" et la lettre "C" en très
grand caractère
- en bas à gauche : "a Controller", et en dessous : "Pirodeau".

Après les signatures, on lit la mention :
"a Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Avec le résumé de l'arrêt rédigé sur le recto du dernier
feuillet, on trouve les mentions suivantes :

- en haut à gauche : "Greffes"
- en bas à gauche : "M. Hamelin".

6. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 6)

Arrêt simple, rendu sur requêtes contradictoires, "qui déboute le normé Le Boucher, bouilleur d'eau de vie, de l'appel par luy interjetté d'une ordonnance de M. l'Intendant de Caen du 4 mars 1777 rendue contre luy relativement aux droits de courtiers jaugeurs".

Vu au Conseil d'Etat du Roi la requête de Jacque Le Boucher, bouilleur d'eau de vie en la paroisse de Mercy en Normandie, apelant d'une ordonnance rendue par le sieur Intendant de Caen du 4 mars 1777 ... [suit le contenu de la requête], ladite requete signée Voilquin et signifiée le 3 avril 1777 ; la réponse de Laurent David, adjudicataire des Fermes générales unies de France, contenant que ... [suit l'énoncé des autres pièces produites par les parties au Conseil]. Oui le raport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil, sans avoir égard à l'appel interjetté par ledit Le Boucher de l'ordonnance du sieur Intendant de Caen du quatre mars mil sept cent soixante dix sept ny aux fins et conclusions de sa requête dont il est

débouté, ordonne que ladite ordonnance sera exécutée selon sa forme et teneur ; condamne ledit Le Boucher au coust du présent arrest liquidé à soixante quinze livres. (1)

[signé à gauche :] Hue de Miromesnil

[à droite :] Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a Font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 6"
- en haut à gauche : "Fontainebleau le 21 octobre 1777"
- dans la marge à gauche : la lettre "C" en très grand caractère et en dessous : "Exp. Un et Com^{on}"
- en bas à gauche : "a Controller", et en dessous : "Fermes".

Après les signatures, on lit la mention :
"a Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve les mentions suivantes :

- en haut à gauche : "Aydes"
- en bas à gauche : "M. Hanelin"
- en bas à droite, verticalement : "49 livres 18 sols. C".

7. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 7)

Arrêt simple, rendu sur requêtes contradictoires, "qui ordonne l'exécution d'une ordonnance du sieur Intendant de la généralité d'Alençon rendue contre Vannier, laboureur en la paroisse d'Alincourt".

Vu au Conseil d'Etat du Roi la requête de Jacques Vannier, laboureur en la paroisse d'Alincourt, contre une ordonnance rendue par le sieur Intendant d'Alençon le 13 avril 1777 ... [suit le contenu de la requête]; le mémoire de Laurent David, adjudicataire des Fermes générales unies de France contenant ... [suit l'énoncé des autres pièces produites par les parties au Conseil]. Cui le raport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil, sans avoir égard à la demande de Vannier dont Sa Majesté l'a débouté et déboute, ordonne que l'ordonnance du sieur Intendant et commissaire départi en la généralité d'Alençon du treize avril mil sept cent soixante dix sept sera exécutée selon sa forme et teneur ;

condamne ledit Vannier au coust, sceau, contrôle et signification du présent arrest. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a Font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 7"
- en haut à gauche : "Fontainebleau le 21 octobre 1777"
- dans la marge à gauche : la lettre "C" en très grand caractère et en dessous : "Exp. Un et Conon"
- en bas à gauche : "a Controller", et en dessous : "Fernes".

Après les signatures, on lit la mention :
"a Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve les mentions suivantes :

- en haut à gauche : "Aydes"
- en bas à gauche : "M. Harcelin"
- en bas à droite, verticalement : "36 livres 4 sols".

8. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 8)

Arrêt simple, rendu sur requête qui "ordonne la vente de 25 arpents 60 perches de bois faisant partie de la réserve aposée dans ceux dépendants de la communauté de Vielley, pour le prix être employé en réparations".

Sur la requête présentée au Roy en son Conseil par les habitants et communauté de Vielley au Comté de Bourgogne contenant ... [suit le contenu de la requête tendant à obtenir, avec dispense de la formalité des lettres patentes prévue par l'Ordonnance des Eaux et Forêts du mois d'août 1669, l'autorisation de vendre des bois de réserve pour faire face à des dépenses de travaux (reconstruction du beffroi du clocher de l'église paroissiale, construction de cinq ponceaux dans le village, adduction d'eau, construction d'une maison pour loger le pâtre, mise hors d'eau du presbytère) reconnus nécessaires par l'architecte commis par le Subdélégué de Besançon, lequel agissait en vertu d'une ordonnance de l'Intendant de Bourgogne du 5 juin 1770, et se montant à 3.200 livres, prix de l'adjudication au rabais à laquelle ledit Subdélégué avait procédé le 16 septembre 1770]. Vu ladite requête, [suit l'énoncé des pièces produites par les parties et examinées par le Conseil, notamment] l'adjudication au rabais des ouvrages du 16 septembre 1770 ci dessus mentionné, le procès verbal dressé par le Maître Particulier en la maîtrise de Besançon le 24 décembre 1771 et duquel il résulte ..., l'avis du sieur Lacoré, Intendant et commissaire départi en la province de Franche Comté et celui du sieur de Marisy, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Bourgogne, Comté de Bourgogne et Alsace des 13 mars 1775 et 11 juin dernier. Ouy le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil, ayant égard à la requête, a ordonné et ordonne que par le sieur de Marizy, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Bourgogne, Conté de Bourgogne et Alsace, ou par les officiers de la maîtrise particulière des lieux qu'il pourra commettre, il sera incessamment procédé à la vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur en la manière accoutumée des vingt cinq arpents soixante perches de bois assis au canton de Naurois, et faisant partie de la réserve ci-devant aposée dans ceux dépendants de la communauté de Vielley, à la charge par celui qui s'en rendra adjudicataire d'y réserver par chaque arpent vingt cinq baliveaux de l'âge du recru, de brin et essence de chêne autant qu'il sera possible, et en outre quatre arbres anciens des plus sains et mieux venants aussi par arpent, suivant la marque qui en sera faite du marteau du Roy avant l'adjudication par les officiers de ladite maîtrise, dont procès verbal sera par eux dressé pour être ensuite inséré dans le cahier des charges de ladite adjudication, de raveler le plus près de terre que faire se pourra toutes les souches qui se trouveront dans lesdits bois, et de remettre le prix d'iceux en mains du Receveur général des domaines et bois de la province de Franche Comté, pour être employé sur les ordonnances dudit Grand Maître au paiement de la somme pour laquelle les suplicants sont tenus de contribuer dans le montant de l'adjudication au rabais du seize septembre mil sept cent soixante dix ; ordonne en outre Sa Majesté que sur le prix principal desdits bois, il sera par ledit Receveur général fait la retenue du dixième pour être la somme à laquelle il se trouvera monter employée au soulagement des pauvres communautés de filles religieuses et qu'après l'exploitation desdits bois, celui qui reviendra sera et demeurera conservé pour croître en futaie, sans que les suplicants, leurs successeurs n'y autres puissent y faire aucune coupe, non plus que dans le restant de ladite réserve, si ce n'est en vertu d'arrêt et lettres patentes dûment vérifiées conformément à l'article quatre du titre vingt quatre de l'Ordonnance des Eaux et Forêts du mois d'août mil six cent soixante neuf ; seront les suplicants tenus d'établir si fait n'a été les gardes nécessaires pour veiller à la conservation desdits bois, faute de quoi il y sera pourvu par ledit sieur Grand Maître qui décernera ses exécutoires sur les revenus de ladite communauté si elle en a, sinon contre les suplicants pour le payement des salaires desdits gardes, et en outre de remettre au greffe de ladite maîtrise les pièces justificatives de l'emploi du prix desdits bois de réserve trois mois

au plus tard après leurs dattes, et attendu l'aménagement
precedamment fait dans les bois de ladite communauté Sa
Majesté a dispensé et dispense les suplicants pour la coupe
de ceux en question de la formalité des lettres patentes
portée par ladite Ordonnance de mil six cent soixante neuf. (1)

[signé à gauche :] Huc de Mironesnil

[à droite :] Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions
hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a Font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N^o ... 8"
- en haut à gauche : "M. Deforges", et en dessous : "D.f.", et encore
en dessous : "Fontainebleau le 21 octobre 1777", et encore en
dessous : "D"
- dans la marge à gauche : "Exp. Un"
- en bas à gauche : "M.D."

Après les signatures, on lit la mention :
"a Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on
trouve la mention, en haut à gauche : "Eaux et Forêts".

9. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 9)

Arrêt simple, rendu sur requête qui "ordonne la vente de 45 arpents de bois faisant partie de la réserve aposée dans ceux dépendants des communautés de Chaudfontaine et Chatillon Guyotte, pour le prix être employé en réparations, et qu'il leur sera délivré 250 arbres dans ladite partie de réserve, pour employer en nature à réparer leurs maisons".

Sur la requête présentée au Roy en son Conseil par les habitants et communautés de Chaudfontaine et Chatillon Guiotte contenant ... [suit le contenu de la requête tendant à obtenir, avec dispense de la formalité des lettres patentes prévue par l'Ordonnance des Eaux et Forêts du mois d'août 1669, l'autorisation de couper 250 chênes pour réparer leurs maisons et de vendre des bois de réserve pour pouvoir payer des frais de procès et des travaux divers (réparation des fontaines, du four de la cure, de la maison du pâtre, refonte de la cloche de la paroisse), ainsi qu'ils en avaient décidé par une délibération du 3 mai 1771]. Vû ladite requête ... [suit l'énoncé des pièces produites par les parties et examinées par le Conseil, notamment] le procès verbal dressé par le Maître Particulier en la maîtrise de Bezançon les 20 et 21 juin 1771 et duquel il résulte ..., l'avis du sieur Lacoré, Intendant et commissaire départy en la province de Franche Comté, et celui dudit sieur Grand Maître des 21 décembre 1771 et 5 juillet 1773. Oui le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil, ayant égard à la requête, a ordonné et ordonne que par le sieur de Marizy, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Bourgogne, Comté de Bourgogne et Alsace, ou les officiers de la maîtrise particulière des lieux qu'il pourra commettre, il sera incessamment procédé à la vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur en la manière accoutumée des quarante cinq arpents de bois assis au canton de Montdagray et faisant partie de la réserve cidevant

apposée dans les bois dépendants des communautés de Chaudfontaine et de Chatillon Guyotte, à la charge par celui qui s'en rendra adjudicataire d'y réserver par chaque arpent trente baliveaux de l'age du recrû, de brin et essence de chêne autant qu'il sera possible, suivant la marque qui en sera faite du marteau du Roy avant l'adjudication par les officiers de ladite maîtrise, dont procès verbal sera par eux dressé pour être ensuite inséré dans le cahyer des charges de ladite adjudication, de délivrer aux habitants de Chatillon Guyotte cent arbres de ladite partie de réserve, et à ceux de Chaudfontaine cent cinquante arbres, de repiquer et semer en glands et feines les places vaines et vagues qui existent dans ledit canton, de ravalier le plus près de terre que faire se pourra toutes les souches qui s'y trouveront et de remettre le prix de ladite adjudication es mains du Receveur général des domaines et bois de la province de Franche Comté pour être employé sur les ordonnances dudit sieur Grand Maître, d'abord au paiement des frais déjà faits pour la poursuite du procès que lesdites deux communautés sont obligées de soutenir contre les habitants de Souligney, et le surplus, savoir la portion revenante à la communauté de Chaudfontaine avec ce qui peut rester de sa part dans le prix des bois vendus en exécution de l'arrêt du Conseil du 19 janvier mil-sept cent soixante deux, au paiement des ouvrages à faire pour construire à la fontaine dudit lieu deux bassins, l'un pour abreuver le bétail et l'autre pour laver le linge, pour détruire la marre qui existe près de ladite fontaine et procurer l'écoulement des eaux d'un ruisseau, curer et élargir son lit, creuser tant par derrière que sur les côtés de la chapelle pour que lesdites eaux puissent s'écouler, démolir les deux piliers qui forment le clocher et le reconstruire en bois de manière qu'il soit couvert, le tout suivant l'adjudication au rabais et moins disant en la manière ordinaire qui sera faite desdits ouvrages, par ledit sieur Grand Maître ou les officiers de ladite maîtrise qui seront par lui commis, sur le devis estimatif qui en sera préalablement dressé par l'expert qui sera à cet effet nommé par ledit sieur Grand Maître et ensuite au paiement des dettes de ladite communauté suivant la liquidation qui en sera faite par le sieur Intendant et commissaire départy en la province de Franche Comté sur les titres constitutifs desdites dettes qui lui seront à cet effet représentés par les créanciers de ladite communauté, et la part afférante à la communauté de Chatillon Guyotte, au paiement de laquelle doit, tant à l'entrepreneur des réparations des fontaines dudit lieu, et de la construction de la maison de pâtre que pour la portion pour laquelle ladite communauté doit contribuer aux frais des réparations du presbitere de Marchaux, à la refonte de la cloche et à l'acquit des dettes de ladite communauté suivant la liquidation qui en sera faite dans la forme cidessus prescrite, et le surplus du prix desdits bois, s'il s'y en trouve, aux frais à faire pour la poursuite du procès contres lesdits habitants de Pouligney ; ordonne

en outre Sa Majesté que sur le prix principal desdits bois, il sera par ledit Receveur général fait la retenue du dixième pour être la somme à laquelle il se trouvera monter employée au soulagement des pauvres communautés de filles religieuses et qu'après l'exploitation desdits bois, celui qui reviendra sera et demeurera conservé pour croître en futaye sans que les supliants, leurs successeurs n'y autres puissent y faire aucune coupe, non plus que dans le restant de ladite réserve, si ce n'est en vertu d'arrêt et lettres patentes dûment vérifiées conformément à l'article quatre du titre vingt quatre de l'Ordonnance des Eaux et Forêts du mois d'août mil six cent soixante neuf ; seront les supliants tenus d'établir, si fait n'a été, les gardes nécessaires pour veiller à la conservation desdits bois, faute de quoi il y sera pourvu par ledit sieur Grand Maître qui décernera ses exécutoires sur les revenus desdites communautés si elles en ont, sinon contre les supliants pour le payement des salaires desdits gardes, et en outre de remettre au greffe de ladite maîtrise les pièces justificatives de l'employ du prix desdits bois de réserve trois mois au plus tard après leurs dattes ; et attendu l'aménagement précédemment fait dans les bois desdites communautés, Sa Majesté a dispensé et dispense les supliants pour la coupe de ceux en question de la formalité des lettres patentes portée par ladite ordonnance de mil six cent soixante neuf. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a Font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 9"
- en haut à gauche : "M. Deforges", et en dessous : "D.f.", et encore en dessous : "Fontainebleau le 21 octobre 1777", et encore en dessous : "D".
- dans la marge à gauche : "Exp. Un"
- en bas à gauche : "M.D".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve en haut à gauche la mention : "Eaux et Forêts".

10. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 10)

Arrêt simple, rendu sur requête qui "ordonne la vente de 40 arpents de bois faisant partie de la réserve cy devant apposée dans ceux dépendants de la communauté de Belan, pour le prix être employé à différents objets à la charge de ladite communauté [et] permet de disposer, à mesure des coupes ordinaires desdits bois, des arbres anciens, sous la réserve de 6 par arpent".

Sur la requête présentée au Roy en son Conseil par les habitants et communauté de Belan contenant ... [suit le contenu de la requête tendant à obtenir, avec dispense de la formalité des lettres patentes prévue par l'Ordonnance des Eaux et Forêts du mois d'août 1669, l'autorisation de vendre des bois de réserve pour financer des travaux urgents et indispensables à entreprendre (réparation de l'église, construction d'un canal et réparation d'un moulin, prolongement d'une route, entretien du ruisseau et des lavoirs couverts, reconstruction d'une maison destinée à loger le maître d'école, etc.)]. Vu ladite requête, [suit l'énoncé des pièces produites par les parties et examinées par le Conseil, notamment] le procès verbal dressé par le Maître Particulier de la maîtrise de Chatillon sur Seine le 17 mars dernier et duquel il résulte entr'autres choses que ..., l'avis du sieur Dupleix, Intendant et commissaire départi en la généralité de Dijon et celui du sieur de Marizy, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Bourgogne, Comté de Bourgogne et Alsace, des 6 mars et 30 avril dernier. Ouy le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil, ayant égard à la requête, a ordonné et ordonne que pardevant le sieur intendant en Bourgogne et l'un des commissaires députés pour la vérification et liquidation des dettes et affaires des communautés de cette province, ou par celui qu'il subdélèguera, il sera incessamment procédé à l'adjudication au rabais et moins disant en la manière accoutumée des ouvrages à faire pour réparer l'église de la communauté de Belan, reconstruire le portail d'icelle, dessécher et fossoier le pré du Venois, y construire un pont, construire le mur du grand ruisseau et des lavoirs couverts au dessus, rétablir le canal au bas du moulin, continuer la chaussée de la forge, construire une petite chaussée avec un pont au bas du petit bois, un pont au patis devant Doney et une autre chaussée aux Meseaux avec un pont, reconstruire le logement du maître d'école et établir une roise publique pour faire rôler les chanvres ; et par le sieur de Marizy, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Bourgogne, Comté de Bourgogne et Alsace, ou les officiers de la maîtrise particulière des lieux qu'il pourra commettre, à la vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur en la manière ordinaire des quarante arpents de bois situés au lieudit la contrée du dessus des Gripots et faisant partie de la réserve cy devant aposée dans ceux dépendants de ladite communauté, à la charge par celui qui s'en rendra adjudicataire d'y réserver par chaque arpent vingt cinq baliveaux de l'âge du recru, de brin et essence de chêne autant qu'il sera possible, suivant la marque qui en sera faite du marteau du Roy avant l'adjudication par les officiers de ladite maîtrise, dont procès verbal sera par eux dressé pour être ensuite inséré dans le cahier des charges de ladite adjudication, de ravalier le plus près de terre que faire se pourra toutes les souches qui se trouveront dans lesdits bois et de remettre le prix d'iceux en mains du Receveur général des domaines et bois de la généralité de Dijon, pour être employé, sur les ordonnances dudit sieur Intendant en ladite qualité de commissaire député pour la vérification et liquidation des dettes et affaires des communautés de ladite province, au paiement de l'entrepreneur desdits ouvrages, au fur et à mesure ou après la réception d'iceux ; ordonne en outre Sa Majesté que sur le prix principal desdits bois, il sera par ledit Receveur général fait la retenue du dixième pour être la somme à laquelle il se trouvera monter employée au soulagement des pauvres communautés de filles religieuses, et qu'après l'exploitation desdits bois, celui qui y reviendra sera et demeurera conservé pour croître en futaie comme auparavant sans que les suppliants, leurs successeurs n'y autres puissent y faire aucune coupe, non plus que dans le surplus de ladite réserve, si ce n'est en vertu d'arrêt et lettres patentes dûment vérifiées conformément à l'article quatre du titre vingt quatre de l'Ordonnance des Eaux et Forêts du mois d'août mil six cent soixante neuf, que le règlement des trois autres quarts desdits bois fait en coupes ordinaires à l'âge de vingt cinq ans sera exécuté selon sa forme et teneur et que lors desdites coupes, il sera réservé par chaque arpent vingt cinq baliveaux de l'âge du taillis, de brin et essence de chêne autant qu'il sera possible, tous les arbres de l'âge de quarante ans et au dessous qui y seront,

et en outre six arbres anciens aussi par arpent des plus sains et mieux venans pour continuer à croître en futaie ; et pour mettre les supliants en situation de pourvoir à l'entretien de leurs maisons et batimens, Sa Majesté leur a permis et permet d'exploiter au fur et à mesure desdites coupes et jusqu'à leur révolution seulement le surplus desdits arbres qui s'y trouveront, et ce suivant la marque et délivrance qui leur en sera faite tous les deux ans par ledit sieur Grand Maître ou celui des officiers de ladite maîtrise qu'il jugera à propos de commettre, dont sera dressé procès verbal pour être déposé au greffe de ladite maîtrise ; seront les supliants tenus d'établir, si fait n'a été, les gardes nécessaires pour veiller à la conservation desdits bois, faute de quoi il y sera pourvu par ledit sieur Grand Maître qui décernera ses exécutoires sur les revenus de ladite communauté si elle en a, sinon contre les supliants pour le paiement des salaires desdits gardes, et en outre, de remettre au greffe de ladite maîtrise les pièces justificatives de l'emploi du prix desdits bois de reserve trois mois au plus tard après leurs dattes ; et attendu l'aménagement ci devant fait dans les bois de ladite communauté, Sa Majesté a dispensé et dispense les supliants pour la coupe des bois et arbres en question de la formalité des lettres patentes portée par ladite Ordonnance de mil six cent soixante neuf. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 10"
- en haut à gauche : "M. Deforges", et en dessous : "D.f.", et encore en dessous : "Fontainebleau le 21 octobre 1777", et immédiatement en dessous : "D"
- dans la marge à gauche : "Exp. un"
- en bas à gauche : "M.D."

Après les signatures, on lit la mention :

"a Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve la mention en haut à gauche : "Eaux et Forêts".

11. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 11)

Arrêt simple, rendu sur requête qui "ordonne la vente de 60 arpents de bois faisant partie de la réserve aposée dans ceux dépendants de la communauté de Senoncourt, pour le prix être employé en réparations".

Sur la requête présentée au Roy en son Conseil par les habitants et communauté de Senoncourt au Comté de Bourgogne contenant ... [suit le contenu de la requête tendant à obtenir, avec dispense de la formalité des lettres patentes prévue par l'Ordonnance des Eaux et Forêts du mois d'août 1669, l'autorisation de vendre des bois de réserve pour être en mesure de rembourser des dettes (fixe dû au curé pour la desserte de l'église, rémunération du maître d'école, etc.) et d'entreprendre des travaux communaux (reconstruction des fontaines et du lavoir, achat d'un ciboire et d'une cloche, reconstruction du beffroi du clocher et de la sacristie, construction d'un pont, dessèchement d'un marais)] . Vu ladite requête, [suit l'énoncé des pièces produites par les parties et examinées par le Conseil, notamment] le procès verbal dressé par le Maître Particulier en la maîtrise de Vezoul le 25 juin 1775 et duquel il résulte entr'autres choses que ..., et l'avis du sieur de Marizy, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Bourgogne, Comté de Bourgogne et Alsace du 30 septembre 1776. Ouy le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil, ayant égard à la requête, a ordonné et ordonne que par le sieur de Marizy, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Bourgogne, Comté de Bourgogne et Alsace, ou les officiers de la maîtrise particulière des lieux qu'il pourra commettre, il sera incessamment procédé à la

vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur en la maniere accoutumée de soixante arpents de bois faisant partie de la reserve ci devant aposée dans ceux dépendants de la communauté de Senoncourt et mentionnée au procès verbal du vingt cinq juin mil sept cent soixante quinze, à la charge par celui qui s'en rendra adjudicataire d'y réserver par chaque arpent quinze baliveaux de l'âge du recrû, de brin et essence de chêne autant qu'il sera possible, et en outre six arbres futaies des plus sains et mieux venants aussi par arpent, suivant la marque qui en sera faite du marteau du Roy avant l'adjudication par les officiers de ladite maîtrise, dont proces verbal sera par eux dressé pour être ensuite inséré dans le cahier des charges de ladite adjudication, de ravalier le plus près de terre que faire se pourra toutes les souches qui se trouveront dans lesdits bois et de remettre le prix d'icelle es mains du Receveur général des domaines et bois de la province de Franche Comté pour être employé sur les ordonnances dudit sieur Grand Maître par préférence au paiement de la reconstruction de la sacristie et du beffroi du clocher de l'église dudit lieu, de l'établissement de quatre fontaines et d'un lavoir, de la construction d'un pont sur le ruisseau qui traverse le village, et ce suivant l'adjudication au rabais et moins disant en la maniere ordinaire qui en sera faite par ledit sieur Grand Maître ou les officiers de ladite maîtrise qui seront par lui commis, sur le devis estimatif qui en sera préalablement dressé par l'expert qui sera à cet effet nommé par ledit sieur Grand Maître, et le surplus dudit prix s'il s'y en trouve, à construire trois ponts sur différents endroits du territoire dudit lieu, à l'ouverture d'un fossé pour dessécher l'endroit appelé près Maux, à la fonte d'une cloche du poids de seize à dix huit cent livres, et ensuite à l'acquit des dettes de ladite communauté, suivant la liquidation qui en sera faite par le sieur Intendant, et commissaire départi en la province de Franche Comté sur les titres constitutifs desdites dettes qui lui seront à cet effet représentés par les créanciers de ladite communauté ; ordonne en outre Sa Majesté que sur le prix principal desdits bois, il sera par ledit Receveur général fait la retenue du dixieme pour être la somme à laquelle il se trouvera monter employé au soulagement des pauvres communautés de filles religieuses, et qu'après l'exploitation desdits bois, celui qui reviendra sera et demeurera conservé pour croître en futaie, sans que les suplicants, leurs successeurs n'y autres puissent y faire aucune coupe, non plus que dans le restant de ladite reserve, si ce n'est en vertu d'arrêt et lettres patentes dûment vérifiées conformément à l'article quatre du titre vingt quatre de l'Ordonnance des Eaux et forêts du mois d'août mil six cent soixante neuf ; seront les suplicants tenus d'établir, si fait n'a été, les gardes nécessaires pour veiller à la conservation desdits bois, faute de quoi il y sera pourvu par ledit sieur

Grand Maître qui décernera ses exécutoires sur les revenus de ladite communauté si elle en a, sinon contre les supliants pour le paiement des salaires desdits gardes, et en outre de remettre au greffe de ladite maîtrise les pièces justificatives de l'emploi du prix desdits bois de réserve trois mois au plus tard après leurs dattes ; et attendu l'aménagement précédemment fait dans les bois de ladite communauté, Sa Majesté a dispensé et dispense les supliants pour la coupe de ceux en question de la formalité des lettres patentes portée par ladite Ordonnance de mil six cent soixante neuf. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 11"
- en haut à gauche : "M. Deforges", et en dessous : "D.f.", et encore en dessous : "Fontainebleau le 21 octobre 1777", et encore en dessous : "D"
- dans la marge à gauche : "Exp. un"
- en bas à gauche : "M.D."

Après les signatures, on lit la mention :
"a Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve en haut à gauche la mention : "Eaux et Forêts".

12. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 12)

Arrêt simple, rendu sur requête qui "ordonne la vente de 77 arpents 93 perches de bois faisant partie de la reserve ci devant aposee dans ceux dependants de la communauté de Marchaux, pour le prix être employé à différents objets à la charge de ladite communauté".

Sur la requête présentée au Roy en son Conseil par les habitants et communauté de Marchaux en Franche Comté contenant ... [suit le contenu de la requête tendant à obtenir, avec dispense de la formalité des lettres patentes prévue par l'ordonnance des Eaux et Forêts du mois d'août 1669, l'autorisation de vendre des bois de réserve, afin d'employer le prix de la vente à différents projets (construction d'un pont de pierre sur un ruisseau, réparation de la tour du clocher de l'église, construction d'une maison pour le pâtre communal, réparation du presbytère et des fontaines publiques, augmentation du poids d'une cloche, achat d'ornements pour le service divin, construction d'un logement pour le maître et la maîtresse d'école, remboursement d'une rente au principal de 1000 livres)]. Vu la dite requête, [suit l'énoncé des pièces produites par les requérants et examinées par le Conseil, notamment] le procès verbal dressé par le Maître Particulier de la maîtrise de Besançon le 22 avril dernier ..., l'avis du sieur Lacoré, Intendant et commissaire départi en Franche Comté et celui du sieur de Marizy, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Bourgogne, Comté de Bourgogne et Alsace des 31 octobre 1776 et 11 avril dernier. Oui le rapport du sieur Moreau de Beaumont, Conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil, ayant egard à la requête, a ordonné et ordonne que par le sieur de Marizy, Grand Maître des Eaux et Forêts du Département de Bourgogne, Comté de Bourgogne et Alsace, ou les officiers de la maîtrise particulière des lieux qu'il pourra commettre, il sera incessamment procédé à la vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur en la manière accoutumée tant des trente quatre arpents, quarante quatre perches de bois du canton de la Coste devers amagney que des quarante trois arpents, cinquante perches de celui de la coste devers vieilley et faisant partie de la reserve ci devant aposée dans ceux dépendants de la Communauté de Marchaux, à la charge par celui qui s'en rendra adjudicataire d'y réserver par chaque arpent vingt cinq balliveaux de l'âge du recru de brin et essence de chêne autant qu'il sera possible et en outre ceux des chenes anciens qui se trouveront sains et en état de profiter, suivant la marque qui en sera faite du marteau du Roy avant l'adjudication par les officiers de ladite maîtrise, dont procès verbal sera par eux dressé pour être ensuite inseré dans le cahyer des charges de ladite adjudication, de raveler le plus près de terre que faire se pourra toutes les souches qui se trouveront dans lesdits bois et de remettre le prix d'iceux ès mains du Receveur Général des Domaines et bois de la province de Franche Comté pour être employé sur les ordonnances dudit sieur Grand Maître par preference au payement des ouvrages à faire pour reparer l'église, la tour du clocher et le presbytere dudit lieu, augmenter la cloche de poids et ensuite construire et reparer les fontaines publiques dudit lieu, batir un pont de pierre sur le ruisseau qui coule sur le territoire dudit lieu, reconstruire un logement pour le maître et la maîtresse d'école, ainsi que pour le patre de ladite Communauté, le tout suivant l'adjudication au rabais et moins disant en la maniere ordinaire qui en sera faite par ledit sieur Grand Maître ou les officiers de ladite maîtrise qui seront par lui commis, sur le devis estimatif qui en sera préalablement dressé, si fait n'a été, par l'expert qui sera à cet effet nommé par ledit sieur Grand Maître, et le surplus dudit prix s'il s'en trouve à l'acquittement des dettes de ladite Communauté suivant la liquidation qui en sera faite par le sieur Intendant et commissaire départi en ladite province sur les titres constitutifs desdites dettes qui lui seront à cet effet représentés par les creanciers de ladite Communauté. Ordonne en outre Sa Majesté que sur le prix principal desdits bois il sera par ledit Receveur Général fait la retenue du dixieme pour être la somme à laquelle il se trouvera monter employée au soulagement des pauvres communautés de filles religieuses et qu'après l'exploitation desdits bois celui qui reviendra sera et demeurera conservé pour croitre en futaye, sans que les suplicants, leurs successeurs n'y autres, puissent y faire aucune coupe, non plus que dans le restant de ladite reserve, si ce n'est en vertu d'arrêt et lettres patentes dûment verifiées

conformément à l'article quatre du titre vingt quatre de l'ordonnance des Eaux et forêts du mois d'août mil six cent soixante neuf. Seront les supliants tenus d'établir si fait n'a été les gardes nécessaires pour veiller à la conservation desdits bois, faute de quoy il y sera pourvû par ledit sieur Grand Maître qui decernera ses exécutoires sur les revenus de ladite Communauté si elle en a, si non contre les supliants pour le payement des salaires desdits gardes, et en outre de remettre au greffe de ladite maîtrise les pièces justificatives de l'employ du prix desdits bois de reserve trois mois au plus tard après leurs dattes, et attendu l'aménagement cy devant fait dans les bois de ladite Communauté, Sa Majesté a dispensé et dispense les supliants pour la coupe de ceux en question de la formalité des lettres patentes portée par ladite ordonnance de mil six cent soixante neuf. (1)

[signé à gauche :] Hue de Miromesnil

[à droite :] Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a Font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 12"
- en haut à gauche : "M. de Forges", et en dessous : "D.f.", et encore en dessous : "Fontainebleau le 21 octobre 1777", et encore en dessous : "D"
- dans la marge à gauche : "Exp. un"
- en bas à gauche : "M.D."

Après les signatures, on lit la mention :
"a Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve en haut à gauche la mention : "Eaux et Forêts".

13. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 13)

Arrêt simple, rendu sur requête qui "ordonne la vente de 143 arpents 65 perches de bois mis en réserve dans ceux dépendants de l'abbaye de Saint Cyrin réunie à l'évêché de Nevers et de 2 patureaux de 12 arpents 55 perches, pour employer le prix en réparations, et le remplacement d'une partie de ladite réserve dans les coupes ordinaires desdits bois".

Sur la requête présentée au Roy en son Conseil par Jean Antoine Tuisseau, Evêque de Nevers, en cette qualité abbé de l'abbaye royale de Saint Cyrin en Brenne laquelle est réunie audit évêché, contenant ... [suit le contenu de la requête tendant à obtenir, avec dispense de la retenue du dixième dû aux pauvres communautés religieuses et dispense de la formalité des lettres patentes prescrite par l'Ordonnance des Eaux et Forêts du mois d'août 1669, l'autorisation de vendre l'ensemble de la réserve forestière de l'abbaye en vue d'employer le prix à payer des travaux divers (curage des cours d'eau, essartement des bois des prés, entretien de la voirie, réparations, reconstruction et amélioration de certains bâtiments de ferme) estimés par le requérant à 27.360 livres, ainsi que la permission de vendre deux patureaux non compris dans l'aménagement des bois de l'abbaye]. Vu ladite requête, [suit l'énoncé des pièces produites et examinées par le Conseil] le proces verbal dressé par les officiers de la maîtrise particulière de Loches le 9 septembre dernier et jours suivants et duquel il résulte entr'autres choses que ..., et l'avis du sieur Cabanel d'Inglure, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Touraine, Anjou et le Maine du 3 octobre de la présente année 1777. Qui le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil, ayant aucunement égard à la requête, a ordonné et ordonne que par le sieur Cabanel d'Anglure, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Touraine, Anjou et le Mayne, ou les officiers de la maîtrise particulière des lieux qu'il pourra commettre, il sera incessamment procédé, au siege de la justice ordinaire de Mezieres en Brenne et en laquelle Sa Majesté a autorisé et autorise ledit sieur Grand Maître et lesdits officiers à se transporter, à la vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur en la maniere accoutumée tant de cent quarante huit arpents soixante cinq perches de bois en différents buissons ci-devant mis en réserve dans ceux dépendants de l'abbaye de Saint Cyran en Brenne réunie à l'évêché de Nevers que des douze arpents cinquante cinq perches aussi de bois composant les patureaux appelés les Ouches aux Niolles et du Breuil situés paroisse d'Orfèuil et mentionnés au procès verbal du neuf septembre dernier et jours suivants, à la charge par ceux qui se rendront adjudicataires desdits bois d'en faire la coupe par récépage et sans aucune réserve de baliveaux et de remettre le prix de leurs adjudications ès mains du Receveur général des domaines et bois de la généralité de Tours pour être employé sur les ordonnances dudit sieur Grand Maître au paiement de l'entrepreneur de la confection des fossés nécessaires autour desdits bois pour en interdire l'entrée aux bestiaux, lesquels fossés seront des largeur et profondeur prescrites par l'article quatre du titre vingt quatre de l'Ordonnance des Eaux et forêts du mois d'août mil six cent soixante neuf, du repiquement en glands et feines des places vaines et vagues qui se trouveront dans lesdits bois et des réparations à faire aux bâtiments dépendants de ladite abbaye et énoncées au devis estimatif inséré audit procès verbal, suivant l'adjudication au rabais et moins disant en la maniere ordinaire qui en sera faite sur ledit devis par ledit sieur Grand Maître ou les officiers de ladite maîtrise qui seront par lui commis ; ordonne en outre Sa Majesté que sur le prix principal desdits bois de réserve, il sera par ledit Receveur général fait la retenue du dixième pour être la somme à laquelle il se trouvera monter employée au soulagement des pauvres communautés de filles religieuses ; qu'immédiatement après l'exploitation des bois dont la vente est permise par le présent arrêt, il sera, pour tenir lieu des quarante neuf arpents deux perches actuellement en réserve et composant les buissons appelés la Turleterie, les Plantes, le Bouquet, le Mesle, le Marchand Moussu, les Varennes, Saint Michel, Picadon, la Taille de Bonhomme, la Bataille, Lenche du Puy, les petites Combles Villeneuve et les rondes Varennes, procédé, par l'arpenteur qui sera à cet effet nommé par ledit sieur Grand Maître, à la distraction et au bornage de pareille quantité de quarante neuf arpents deux perches de bois à prendre d'abord dans lesdits deux patureaux appelés les Ouches aux Niolles et le Breuil contenant douze arpents cinquante cinq perches et le surplus dans l'endroit des coupes ordinaires des bois dépendants de ladite abbaye ou le taillis est le plus agé et ou le fonds sera reconnu être le meilleur et le plus propre à produire de la futaye pour le tout être réservé et croître en futaye, sans que le suppliant, ses

successeurs à ladite abbaye, fermiers n'y autres puissent y faire aucune coupe, non plus que dans les bois qui reviendront dans le surplus de la réserve actuelle, si ce n'est en vertu d'arrêt et lettres patentes dûment vérifiées conformément à l'article quatre du titre vingt quatre de ladite Ordonnance de mil six cent soixante neuf, et ensuite à la division desdits quarante neuf arpents deux perches composant lesdits buissons de la Turleterie et autres cidessus désignés en coupes ordinaires pour être exploité suivant le règlement précédemment fait des trois quarts desdits bois, et que lors desdites coupes dont la première ne pourra être faite que lorsque le taillis aura atteint l'âge de dix ans au moins, il sera réservé par chaque arpent vingt cinq baliveaux de l'âge du taillis, de brin et essence de chêne autant qu'il sera possible, et en outre tous les anciens et modernes qui s'y trouveront lors des subséquentes exploitations ; sera le suppliant tenu d'établir si fait n'a été les gardes nécessaires pour veiller à la conservation desdits bois, sinon il y sera pourvu par ledit sieur Grand Maître qui decernera ses exécutoires sur les revenus temporels de ladite abbaye pour le payement des salaires desdits gardes, et en outre, de remettre au greffe de ladite maîtrise les pièces justificatives de l'employ du prix desdits bois, trois mois au plus tard après leurs dattes ; et attendu qu'il s'agit de l'aménagement des bois de ladite abbaye, Sa Majesté a dispensé et dispense le suppliant pour la coupe de ceux en question de la formalité des lettres patentes portée par ladite Ordonnance de mil six cent soixante neuf. (1)

[signé à gauche :] Hue de Miromesnil

[à droite :] Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 13"
- en haut à gauche : "M. Deforges", et en dessous : "D.f.", et encore en dessous : "Fontainebleau le 21 octobre 1777", et encore en dessous : "D"
- dans la marge à gauche : "Exp. Un"
- en bas à gauche : "M. D'Esboeuf".

Après les signatures, on lit la mention :

"a Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve en haut à gauche la mention : "Eaux et Forêts".

14. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 14)

Arrêt simple, rendu sur requêtes contradictoires, qui "ordonne le cantonnement des habitants de Theys et d'Herculeys dans les bois dépendants de la terre et seigneurie de Theys, et l'aménagement des bois qui seront abandonnés aux dits habitants".

Vu au Conseil d'Etat du Roy la requête présentée en icelui par Appollinaire Etienne de Vautserre, chevalier baron des Adrets, seigneur de Theys en Dauphiné, tendant à ce que ... [suit le contenu de la requête demandant qu'il soit procédé contradictoirement au cantonnement des habitants de Theys et d'Herculeys dans le tiers des bois de la seigneurie de Theys en vue d'éteindre les droits d'usage qu'ils possédaient sur l'ensemble de la forêt usagère, à charge par eux de continuer le paiement des redevances auxquelles ils étaient assujettis] ; l'arrêt du Conseil rendu sur ladite requête le 22 septembre 1772 par lequel Sa Majesté, avant faire droit sur icelle, auroit ordonné quelle seroit communiquée aux habitants et communauté de Theys et d'Herculeys pour y fournir de réponses dans les délais prescrits par les reglements du Conseil ... [suit l'énoncé des autres pièces produites par les parties et examinées par le Conseil, notamment] : le procès verbal dressé en vertu du même arrêt par le Maître Particulier en ladite maîtrise le 9 juin 1773 contenant les comparutions, dires et requisitions des parties, ensemble la représentation des titres dudit sieur Baron des Adrets, et du quel procès verbal il résulte entr'autres choses que Oui le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil, faisant droit sur l'instance, a ordonné et ordonne que par l'arpenteur qui sera nommé par le sieur Amat La Plaine, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Lyonnois, Dauphiné, Provence et Auvergne, il sera incessamment en présence dudit sieur Grand Maître, ou des officiers de la maîtrise particuliere des lieux qu'il pourra cornetter, procedé à la distraction et au bornage au profit des habitants et communauté de Theys et d'Herculeys de mille trente cinq arpents cinquante cinq perches un quart, des deux mille cent trois arpents neuf perches de bois dépendants de la terre et seigneurie de Theys et qui seront composés des cantons connus sous les dénominations des Ramnittes, du bois verd, de l'Eduit, des Molliés, du Hatet, de la Montagne de Pierre Houbé et dépendances désignées sur le plan figuratif desdits bois par les lettres L. M. N. O. P. ainsy que des cantons appelés Les Epinées, et Le Merle, et ce, par forme de cantonnement et pour tenir lieu aux dits habitants des droits d'usage qu'ils exercoient dans les dits bois et pour en jouir par eux en toute propriété, à la charge néanmoins de la directe et des redevances accoutumées envers le sieur Baron des Adrets, au moyen duquel cantonnement le surplus desdits bois demeurera et appartiendra audit sieur Baron des Adrets dechargé de tous droits d'usage envers les dits habitants ; ordonne en outre Sa Majesté que les frais dudit cantonnement et ceux faits pour y parvenir seront supportés par les parties à proportion de la part et portion qui leur échoira dans les dits bois, et qu'immédiatement après ledit cantonnement, il sera par ledit arpenteur procedé sur les choix et désignation qui seront faits par ledit sieur Grand Maître, ou les officiers de ladite maîtrise qui seront par lui commis, à la distraction et au bornage du quart juste des quatre cent quatre vingt deux arpents quatre vingt sept perches en bois et qui feront partie des cantons qui seront abandonnés aux dits habitants, à prendre dans l'endroit où le fonds sera reconnu être le meilleur ou le plus propre à produire de la futaye, pour être réservés, sans que lesdits habitants, leurs successeurs n'y autres puissent y faire aucune coupe si ce n'est en vertu d'arrêt et lettres patentes dûment vérifiées conformément à l'article quatre du titre vingt quatre de l'Ordonnance des Eaux et forêts du mois d'août mil six cent soixante neuf, et ensuite au partage et à la division du surplus des dits quatre cent quatre vingt deux arpents quatre vingt sept perches en autant de coupes que ledit sieur Grand Maître jugera convenable, suivant la possibilité des dits bois, les quelles coupes seront distinguées et désignées par premiere et dernière sur le plan des dits bois, pour le nombre d'arpents dont chacune doit être composée, à l'effet de quoi il en sera dressé procès verbal, pour être avec ledit plan déposés au greffe de ladite maîtrise, et que lors desdites coupes, dont la premiere ne pourra être faite que lorsque le taillis aura atteint l'âge de dix ans au moins, il sera réservé par chaque arpent vingt cinq balliveaux

de l'âge du taillis, de brin et essence de chene autant qu'il sera possible, outre tous les anciens et modernes qui s'y trouveront; seront lesdits habitants tenus d'établir les gardes nécessaires pour veiller à la conservation des dits bois, faute de quoy il y sera pourvu par ledit sieur Grand Maître qui decernera ses exécutoires sur les revenus des dites communautés si elles en ont, si non contre les dits habitants pour le payement des salaires desdits gardes; et sera le présent arrêt enregistré au greffe de ladite maîtrise pour y avoir recours si besoin est.(1)

[signé à gauche :] Huc de Miromesnil
[à droite :] Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a Font^{bleau} le 21 3^{bre} 1777. N° ... 14"
- en haut à gauche : "M. Deforges", et en dessous : "D.f." et encore en dessous : "Fontainebleau le 21 octobre 1777"
- dans la marge à gauche : "Exp. Un"
- en bas à gauche : "M. le Baron des adrets".

Après les signatures, on lit la mention :
"a Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve en haut à gauche la mention : "Eaux et Forêts".

15. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 15)

Arrêt simple, rendu sur requête qui "accorde aux sieurs Schmitt, Weiner et autres, à titre d'ascensement 4 boqueteaux de bois contenant ensemble 64 arpents sous le cens de 5 sols de France par arpent et ordonne la vente au proffit du Roy de la superficie desdits boqueteaux".

Sur la requête présentée au Roy en son Conseil par Henry Schmitt, Pierre Weinert, Adam Krügel, et Adam Haller, tous habitants de Schorbach en Lorraine, contenant ... [suit le contenu de la requête tendant à obtenir l'accensement de quatre boqueteaux de bois attenants à la terre des requérants qui se proposaient de mettre le sol en culture, moyennant le versement d'un cens annuel de cinq sols au cours de France par chaque arpent]. Vu l'adite requête et l'avis du sieur Mathieu, Grand Maître des Eaux et forests du département des duchés de Lorraine et de Bar du 4 avril dernier, et par lequel il est entr'autres choses observé que les cantons de bois dont il s'agit contiennent ensemble 64 arpents qui n'ont point été compris dans l'aménagement général des forests du Comté de Bitche et qui sont destinés à être ascensés et défrichés conformément à l'arrêt du Conseil du 18 juin 1771. Oui le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil, ayant egard a la requête, a accordé et accorde aux supliants à titre d'ascensément perpétuel les boqueteaux dits Rosterwald, Geilbacherwald, Klein Wadgen et Breunheil contenant ensemble soixante quatre arpents situés dans le Conté de Bitche, pour en réduire le fond en tel genre de culture que bon leur semblera, à la charge par les supliants de payer au Domaine de Sa Majesté un cens annuel et perpétuel de cinq sols au cours de France par chaque arpent, à l'effet de quoi ordonne Sa Majesté que contrat d'ascensément sera passé aux supliants en la forme ordinaire par la Chambre des Comptes de Lorraine, sans qu'ils puissent s'immiscer dans la jouissance desdits boqueteaux avant la passation dudit contrat ; ordonne en outre Sa Majesté qu'avant que les supliants puissent entrer en jouissance, il sera procédé à un nouvel arpentage et abornement desdits terrains conformément à l'article dix sept de l'arrêt du Conseil du dix huit juin mil sept cent soixante onze et que par le sieur Lathieu, Grand Maître des Eaux et forests du département des duchés de Lorraine et de Bar, ou les officiers de la maîtrise particuliere de Sareguemines qu'il pourra commettre, il sera procédé au proffit de Sa Majesté à la vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur en la maniere ordinaire de la superficie desdits boqueteaux et sera le présent arrêt enregistré au greffe de ladite maîtrise pour y avoir recours si besoin est. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Mironesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a Font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 15"
- en haut à gauche : "M. Deforges", et en dessous : "D.f.", et encore en dessous : "Fontainebleau le 21 octobre 1777", et encore en dessous : "D"
- dans la marge à gauche : "Exp. un"
- en bas à gauche : "M. Dubos".

Sur le dernier feuillet, après les signatures, on lit la mention : "a Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve en haut à gauche la mention : "Eaux et Forests".

16. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 16)

Arrêt simple, rendu sur requête, sans tirer à conséquence, qui "permet aux habitants et communauté de Billey de faire couper par recephage 7 arpens 26 perches de bois de reserve pour leur tenir lieu de coupes ordinaires pendant 3 ans".

Sur la requête présentée au Roi en Son Conseil par les habitants et communauté de Bylley en Bourgogne contenant ... [suit le contenu de la requête tendant à obtenir l'autorisation de couper par recépage la réserve forestière qui avait été adjudgée quatorze ans auparavant et dont le recrû était de médiocre qualité]. Vu ladite requête, [suit l'énoncé des pièces produites par les parties et examinées par le Conseil] le procès verbal dressé par le Maître Particulier en la maîtrise de Dijon le 21 juin 1776 et duquel il résulte entr'autres choses que ..., l'avis du sieur Dupleix, Intendant et commissaire départi en la généralité de Dijon, et celui du sieur de Marizy, Grand Maître des eaux et forêts du département de Bourgogne, Conté de Bourgogne et Alsace, des 7 et 11 aout 1776. Ouy le raport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roi en son Conseil, ayant egard à la requête, sans tirer à conséquence, a permis et permet aux suplians de faire couper par recephage dans le cours de trois années les sept arpens vingt six perches de bois ci devant mis en reserve dans ceux dépendans de la communauté de Billey et pour tenir lieu aux suplians de coupes ordinaires pendant ledit temps, a la charge pour les suplians de reserver dans les dits sept arpens tous les brins de taillis essence de chene en état de profiter et ce, suivant la marque et délivrance qui leur en sera faite en une

seule fois et sans frais par le sieur de Marizy, Grand Maître des eaux et forêts du département de Bourgogne, Conté de Bourgogne et d'Alsace, ou celui des officiers de la maîtrise particulière des lieux qu'il jugera à propos de commettre dont sera dressé procès verbal pour être déposé au greffe de ladite maîtrise ; ordonne Sa Majesté qu'après l'exploitation desdits bois celui qui reviendra sera et demeurera conservé pour croître en futaye sans que les supplians, leurs successeurs ny autres puissent y faire aucune coupe, si ce n'est en vertu d'arrêt et lettres patentes dûment vérifiées conformément à l'article quatre du titre vingt quatre de l'Ordonnance des eaux et forêts du mois d'août mil six cent soixante neuf ; et attendu la modicité de l'objet, Sa Majesté a dispensé et dispense les supplians pour la coupe des bois en question de la formalité des lettres patentes portée par la dite Ordonnance de mil six cent soixante neuf. (1)

[signé à gauche :] Hue de Mironesnil

[à droite :] Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 16"
- en haut à gauche : "M. Deforges", et en dessous : "D.f.", et immédiatement en dessous : "Fontainebleau le 21 octobre 1777".

Sur le dernier feuillet, après les signatures, on lit la mention : "a Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve en haut à gauche la mention : "Eaux et Forêts".

17. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 17)

Arrêt simple, rendu sur requête qui "permet aux prieur et religieux de l'abbaye de Saint Maixent de faire couper par recépage les 85 arpens 82 perches de bois cy devant mis en réserve dans ceux dépendans de ladite abbaye, pour le prix être employé en façon de fossés, ensemencement et réparations".

Sur la requête présentée au Roy en son Conseil par les prieur et religieux de l'abbaye de Saint Maixent contenant ... [suit le contenu de la requête tendant à obtenir l'autorisation de couper la réserve forestière à blanc estoc et sans laisser de baliveaux au prétexte que les bois étaient de mauvaise] qualité, pour employer le prix de la coupe à des travaux de réparations urgentes]. Vu ladite requête, [suit l'énoncé des autres pièces produites par les parties et examinées par le Conseil] le procès verbal dressé par le Maître Particulier de la maîtrise des Eaux et forêts de Niort le 10 décembre 1776 et duquel il résulte entr'autres choses que ..., et l'avis du sieur de Guimps, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Poitou, Bourbonnois et Nivernois du 26 juillet dernier. Ouy le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil, ayant aucunement égard à la requête, a permis et permet aux suplians de faire couper par recépage les quatre vingt cinq arpens quatre vingt deux perches de bois cy devant mis en réserve dans ceux dépendans de l'abbaye de Saint Maixent, à la charge par les suplians d'y réserver tous les baliveaux anciens qui y seront suivant la marque et delivrance qui leur en sera incessamment faite par le sieur de Guimps, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Poitou,

Bourbonnois et Nivernois, ou celui des officiers de la maîtrise particulière des lieux qu'il jugera à propos de commettre, dont sera dressé procès verbal pour être déposé au greffe de ladite maîtrise, d'employer le prix qui proviendra desdits bois par préférence aux frais nécessaires pour relever les fossés autour desdits bois, faire arracher les mauvaises souches qui existent dans ladite réserve, semer et piquer en glands et feines les places vuides qu'elles occupent, et ensuite aux reparations les plus urgentes à faire de celles mentionnées au procès verbal du dix decembre dernier ; ordonne Sa Majesté qu'après l'exploitation desdits bois, celui qui reviendra sera et demeurera conservé pour croître en futaye, sans que les suplians, leurs successeurs à ladite abbaye, fermiers n'y autres puissent y faire aucune coupe, si ce n'est en vertu d'arrêt et lettres patentes dûment vérifiées conformément à l'article quatre du titre vingt quatre de l'Ordonnance des Eaux et forêts du mois d'août mil six cent soixante neuf ; seront les suplians tenus d'établir, si fait n'a été, les gardes nécessaires pour veiller à la conservation desdits bois, sinon il y sera pourvû par ledit sieur Grand Maître qui décernera ses exécutoires sur les revenus temporels de ladite abbaye pour le paiement des salaires desdits gardes, et en outre de remettre au greffe de ladite maîtrise les pieces justificatives dudit employ un an au plus tard après que desdits bois auront été coupés à peine de restitution de la valeur d'iceux et d'amende arbitraire ; et attendu qu'il s'agit principalement du retablissement desdits bois, Sa Majesté a dispensé et dispense les suplians pour la coupe de ceux en question de la formalité des lettres patentes portée par ladite Ordonnance de mil six cent soixante neuf. (1)

[signé à gauche :]

Huc de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 17"
- en haut à gauche : "M. de Forges", et en dessous : "D.f.", et immédiatement en dessous : "Fontainebleau le 21 octobre 1777",
- dans la marge à gauche : "Exp. un".
- en bas à gauche : "Picard. 31 8bre".

Sur le dernier feuillet, après les signatures, on lit la mention : "a Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve en haut à gauche la mention :

"Eaux et Forêts".

18. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 18)

Arrêt simple, rendu sur requête, sans tirer à conséquence qui "permet à Monsieur et Madame de Niquet de faire défricher les bois de Cordona contenant 36 arpens dependant de leur terre de Rocquefort, à condition de faire ensemenacer en bois 24 arpens de terrain".

Sur la requête présentée au Roy en son Conseil par le sieur de Niquet, Président au Parlement de Toulouse et la dame Nicole Françoise d'Avignon, son épouse, contenant ... [suit le contenu de la requête tendant à obtenir l'autorisation de convertir en pré les bois de Cordona qui étaient de médiocre peuplement et soumis à de fréquentes inondations, avec offre de compenser la perte de cette forêt par l'ensemencement en bois d'un autre terrain]. Vu ladite requête et les pièces y énoncées et jointes, et l'avis du sieur Bastard, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Guyenne du 17 septembre dernier. Ouy le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil, ayant egard à la requête, sans tirer à conséquence, a permis et permet aux suplians de faire défricher un canton de bois d'environ trente six arpens apellé Cordona et dépendant de leur terre de Rocquefort, pour en réduire le fond en tel genre de culture que bon leur semblera, à la charge par les suplians de faire ensemençer en gland dans l'espace de trois années par portions égales vingt quatre arpens de terrain, d'entretenir lesdits ensemençemens en bon état pendant cinq ans au moins et de les clorre de fossés pour en interdire l'entrée aux bestiaux ; et sera le présent arrêt enregistré au greffe de la maîtrise particuliere des lieux pour y avoir recours si besoin est. (1)

[signé à gauche :] Hue de Miromesnil

[à droite :] Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 18"
- en haut à gauche : "M. de Forges", et en dessous : "D.f.", et immédiatement en dessous : "Fontainebleau le 21 octobre ".

Après les deux signatures, sur le dernier feuillet, on lit la mention :

"a Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve en haut à gauche la mention : "Eaux et Forêts".

19. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 19)

Arrêt simple, rendu sur requête qui "permet aux curé et habitants de la paroisse de Berry Villequier de faire couper 40 arbres épars sur les dépendances de la cure dudit lieu, pour le prix être employé en réparations, à la charge de faire planter 40 jeunes arbres".

Vû au Conseil d'Etat du Roy la requête présentée en icelui par les curé et habitants de la paroisse de Berry Villequier, tendante à ce qu'il plaise à Sa Majesté leur permettre de faire couper 40 pieds d'arbres épars sur un pré dépendant de la cure de ladite paroisse pour les employer en nature, ou le prix qui en proviendra aux réparations à faire au presbytère dudit lieu, et attendu la modicité de l'objet dispenser les supplians pour la coupe desdits arbres de la formalité des lettres patentes portée par l'Ordonnance des Eaux et forêts du mois d'août 1669 ; et l'avis du sieur Duquesnoy de Moussy, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Blois et Berry, Haut et Bas Vendomois du 25 septembre dernier. Ouy le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil, ayant égard à la requête, a permis et permet aux suplians de faire couper quarante arbres épars sur un pré dépendant de la cure de la paroisse de Berry Villequier, à la charge par les suplians d'employer lesdits arbres en nature ou le prix qui en proviendra aux réparations à faire au presbytère dudit lieu, de planter sur les mêmes terres quarante jeunes arbres de bonne essence, de les entretenir en bon état pendant cinq ans au moins et de remettre au greffe de la maîtrise particulière des lieux les pièces justificatives dudit employ et de ladite plantation, un an plutard après que lesdits arbres auront été coupés, à peine de restitution de la valeur d'iceux et d'amende arbitraire, et attendu la modicité de l'objet Sa Majesté a dispensé et dispense les suplians pour la coupe des arbres en question de la formalité des lettres patentes portée par l'Ordonnance des Eaux et forêts du mois d'août mil six cent soixante neuf. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "à font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 19"
- en haut à gauche : "M. de Forges", et en dessous : "D.f.", et immédiatement en dessous : "Fontainebleau le 21 octobre 1777".

Sur le dernier feuillet, après les signatures, on lit la mention suivante :

"à Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve en haut à gauche la mention : "Eaux et Forêts".

20. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542 A, n° 20)

Arrêt simple, rendu sur requêtes contradictoires, "qui faisant droit sur l'instance d'entre les sieurs Le Comte freres et les officiers municipaux de la ville de Metz, déboute ces derniers de leur opposition à l'arrêt du Conseil du 1er may 1770 et ordonne l'exécution dudit arrêt".

Vu au Conseil d'Etat du Roy la requête présentée en icelui par Jean Baptiste et François Le Comte frères, adjudicataires des bois de Sa Majesté, tendante à ce que pour les causes y contenues, il plut à Sa Majesté, sans s'arrêter n'y avoir égard à la sentence de l'Hotel de ville de Metz rendue pour raison du fait dont il s'agissait le 6 fevrier 1770 qui seroit cassée et annullée ainsy que tout ce qui s'en étoit ensuiivy, ordonner que l'arrêt du Conseil du 22 juin 1694 et ceux subsequement rendus seroient exécutés selon leur forme et teneur, ce faisant décharger les dits sieurs Le Comte des condamnations contr'eux prononcées par ladite sentence ; ordonner que les différentes sommes que les dits sieurs Le Comte avoient été contraints de payer aux fermiers des droits de maltote qui se percevoient au profit de la ville de Metz tant en vertu de ladite sentence que ceux que les dits fermiers avoient ci devant exigé d'eux pour droit de vingtieme, quarantieme et impositions sur les bois par eux vendus provenant des adjudications à eux faites des bois de Sa Majesté en 1764, 1765 et 1766 leur seroient rendues et restituées avec les interêts d'icelles à compter du jour des payements que les dits sieurs Le Comte en avoient fait, et sur la quittance qu'ils en rapporteroient, qu'a ce faire les sieur Jacques Mouzon et Compagnie, fermiers des dits octrois, de 20° et 40° et impositions, le nommé Gendarne, nouveau fermier de 1769 et tous autres seroient contraints par toutes voyes dues et raisonnables et même par

corps, quoy faisant ils en seroient et demeureroient bien et vallablement quittes et dechargés, comme aussy condamner ledit sieur Mouzon et Compagnie, fermiers des dits octrois et tous autres à rendre et restituer auxdits sieurs Le Comte les droits d'impositions qu'ils avoient induement perçus sur les bois vendus par les dits sieurs Le Comte et provenant des forêts de Sa Majesté, soit que lesdits droits eussent été payés et exigés des acheteurs, soit desdits sieurs Le Comte vendeurs et ce, sur la justification que lesdits sieurs Le Comte feroient du payement desdits droits, condamner pareillement lesdits fermiers aux intérêts desdites sommes induement perçues à compter du jour des payements et les condamner en outre en tous les dépens faits par les dits sieurs Le Comte tant à l'Hotel de ville de Metz qu'au Conseil, faire très expresses inhibitions et défenses aux fermiers desdits droits de maltote d'exiger n'y de faire payer à l'avenir aucuns droits, sous quelque pretexte que ce fut auxdits sieurs Le Comte et autres adjudicataires des bois de Sa Majesté lorsqu'ils les feroient conduire et débiter eux-mêmes, ou par leurs commis et preposés en ladite ville de Metz et autres lieux pour leur compte, soit qu'ils fussent conduits, déposés, vendus et débités au chantier du Saucy, soit ailleurs, n'y d'exiger les dits droits des acheteurs, à peine de 1000 livres d'amende, restitution du quadruple et de tous depens, dommages intérêts, et pour avoir par ledit Mouzon et compagnie contrevenu audit arrêt du Conseil du 22 juin 1694, les condamner en 1000 livres d'amende et à la restitution du quadruple des droits par eux induement perçus tant sur lesdits sieurs Le Comte que sur ceux qui avoient acheté d'eux au chantier de Saucy, ordonner que l'arrêt qui interviendrait seroit imprimé, lu, publié et affiché par tout ou besoin seroit, et notamment dans la ville de Metz, et ou Sa Majesté ne jugeroit pas à propos d'adjuger dès lors auxdits sieurs Le Comte et définitivement les dites conclusions, ce qu'ils n'estimoient cependant pas, en ce cas ordonner que ladite requête seroit communiquée tant au sieur Mouzon et compagnie qu'au sieur Gendarme et Compagnie pour y fournir de reponses dans les delais prescrits par les reglements du Conseil, si non qu'il seroit fait droit, toutes choses néanmoins demeurant en état, et que, par provision et sans prejudice des droits des parties au principal, attendu que la portien induement faite par les fermiers étoit très prejudiciable auxdits sieurs Le Comte et les reduiroit à la dure nécessité de ne plus amener des bois à Metz au grand prejudice des habitants, faire provisionnellement deffenses aux dits fermiers de percevoir les dits droits de 20° et 40° et impositions tant sur lesdits sieurs Le Comte que sur les acheteurs au chantier du Saucy jusqu'à ce qu'il en eut été autrement ordonné par Sa Majesté, pendant le quel temps les dits fermiers pourroient s'ils le jugeoient à propos tenir état des quantités de bois vendus par les dits sieurs Le Comte pour s'en faire payer en définitif s'il y échoioit ; l'arrêt du Conseil rendu sur ladite requête le 1er may 1770 par lequel Sa Majesté auroit cassé et annullé la sentence rendue pour raison du fait dont il s'agissoit du Bureau de l'Hotel de ville de Metz le 6 fevrier précédent, en consequence

Sa Majesté auroit dechargé les dits sieurs Le Conte des condamnations prononcées contr'eux par ladite sentence et auroit ordonné que toutes les sommes que les dits sieurs Leconte avoient été contraints de payer en exécution de ladite sentence leur seroient rendues et restituées par qui il appartiendrait, à ce faire tous fermiers, receveurs, commis et preposés seroient contraints par les voyes ordinaires et accoutumées, quoy faisant, ils en seroient et demeureroient bien et valablement quittes et dechargés, Sa Majesté auroit en outre ordonné que les adjudicataires des bois qui leur appartenoient ne payeroient aucuns droits d'entrées, octrois, peages, travers ny autres pour tous les bois provenant de leurs ventes lorsqu'ils les feroient conduire et debiter pour leur compte dans la ville de Metz et autres lieux, que les dits adjudicataires, leurs commis et garde ventes seroient tenus de marquer de leur marteau deux buches sur chacun des chariots ou autres voitures de bois qu'ils feroient conduire, entrer et débiter pour leur compte dans ladite ville, de donner à chacun des voituriers et conducteurs de leurs bois un certificat signé d'eux qui contiendrait les noms, surnoms et demeures desdits voituriers, les quantités et qualités des bois qu'ils auroient chargés et le jour de leurs départs des forêts et ventes qui y seroient aussi denominées, comme aussi que les dits voituriers et conducteurs remettroient les dits certificats aux bureaux des entrées et octrois de ladite ville de Metz et que les marchands adjudicataires ou leurs facteurs et garde ventes seroient tenus d'enregistrer les dits certificats sur des registres qu'ils auroient à cet effet, lesquels seroient cottés et paraphés sans frais par le Maître Particulier ou le lieutenant en la maîtrise ou les adjudications auroient été faites, à peine de 300 livres d'amende contre les contrevenants, Sa Majesté auroit ordonné que ledit arrêt seroit enregistré au Bureau de l'Hotel de ladite ville et exécuté nonobstant opposition ou autres empéchements généralement quelconques pour les quels ne seroit différé et dont si aucuns intervenoient Sa Majesté s'en étoit et à son Conseil réservé la connoissance, et icelle auroit interdite à toutes ses cours et autres juges ; la signification dudit arrêt faite tant aux officiers municipaux de la ville de Metz qu'aux fermiers des octrois de ladite ville le 19 may et 12 juin 1770 à la requête desdits sieurs Le Conte ; la requête des officiers municipaux de ladite ville de Metz signifiée aux dits sieurs Le Conte le 15 novembre audit an 1770 tendante à ce qu'il ploise à Sa Majesté les recevoir en tant que besoin seroit opposants à l'arrêt du Conseil obtenu par les dits sieurs Le Conte le 1er may audit an 1770, leur donner acte de ce que pour causes et moyens d'opposition ils employent le contenu en leur dite requête et aux pieces y jointes, en conséquence faisant droit sur leur opposition et interprétant en tant que de besoin ledit arrêt, ordonner que l'exemption prononcée par ledit arrêt et par celui du 22 juin 1694 ne pourra être entendue que des droits qui s'acquittent par les vendeurs et qui sont à leur compte, du payement desquels les adjudicataires des forêts de Sa Majesté demeureroient exempts, à la charge par eux de justifier conformément aux dispositions dudit

arrêt du 1er may 1770 que les bois qu'ils conduisent eux mêmes et qu'ils font débiter pour leur compte dans la ville de Metz, ses ports et chantiers, viennent des forêts de Sa Majesté, ordonner pareillement que l'arrêt du Conseil du 8 juin 1765 sera executé selon sa forme et teneur et qu'en consequence le droit d'imposition continuera jusqu'à l'expiration du terme fixé par cet arrêt à être payé par toutes sortes de personnes, exemptes, privilégiées, non privilégiées, qu'il continuera à être payé lors que les bois entreront à Metz, soit qu'ils y soient amenés par les particuliers qui les auront achetés, soit qu'ils y soient conduits par les particuliers propriétaires desdits bois, même par les adjudicataires de ceux de Sa Majesté, lesquels en ce cas seront autorisés à se les faire rendre et remettre par ceux à qui ils vendront leurs bois, condamner les dits sieurs Le Conte solidairement à payer au receveur des officiers municipaux de ladite ville les droits d'imposition qu'ils ne lui ont pas acquité pour les bois qu'ils ont fait entrer en cette ville sans payement, suivant les déclarations qu'ils seront obligés de lui en fournir et qu'ils seront tenus d'affirmer veritables, sauf l'information de recette, et aux dits sieurs Le Conte à se faire indemniser du montant de ce droit par ceux à qui ils ont vendu et livré leurs bois, si fait n'a été, les condamner en outre aux depens ; la requête desdits sieurs Le Conte signifiée aux officiers municipaux de la ville de Metz le 26 mars 1771 tendante à ce qu'il plaise à Sa Majesté leur donner acte de ce que pour reponses à la requête des officiers municipaux de ladite ville signifiée le 15 novembre 1770, ensemble pour fins de non recevoir et déffenses aux demandes fins et conclusions y portées, ils employent le contenu en leur dite requête avec les pieces produites et jointes aux fins et inductions qui en ont été tirées, avec ce qu'ils ont ci devant dit, écrit et produit et ce qu'il plaira à Sa Majesté suplérer de droit et d'équité, ce faisant procedant au jugement de l'instance, sans s'arrêter n'y avoir egard à l'opposition formée par les officiers municipaux de ladite ville par leur dite requête, n'y à leurs autres demandes fins et conclusions dans les quelles ils seront déclarés purement et simplement non recevables ou dont en tout cas ils seront déboutés ainsy que de leur opposition, ordonner que les différens arrêts du Conseil et notamment ceux des 22 juin 1694 et 1er may 1770 seront executés selon leur forme et teneur, ordonner que les officiers municipaux de la dite ville seront tenus de rendre et restituer aux dits sieurs Le Conte la somme de 38 livres 12 sols 3 deniers qui a été induement perçue sur les dits sieurs Le Conte pour droit d'imposition suivant la quittance qui en est rapportée comm'aussi toutes autres sommes que lesdits sieurs Le Conte justifieront avoir payées et avoir été induement perçues tant pour droits de quarantieme que d'impositions tant anterieurement que posterieurement audit arrêt du Conseil du 1er may 1770, ensemble aux interêts des dites sommes à compter du jour du payement, condamner en outre les officiers municipaux de la dite ville en tous les depens faits tant en l'hotel de ladite ville qu'au Conseil, aux frais et mises d'exécution dudit arrêt du Conseil du 1er may 1770, les condamner en outre en 1500 livres de dommages et interêts envers les dits sieurs Le Conte resultant de l'indue vexation des dits officiers municipaux de ladite ville par la saisie et exécution des meubles des dits sieurs Le Conte faite par leurs fermiers

ou en telle autre somme qu'il plaira à Sa Majesté arbitrer ; la requête des officiers municipaux de ladite ville signifiée aux dits sieurs Le Comte le 17 fevrier 1772 tendante à ce qu'il plaise à Sa Majesté leur donner acte de ceque pour reponses à la requête des dits sieurs Le Comte signifiée le 26 mars 1771 et pour contredits aux pièces y énoncées et jointes, ils employent le contenu en leur dite requête et aux pièces y énoncées et jointes, ensemble ce qu'ils ont ci devant dit, écrit et produit, en consequence procedant au jugement de l'instance sans s'arrêter n'y avoir égard aux conclusions prises par les dits sieurs Le Comte dans les quelles ils seront declarés purement et simplement non recevables, ou en tout cas mal fondés et dont ils seront deboutés, adjuger aux officiers municipaux de ladite ville celles qu'ils ont ci devant prises avec depens ; la requête desdits sieurs Le Comte signifiée aux officiers municipaux de ladite ville le 15 juin 1774 tendante à ce qu'il plaise à Sa Majesté leur donner acte de ceque pour reponses à la requête des officiers municipaux de ladite ville signifiée le 17 novembre 1772 et pour contredits aux pièces y énoncées et jointes, ils employent le contenu en leur dite requête et en la pièce produite par icelle avec tout ce qu'ils ont ci devant dit, écrit et produit et ce qu'il plaira à Sa Majesté suplérer de droit et d'équité, ce faisant procedant au jugement de l'instance sans s'arrêter n'y avoir égard à ladite requête n'y aux fins et conclusions y portées, declarer les officiers municipaux de ladite ville purement et simplement non recevables ou en tout cas et subsidiairement seulement mal fondés dans leur demande et adjuger auxdits sieurs Le Comte les conclusions qu'ils ont ci devant prises avec depens ; la requête des officiers municipaux de ladite ville signifiée auxdits sieurs Le Comte le 7 octobre 1775 tendante à ce qu'il plaise à Sa Majesté leur donner acte de ceque pour reponses à la requête desdits sieurs Le Comte signifiée le 15 juin 1774 et contredits à la pièce y énoncée, ils employent le contenu en leur dite requête et les pièces y jointes, avec ce qu'ils ont ci devant dit, écrit et produit, ce faisant procedant au jugement de l'instance, sans s'arrêter n'y avoir égard à ladite requête desdits sieurs Le Comte n'y aux fins et conclusions y portées, adjuger aux officiers municipaux de ladite ville les conclusions qu'ils ont ci devant prises avec depens ; la requête des dits sieurs Le Comte signifiée aux officiers municipaux de ladite ville le 6 avril de la présente année 1777 tendante à ce qu'il plaise à Sa Majesté leur donner acte de ceque pour reponses à la requête des officiers municipaux de ladite ville signifiée le 7 octobre 1775 ensemble pour contredits aux pièces produites par icelle, ils employent le contenu en leur dite requête avec cequ'ils ont ci devant dit, écrit et produit et ce qu'il plaira à Sa Majesté suplérer de droit et d'équité, ce faisant procedant au jugement de l'instance, sans s'arrêter n'y avoir égard à l'opposition formée par les officiers municipaux de ladite ville à l'arrêt du Conseil du 1er may 1770 n'y à leurs autres demandes, fins et conclusions, dans les quelles ils seront declarés purement et simplement non recevables ou dont en tous cas ils seront deboutés, adjuger auxdits sieurs Le Comte les fins et conclusions par eux ci devant prises et en les corrigeant, rectifiant et augmentant et y ajoutant, condamner les officiers municipaux de ladite ville à rendre et restituer auxdits sieurs Le Comte tous les droits de quarantieme qui ont été induement perçus

tant sur eux que sur le feu sieur Le Conte leur pere, adjudicataire des bois de Sa Majesté, du montant des quels droits à restituer la liquidation sera faite par le sieur Intendant ou son subdelegué à Metz sur les états, quittances et autres pieces justificatives des payements induement exigés que les dits sieurs Le Conte rapporteront ensemble aux interêts de la somme à laquelle se trouveront monter les dits droits de quarantieme mil à propos perçus, les dits interêts à compter du jour de la demande, les condamner en outre en tous les depens et en 6000 livres de dommages interêts envers les dits sieurs Le Conte résultants des frais de voyage et sejours qu'ils ont occasionnés auxdits sieurs Le Conte par leur mauvaise contestation. Vû aussi les pieces énoncées et jointes auxdites requêtes. Qui le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil, faisant droit sur l'instance, sans s'arrêter à l'opposition formée par les officiers municipaux de la Ville de Metz et dont Sa Majesté les a déboutés et déboute, a ordonné et ordonne que l'arrêt du Conseil du premier may mil sept cent soixante dix sera executé selon sa forme et teneur et sur le surplus des demandes, fins et conclusions des parties Sa Majesté les a mises et met hors de Cour. (1)

[signé à gauche:]

Hue de Mironsnil

[à droite:]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 20"
- en haut à gauche : "M. de Forges", et en dessous : "D.f.", et encore en dessous : "Fontainebleau le 21 octobre 1777"
- dans la marge à gauche : "Exp. un"
- en bas à gauche : "M. Parent av."

Après les signatures, on lit la mention :

"a Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve en haut à gauche la mention : "Eaux et Forêts".

21. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 21)

Arrêt simple, rendu sur requête "qui en interpretant celui du 18 mars 1777, ordonne que par le sieur Amat la Plaine, Grand Maitre, il sera procedé aux opérations prescrites par ledit arrêt".

Sur la requête présentée au Roy en son Conseil par Jean Baptiste Augustin de Salignac de Fenelon, ancien aumonier de la felle Reine, titulaire du prieuré de Saint Sernin du bois et de Saint Germain son annexe contenant ... [suit le contenu de la requête tendant à obtenir l'interprétation d'un arrêt du Conseil du 18 mars 1777 qui, sur une demande de cantonnement, avait commis le sieur de Marizy, Grand Maitre des Eaux et Forêts de Bourgogne à l'effet de dresser procès-verbal des dires des parties, alors que les bois usagers se trouvaient situés dans le département du Lyonnais]. Vu ladite requete signée Lalouette, avocat du suppliant, ensemble l'arrêt du Conseil ci dessus mentionné. Ouy le raport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roi en son Conseil, ayant egard a la requête, en interpretant en tant que besoin est ou seroit l'arrêt du Conseil du dix huit mars dernier, a ordonné et ordonne que par le sieur Amat la Plaine, Grand Maître des eaux et forêts du département du Lyonnais, Dauphiné, Provençe et Auvergne ou celui des officiers de la maitrise particuliere des lieux qu'il jugera a propos de commettre a cet effet il sera il sera procedé aux opérations prescrites par ledit arrêt qui sera au surplus executé selon sa forme et teneur. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 21"
- en haut à gauche : "M. Deforges", et en dessous : "D f", et encore en dessous : "Font. le 21 8bre 1777"
- dans la marge à gauche : "Exp. un".

Sur le dernier feuillet, après les signatures, on lit la mention : "Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve en haut à gauche la mention : "Eaux et Forets".

22. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 22)

Arrêt simple, rendu sur requête qui "déboute les nommés Dieudonné et Petit de leur demande en accensement d'un canton de bois de 100 arpents au Comté de Bitsche."

Sur la requête présentée au Roy en son Conseil par les nommés Dieudonné et Petit contenant ... [suit le contenu de la requête tendant à obtenir l'accensement d'un canton de bois pour le défricher et le mettre en culture, avec offre de payer un cens annuel de 10 sols par arpent]. Vu ladite requête et l'avis du sieur Mathieu, Grand Maître des Eaux et forêts du département des duchés de Lorraine et de Bar du 17 may dernier. Ouy le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil a débouté et déboute les suplicants de leur demande. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 22"
- en haut à gauche : "M. Deforges", et en dessous : "D.f.", et immédiatement en dessous : "Fontainebleau le 21 octobre 1777".

Sur le dernier feuillet, après les signatures, on lit la mention : "a Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve en haut à gauche la mention : "Eaux et Forêts".

23. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 23)

Arrêt simple, rendu sur requête qui "déboute les nommés Mailler Jacob et Alexandre Aaron, sous fermiers des domaines de Krafftal, de leur demande afin de toucher le montant des deux tiers de l'adjudication de la glandée des forêts de Krafftal vendues en 1775".

Sur la requête présentée au Roy en son Conseil par les nommés Mayer Jacob et Alexandre Aaron, sous fermier des domaines de Grafftal contenant ... [suit le contenu de la requête tendant à obtenir du receveur des bois de la maîtrise de Sarreguemines les deux tiers du montant de l'adjudication faite en 1775 de la glandée des forêts domaniales affermées aux sieurs Jolly et Leclerc dont les requérants étaient les sous-fermiers suivant bail du 29 décembre 1774, le tiers restant appartenant au Duc de Deux Ponts qui avait juridiction sur les terres de Grafftal]. Vu ladite requête et l'avis du sieur Mathieu, Grand Maître des Eaux et forêts du département des Duchés de Lorraine et de Bar du 2 juillet dernier. Oui le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil a débouté et déboute les
supliants de leur demande. (1)

[signé à gauche :] Hue de Miromesnil

[à droite :] Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions
hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777, N° ... 23"
- en haut à gauche : "M. Deforges", et en dessous : "D.f.", et encore en
dessous : "Fontainebleau le 21 octobre 1777".

Sur le dernier feuillet de la minute, après les signatures, on
lit la mention :

"a fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on
trouve en haut à gauche la mention :

Eaux et Forêts"

24. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 24)

Arrêt simple, rendu sur requête, par grâce et sans tirer à conséquence qui "modère a 100 livres l'amende de 370 livres prononcée contre le nommé Garrie par sentence de la maîtrise particulière de Castelnaudary du 22 fevrier 1774 et a 100 livres pareille somme de restitution portée par ladite sentence".

Sur la requête présentée au Roy en son Conseil par le nommé Pierre Garrie, adjudicataire de la coupe de la forêt de l'Eguille appartenant à Sa Majesté usée pour l'ordinaire 1771, contenant ... [suit le contenu de la requête par laquelle le suppliant expose qu'il a été condamné, par sentence de la maîtrise particulière de Castelnaudary du 22 février 1774, pour raison du déficit de baliveaux après la coupe des bois, alors que la vérification n'aurait pas été faite ni le déficit constaté dans l'ensemble de ladite coupe]. Vu ladite requête, ladite sentence et l'avis du sieur de Cheyssac, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Languedoc du vingt quatre août dernier. Ouy le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil, ayant aucunement égard à la requête, a ordonné et ordonne que la sentence rendue pour raison du fait dont il s'agit en la maîtrise particulière de Castelnaudary le vingt deux février mil sept cent soixante quatorze sera exécutée selon sa forme et teneur et cependant, par grace et sans tirer à consequence, Sa Majesté a modéré et modere a cent livres l'amende de trois cent soixante dix livres

prononcée contre le suppliant par ladite sentence et a pareille somme de cent livres celle de trois cent soixante dix livres de restitution portée par ladite sentence et la déchargé et déchargé du surplus desdites condamnations à condition néanmoins de payer les frais suivant la taxe qui en sera faite par le sieur de Cheyssac, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Languedoc, et sera le présent arrêt enregistré au greffe de ladite maîtrise pour y avoir recours si besoin est. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a fontainebleau le 21 8^{bre} 1777. N° ... 24"
- en haut à gauche : "M. Deforges", et en dessous ; "D.f.", et encore en dessous : "Fontainebleau le 21 octobre 1777".

Sur le dernier feuillet de la minute, après les signatures, on lit la mention :

"a fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve en haut à gauche la mention : "Eaux et Forêts".

25. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 25)

Arrêt simple, rendu sur requête, par grâce et sans tirer à conséquence qui "modere à 300 livres l'amende de 1000 livres prononcée contre le sieur Dumesnil, titulaire du prieuré cure de la paroisse de Quincampoix par sentence de la maîtrise particulière de Chateau du Loir du 15 juin 1776".

Sur la requête présentée au Roy en son Conseil par René Dumesnil, chanoine régulier et titulaire du prieuré cure de la paroisse de Quincampoix contenant ... [suit le contenu de la requête du suppliant tendant à être déchargé des condamnations prononcées contre lui par sentence de la maîtrise de Chateau du Loir du 15 juin 1776, confirmée après opposition par une autre sentence du 14 décembre 1776, pour motif contesté d'abattage d'arbres sur les dépendances du prieuré]. Vu ladite requête signée Jolas, avocat du suppliant, la sentence de ladite maîtrise et l'avis du sieur Cabanel d'Anglure, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Touraine, Anjou et le Maine du 9 août dernier. Oui le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil, ayant aucunement égard à la requête, a ordonné et ordonne que la sentence rendue pour raison du fait dont il s'agit en la maîtrise particulière de Chateau du Loir le quinze juin mil sept cent soixante seize sera exécutée selon sa forme et teneur et cependant, par grâce et sans tirer à conséquence, Sa Majesté a modéré et

modère a trois cent livres l'amende de mille livres prononcée contre le suppliant par ladite sentence et l'a déchargé et décharge du surplus de ladite amende ainsy que de la restitution portée par ladite sentence, à condition néanmoins de payer les frais suivant la taxe qui en sera faite par le sieur Cabanet d'Anglurre, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Touraine, Anjou et le Maine ; fait Sa Majesté très expresses inhibitions et defenses au suppliant de recidiver sous plus grandes peines et sera le présent arrêt enregistré au greffe de ladite maitrise pour y avoir recours si besoin est. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 25"
- en haut à gauche : "M. de Forges", et en dessous : "D.f.", et encore en dessous : "Fontainebleau le 21 8bre 1777".

Sur le dernier feuillet de la minute, après les signatures, on lit la mention :

"a fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve en haut à gauche la mention : "Eaux et Forêts".

26. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 26)

Arrêt simple, rendu sur requête, par grâce et sans tirer à conséquence, qui "modère à 8 livres 5 sols l'amende de 95 livres prononcée contre le nommé Wiblet par sentence de la maîtrise particulière de Sedan du 13 may 1776".

Vu au Conseil d'Etat du Roy la sentence renduë en la maîtrise particulière de Sedan le 13 may 1776 et par laquelle le nommé Wiblet a été condamné en 95 livres d'amende envers Sa Majesté et pareille somme de dommages intérêts au profit de la communauté de Beaumont, pour raison de deux boeufs, 2 vaches et 3 veaux a lui appartenants et trouvés paturants dans un taillis d'un an dépendant de ladite communauté ; la requête dudit Wiblet tendante a ce qu'il plaise à Sa Majesté le décharger desdites condamnations et l'avis du sieur Coulon, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Metz du 9 août dernier. Ouy le raport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil, ayant aucunement égard à la requête, a ordonné et ordonne que la sentence renduë pour raison du fait dont il s'agit en la maîtrise particulière de Sedan le treize may mil sept cent soixante seize sera exécutée selon sa forme et teneur et cependant, par grace et sans tirer

à conséquence, Sa Majesté a moderé et modere à huit livres cinq sols l'amende de quatre vingt quinze livres prononcée contre le suppliant par ladite sentence et la déchargé et décharge du surplus de ladite amende ainsi que des dommages et intérêts portés par ladite sentence, a condition néanmoins de paier les frais suivant la taxe qui en sera faite par le sieur Coulon, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Metz ; fait Sa Majesté déffenses au suppliant de recidiver sous plus grandes peines et sera le présent arrêt enregistré au greffe de ladite maitrise pour y avoir recours si besoin est. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Mironesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N^o ... 26"
- en haut à gauche : "M. Deforges", et en dessous : "D.f.", et immédiatement en dessous : "Fontainebleau le 21 octobre 1777".

Sur le dernier feuillet de la minute, après les signatures, on lit la mention :
"a fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve en haut à gauche la mention :

Eaux et forets".

27. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 27)

Arrêt simple, rendu sur requête, par grâce et sans tirer à conséquence qui "modère à 10 livres 10 sols l'amende de 140 livres prononcée contre le nommé Colson par sentence de la maîtrise de Sedan du 13 may 1776".

Vu au Conseil d'Etat du Roy la sentence renduë en la maîtrise particulière de Sedan le 13 may 1776 par laquelle le nommé Colson a été condamné en 140 livres d'amende envers Sa Majesté et en pareille somme de dommages intérêts envers la communauté de Raucourt et Haraucourt pour raison de 5 chevaux, un poulain et une bête à corne à lui appartenants et trouvés dans des taillis de 3 ans dépendants de ladite communauté ; la requête dudit Colson tendante à ce qu'il plaise à Sa Majesté le décharger des condamnations prononcées contre lui par ladite sentence, et l'avis du sieur Coulon, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Metz du 9 août dernier. Qui le raport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil, ayant aucunement égard à la requête, a ordonné et ordonne que la sentence de la maîtrise particulière de Sedan rendue pour raison du fait dont il s'agit le treize may mil sept cent soixante seize sera exécutée selon sa forme et teneur et cependant, par grace et sans tirer

à conséquence, Sa Majesté a modéré et modère à dix livres dix sols l'amende de cent quarante livres prononcée contre le suppliant par ladite sentence et l'a déchargé et décharge du surplus de ladite amende ainsy que des dommages intérêts portés par ladite sentence, à condition néanmoins de payer les frais suivant la taxe qui en sera faite par le sieur Coulon, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Metz ; fait Sa Majesté deffenses au suppliant de récidiver sous plus grande peine ; et sera le présent arrêt enregistré au greffe de ladite maîtrise pour y avoir recours si besoin est. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 27"
- en haut à gauche : "M. Deforges", et en dessous : "D.f.", et encore en dessous : "Fontainebleau le 21 octobre 1777".

Sur le dernier feuillet, après les signatures, on lit la mention : "a fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve en haut à gauche la mention : "Eaux et forets".

28. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 28)

Arrêt simple, rendu sur requête, par grâce et sans tirer à conséquence qui "modère à 7 livres 10 sols l'amende de 66 livres prononcée contre le nommé Potron par sentence de la maîtrise particulière de Sedan du 17 juin 1776".

Vu au Conseil d'Etat du Roy la sentence renduë en la maîtrise particulière de Sedan le 17 juin 1776 et par laquelle le nommé Nicolas Potron a été condamné en 66 livres d'amende envers Sa Majesté pour raison de cinq bœufs à lui appartenants et trouvés paturens dans des taillis d'environ 3 ans appartenants à Sa Majesté ; la requête dudit Potron tendante à ce qu'il plaise à Sa Majesté le décharger de ladite amende et l'avis du sieur Coulon, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Metz du 9 août dernier. Ouy le raport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil, ayant aucunement égard à la requête, a ordonné et ordonne que la sentence rendue pour raison du fait dont il s'agit en la maîtrise particulière de Sedan le dix sept juin mil sept cent soixante seize sera exécutée selon sa forme et teneur et cependant, par grace et sans tirer à conséquence, Sa Majesté a modéré et modere à

sept livres dix sols l'amende de soixante six livres prononcée contre le suppliant par ladite sentence et la déchargé et décharge du surplus de ladite amende, a condition néanmoins de paier les frais suivant la taxe qui en sera faite par le sieur Coulon, Grand Maître des Eaux et forêts du département de Metz ; fait Sa Majesté défenses au suppliant de recidiver sous plus grandes peines et sera le présent arrêt enregistré au greffe de ladite maîtrise pour y avoir recours si besoin est. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 28"
- en haut à gauche : "M. Deforges", et en dessous : "D.f.", et encore en dessous : "Fontainebleau le 21 octobre 1777".

Sur le dernier feuillet de la minute, après les signatures, on lit la mention :

"a fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve en haut à gauche la mention : "Eaux et Forêts".

29. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 29)

Arrêt simple, rendu sur requêtes contradictoires présentées par le sieur de Villy, seigneur de Brevand, les propriétaires et habitants de la paroisse de Brevand, demandeurs d'une part et le sieur marquis de Courcy, défendeur d'autre part, en présence de l'inspecteur général du domaine, qui "renvoye le seigneur et les habitants de Brevand sur leur opposition et demandes en cassation en la Grande Direction".

Vû au Conseil d'Etat du Roi l'arrêt rendu en icelui sur l'avis du sieur de Fontette, intendant de Caën, et sur le dire du sieur Lorry, inspecteur général du domaine de la Couronne le 18 juin 1765, entre Monsieur le Duc d'Orléans, premier prince du sang, le sieur Jacques Leprevost, chevalier seigneur de Compsarte et de Brevand et le nommé Jean Richard, tous trois opposant à la concession demandée par Monsieur le marquis de Courcy d'un terrain appelé la grève de Brevand, située en l'élection de Carantan, généralité de Caën, d'une part et le sieur Henri Auguste Hellouin, marquis de Courcy, maréchal des camps et armées du Roi, commandant pour Sa Majesté dans la presque Ile de la Basse Normandie, d'autre part, par lequel arrêt Sa Majesté, sans s'arrêter aux dites oppositions, auroit fait concession audit sieur Marquis de Courcy des lais et relais de la mer nommés la grève de Brevand, à la charge pour le marquis de Courcy de faire faire dans l'espace de 20 ans les ouvrages nécessaires pour préserver ledit terrain des inondations de la mer et de le mettre en culture, pour par lui, ses hoirs, successeurs et ayant cause jouir de la propriété incommutable dudit terrain à titre d'inféodation et le tenir en plein fief de haubert, dont il seroit tenu de faire foi et hommage à Sa Majesté, de lui en fournir aveu et dénombrement, paier les droits et devoirs seigneuriaux portés

par la coutume et en outre au devoir annuel et perpétuel d'une paire d'éperons dorés évalués à 30 livres, comme aussi à la charge par le sieur marquis de Courcy d'indemniser, s'il y avait lieu, le seigneur de Compsarte du droit de varech, à l'effet de quoi les parties contesteroient plus amplement ; lettres patentes expédiées sur ledit arrêt le 7 août 1765 ; autre arrêt du Conseil du 18 avril 1769 rendu entre le sieur de Villy, héritier à cause de son épouse du sieur Leprévot, seigneur de Compsarte et Brevand, et les propriétaires paroissiens et habitants dudit lieu de Brevand, opposants à l'arrêt du Conseil du 18 juin 1765 et à l'exécution des lettres patentes expédiées sur ledit arrêt, d'une part, le marquis de Courcy, d'autre part et le sieur Lorry, inspecteur général du domaine de la Couronne, par lequel arrêt Sa Majesté, sans s'arrêter aux dites oppositions dont elle auroit débouté ledit sieur de Villy et habitants de Brevand, auroit ordonné l'exécution de l'arrêt dudit jour 18 juin 1765, ensemble des lettres patentes expédiées sur ledit arrêt le 7 août 1765 et en conséquence qu'il seroit passé outre à l'enregistrement des lettres nonobstant les oppositions ; lettres patentes expédiées sur ledit arrêt le 3 mai 1769 ; autre arrêt du Conseil rendu sur la requête du marquis de Courcy et sur le dire du sieur Lorry le 29 juin 1773 par lequel Sa Majesté, sans s'arrêter à un arrêt du parlement de Rouën du 22 mars 1770 qu'elle auroit cassé et annullé ainsi que tout ce qui avoit pu s'en suivre, non plus qu'aux oppositions formées en ladite Cour par le sieur de Villy, les habitants de Brevand et autres, à l'enregistrement des lettres patentes du 7 août 1765 et 3 mai 1769 des quelles oppositions Sa Majesté les auroit déboutés, sans s'arrêter pareillement à l'opposition formée audit enregistrement par le procureur général de Sa Majesté en ladite Cour, de laquelle elle l'auroit aussi débouté, auroit Sa Majesté ordonné que les arrêts de son Conseil des 18 juin 1765 et 18 avril 1769 et les lettres expédiées sur iceux seroient exécutés selon leur forme et teneur, en conséquence qu'il seroit procédé à l'enregistrement desdites lettres par les maîtres des requêtes ordinaires de son hôtel au souverain au lieu du Parlement au quel elles étoient adressées, à l'effet de quoi toutes lettres nécessaires seroient expédiées sur ledit arrêt, comme aussi Sa Majesté auroit ordonné qu'après ledit enregistrement le marquis de Courcy seroit mis en possession, par l'un des trésoriers de France au bureau des finances de Caën qui seroit nommé par ledit bureau, des grèves de Brevand à lui concédées, lors de laquelle mise en possession il seroit dressé par tel arpenteur qui seroit nommé par ledit commissaire procès verbal d'arpentage et bornage desdites grèves pour être déposé au greffe dudit bureau, et Sa Majesté auroit fait deffenses au sieur de Villy, auxdits habitants et autres de troubler ledit sieur de Courcy dans les propriétés et possession du terrain desdites grèves à peine de 1500 livres d'amendes et de toutes pertes, dépens, dommages intérêts et les auroit condamné ainsi que ceux dénommés en l'arrêt du 22 mars 1770 à restituer audit sieur de Courcy toutes les sommes qui auroient pu être exigées de lui en vertu dudit arrêt et aux dépens faits en

la Cour du Parlement de Rouën et au coût dudit arrêt du 29 avril 1773 ;
autre arrêt du Conseil du 18 juillet 1775 rendu sur la requête du dit
sieur de Villy, seigneur de Brevand, et des propriétaires et habitants
de la paroisse dudit lieu, ladite requête tendante à ce qu'il plût à
Sa Majesté les recevoir opposants à l'arrêt du Conseil du 29 juin
1773 comme aussi casser les arrêts du Conseil des 18 juin 1765 et 18
avril 1769, ensemble ce qui s'en étoit ensuivi et pourroit s'en suivre,
déclarer pareillement les lettres patentes expédiées sur lesdits
arrêts les 7 août 1765 et 3 mai 1769 obreptices et subreptices, ce
faisant sans s'arrêter à la demande en concession du marquis de Courcy
des grèves de Brevand les garder dans la propriété et jouissance
desdites terres, faire deffenses au sieur de Courcy et à tous autres
de les y troubler, par lequel arrêt Sa Majesté auroit ordonné que la
requête du dit sieur de Villy et des habitants de Brevand seroit commu-
niquée au marquis de Courcy et après qu'il en auroit été communiqué
au sieur Lorry être par Sa Majesté statué ce qu'il appartiendrait ;
requête en réponse présentée au Conseil par le sieur de Courcy à ce
que procédant au jugement de l'instance il plût à Sa Majesté ordonner
de nouveau l'exécution des arrêts du Conseil des 18 juin 1765 et 18
avril 1769 ensemble des lettres patentes expédiées sur lesdits arrêts
et de celui du 29 juin 1773, ce faisant le maintenir en la propriété
et jouissance desdites grèves, faire deffenses auxdits seigneur et
habitans de l'y troubler et de se pourvoir de nouveau contre lesdits
arrêts à peine de 10000 livres d'amende et de tous dépens, dommages
intérêts, déclarer l'amende de 1500 livres portée par l'arrêt du
Conseil du 29 juin 1773 encourue par lesdits seigneur et habitans et
les condamner en ladite amende et en 6000 livres de dommages intérêts,
au paiement desquels ainsi que de ladite amende ils seront contraints
par corps, comme aussi condamner le sieur de Villy à lui délaisser la
possession et jouissance du pâturage appelé le Clos poisson faisant
partie des grèves à lui concédées et dont ledit sieur de Villy ou ses
cuteurs s'étoient emparés sans titres, avec restitution de fruits
depuis le 18 juin 1765 suivant la liquidation qui en seroit faite de
l'autorité des maîtres des requêtes de l'hotel au souverain et procédant
au jugement de l'interlocutoire prononcé par ledit arrêt dudit jour
concernant l'indemnité qui pourroit être prétendue par le seigneur
de Brevand pour le droit de varech, le déclarer non recevable dans
ladite demande en indemnité à cet effet et, ou Sa Majesté jugeoit qu'il
étoit dû une indemnité audit seigneur de Brevand pour ledit droit,
ordonner que les parties se retireroient pardevant le sieur intendant
et commissaire départi en la généralité de Caen pour procéder à la
fixation de l'indemnité et ce sur le produit net dudit droit pendant
les dix dernières années et sur les états que le sieur de Villy seroit
tenu d'en fournir sauf les débats du sieur de Courcy et condamner le
sieur de Villy et habitans de Brevand aux dépens, ladite requête
signée Despaulx, avocat du marquis de Courcy et signifiée à maître
Godescart de Lisle, avocat du sieur de Villy et des habitans de
Brevand le 9 juillet 1776 ; requête en réplique dudit sieur de Villy

et desdits habitans tendante a ce qu'il plût a Sa Majesté leur donner acte des aveux contenus en la requête du sieur de Courcy du 9 juillet 1776, sçavoir 1^o que les titres par eux produits prouvoient la possession des marais a oiseaux sur les greves de Brevand, 2^o que le droit de varech ne pouvoit s'exercer que par le seigneur dont le fief s'étendoit sur le bord de la mer, 3^o que les greves de Brevand existoient anciennement, ce faisant procedant au jugement des demandes du sieur de Courcy dont il seroit debouté ny a ses demandes concernant le clos poisson et de droit de varech sur lesquelles il ne s'agissoit pas de statuer dans l'instance attendu qu'il n'étoit question que de demandes rescisoires sur lesquelles il étoit indispensable de statuer préalablement, que d'ailleurs la demande au sujet du droit de varech seroit jugée par une disposition qui ne pouvoit plus etre retractée, que quant a ce qui concernoit le Clos poisson le sieur de Courcy ne pourroit en former la demande que par une action nouvelle et principale, leur adjuger les conclusions par eux cy devant prises et condamner le sieur de Courcy aux depens, ladite requete signée Godescart de Lisle et signifiée a maître Despaulx le 21 juillet 1777 ; pièces jointes, sçavoir ... [suit l'énoncé des pièces produites par les parties au Conseil] . Vu aussy le dire du sieur Lorry, inspecteur général du domaine auquel l'instance auroit été communiquée et par lequel il auroit estimé qu'il y avoit lieu de déclarer le sieur de Villy, seigneur de Brevand, et les habitans du meme lieu non recevables dans leur opposition a l'arret du Conseil du 29 juin 1776, d'ordonner que ledit arret seroit executé selon sa forme et teneur, de condamner le sieur de Villy et les habitans solidairement en 6000 livres de dommages intérêts et, avant faire droit sur la demande du marquis de Courcy contre le sieur de Villy en restitution du terrain appelé le Clos poisson, d'ordonner qu'il se retirera pardevant le sieur intendant pour être par luy vérifié si ce terrain fait partie des greves de Brevand et être ensuite, sur l'avis dudit sieur intendant, statué par Sa Majesté ainsy que de raison et sur le surplus des demandes de mettre les parties hors de Cour. Ouy le raport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roy en son Conseil a ordonné et ordonne que les requêtes, pièces et mémoires des parties seront remis ès mains du sieur Huet d'Ambrun, maître des requêtes, pour a son raport leur estre fait droit en la Grande Direction, ainsi qu'il appartiendra. (1)

[signé à gauche :] Hue de Mironsnil

[à droite :] Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 29"
- en haut à gauche : "M. de Forges", et en dessous : "D.f.", et immédiatement en dessous : "Fontainebleau le 21 octobre 1777"
- dans la marge à gauche : "Exp. Un"
- en bas à gauche : "M. Delisle av^t 7 9^{bre}".

Sur le dernier feuillet, après les signatures, on lit la mention •
"a fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, à la suite du résumé de l'arrêt, on trouve la mention :

"Du 21 8^{bre} 1777, suivie de la marque suivante :



30. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 30)

Arrêt simple, rendu sur requêtes contradictoires "qui déboute les apoticaire^s de Troyes de leur opposition a un arrest du Conseil obtenu le 14 juin 1774 par le sieur Lenoble".

Vu au Conseil d'Etat du Roy la requête qui y a été présentée par le sieur Edme Lenoble par laquelle, pour les causes y énoncées, il auroit conclu à ce qu'il plut à Sa Majesté le dispenser et relever du deffaut d'apprentissage et du rapport de brevet exigé par les statuts des apoticaire^s de la ville de Troyes, en conséquence et pour éviter toute difficulté sur sa réception dans le corps des apoticaire^s de laditte Ville, le renvoyer devant les doyen et professeurs en pharmacie et les maîtres et gardes des apoticaire^s de la ville de Paris pour par lui subir les examens et faire les chef d'oeuvre relatifs à l'état d'apoticaire et obtenir en conséquence, s'il étoit jugé capable, les lettres de maîtrise nécessaires pour exercer ledit état dans la ville de Troyes, laditte requête signée Challaye, avocat dudit sieur Lenoble, sur laquelle requête est intervenu, le quatorze juin mil sept cent soixante quatorze, arrêt qui a permis audit Edme Lenoble de se retirer pardevant les doyen et professeurs en pharmacie de la faculté de medecine et les maîtres et gardes apoticaire^s de Paris pour subir les examens ... [suit le contenu de l'arrêt], ledit arrêt enregistré au greffe de la police de Troyes au desir de l'acte de reception dudit sieur Lenoble le vingt six août mil sept cent soixante quatorze ; la requête des apoticaire^s de la

ville de Troyes par laquelle ... [suit le contenu de la requête en opposition tendant notamment à l'annulation de l'arrêt rendu, sur requête non communiquée, le 14 juin 1774 et à l'exécution des statuts des apothicaires de la ville de Troyes relativement à la réception de nouveaux membres], laditte requête signée Dufour, avocat desdits apothicaires de Troyes, signifiée le neuf novembre mil sept cent soixante quatorze au sieur Challaye, avocat du sieur Lenoble par l'huissier Guery, contenant production de onze pièces ... [suit l'énoncé des pièces produites] ; l'acte du neuf novembre mil sept cent soixante quatorze signifiée à la requête du sieur Dufour, avocat des apothicaires de Troyes au sieur Challaye, avocat du sieur Lenoble, par lequel le sieur Dufour déclare qu'attendu qu'il n'y a point de rapporteur commis, il va remettre dans les bureaux du sieur Contrôleur général la requête cydessus énoncée ; la requête du sieur Lenoble ... [suit le contenu de la requête], laditte requête signée Challaye signifiée le sept février mil sept cent soixante quinze au sieur Dufour ... ; l'acte dudit jour sept février mil sept cent soixante quinze signifié à la requête du sieur Challaye, avocat du sieur Lenoble, au sieur Dufour, avocat des apothicaires de Troyes, par lequel le sieur Challaye lui déclare qu'il remettra incessamment la requête cydessus énoncée entre les mains du sieur Contrôleur général ; autre requête des apothicaires de Troyes par laquelle ... [suit le contenu de la requête] ; l'acte du vingt huit mars mil sept cent soixante quinze étant ensuite de laditte requête signifié à la requête du sieur Dufour, avocat desdits apothicaires de Troyes, au sieur Challaye, avocat du sieur Lenoble, par l'huissier Dubuit, par lequel le sieur Dufour déclare qu'il remettra incessamment dans les bureaux du sieur Contrôleur général la requête cydessus énoncée et qu'il poursuivra arrêt adjudicatif de ses conclusions ; nouvelle requête du sieur Lenoble par laquelle ... [suit le contenu de la requête] ; l'acte du vingt huit avril mil sept cent soixante quinze étant ensuite signifié à la requête du sieur Challaye, avocat du sieur Lenoble, au sieur Dufour, avocat des apothicaires de Troyes, par l'huissier Camusat, par lequel ledit sieur Challaye déclare qu'il remettra entre les mains du sieur Contrôleur général la requête cydessus énoncée, ensemble celle du sept février précédent pour en poursuivre le jugement. Vu aussi les pièces jointes et énoncées en la requête du sieur Lenoble sur laquelle est intervenu l'arrêt du Conseil du quatorze juin mil sept cent soixante quatorze. Oui le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat, et ordinaire au Conseil royal.

Le Roy en son Conseil, faisant droit sur l'instance, a débouté et déboute les sieurs Genty pere et fils et le sieur Sergent, apoticaire de la ville de Troyes, de leur opposition à l'arrêt du Conseil du quatorze juin mil sept cent soixante quatorze ; ordonne Sa Majesté que ledit arrêt et la lettre d'admission du sieur Lenoble à la maîtrise d'apoticaire à Troyes du neuf aout suivant seront executés ; condamne lesdits sieurs Genty père et fils et Sergent en soixante livres de dommages intérêts envers ledit sieur Lenoble et aux dépens de l'instance liquidée à la somme de soixante neuf livres dix sols, non compris le coût, contrôle, copie et signification du présent arrêt et de la commission qui sera expédié sur icelui. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 30"
- en haut à gauche , après le résumé de l'arrêt : "Fontainebleau le 21 octobre 1777"
- dans la marge à gauche, la lettre "C" en très grand caractère, et en dessous : "Exp. Un et C^{on}"
- en bas à gauche : "a controller", et en dessous : "M. Chalaye av."

Sur le dernier feuillet, après les signatures, on lit la mention : "a fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept", et en bas à gauche : "M. Collot".

31. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 31)

Arrêt simple, rendu sur requêtes contradictoires qui "reçoit la duchesse de Lorges opposante a deux arrêts du Conseils des 12 fevrier 1737 et 3 avril 1770 au principal, déboute l'abbé Dosmont de toutes ses demandes".

Vu par le Roi en son Conseil l'instance pendante en iceluy entre le Maréchal Duc de Lorges, propriétaire du fourneau de Saint Loup en Franche-Comté, tant en son nom qu'en celui du sieur de Mandre et autres fermiers dudit fourneau et la Duchesse de Lorges, sa nièce, comme ayant repris l'instance en qualité d'héritière dudit Maréchal, d'une part et les sieurs Perrier et Coster, propriétaires du fourneau de Varigny en Lorraine et le sieur abbé d'Osmont devenu possesseur dudit fourneau, en sa qualité d'abbé commendataire de l'abbaye de Clairefontaine, comme ayant repris l'instance au lieu et place desdits Perrier et Coster d'autre part, savoir, la requête présentée au Conseil par les sieurs Perrier et Coster tendante à ce que, pour les causes et moyens y contenus, il plaise à Sa Majesté ordonner que l'arrêt du Conseil du trois avril 1770 sera exécuté selon sa forme et teneur, faire itératives défenses aux propriétaires et fermiers du fourneau de Saint Loup et à tous autres de tirer, dans les territoires de Menoux, Aubry et Bourguignon, aucune matière à convertir en fer ... [suit le contenu de la requête]; la requête du Maréchal Duc de Lorges du trente un août 1770 en réponse à celle desdits Perrier et Coster ci-dessus et tendante à ce qu'il plaise à Sa Majesté le recevoir opposant à

l'arrêt du Conseil du 3 avril 1770 rendu sur la requête desdits sieurs Perrier et Coster ainsi qu'à celui du douze février 1737 qui y est énoncé ... [suit l'énoncé des autres pièces produites au Conseil par les sieurs Perrier et Coster] ; deux requêtes du sieur abbé d'Osmont des huit novembre 1774 et dix neuf novembre 1776 tendante à ce que les conclusions qui ont été prises dans le cours de l'instance par les sieurs Perrier et Coster lui soient adjugées ... [suit le contenu de la requête] ; la requête de la Duchesse de Lorges du 26 octobre 1776 en réponse à celle du sieur abbé Dosmont ... [suit le contenu de la requête] . Vu aussi les arrêts du Conseil des 12 février 1737 et 3 avril 1770, ensemble toutes les autres pièces produites respectivement par les parties. Ouy le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat et ordinaire au Conseil royal.

Le Roy en son Conseil, faisant droit sur l'instance, reçoit la Duchesse de Lorges opposante aux arrêts des douze février mil sept cent trente sept et trois avril mil sept cent soixante dix, faisant droit au principal, déboute le sieur abbé Dosmont de toutes ses demandes ; sur les demandes en dommages intérêts respectivement formées par les parties, les met hors de Cour, condamne le sieur abbé Dosmont en tous les dépens. (1)

[signé à gauche :]

Huc de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "à font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 31"
- en haut à gauche : "Fontainebleau le 21 octobre 1777"
- dans la marge à gauche : "C" en très grand caractère, et en dessous : "Exp. Un et Com".

Sur le dernier feuillet, après les signatures, on lit la mention :
"à fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, après le résumé, on trouve la mention :
"Lr. Couturier".

32. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 32)

Arrêt simple, rendu sur requêtes contradictoires qui "confirme deux ordonnances rendues par Monsieur l'Intendant de Franche Comté des 26 novembre 1773 et 21 mars 1774 au profit du sieur de Mandre contre le sieur abbé Dosmont, abbé commendataire de l'abbaye de Clairefontaine".

Vu par le Roi en son Conseil l'arrêt rendu en icelui le vingt deux novembre 1774 sur la requête y insérée de Nicolas Michel d'Osmont, vicaire général des diocèses de Rouen et de Lisieux, abbé commendataire de l'abbaye royale de Clairefontaine, ladite requête tendante à ce que pour les causes et moyens y contenus il plut à Sa Majesté le recevoir appelant des ordonnances du sieur Intendant de Franche-Comté des vingt six novembre 1773 et vingt un mars 1774 comme aussi, en tant que de besoin seulement, opposant à l'arrêt obtenu par le sieur Vieuze le vingt huit février 1730 faisant droit sur son appel et sur son opposition ... [suit le contenu de la requête], par lequel susdit arrêt Sa Majesté, avant faire droit sur ladite requête, a ordonné qu'elle seroit communiquée aux propriétaires du fourneau de Benchot pour y répondre dans le délai du règlement pour ce fait ou faute de se faire être ensuite statué par Sa Majesté ainsi qu'il appartiendra ; l'exploit de signification faite dudit arrêt aux propriétaires des forges et fourneaux de Benchot du huit février 1775 ; la requête du sieur de Mandre, co-propriétaire du fourneau de Benchot dans le Barrois mouvant du sept aout 1775 en réponse à celle de l'abbé Osmont ... [suit l'énoncé des autres pièces produites par les parties au Conseil] . Oui le rapport du sieur de Beaumont, conseiller d'Etat et ordinaire au Conseil royal.

Le Roi en son Conseil, faisant droit sur l'instance, sans s'arrêter à l'appel interjetté par le sieur abbé d'Osmont des ordonnances du sieur Intendant de Franche-Comté des vingt six novembre mil sept cent soixante treize et vingt-un mars mil sept cent soixante quatorze ni à ses autres demandes dans lesquelles Sa Majesté l'a déclaré non recevable, ordonne que lesdites ordonnances seront exécutées selon leur forme et teneur ; condamne le sieur abbé d'Osmont aux dépens. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21-3^{bre} 1777. N° ... 32"

- en haut à gauche : "Fontainebleau le 21 octobre 1777"

- dans la marge à gauche : "C" en très grand caractère et en dessous : "Exp. Un^{on} et Com^{on}".

Sur le dernier feuillet, après les signatures, on lit la mention : "a fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, au bas du résumé de l'arrêt, on trouve la mention : "M. Couturier".

33. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 33)

Arrêt simple rendu sur requêtes contradictoires qui "déboute le fermier de sa demande en cassation d'un arrêt de la Cour des aydes de Normandie rendu au profit de David Collan".

Vu par le Roy en son Conseil l'arrêt rendu en
celui le 2 mai 1769 par lequel, avant faire droit sur la
demande de Jean Jacques Prevost cydevant adjudicataire
général des fermes afin de cassation d'un arrêt de la Cour
des aydes de Normandie du 24 fevrier 1768 qui a déchargé
David Collan, débitant de tabac, de la plainte de l'adjudi-
cataire pour raison d'une saisie de faux tabac trouvé chez
lui, Sa Majesté a ordonné que ladite requete seroit commu-
niquée audit Collan pour y fournir de réponse dans les délais
des reglements et que son procureur général en ladite Cour
enverroit incessamment au sieur Controlleur général des finances
les motifs dudit arrêt du 24 fevrier 1768 ... [suit l'énoncé
de la requête du sieur Collan et des autres pièces produites
par les parties au Conseil]. Qui le rapport du sieur Moreau
de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal
des finances.

Le Roy en son Conseil faisant droit sur l'instance à débouté et déboute l'adjudicataire de sa demande et le condamne au coust du présent arrêt liquidé à soixante quinze livres. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 33"
- en haut à gauche : "Fontainebleau le 21 octobre 1777"

Sur le dernier feuillet, après les signatures, on lit la mention :
"a fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, après le résumé de l'arrêt, on trouve la mention : "M. Couturier".

34. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 34)

Arrêt simple, rendu sur requêtes contradictoires présentées par le Marquis d'Aulan et consorts, demandeurs d'une part et l'adjudicataire général des fermes, défendeur d'autre part, qui "revoque un arrêt du Conseil rendu sur la requête du Marquis d'Aulan et autres en ce qu'il renvoie à la Commission des Péages en ce qui concerne l'adjudicataire, ordonne qu'il sera exécuté pour le surplus et réserve à statuer sur la demande en indemnité dudit adjudicataire après qu'il aura été statué par la Commission des Péages sur ladite demande dudit sieur Marquis d'Aulan et consorts".

Vu par le Roi en son Conseil l'arrêt rendu en icelui le quatre juillet 1775 par lequel, avant faire droit sur la demande du Marquis d'Aulan, la Marquise veuve de Lafaye, les sieurs de la Blache et de Sauzet, Sa Majesté a ordonné que ladite requête seroit communiquée à l'adjudicataire général de ses fermes pour y fournir réponse dans les délais de des réglemens et pour y être fait droit Sa Majesté a renvoyé les parties pardevant les sieurs Commissaires députés pour la vérification des droits de péage que Sa Majesté a commis à cet effet ; le mémoire de l'adjudicataire des fermes du dix sept avril mil sept cent soixante seize afin d'être reçu opposant à l'arrêt du quatre juillet 1775 en ce qu'il renvoie à la Commission des Péages pour ce qui concerne l'adjudicataire ... [suit l'énoncé des autres pièces produites par les parties au Conseil] . Qui le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat et ordinaire au Conseil royal.

Le Roi en son Conseil a reçu et reçoit l'adjudicataire de ses fermes opposant à l'exécution de l'arrêt du Conseil du quatre juillet mil sept cent soixante quinze en ce qu'il renvoie à la Commission des Péages pour ce qui concerne l'adjudicataire ; faisant droit sur ladite opposition, Sa Majesté a révoqué et révoque ledit arrêt en ce qu'il renvoie à la Commission des Péages pour ce qui concerne ledit adjudicataire ; réserve Sa Majesté à statuer sur la demande en indemnité dudit adjudicataire après qu'il aura été statué par la Commission des Péages sur la demande du Marquis d'Aulan et consorts portée dans leur requête insérée au susdit arrêt du quatre juillet mil sept cent soixante quinze que Sa Majesté veut au surplus être exécuté selon sa forme et teneur. (1)

[signé à gauche :] Hue de Miromesnil

[à droite :] Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21 3^{bre} 1777. N°.... 34"
- en haut à gauche : "Fontainebleau le 21 octobre 1777"
- à gauche dans la marge : "C" en très grand caractère, et en dessous : "Expédié et C^{on}"
- en bas à gauche : "fermes"

Sur le dernier feuillet, après les signatures, on lit la mention : "a fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, après le résumé de l'arrêt, on trouve les mentions :

- en bas : "M. Couturier"
- verticalement : "B^{au} de M. Couturier".

35. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 35)

Arrêt simple, rendu sur requêtes contradictoires présentées par le sieur Prevost, adjudicataire général des fermes, demandeur d'une part et le sieur Leboeuf, marchand, défendeur d'autre part, qui "casse un arrêt du Parlement de Dijon et ordonne l'exécution d'une sentence du Siège des traites de Beaune rendue au profit de l'adjudicataire contre le sieur Leboeuf.

Vu par le Roy en son Conseil l'arrêt rendu en icelui le 1er décembre 1772 par lequel, avant faire droit sur la demande de Jean Jacques Prevost, cy devant adjudicataire général des fermes royales unies, afin de cassation d'un arrêt du Parlement de Dijon du 11 juillet 1772 infirmatif d'une sentence du Siège des traites de Beaune du 3 juillet 1771 qui condamne Honoré Le Boeuf, marchand à Issurville, aux dépens faits par l'adjudicataire et occasionnés par le défaut de rapport du certificat de décharge d'un acquit à caution et de condamnation desdits dépens, Sa Majesté auroit ordonné que laditte requête seroit communiquée audit Le Boeuf pour y répondre dans les délais des reglements et que son procureur général au Parlement de Dijon enverroit incessamment au sieur Contrôleur général des finances les motifs de son arrêt du 11 juillet 1772. Les motifs envoyés par le procureur général dudit Parlement de Dijon le 24 juin 1773. La requête dudit Le Boeuf du 29 juillet suivant en réponse à la demande dudit Prévôt tendante ... [suit le contenu de la requête]. Vu mémoire dudit Prevost du 15 décembre 1774 ... [suit l'énoncé des autres pièces produites par les parties au Conseil] .
Où le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roi en son Conseil, faisant droit sur l'instance, sans s'arrêter à l'arrêt du Parlement de Dijon du onze juillet mil sept cent soixante douze que Sa Majesté a cassé et annullé, ordonne que la sentence du Siège des traites de Beaune du trois juillet mil sept cent soixante onze sera exécuté selon sa forme et teneur et condamne le nommé LeBocuf. en tous les dépens et au coust du présent arrêt liquide à soixante quinze livres. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21^{bre} 1777. N°... 35"
- en haut à gauche : "Fontainebleau le 21 octobre 1777"
- à gauche dans la marge : "C" en très grand caractère, et en dessous : "Exp. un^{on} bot. com"
- en bas à gauche : "a Controller", et en dessous : "fermes".

Sur le dernier feuillet, après les signatures, on lit la mention : "a. fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, après le résumé de l'arrêt, on trouve les mentions :

- en bas : "M. Couturier"
- verticalement, à droite : "39 l. 12 s. 6 d."

36. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 36)

Arrêt simple, rendu sur la requête du sieur Alaterre, adjudicataire général des fermes royales unies de France, qui "casse un arrêt du Conseil supérieur de Blois et une sentence du Grenier à sel d'Ingrande rendus au profit des collecteurs de l'impôt du sel de la paroisse de La Jumillière pour l'année 1771 [et] condamne les collecteurs solidairement et par corps en l'amende de 10 livres pour chacune des omissions constatées par le procès verbal des employés du 16 mai 1771".

Vu par le Roi en son Conseil l'arrêt rendu en icelui le neuf août 1775 par lequel, avant faire droit sur la demande de Julien Alaterre, adjudicataire général des fermes royales unies de France, afin de cassation d'un arrêt du Conseil supérieur de Blois du quinze juillet 1774 confirmatif d'une sentence du Grenier à sel d'Ingrande du premier mars 1773 qui renvoie Jean Brouard, Louis Bompar et Mathieu Bousigault, collecteurs de l'impôt du sel de la paroisse de La Jumillière pour l'année 1771 de l'amende de dix livres par eux encourue pour l'omission de vingt six personnes au rôle de l'impôt du sel de ladite paroisse et de condamnation desdits Brouard, Bompar et Bousigault aux dites amendes par eux encourues, Sa Majesté auroit ordonné que ladite requête seroit communiquée auxdits collecteurs pour y fournir de réponse dans les délais des réglemens et que le procureur général au Conseil supérieur de Blois enverroient incessamment au greffe du Conseil les motifs de son arrêt du quinze juillet 1774 ; l'original de l'exploit de signification faite dudit arrêt auxdits Brouard, Bompar et Bousigault du neuf août 1775. Vu aussi ... [suit l'énoncé des autres pièces produites au Conseil, notamment] le mémoire de l'adjudicataire du vingt mai 1776 par lequel il

a conclus à ce qu'attendu que les délais de la sommation faite auxdits Brouard, Bompar et Bousigault étoient plus qu'expirés il plut à Sa Majesté rendre un arrêt définitif et lui adjuger ses conclusions ... Oui le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat et ordinaire au Conseil royal.

Le Roi en son Conseil, sans s'arrêter à l'arrêt du Conseil supérieur de Blois du quinze juillet mil sept cent soixante quatorze et à la sentence du Grenier à sel d'Ingrande du premier mars mil sept cent soixante treize que Sa Majesté a cassés et annulés, condamne les nommés Jean Brouard, Louis Bompar et Mathieu Bousigault, collecteurs de l'impôt du sel de la paroisse de La Jumiliere de l'année mil sept cent soixante onze, solidairement et par corps, en l'amende de dix livres pour chacune des omissions constatées par le procès verbal des employés du seize mai mil sept cent soixante onze, au profit de l'adjudicataire ; les condamne en outre en tous les dépens des causes principales, d'appel et demande et au coût du présent arrêt liquidé à soixante quinze livres. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a fontainebleau le 21 8^{bre} 1777. N° ... 36"
- en haut à gauche : "Fontainebleau le 21 octobre 1777"
- dans la marge à gauche : "a", et en dessous : "C" en très grand caractère, et encore en dessous : "Exp. un et Com^{on}"
- en bas à gauche : "a controller", et en dessous : "fermes".

Sur le dernier feuillet de la minute, après les signatures, on lit la mention :

"a fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, après le résumé de l'arrêt, on trouve les mentions :

- en bas : "M. Couturier"
- à droite, verticalement : "31 l. 15s. B^{au} de M. Couturier".

37. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 37)

Arrêt simple, rendu sur la requête du sieur Alaterre, adjudicataire des fermes générales unies qui "casse un arrêt de la Cour des aydes d'Aix et une sentence du Juge des gabelles de Toulon rendus au proffit d'Etienne Rougnon [et] confisque au proffit de l'adjudicataire les sels et peaux de chevre sallées saisies ches ce particulier avec amande et depens".

Vu par le Roi en son Conseil l'arrêt rendu en icelui le six août 1776 par lequel, avant faire droit sur la demande de Julien Alaterre, adjudicataire des fermes générales unies, afin de cassation d'un arrêt de la Cour des aydes d'Aix du premier juin 1774 confirmatif d'une sentence du Siège des gabelles de Toulon du dix neuf juillet 1773 qui fait main levée à Etienne Rougnon de sel et peaux de chevre salées provenant de la vallée de Barcelonnette prohibés par les réglemens, de confiscation, amande et depens, Sa Majesté auroit ordonné que ladite requête seroit communiquée audit Rougnon pour y fournir réponse dans les délais des réglemens et que son procureur général enverroit incessamment au sieur Contrôleur général des finances les motifs de l'arrêt de ladite Cour du premier juin 1774; les originaux des exploits de signification faite dudit arrêt tant au dit Rougnon qu'au sieur procureur général en ladite Cour des aydes d'Aix les vingt huit fevrier et deux avril 1777; les motifs envoyés par ledit procureur général le trente dudit mois d'avril. Vu aussi ... [suit l'énoncé des autres pièces produites au Conseil, notamment] un mémoire de l'adjudicataire tendant à ce qu'attendu que les délais de la sommation faite à Rougnon pour se défendre à sa demande sont expirés il plaise à Sa Majesté rendre un arrêt définitif et lui adjuger ses conclusions ... Qui le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat et ordinaire au Conseil royal.

Le Roi en son Conseil, sans s'arrêter à l'arrêt de la Cour des aydes d'Aix du premier juin mil sept cent soixante quatorze et à la sentence des Juges de la Visitation des gabelles de Toulon du dix neuf juillet mil sept cent soixante treize et ce qui a suivi, que Sa Majesté a cassé et annullé, faisant droit sur le procès verbal des employés de l'adjudicataire du trente novembre mil sept cent soixante douze, a déclaré et déclare la saisie du sel et des deux peaux de chevres ou outres salées, trouvées au domicile d'Etienne Rougnon, bonne et valable, les confisque au profit de l'adjudicataire ; condamne ledit Rougnon en l'amende de trois cents livres, aux dépens des causes principales, d'appel et demande et au coût du présent arrêt liquidé à soixante quinze livres. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21^{bre} 1777. N° ... 37"
- en haut à gauche : "Fontainebleau le 21 octobre 1777"
- dans la marge à gauche : "a" et en dessous : "C" en très grand caractère, et en dessous : "Exp. un et Com^{on}"
- en bas à gauche : "a controller", et en dessous : "fermes".

Sur le dernier feuillet de la minute, après les signatures, on lit la mention : "a fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, après le résumé de l'arrêt, on trouve les mentions :

- en bas : "M. Couturier"
- à droite, verticalement : "31 l. 15 s. B^{au} de M. Couturier".

38. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 38)

Arrêt simple, rendu sur requête "qui ordonne que la requête du sieur Saulnier, notaire royal au baillage de Erie Comte Robert, sera communiquée au sieur Janyot".

Sur la requête présentée au Roy en son Conseil par Pierre Saulnier, notaire royal au baillage de Brye Comte Robert a la residence de Coubert, contenant que ... [suit le contenu de la requête tendant à obtenir le rapport des lettres de commission autorisant le sieur Janyot à exercer les fonctions de notaire royal à la résidence de Coubert et la condamnation de celui-ci en 3.000 livres de dommages et intérêts et aux dépens] . Vu la ditte requête signée Aviva, avocat du suppliant. Oui le rapport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roi en son Conseil, avant faire droit sur ladite requête, a ordonné et ordonne qu'elle sera communiquée à Claude Janyot pour y fournir de réponses dans les délais du règlement devant le sieur intendant et commissaire départi en la généralité de Paris que Sa Majesté a commis et comett à l'effet de dresser ou faire dresser par telle personne qu'il subdélèguera procès verbal des dires, requisitions et observations des parties pour, ledit procès verbal envoyé au Conseil avec l'avis dudit sieur intendant, estre par Sa Majesté statué ainsi qu'il appartiendra. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21^{bre} 1777. N° ... 33"
- en haut à gauche : "Fontainebleau le 21 octobre 1777".

Sur le dernier feuillet, après les signatures, on lit la mention : "a fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, après le résumé de l'arrêt, on trouve la mention : "M. Jacob".

39. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 39)

Arrêt simple, rendu sur requête qui ordonne que la requête du sieur Duport, notaire royal au bailliage de Bugey, sera communiquée au sieur Goyffon.

Sur la requête présentée au Roy en son Conseil par Valentin Duport, notaire royal au bailliage de Bugey, réservé pour Saint Martin Dufresne et les hameaux en dépendans, contenant qu'il est obligé de former opposition à un arrêt du Conseil surpris par Joseph Goyffon sur un faux exposé et au préjudice du droit exclusif qu'a le suppliant d'exercer les fonctions de son office audit lieu de Saint Martin Dufresne et de ses dépendances ... [suit le contenu de la requête tendant à l'annulation de l'arrêt du Conseil du 24 février 1767 qui avait changé la résidence du sieur Joseph Goyffon père, notaire à Jujurieux, pour la fixer à Saint Martin Dufresne et à la condamnation du défendeur à 600 livres de dommages et intérêts et aux dépens]. Vu ladite requête signée Lalanne, avocat du suppliant. Oui le rapport du sieur de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire au Conseil royal.

Le Roi en son Conseil a ordonné et ordonne que laditte requête sera communiquée à Joseph Goyffon pour y fournir de réponse dans les délais du règlement pardevant le sieur intendant commissaire départi en la généralité de Dijon que Sa Majesté a commis et comet à l'effet de dresser par telle personne qu'il subdeleguera proces verbal des dires et moyens respectifs des parties pour, icelui renvoyé au Conseil avec l'avis dudit sieur intendant, être par Sa Majesté statué ce qu'il appartiendra. (1)

[signé à gauche :]

Huc de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a font^{bleau} le 21. 8^{bre} 1777. N° ... 39"
- en haut à gauche : "a M. Dufour de Villeneuve" et immédiatement en dessous : "29 septembre 1777", le tout est suivi d'une griffe ;
- dans la marge à gauche : "Fontainebleau le 21 octobre 1777", et en dessous : "C" en très grand caractère, et encore en dessous : "Exp. Un et Con."
- en bas à gauche : "M. Lalanne av. P. le sceau", et en dessous : "n. 12 l."

Sur le dernier feuillet, on trouve :

- après les signatures, la mention : "Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept"
- en bas à gauche, la mention : "M. Jacob".

40. FONTAINEBLEAU, 21 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^A, n° 40)

Arrêt simple, rendu sur requête "qui ordonne le remboursement du huitieme denier et du marc d'or de l'office de sergent royal a Delle en Alsace en faveur du sieur Roland".

Sur la requete présentée au Roi en son Conseil par Sebastien François Xavier Roland contenant que, sur la resignation de Jean Jacques Bornot, propriétaire de l'office de sergent royal de la ville et bailliage de Delle en Alsace, a la residence de ladite ville, dont etoit pourvu Georges Hechmann jouissant de la survivance, le supliant auroit payé aux revenus casuels de Sa Majesté la somme de sept livres quatorze sols huit deniers y compris les deux sols pour livre pour le huitieme denier dudit office, dont lui auroit été delivré quittance le 4 avril 1777 en registrée au Contrôle général le 8 dudit mois, et le 5 avril audit an il auroit aussi payé la somme de soixante trois livres, huit sols pour livre d'icelle et autres droits y joints pour le marc d'or dudit office suivant la quittance signée Tronchin, contrôlée l'edit jour ; que n'etant pas majeur de 25 ans il auroit aussi payé la somme de trente livres et huit sols pour livre d'icelle pour le marc d'or de dispense d'age, suivant la quittance signée dudit sieur Tronchin du 5 du même mois d'avril dernier, contrôlée le 7 dudit mois, la quelle dispense d'age auroit été scellée le 9 desdits mois et an, mais que, ledit Jean Jacques Bornot qui lui avoit passé sa procuration ad resignandum s'etant desisté depuis de son traité en en passant une seconde a François Xavier Bornot son fils qui après avoir payé les memes droits en auroit obtenu des provisions le 26 mars 1777 et auroit été reçu en ce meme office, le supliant se trouve avoir payé des droits de mutation et de marc d'or qui lui deviennent inutiles, d'autant qu'il ne peut faire usage des quittances qui lui ont été expédiées pour parvenir a se faire pourvoir dudit office, et comme il a interest de retirer les sommes par lui

payées tant pour le huitieme denier que pour le marc d'or d'icelui et pour le marc d'or de dispense d'age, requeroit le suppliant qu'il plut a Sa Majesté ordonner qu'il en sera remboursé. Vu laditte requête, laditte quittance de huitieme denier, celle de marc d'or dudit office, l'ampliation de ladite quittance du marc d'or de dispense d'age et la copie collationnée des provisions de l'office de sergent royal de la ville et bailliage de Delle en Alsace a la residence de ladite ville expédiées le 26 mars 1777 a Francois Xavier Bornot et oui le raport du sieur Moreau de Beaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Le Roi en son Conseil, ayant égard a laditte requête, a ordonné et ordonne que par le sieur Bertin, trésorier de ses revenus casuels, le dit Sebastien Francois Xavier Roland sera remboursé de la somme de sept livres quatorze sols huit deniers y compris les deux sols pour livre par lui payée pour le huitieme denier de l'office de sergent royal de la ville et bailliage de Delle en Alsace a la residence de ladite ville sur la resignation du propriétaire dudit office dont etoit pourvu Georges Hechmann ; ordonne pareillement Sa Majesté que par le Trésorier du marc d'or en exercice ledit Roland sera remboursé de la somme de soixante trois livres, huit sols pour livre d'icelle et autres droits y joints par lui payée pour le marc d'or dudit office et en outre de celle de trente livres et huit sols pour livre d'icelle par lui egallement payée pour le marc d'or de sa dispense d'age ; et, en rapportant par ledit sieur Bertin le présent arrêt, laditte quittance de huitieme denier dechargée du Contrôle général, ce qui sera fait en vertu du present, copie collationnée des provisions expédiées au profit dudit Francois Xavier Bornot et quittance valable dudit Roland, et par le trésorier du marc d'or en exercice copie collationnée du présent arrêt, la quittance du marc d'or dudit office dechargée du contrôle, duplicata de la quittance du marc d'or de laditte dispense d'age dechargé du Contrôle, aussi en vertu du present et quittance dudit Sebastien Francois Xavier Roland sur ce suffisante, lesdites sommes leur seront passées et allouées dans leurs états et comptes sans difficulté. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Moreau de Beaumont

(1) On relève sur le premier feuillet de la minute les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a Font^{bleau} le 21 8^{bre} 1777. N° ... 40"
- en haut à gauche : "Fontainebleau le 21 8^{bre} 1777"
- dans la marge à gauche : "Exp. Un"
- en bas à gauche : "M. Lefebvre".

Sur le dernier feuillet de la minute, après les signatures, on lit la mention : "a Fontainebleau le vingt un octobre mil sept cent soixante dix sept".

Au verso du dernier feuillet, avec le résumé de l'arrêt, on trouve la mention, en haut à gauche : "Revenus casuels".

§ II

ARRET DU CONSEIL DU ROI DU 27 OCTOBRE 1777

(Arch. nat. E. 1542^B)

1. FONTAINEBLEAU, 27 octobre 1777

(Arch. nat. E. 1542^B, n° 1)

Arrêt simple, rendu sur requêtes contradictoires présentées par Jean Hercule de Rohan, prince de Rohan et de Guemené demandeur d'une part, et le sieur Lorry, l'un des inspecteurs généraux du domaine de la Couronne, défendeur d'autre part, qui ordonne le paiement des droits de lods et ventes dus au sieur Prince de Rohan du fait d'une double mutation d'immeubles sis à Lorient et sujets à sa directe, la première réalisée lors des acquisitions faites par la Compagnie des Indes en 1666 et 1667, la seconde au moment de la cession, en 1770, des installations portuaires de la Compagnie à l'Etat.

Vu au Conseil d'Etat privé du Roy l'instance d'entre Jean Hercule de Rohan, prince de Rohan et de Guemené, duc de Monbazon, pair de France, lieutenant général des armées de Sa Majesté, demandeur d'une part et le sieur Lorry, l'un des inspecteurs généraux du Domaine de la Couronne, deffendeur d'autre part. Edit du Roy du mois de février 1770 enregistré au Parlement le 13 dudit mois par lequel Sa Majesté, voulant donner aux actionnaires de la Compagnie des Indes des marques de sa protection, auroit accepté la cession qu'ils lui ont faite de leurs vaisseaux, frégattes et venants, des pontons, palaches, gabanes et autres batimens de mer à l'usage du port de l'orient, des effets de marine, d'artillerie et autres de toute nature étant dans les magasins dudit port de l'orient, de tous les édifices, terrains, droits et propriétés de ladite Compagnie dans les isles de France et de Bourbon, etc, de tous lesquels vaisseaux, droits, édifices et effets Sa Majesté auroit fixé la valeur à dix sept millions cinq cent mille livres. Requête et mémoires présentés au Conseil par le Prince de Rohan Guemené tendants à ce que pour les causes y contenties il plut

à Sa Majesté ordonner que par forme de ventilation il seroit procédé à l'estimation des immeubles situés au lieu de l'orient et droits immobiliers cédés à Sa Majesté par la Compagnie des Indes et mentionnés dans l'Edit du mois de février 1770, que sur le prix auquel seroit portée ladite estimation il seroit payé par privilège et préférence des droits de lods et ventes et indemnités auxquels a donné ouverture la cession faite à Sa Majesté desdits immeubles et droits immobiliers et ce sur le pied porté par la coutume des lieux, ensemble des droits de lods et ventes et indemnités à lui dûs pour raison de l'acquisition qui avoit été faite desdits immeubles et droits immobiliers par ladite Compagnie, ainsi que des intérêts des sommes auxquelles lesdits droits seroient fixés, ladite requête signée Roux, avocat ez Conseils et dudit Prince de Rohan Guemené. Premier dire du sieur Lorry, l'un des inspecteurs généraux du Domaine de la Couronne tendant à ce que le Prince de Rohan fut débouté de sa demande. Second dire dudit sieur inspecteur tendant à ce que, réformant ou interprétant en tant que de besoin ses précédentes conclusions, le Prince de Rohan fut débouté de sa demande en tant qu'elle concernoit l'enceinte de la Compagnie des Indes à l'orient et le port et, avant faire droit sur le surplus de sa demande, qu'il fût ordonné que le Prince de Rohan seroit tenu d'indiquer en détail et par tenans et aboutissans les objets qu'il prétendoit sujets à sa directe et de prouver par aveux, dénombremens, reconnoissances et autres monumens semblables l'exercice de la directe par lui prétendue sur lesdits objets, lesdits dires sans date signés dudit sieur Lorry, l'un des inspecteurs généraux du Domaine de la Couronne. Arrêt du Conseil d'Etat du Roy rendu sur lesdits requête, mémoires et dires le 23 janvier 1777 par lequel Sa Majesté auroit ordonné que lesdits mémoires, titres et pieces et les dires dudit sieur Lorry seroient remis entre les mains du sieur de Forges, maître des requetes pour, après qu'il en auroit été par lui communiqué aux sieurs commissaires du Bureau du Domaine, être à son rapport, en la Grande Direction, statué par Sa Majesté ce qu'il appartiendrait. Signification dudit arrêt faite audit sieur Lorry le 25 février 1777 par Dubail, huissier ordinaire du Roy en ses Conseils. Vu aussi les pieces jointes par le Prince de Rohan sous différentes liasses, savoir ... [suit l'énoncé des pièces produites par le demandeur au Conseil] et généralement tout ce qui a été remis, écrit et produit par les parties pardevant le sieur Debonnaire Deforges, chevalier, conseiller du Roy en ses Conseils, maître des requetes ordinaire de son hotel, commissaire à ce député. Ouï son rapport, après en avoir communiqué aux sieurs Daguesseau, doyen du Conseil, Feydeau de Marville, Le Pelletier de Beaupré, Bertier de Sauvigny, Joly de Fleury et Dargouges, conseillers d'Etat, commissaires du Conseil aussi à ce députés, et tout considéré.

Le Roy en son Conseil, aiant aucunement egard aux demandes du sieur Prince de Rohan a ordonné et ordonne qu'il sera païé de la somme de deux cent livres a laquelle ont ete fixés par jugement des Commissaires etablis pour la reformation des domaines de Bretagne du quatre octobre 1683 les droits de lods et ventes des acquisitions faites pour les etablissemens de la Compagnie des Indes a Lorient en 1666 et 1669, comme aussi des droits de lods et ventes a lui echus pour raison de la cession faite a Sa Majesté des terrains, edifices et emplacements appartenans a ladite Compagnie des Indes et ce, sur le pied porté par la coutume des lieux, et du droit d'indemnité suivant la fixation faite par les ordonnances, Edits et arrêts, ordonne qu'a cet effet il sera procedé a la ventilation et fixation de la somme pour laquelle lesdits terrains, edifices et emplacements sont entrés dans le prix total de dix sept millions cinq cent mille livres porté par l'Edit du mois de fevrier 1770 ; sur le surplus des demandes, fins et conclusions, a mis et met hors de Cour. (1)

[signé à gauche :]

Hue de Miromesnil

[à droite :]

Debonnaire de Forges
D'Aguesseau
Feydeau de Marville
Le Pelletier de Beaupré
Bertier de Sauvigny
Joly de Fleury
D'Argouges

(1) Sur le premier feuillet de la minute, on relève les mentions hors teneur suivantes :

- en haut à droite : "a fontainebleau le 27 8^{bre} 1777. N° 1er"
- dans la marge à gauche : "Exp. un".

Sur le dernier feuillet, on trouve les mentions :

- en haut à droite : "27 8^{bre} 1777 1er. 2."
- sous la signature de Hue de Miromesnil : "a fontainebleau le vingt sept octobre mil sept cent soixante dix sept".

Les feuillets portent le timbre à trois sols de la généralité de Paris.

PIECES JUSTIFICATIVES

§ 1

DETAILS DE L'ALMANACH ROYAL

POUR L'ANNEE 1778

1778,
Contrôle général des finances.
Almanach royal 1778, pp. 189-190

DEPARTEMENT DES FINANCES

M. NECKER, Directeur général des finances, à l'hôtel du Contrôle Général,
rue neuve des petits champs.

L'administration générale des finances.

Comité pour les affaires contentieuses des finances.

M. LOREAU DE BEAUMONT, Conseiller d'Etat ordinaire, & au Conseil Royal des
Finances, & au Conseil royal du Commerce, rue de Vivienne.

M. BOUVART DE FOURQUEUX, Conseiller d'Etat, & ordinaire au Conseil Royal de
Commerce, rue des Franc-Bourgeois au Marais.

M. DUFOUR DE VILLENEUVE, Conseiller d'Etat, petite rue Saint Gilles, près le
Boulevard.

Détail de l'Administration des Finances.

M. DE BOULLONGUE, Conseiller d'Etat ordinaire, & au Conseil Royal, rue Saint
Honoré.

Les Revenus & Dépenses des Villes, Bourgs, des Communautés d'Habitans, & des
Hôpitaux, L'Etat des Gages, des Gouvernemens Municipaux. Les Lignes Suisses.
La Distribution des Remedes qui se fait par ordre du Roi dans les Provinces,
Les Bureaux des Finances.

M. DUFOUR DE VILLENEUVE, Maître des Requêtes, quai d'Orléans, île Saint Louis.

Les parties casuelles, l'exécution de l'Edit de Février 1771, concernant l'évaluation, le centieme denier annuel & les droits de survivance, & de mutation des Offices, la fixation des Finances de tous les Offices & les Affaires contentieuses qui y sont relatives.

M. VALDEC DE LESSART, Maître des Requêtes, rue du Sentier.

La liquidation de la Compagnie des Indes, les détails relatifs au commerce de l'Inde, les Monnoies, les Fermes Générales, les détails relatifs aux demandes des grâces, et autres qui doivent être proposées au Roi à la fin de l'année.

M. DE BONNAIRE DE FORGES, Maître des Requêtes, rue Vivienne.

L'administration & la régie générale des Domaines & Bois, Eaux et Forêts, les états des Domaines, les états des Bois, les droits de contrôle des actes des Notaires. Insinuation & centieme denier, les droits de petit scel, le contrôle des exploits, la formule, les amortissemens, francs-fiefs, nouveaux acquêts & usages.

1778, Chefs et Premiers Commis des Bureaux du Contrôle Général des Finances.
Almanach royal 1778, pp. 228-231.

Aux départemens de MONSIEUR NECKER,

DIRECTEUR GENERAL DES FINANCES.

M. DUFRESNE, premier commis des Finances, rue neuve des petits Champs.

Le Trésor royal.

M. MESNIARD DE CONICHARD.

Les pays d'Etats ci-après ; la Bretagne ; le Languedoc ; la Bourgogne ;
la Provence ; l'Artois & la Flandre qui renferme les Etats de Lille, Douay
& Orchies & ceux de Cambrai. Toutes les affaires de la ville de Marseille
qui sont du département de la Finance, & la Finance des Villes des Pays d'-
Etat.

M. DE VILLIERS, à la Cour, ou à Paris, rue de la Corderie, vis-à-vis la rue
de la Sourdiere, &

M. DE VILLIERS DE TERRAGE, à la Cour, ou à Paris, rue des Enfans-Rouges.

La vérification des Etats au vrai des Fermes Générales, & des petites
Gabelles, celle des comptes de passeport, des états de dépenses faites
par l'Adjudicataire des fermes, sur le prix de son bail. Le visa des pas-
seports émanés de Messieurs les Secrétaires d'Etat ; le cayer du tempo-
rel du Clergé. L'expédition à faire des Edits & déclarations, Lettres-
Patentes & Arrêts ; les expéditions du Conseil Royal des Finances, telles
que les Etats du Roi, les Etats au vrai, & les Rôles de Recouvrement pour
la signature de Sa Majesté & des Membres de ce Conseil ; le dépôt des Mi-
nutes, Edits, Déclarations & Lettres-Patentes rendues en Finance depuis 1715.

M. DAILLY, rue neuve des Capucines.

Les Tailles & le Taillon. La Capitation. Les Vingtièmes. Les Impositions des Provinces conquises. Le don gratuit du Clergé de France. Les Impositions du Clergé des frontières & de l'Ordre de Malte. Les Recettes générales des Pays d'Election, des Pays d'Etats & des Pays conquis. Les Etapes & les Convois militaires. La régie des Poudres & Salpêtres. La vérification des Etats au vrai des recettes générales. Celle des comptes de la Taille, Capitation & Vingtième.

M. MELIN, hôtel du Contrôle général.

La liquidation de tous les Offices supprimés, & des droits dans lesquels le Roi est rentré. Les Etats de situation de tous les comptes, les débetts à la poursuite des Contrôleurs des bons d'état du Conseil & des Contrôleurs des rentes, & les états servans à constater la population du Royaume. Le Bureau des rentes qui consiste dans la confection de l'état de toutes les rentes sur l'Hôtel de Ville & le détail de tout ce qui a trait aux Payeurs desdites rentes & leurs Contrôleurs. L'état des Gages du Parlement de Paris, de la Chambre des Comptes, de la Cour des Aides & des Secrétaires du Roi du Grand Collège. Les états des Charges assignées sur les cinq grosses Fermes, celles sur les Gabelles de France & du Lyonnois, & celles assignées sur les Traités.

M. HAMELIN, hôtel du Contrôle général.

Les Aides & droits y joints. Le Marc d'or. La régie des Postes & Messageries & la régie générale qui comprend les droits sur les cuirs & peaux, des Inspecteurs aux Boucheries, de marque & de contrôle sur les Ouvrages d'or et d'argent, des marques & de contrôle sur les fers. Sur l'admidon & la poudre à poudrer ; sur les papiers & cartons ; des lettres de ratification substituées aux décrets volontaires ; des quatre deniers pour livre du prix des ventes des meubles de Greffe ; de la bourse commune des Huissiers de Bretagne ; des Chancelleries non aliénées ; des Offices de Mesureurs, Auneurs & autres supprimés par l'Edit du mois d'Avril 1763. Les droits réservés substitués au don gratuit, les droits des quatre membres de la Flandre maritime ; les droits & octrois & droits appartenans aux villes & communautés, hôpitaux & autres, & les gages intermédiaires.

M. COUTURIER, rue Sainte Anne.

Les traites & droits y joints ; le prohibé ; les grandes & petites Gabelles ; les Gabelles de Franche-Comté. Trois Evêchés, Alsace & Lorraine ; les droits d'entrée de la ville et faubourgs de Paris & droits en dépendans ; la Ferme du Tabac & des droits de Domaine de l'Alsace.

M. DE BROE, hôtel du Contrôle général.

Le Bureau des Dépêches, qui consiste dans l'ouverture & le rapport au Ministre de toutes les lettres, requêtes, placets & memoires, dans le renvoi qui en est fait aux différens départemens, dans l'expédition des affaires instantes & du cabinet ; les passeports donnés par M. le Directeur général, les mémoires pour le travail du Roi, & les décisions de Sa Majesté pour la nomination aux Intendances, & autres grâces qu'elle accorde en finance. L'expédition des affaires qui n'ont point de département fixe ou que le Ministre traite directement.

M. COINDET, Secrétaire de M. le Directeur général des Finances, hôtel du Contrôle général.

M. MOREAU, Historiographe de France, place Vendôme, du côté des Capucines. La recherche & collection des Chartes & autres Monumens intéressans ; l'Histoire & le Droit public du Royaume, les travaux littéraires ordonnés à ce sujet par Sa Majesté, & la correspondance qu'ils exigent la Garde du Dépôt général des Chartes & celle des Archives & Bibliothèque des Finances.

PRINCIPAUX COMMISSAIRES
DES DEPARTEMENTS
DE L'ADMINISTRATION GENERALE DES FINANCES.

Bureaux de Monsieur DE BOULLONGNE.

M. DUCHAUFOR.

Les Revenus & Dépenses des Villes, Bourgs, Communautés d'Habitans, & des
Hôpitaux. Les Bureaux des Finances. L'Etat des gages des Gouvernemens
Municipaux. Les Lignes Suisses.

M. DESNOYERS.

La Distribution des remèdes qui se fait par ordre du Roi, dans les Provinces.
Le Secrétariat.

Bureau de Monsieur DE COTTE.

M. CADET DE CHAMBERNE, rue des Enfans-Rouges.

Les Ponts & Chaussées, Turcies & Levées & le Pavé de Paris

Bureau de Monsieur MONTARAN fils.

M. AUBE.

Les Détails & la correspondance relative aux subsistances

Bureaux de Monsieur DUFOUR DE VILLENEUVE.

M. GAILLARD, rue Poulletiere, île Saint-Louis.

Les Parties Casuelles. L'exécution de l'Edit de Février 1771, concernant l'évaluation, le Centieme Denier, les Droits de survivance & de mutation des Officiers.

M. JACOB DE SACEY, rue Feydeau.

Les Parties Casuelles en ce qui concerne l'exécution des Edits & Déclarations portant création des Offices de Gouverneurs & Lieutenans de Roi des Villes closes, des Offices Municipaux, & de ceux du point d'honneur. La fixation

des Finances desdits Offices, & toutes les Affaires contentieuses qui y sont relatives.

Bureaux de Monsieur V A L D E C O U D E L E S S A R T.

M. FLEUX, hôtel du Contrôle Général.

Les projets. Les Affaires contentieuses des Monnoies & autres, qui n'ont point de département fixe.

M. POIGNANT, hôtel du Contrôle Général.

Les Monnoies.

M. GRATART, hôtel du Contrôle Général.

Les détails relatifs au Commerce de l'Inde. Le droit d'indult, & le Secrétariat.

M. DES ROTOURS, hôtel du Contrôle Général.

les détails relatifs aux demandes de grâces, & autres, le rapport & l'expédition de tous les renvois faits par M. le Directeur Général, & la correspondance.

Bureaux de Monsieur D E B O N N A I R E D E F O R G E S

Mrs NARDOT DE CHARMONT, rue Royale, butte S. Roch.

DE BOIS LE COMTE, rue Vivienne.

L'administration & la Régie Générale des Domaines & Bois. Les Affaires contentieuses concernant les Domaines, la revente des Domaines aliénés.

M. DESBOEUF, rue des Bons Enfants, Saint Honoré.

Les Etats des Bois & tous les détails relatifs à l'administration des Eaux et Forêts.

M. MUTEL, rue et près l'égoût Montmartre.

Les droits de Contrôle des actes des notaires, insinuation & centième denier ; les droits de petit scel ; le contrôle des exploits ; la formule ; les amortissemens ; franc-fiefs ; nouveaux acquêts & usages.

M. BRUTE DE NIERVILLE, rue Vivienne, Hôtel de M. DE Beaumont.

La confection des Rôles qui s'arrêtent au Conseil pour le recouvrement des frais de Justice. Les oppositions à l'exécution des Rôles, & généralement tout ce qui concerne les frais de Justice.

M. DE BUSSEROLE, rue Vivienne, Hôtel de M. de Beaumont.

La confection de l'Etat du Roi, des Domaines, & le Règlement des frais d'Impression.

M. LAMBERT, même demeure.

Le règlement des courses de Maréchaussée & les réparations des bâtimens dépendans du Domaine.

M. ANCEBAULT, rue de Vivienne, hôtel de M. de Forges.

Le Renvoi & l'Enregistrement des Placets, Requêtes & Mémoires, & le Secrétariat.

M. Nouette de Lorme, Caissier du Sol pour livre de la Revente des Domaines aliénés, rue Plâtrière, hôtel de Bullion.

Bureaux de M. DUFRESNE, premier Commis des Finances, rue neuve des Petits Champs.

M. GOJARD, les états des Caisses, les distributions des fonds aux divers départemens, & les expéditions des Ordonnances, & les états des gages & appointemens du Conseil.

M. Drouet de Santerre, l'Enregistrement & Dépôt des Ordonnances, ainsi que les états relatifs aux dépenses courantes de la Maison du Roi & à d'autres dépenses du Trésor royal.

M. Panet, la suite de l'exécution de l'Edit de Décembre 1764, & la formation des rôles qui doivent tenir lieu de titre nouvel.

M. Duclaud, à Versailles, l'expédition des Ordonnances de pensions en finances, l'enregistrement de toutes celles des différens départemens, & la correspondance des Bureaux de Paris.

Le Bureau du Contrôle du Trésor Royal, dont M. Dufresne s'est réservé immédiatement la direction.

BUREAUX DU DEPARTEMENT DES IMPOSITIONS.

M. Anson, le contentieux de la Taille & de la Capitation. Les Impositions pour la reconstruction ou la réparation des Eglises, Presbyteres, Ponts, Casernes & autres dépenses locales. La confection des Rôles de Capitation. Les travaux de Charité.

M. Tarbé, le Brevet de la Taille. Le Brevet des Impositions militaires & des Impositions accessoires de la Taille. Les Impositions des Pays conquis. La direction des vingtièmes.

M. Petit des Rosiers, l'inspection sur le recouvrement & sur la résidence des Receveurs particuliers des Impositions. Le don gratuit du Clergé de France. Ceux des Clergés des Frontieres & de l'Ordre de Malte. La régie des poudres & salpêtres. La vérification des Etats au vrai des Recettes générales, celle des comptes de la Taille, Capitation & Vingtièmes, & le contentieux relatif à ces objets.

M. Gaudin de Valdancourt, les secours pour les pere & mere chargés de famille nombreuse. Les Etapes & Convois militaires. Le renvoi des Mémoires. Les différens objets qui n'ont point de département fixe.

Ces Bureaux sont chez M. D'Ailly, rue neuve des Capucines.

1778,
Conseil royal des finances.
Almanach royal 1778, p. 187

Almanach royal 1778, p. 187

CONSEIL ROYAL DES FINANCES

LE ROI

M. le Garde des Sceaux.
M. le Comte de Maurepas, Ministre d'Etat et chef du Conseil des Finances.
M. Chaumont de la Galaisière, Conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil Royal.
M. Feydeau de Marville, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil Royal.
M. Moreau de Beaumont, Conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil Royal
et au Conseil Royal de Commerce.
M. de Boullongne, Conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil Royal.
M. Bertin, Ministre et Secrétaire d'Etat.
M. Boutin, Conseiller d'Etat et ordinaire au Conseil Royal.
M. Taboureau des Réaux, Conseiller d'Etat et ordinaire au Conseil des Dépêches
et au Conseil Royal.

Ce Conseil se tient le Mardi.

1778,
Grande Direction des finances.
Almanach royal 1778, pp. 197-198.

B U R E A U X

DE MESSIEURS LES COMMISSAIRES DU CONSEIL
pour les Commissions ordinaires des Finances.

Messieurs de la Direction des Finances.

Le Comte de Maurepas, Ministre d'Etat et Chef du Conseil des Finances.
D'Aguesseau, Doyen du Conseil, Conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil des
Dépêches et au Conseil Royal de Commerce.
De Chaumont de la Galaisière, Conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil Royal.
Feydeau de Marville, Conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil Royal.
Le Pelletier de Beaupré, Conseiller d'Etat ordinaire.
Olivier de Senozan, Conseiller d'Etat ordinaire.
Moreau de Beaumont, Conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil Royal et au Con-
seil Royal de Commerce.
De La Porte, Conseiller d'Etat.
Bertier de Sauvigny, Conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil des dépêches.
De Boullongne, Conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil Royal.
Joly de Fleury, Conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil des Dépêches et au
Conseil Royal de Commerce.
De Boynes, Ministre d'Etat, Conseiller d'Etat ordinaire.
De Guignard de Saint-Priest, Conseiller d'Etat ordinaire.
Lescalopier, Conseiller d'Etat.
D'Argouges de Fleury, Conseiller d'Etat ordinaire.
De Bernage de Vaux, Conseiller d'Etat.
Boutin, Conseiller d'Etat et ordinaire au Conseil Royal.
Bouvard de Fourqueux, Conseiller d'Etat et ordinaire au Conseil Royal de
Commerce.
Taboureaux des Réaux, Conseiller d'Etat et ordinaire au Conseil des Dépêches
et au Conseil Royal.

§ II

SENTENCES ET QUALITES

DU BUREAU DE L'HOTEL DE VILLE DE METZ

ET

PIECES DIVERSES

CONCERNANT L'AFFAIRE JUGEE EN CONSEIL DU ROI

PAR ARRET N° 20 DU 21 OCTOBRE 1777.

- V -

1769, 23 mai, Metz,
Jugement préparatoire du Bureau de l'Hôtel de Ville de Metz.
Arch. municipales de Metz BB 85 (registre), ft 71 (verso).

Dudit Jour 23 May 1769

Entre les sieurs Jean Baptiste et François Le Conte marchands de bois associés bourgeois de cette ville demandeurs par la Jeunesse
Contre Jacques Mouzon et Compagnie anciens fermiers du droit de quarantieme et fermiers actuels des droits d'Imposition sur les bois de chauffage, Et le sieur Dominique Gendarme et Compagnie fermiers actuels dudit droit de quarantieme deffendeurs par Bertrand Lainé.

Parties ouïes Et vu la presentation de celle de la Jeunesse du 22 present mois signé Feuillette.

Nous avons ordonné que la demande desdits Jacques Mouzon et Compagnie formée par requête et exploit des 31 8^{bre} 1767, celle incidament formée par les parties de la Jeunesse par acte du 6 9^{bre} de la meme année contre ledit Jacques Mouzon et Compagnie, les deux autres principales formées aussi par lesdites parties de la Jeunesse, l'une contre lesdits Mouzon et Compagnie, l'autre contre lesdits Gendarme et Compagnie par deux requête decret et exploit du 15 fevrier dernier demeureront jointes pour etre decidées par un seul et meme jugement au principal avons remis la cause au premier jour. Tous depens dommages interests reserves.

[signé :] Bertrand

- VI -

1769, 23 mai, Metz,
Qualités du jugement du Bureau de l'Hôtel de Ville de Metz.
Arch. municipales de Metz BB 133, F 103, 4° liasse, pièce 8.

Hotel de ville
Du 23^e may 1769.

Qualités de l'hotel de ville a expedier.

Entre

les sieurs Jean baptiste et françois Leconte marchands de bois associés bourgeois de cette ville demandeurs par Lajeunesse leur procureur suivant les fins de leur requête et decret scellé au bureau de cette ville par le sieur Feuillette, le tout du seize du mois signifié par exploit de Claude Alexandre premier huissier

en ce siege controllé audit bureau le lendemain 17^o, d'une part

Contre

Jacques Mouzon et Compagnie ancien fermier du droit de quarantieme et fermier actuel de celui de l'imposition sur les bois de chauffage

le sieur Dominique Gendarne et Compagnie fermier actuel du meme droit de quarantieme defendeur par Bertrand Lainé leur procureur

Sans que les qualités puissent nuire ny prejudicier après que Lajeunesse

procureur des demandeurs a conclu a ce qu'il nous plut ordonner que la demande

principalle formée par Jacques Mouzon et Compagnie contre les demandeurs par requête et exploit du 31^o 8^{bre} 1767 représentée en copie pour ce non contrôlé

celle incidente formé par lesdits demandeurs contre ledit Mouzon et Compagnie

par acte signifié par exploit dudit Alexandre du 16^o 9^{bre} suivant contrôlé le

17 celle principalle formée par lesdits demandeurs contre lesdits Mouzon et

Compagnie par requête decret du 15^o fevrier dernier scellé ledit jour et exploit

aussy du meme jour contrôlé le 15^o celle principalle formée aussy par les

demandeurs contres lesdits Dominique Gendarne et Compagnie par requette decret

dudit jour 15^o fevrier exploit du meme jour contrôlé comme dit est seroient et

demeureroient jointe pour etre décidé par un seul et meme jugement au principal

remettre la cause au premier jour tous depens dommages interest reservé Bertrand

Lainé a dit pour les defendeurs ne pouvoir empêcher la jonction des demandes

dont sagist et les fins et conclusions prises a l'audience sur icelle.

Vu la presentation des demandeurs du 22^o de ce mois signé Feuillette.

Sentence contradictoire du 23^o may 1769.

[signé :] Lajeunesse

signifié a M^o Bertrand Lainé procureur adverse a Metz le 23^o may 1769.

- VII -

1769, 4 juin, Metz,

Jugement préparatoire du Bureau de l'Hôtel de Ville de Metz.

Arch. municipales de Metz BB 85 (registre), ft 73 (recto).

Du 4 Juin 1769

Entre le sieur Jacques Mouzon et Compagnie anciens fermiers du droit de quarantieme sur le bois de chauffage fermiers actuels de celui d'imposition sur les memes bois demandeurs par Bertrand Lainé

Contre les sieurs Jean Baptiste et François Le Conte marchands de bois associés bourgeois de cette ville deffendeurs par La Jeunesse et encore Entre lesdits sieurs Leconte demandeurs contre le sieur Jacque Mouzon et Compagnie fermiers actuels du droit d'imposition sur les bois de chauffage deffendeurs, le sieur Dominique Gendarne et Compagnie fermiers actuels de celui de quarantieme aussy deffendeurs.

Parties Ouïes. Nous avons remis la cause a la huitaine pendant quoy seront les pieces communiquées et fourni deffenses.

[signé :] Bertrand.

1769, 11 juillet, Metz,

Jugement préparatoire du Bureau de l'Hôtel de Ville de Metz.

Arch. municipales de Metz BB 85 (registre), ft 73 (recto et verso).

Du 11 juillet 1769

Entre les sieurs Jean Baptiste et françois Leconte marchands de bois associés en cette ville deffendeurs et demandeurs par la Jeunesse

Contre le sieur Jacques Mouzon et Compagnie anciens fermiers du droit de quarantieme sur le bois de chauffage fermiers actuels de celui d'imposition sur les memes bois demandeurs et deffendeurs par Bertrand Lainé

Le sieur Dominique Gendarne et Compagnie fermiers actuels du droit de quarantieme deffendeurs.

Parties Ouïes. Nous avons remis la cause au premier jour avec le procureur sindic pendant quoy les pieces luy seront communiquées.

[signé :] Bertrand.

1769, 22 août, Metz,

Jugement préparatoire du Bureau de l'Hôtel de Ville de Metz.

Arch. municipales de Metz BB 85 (registre), ft 74 (recto).

Du 22 aoust 1769

Entre Jacques Mouzon et Compagnie anciens fermiers du droit de 40° et fermiers actuels du droit d'imposition sur les bois de chauffage demandeurs et deffendeurs par Bertrand Lainé

Le sieur Dominique Gendarne et Compagnie fermiers actuels dudit droit de quarantieme deffendeurs

Contre les sieurs Jean Baptiste et françois Leconte marchands de bois associés bourgeois de cette ville deffendeurs et demandeurs par La Jeunesse.

Parties Ouïes nous avons remis la cause au premier jour pour tous delais.

[signé :] Bertrand.

- X -

1769, 12 décembre, Metz,

Jugement préparatoire du Bureau de l'Hôtel de Ville de Metz.

Arch. municipales de Metz BB 85 (registre), ft 75 (recto).

Du 12 X^{bre} 1769

Entre Jacque Mouzon et Compagnie fermiers des deniers d'imposition
et de celui du quarantieme sur les bois demandeurs et deffendeurs incidament
par Bertrand Lainé

Contre les sieurs freres Lecompte marchands de bois associés bourgeois
de cette ville deffendeurs et demandeurs incidament et demandeurs par la

Jeunesse

Contre Dominique Gendarne et Compagnie fermiers actuels des droits de
quarantieme deffendeurs par Bertrand Le Jeune.

Parties Oüyes. Nous avons continué la cause à la huitaine.

[signé :] Bertrand.

- XI -

1769, 19 décembre, Metz,

Jugement préparatoire du Bureau de l'Hôtel de Ville de Metz.

Arch. municipales de Metz BB 85 (registre), ft 75 (recto).

Du 19 X^{bre} 1769

Entre Jacques Mouzon et Compagnie fermiers anciens du droit de
quarantieme, et actuels de celui d'imposition sur les bois de chauffage,
demandeurs et deffendeurs, par Bertrand Lainé

Contre les sieurs François et Jean Baptiste Leconte marchands de
bois associés, demandeurs et deffendeurs par Lajeunesse leur procureur

Contre le sieur Dominique Gendarne et Compagnie fermiers actuels
du droit de quarantieme deffendeurs par Bertrand Le Jeune leur procureur.

Parties oüyes, Nous avons continué la cause au premier jour.

[signé :] Bertrand.

1770, 2 janvier, Metz,

Jugement préparatoire du Bureau de l'Hôtel de Ville de Metz.
Arch. municipales de Metz BB 85 (registre), ft 75 (verso).

Du 2 janvier 1770.

Entre les sieurs Jean Baptiste et François Leconte marchands de bois
associés en cette ville deffendeurs et demandeurs par Lajeunesse

Contre le sieur Jacque Mouzon et Compagnie anciens fermiers du droit
de quarantieme sur les bois de chauffage fermiers actuels de celui d'imposition
sur les penes bois demandeurs et deffendeurs

Et le sieur Dominique Gendarne et Compagnie fermiers actuels dudit droit
de quarantieme deffendeurs par Bertrand Le Jeune.

Parties ouïes nous avons continué la cause au premier jour avec le procureur
sindic.

[signé :] Bertrand.

1770, 9 janvier, Metz,

Jugement préparatoire du Bureau de l'Hôtel de Ville de Metz.
Arch. municipales de Metz BB 85 (registre), ft 75 (verso).

Du 9 janvier 1770

Entre Jacque Mouzon et Compagnie anciens fermiers du droit de quaran-
tieme et fermiers actuels de celui d'imposition demandeurs et deffendeurs inci-
dament par Bertrand Lainé :

Contre les sieurs freres Le Conte marchands de bois associés deffendeurs
et demandeurs incidament par la Jeunesse

Et encore entre lesdits sieurs Leconte demandeurs

Contre le sieur Dominique Gendarne et Compagnie fermiers actuels du
quarantieme deffendeurs par Bertrand Le Jeune.

Parties ouïes nous avons ordonné que les pieces seroient mises sur le Bureau
et avons nommé pour rapporteur Maître Mestet conseiller échevin.

[signé :] Bertrand.

1770, 6 février, Metz,
Jugement du Bureau de l'Hôtel de Ville de Metz.
Arch. municipales de Metz BB (registre), ff 77 (recto et verso).

Du six fevrier 1770.

Entre Jacques Mouzon et Compagnie anciens fermiers du droit de quarantieme et fermiers actuels de ceux d'imposition demandeurs et deffendeurs incidamment par Bertrand Lainé

Contre les sieurs freres Leconte marchands de bois associés deffendeurs et demandeurs incidamment par La Jeunesse

Et encore entre lesdits sieurs Leconte demandeurs

Contre le sieur Dominique Gendarne et Compagnie fermiers actuels du quarantieme deffendeurs par Bertrand Le Jeune.

Parties ouïes et le sindic en ses conclusions. Vu les présentations des parties de Bertrand Lainé des 4 aoust et 17 novembre 1767, 16 may 1768, 21 fevrier et 23 may 1769 nous avons ordonné que les pieces seroient mises sur le Bureau et depuis icelles vues nous avons receu la demande incidente des parties de la Jeunesse formée par acte du 16 novembre 1767 contre les parties de Bertrand Lainé et sans nous arreter non plus qu'a la demande principale qu'elles ont formé par requete du 5 fevrier 1769 contre les parties de Bertrand Lainé et de Bertrand Le Jeune dont nous les avons renvoyé faisant droit sur les demandes principales formées par les parties de Bertrand Lainé par requetes des 23 juillet et 31 octobre 1767 ensemble sur la demande incidente formée sur le Bureau par celles de Bertrand Le Jeune que nous avons receu avons condamné les parties de La Jeunesse a payer a celles de Bertrand Lainé la somme de dix neuf cent soixante et quatorze livres seize sols un denier sauf a deduire le receu si receu y a aux intersts de ladite somme a compter du jour des demandes et aux depens, avons pareillement condamné lesdites parties de La Jeunesse a payer a celles de Bertrand Le Jeune les droits de quarantieme des bois qu'elles ont vendu et debites en cette ville provenans des forests royales de Lorraine depuis le commencement de leur bail autres que ceux enonces dans les declarations des sept et treize fevrier 1769 aux intersts du jour de la demande et aux depens ordonnons que notre presente sentence sera executée par provision nonobstant opposition ou appelation quelconque et sans y prejudicier sous la caution des baulx ordonnons que pour jouir de la part des adjudicataires des forests du Roy tant en France qu'en Lorraine de l'exemption desdits droits dus par les marchands des bois vendeurs conformement a l'arrest du Conseil du 22 juin 1694 et autres postérieurs lesquels seront executés suivant leur forme et teneur ils seront tenus de les faire conduire et debiter eux memes soit dans cette ville ou sur ses ports et chantiers et de justifier aux fermiers qu'ils sont adjudicataires desdites forests par le representation de leur adjudication ou de copies collationnées d'icelles et en outre de se conformer a l'arrest du Conseil du 10 octobre 1716 ce faisant de marquer de leurs marteaux deux buches sur chacun des chariots ou autres voitures de bois qu'ils

feront voiturier entrer et debiter pour leur compte dans ladite ville ses ports ou chantiers et la quantité suffisante de buches a proportion de la charge des bateaux lorsqu'ils feront venir lesdits bois par eau de donner a chacun des voituriers et conducteurs de leurs bois un certificat signé d'eux qui contiendra les noms surnoms et demeures desdits voituriers les quantités et qualités des bois qu'ils auront chargé et le jour de leur depart des forests et vente qui y seront aussi dénommées, que lesdits voituriers et conducteurs remettront lesdits certificats aux Bureaux des Entrées et octrois de ladite ville, et que les marchands adjudicataires ou leurs facteurs et gardes ventes seront tenus d'enregistrer lesdits certificats sur des registres qu'ils auront a cet effet lesquels seront cottes et paraphes par le maitre particulier ou le lieutenant en la maîtrise ou les adjudications auront été faites le tout a peine de trois cent livres d'amende contre les contrevenans. Et sera la presente sentence imprimée et affichée par tout ou besoin sera.

[signé :] Bertrand.

- XV -

1770, 6 février, Metz,

Qualités de la sentence du Bureau de l'Hôtel de Ville de Metz.

Arch. municipales de Metz BB 133, F 103, 5ème liasse, pièce 35.

Sentence de l'hotel de ville du six fevrier 1770.

Entre le sieur Jacque Mouzon et Compagnie ancien fermier de la maltote des bois de chauffage au quarantieme et des droits d'imposition sur le mene bois de chauffage poursuittes et diligences du sieur Jean Baptiste Simon leur directeur et receveur demandeurs par bertrand laine leur procureur aux fins de leur requette du trante et un octobre 1767 signifié le mene jour par exploit d'alexandre premier huissier en ce siege controllé le mene jour par le sieur pevolle au bureau de cette ville.

Contre les sieurs Jean baptiste et françois les leconte marchands de bois de chauffage bourgeois de cette ville deffendeurs par la Jeunesse leur procureur

Et encore entre lesdits sieurs le Conte freres demandeurs incidemment aux fins de leur acte du seize novembre de ladicte année signifié ledit jour par exploit dudit alexandre representé en copie pour ce non controllé

Contre ledit sieur Jacque mouzon et Compagnie deffendeurs

Et encore entre ledit sieur Jacques mouzon et Compagnie demandeurs incidemment aux fins de leur acte du trante janvier 1768 signifié ledit jour par exploit dudit alexandre controllé le mene jour par ledit sieur pevolle

Contre lesdits sieurs le Comte freres deffendeurs

Et encore entre lesdits sieurs Jacque Mouzon et Compagnie demandeurs aux fins de leur requette du seize mars 1768 signifié ledit jour par exploit dudit alexandre contrôlé le meme jour par ledit sieur pevolla

Contre lesdits sieurs le Comte freres deffendeurs

Et encore entre lesdits sieurs le Comte freres demandeurs aux fins de leur requette du quinze fevrier 1769 signifié ledit jour par exploit de lapieme sergent en ce siège representant copie pour ce non contrôlé

Contre ledit sieur Jacque Mouzon et Compagnie deffendeurs

Et encore entre lesdits sieurs le comte freres demandeurs aux fins de leur requette du meme jour cinq fevrier 1769 signifié ledit jour par exploit dudit lapieme representé en copie pour ce non contrôlé

Contre le sieur dominique gendarme et Compagnie nouveaux fermiers dudit droit de maltote au quarantieme deffendeurs par bertrand le Jeune leur procureur ; lesdites demandes principales et incidentes jointes par notre sentence du vingt-trois mai de 1769 pour etre decidé par un seul et même jugement sans que les qualités puissent nuire ny prejudicier. apres que bertrand laine procureur dudit sieur Jacque Mouzon et Compagnie a conclu pour eux a ce que sans avoir egard aux demandes principales et incidentes formées par les sieurs lecomte freres dans lesquelles ils seroient déclarés non recevables en tout cas mal fondés et des fins desquelles ledit sieur Jacque Mouzon et Compagnie seroient renvoyé avec depens faisant droit sur les demandes principales et incidentes par eux formées condamner lesdits sieurs lecomte freres a leurs payer la somme de dix neuf cent soixante et quatorze livres seize sols un denier pour les droits de maltote des bois qu'ils ont fait venir en cette ville dont ils ont pretendus l'exemption comme provenant des forest de Sa majesté de puvencel fact et juré et qu'ils ont indument retenus sous pretexte de cette exemption aux interets de laditte somme a compter du jour de laditte demande et aux depens ordonner que la sentence qui interviendra sera executée par provision nonobstant opposition ou appellacion quelconque et sans y prejudicier sous la caution du bail, que la Jeunesse procureur desdits sieurs lecomte frere a conclu suivant leur acte du vingt quatre mai dernier signifié ledit jour par ledit alexandre representé en copie pour ce non contrôlé a ce que sans avoir egard aux demandes principales et incidentes dudit sieur Mouzon et Compagnie dont ils seroient deboutés avec depens sous le meritte de leurs offres faisant droit sur leur demande incidente et principale des seize novembre 1767 et 15 fevrier 1769 ordonner que les conditions portées ez article cinq de celles particulieres des fermes des droits de quarantieme et d'impositions ensemble l'arret du Conseil du vingt deux fevrier 1694 seront executés suivant leur formes et teneur ce faisant lesdits Jacque Mouzon et Compagnie dominique gendarme et Compagnie tenus en deffenses d'exiger pretendre ny percevoir aucun droit d'imposition ny de quarantieme ny aucun accessoires d'iceux sur les bois provenant des forests royales de France et de lorraine dont ils sont et seront adjudicataires sous leurs noms ou sous ceux de leurs commis lesquels bois seront exempts desdits droits conformement auxdittes conditions beaux et arrets du Conseil a l'effet de quoy lesdits sieurs lecomte seront autorisés a joindre au prix principal du bois exempt les droits d'impositions et sol pour livres pour les toucher des acheteurs et jouir de l'exemption a eux acquise sous le meritte des offres par eux faites de fournir aux fermiers des declarations exactes et specifiques des bois qu'ils tireront desdittes forests et conduiront aux frais des fermiers

lesquelles déclarations ils seront tenus de recevoir de gré à gré et sans frais qui néanmoins resteront au compte desdits fermiers au cas qu'ils soient tenus de les donner judiciairement ce qu'ils seront autorisés de faire en cas de refus de leur part en conséquence ordonner que la retenue qu'ils ont fait auxdits sieurs Mouzon et Compagnie de la somme de deux cent huit livres un sol six deniers pour les droits d'impositions desdits bois sur celle de treize cent quarante neuf livres deux sols répétée par la première demande principale de même que toutes celles faites depuis le seize novembre 1767 jusqu'au premier janvier 1768 resteront en définitif au contenu des déclarations qui en ont été fourni audit sieur Mouzon et Compagnie les condamner en outre à restituer lesdits droits d'impositions et sols pour livres des droits portés par leur déclaration du treize février de l'année dernière aux personnes de qui ils les ont touchés et à rendre auxdits sieurs le compte des mêmes droits par eux perçus au contenu à l'égard des premiers de l'état qui en sera fourni et des seconds des déclarations qui en ont été dénoncées avec les intérêts à compter du jour des demandes à leur rembourser en outre les frais des dénonciations judiciaires à eux faites desdites déclarations et de toutes celles qui les ont précédés et le seront de même que des offres réelles à eux faites dans les circonstances qui ont été déduites et pour leur vexation en cinq cent livres de dommages et intérêts et en tous les dépens en ce qui les concerne condamner pareillement lesdits sieurs dominique gendarme et Compagnie à leur rendre et restituer les droits de quarantième et sols pour livres des bois énoncés auxdites déclarations des treize dudit mois de février à ceux de qui ils les ont mal à propos perçus au contenu de l'état qui leur en sera fourni avec les intérêts à compter du jour de la demande en cinq cent livres de dommages et intérêts, au remboursement des frais de dénonciation desdites déclarations et en tous les dépens en ce qui les concerne ordonner à l'égard des uns et des autres que la sentence qui interviendra sera exécutée par provision nonobstant opposition ou appelation quelconque et sans y préjudicier. que bertrand le Jeune procureur desdits sieurs dominique gendarme et Compagnie a conclu pour eux à ce que lesdits sieurs leconte soient déclarés non recevables dans leur demande en tout cas renvoyer les parties avec dépens faisant droit sur la demande incidente formée sur le barreau condamner les sieurs freres le Conte à leur payer le droit de quarantième des bois qu'ils peuvent avoir fait venir vendus et débités en cette ville provenant des forêts royales de lorraine depuis le commencement de leur bail aussi néanmoins que ceux énoncés dans les déclarations des 7 et 13 février 1769 aux intérêts et aux dépens après que la cause a été plaidée pendant quatre audiences et vu les présentations des parties de bertrand l'ainé des quatre acoust et 17 novembre 1767, 16 may 1768, 21 février et 23 may 1769.

[signé :] Bertrand

signifié donné copie à maîtres la Jeunesse et bertrand le Jeune à metz le 7 février 1770.

- XVI -

1770, 20 février, Metz,
Jugement d'exécution du Bureau de l'Hôtel de Ville de Metz.
Arch. municipales BB 85 (registre), ft 77 (verso) et 78 (recto).

Du 20 février 1770.

Entre le sieur Jacques Mouzon et Compagnie anciens fermiers de la
maltôte du bois de chauffage au quarantième et des droits d'imposition sur les
mêmes bois de chauffage, poursuites et diligences du sieur Jean Baptiste Simon
leur directeur et receveur, demandeurs par Bertrand leur procureur.

Contre les sieurs Jean Baptiste et François Leconte frères, marchands
de bois de chauffage bourgeois de cette ville, adjournés.
Nous avons aux demandeurs, ce requérons par Bertrand Lainé leur procureur, donné
et octroyé deffaut à l'encontre desdits sieurs Jean Baptiste et François Leconte
frères, adjournés, non comparans ny procureur pour eux, et pour le profit avons
ordonné que de la somme de deux mille cent livres dont Claude Alexandre premier
huissier en ce siège s'est nanty lors de la saisie qu'il a fait sur eux par
exploit du 12 du présent mois, il en sera delivré aux demandeurs jusques à
concurrence et en tant moins de la somme de dix neuf cent soixante quatorze
livres seize sols un denier, intérêts et dépens à eux adjugés par notre sentence
du 6 du présent mois ; à quoi faire ledit Alexandre sera contraint par toutes
voies dûes et raisonnables, même par corps, quoi faisant il en demeurera bien et
valablement déchargé, et avons condamné les défendants aux dépens, à prendre
également sur ladite somme de deux mille cent livres, sauf en cas d'insuffisance
à se pourvoir contr'eux pour le surplus, ce qui sera exécuté par provision,
nonobstant opposition ou apellation quelconque, et sans y préjudicier, sous les
cautions des baux.

[signé :] Bertrand.

- XVII -

1770, 3 avril, Metz,
Jugement d'exécution du Bureau de l'Hôtel de Ville de Metz.
Arch. municipales de Metz BB 85 (registre), ft 79 (verso) et 80 (recto).

Du 3 avril 1770.

Entre le sieur Jacques Mouzon et Compagnie anciens fermiers de la
maltôte du bois de chauffage au 40^e et des droits d'imposition sur les mêmes
bois de chauffage poursuite et diligences du sieur Jean Baptiste Simon leur
directeur et receveur demandeurs par Bertrand Lainé leur procureur

Contre les sieurs Jean Baptiste et François le Comte freres marchands de bois de chauffage bourgeois de cette ville adjournes

Et encore contre le sieur dominique Gendarne adjudicataire actuel des droits de 40° et d'impositions deffendeur par Bertrand le Jeune.

Les parties comparantes ouyes Et vu la presentation de la partie de Bertrand Lainé du jourd'huy signé feuillette Nous avons aux demandeurs ce requerant par Bertrand Lainé leur procureur donné et octroyé deffaut a l'encontre desdits sieurs Leconte freres adjournes non comparens ny procureur pour eux et pour le profit faute par eux d'avoir relevé l'apel qu'ils ont interjetté par acte du sept fevrier dernier de notre sentence du six du meme mois l'avons déclaré peri et desert. En consequence avons ordonné que ladite sentence sera executée suivant sa forme et teneur de meme que la presente nonobstant opposition ou apellation quelconque et sans y prejudicier et avons condamné les defaillans aux depens avons pareillement donné et octroyé deffaut a ladite partie de Bertrand le Jeune ce requerant a l'encontre desdits sieurs Leconte freres non comparens ny procureur pour eux et pour le profit avons pareillement déclaré peri et desert l'apel par eux interjetté de notre ditte sentence et les avons condamné aux depens.

[signé:] par Bertrand.

- XVIII -

1765, 8 juin, Versailles,

Arrêt du Conseil du Roi portant prorogation de nouveaux octrois pendant neuf ans.

Arch. municipales de Metz CC 538, G 84, n° 17.

Sur la requete présentée au Roy en son Conseil par les Maitre Echevin et conseillers Echevins de la Ville de Metz contenant que par arret du 19 juillet 1757 Sa Majesté a permis a ladite Ville de continuer pendant 9 années consecutives la vente a son profit de marcs de raisins de ladite Ville, Pays messin et terre de Gorze, ainsy que la perception des droits d'octrois sur les bois houilles et charbons tels et ainsy qu'ils avoient été perçus en vertu des precedents arrêts a commencer pour les marcs de raisins aux vendanges de ladite année 1757 et pour les droits sur les bois houilles et charbons au 1er janvier 1758, comme aussy Sa Majesté a permis de continuer la perception du droit de 3 livres sur chaque muid de vin étranger qui entre et passe en ladite Ville de Metz Pays messin et terre de Gorze pendant autant de tems et jusqu'au meme terme que celle des droits sur les bois houilles et charbons, le tout suivant les adjudications qui en seroient faites par le sieur Intendant en la généralité de Metz, pour le produit desdits droits être employés sans aucun divertissement tant a l'acquiescement des dettes que ladite Ville auroit été ou seroit obligée de contracter pour les batiments qu'elle auroit été et seroit dans la necessité de faire faire a leur entretien, aux fournitures des cazernes et autres depenses

extraordinaires pour le service du Roy et du public, qu'au remboursement des capitaux que ladite Ville auroit empruntés pour la réunion des offices de receveurs et contrôleurs des deniers patrimoniaux et d'octrois, de la finance du rachat des dits offices d'échevins en titre que ladite Ville auroit reuuy a son domaine et des pertes que ladite Ville avoit faites sur les grains dont elle s'estoit aprovisionné pendant l'hiver de 1753 à 1754 pour prevenir la disette et subsidiairement avec ses autres revenus aux besoins les plus pressans de la Ville, a charge d'en rendre compte en la maniere accoutumée, Sa Majesté ayant en outre ordonné que lesdits droits seroient payés conformément aux precedents arrêts par toutes sortes de personnes sans distinction, exents non exemptes, privilégiés et non privilégiés, et comme la permission de lever ces octrois finira pour la vente des marcs de raisins aux vendanges de l'année 1766 et pour les droits sur les bois houilles et charbons et celui de 3 livres qui se leve sur le vin étranger qui entre et passe dans ladite Ville de Metz au 1 janvier 1767, que bien loing qu'il y ait de la diminution dans les dépenses extraordinaires auxquelles on employe le produit des trois differents octrois cy dessus enoncés elles se trouvent au contraire considérablement augmentées par le payement que ladite Ville doit faire a commencer en cette année du nouveau don gratuit et par la construction d'un nouvel hotel commun en execution de l'arrêt du Conseil du 24 fevrier de l'année dernière et ses revenus ordinaires suffisants a peine pour l'acquit des charges annuelles dont elle est attentive, les suplicants n'ont d'autres moyens de satisfaire aux nouvelles dépenses que de supplier Sa Majesté de leur accorder de nouveau la prorogation desdits octrois pour 9 années a l'effet d'en employer le produit conformément a leur deliberation du 12 décembre 1764 requeroient a ces causes etc. Vu ladite requete l'arrêt du Conseil du 19 juillet 1757 la deliberation des gens des Trois Ordres de la Ville de Metz du 12 décembre 1764 l'avis du sieur de Bernage de Vaux Intendant et commissaire departy dans la Généralité de Metz, ouy le rapport du sieur de Laverdy conseiller ordinaire au Conseil Royal Controlleur general des finances.

Le Roy étant en son Conseil ayant égard a ladite requete a ordonné et ordonne que le produit tant de la vente des marcs de raisins de la présente année que des droits sur les bois houilles et charbons et sur les vins étrangers pendant les années 1765 et 1766 sera et demeurera affecté au payement du don gratuit de la Ville de Metz par préférence a toute autre dépense, Permet Sa Majesté a ladite Ville de continuer pendant 9 années consecutives la vente en la maniere accoutumée a son profit des marcs de raisins du cru du pays messien et terre de Gorze, ensemble la perception des droits d'octrois sur les bois houilles et charbons tels et de meme qu'ils ont été levés en vertu des precedents arrêts et du droit de 3 livres sur chaque muid de vin étranger autre que ceux de la Lorraine et du Barrois contenant depuis 4 hottes $\frac{1}{2}$ jusqu'a cinq mesure ordinaire du Pays et a proportion pour les plus grandes ou moindres mesures qui entreront en ladite Ville ou passeront dans le pays messien et terre de Gorze a commencer pour les marcs de raisins aux vendanges de l'année 1766 et pour les deux autres octrois au premier janvier 1767, a la charge que les deniers en provenants seront annuellement employés par privilege et preference a continuer le payement dudit don gratuit suivant les réductions ordonnées tant par la declaration du 21 novembre 1763 que par l'Edit du mois de decembre 1764, et le surplus a la construction du nouvel hotel de Ville jusqu'a son entière perfection apres laquelle le produit pendant les années restantes de ladite prorogation sera pareillement employé sans aucun divertissement a parachever les deux pavillons commencés près la haute Seille pour le logement des officiers de la Garnison,

et ensuite au payement des dettes contractées par ladite Ville, dont les comptes seront rendus ainsy qu'il apartiendra Ordonne en outre Sa Majesté que lesdits droits seront payés conformément aux precedents arrêts par toutes sortes de personnes sans distinction exemptes ou non exemptes privilégiées et non privilégiées et pour l'exécution du présent arrêt toutes lettres nécessaires expédiées.

Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant a Versailles le 3 juin 1765. Signé le Duc de Choiseul.

- XIX -

1766, 11 août, Metz,

Cahier des charges de l'adjudication des droits sur les bois, houilles et charbons pour neuf ans à compter du 1er janvier 1767.

Arch. municipales de Metz, CC 597, C 93, pièce n° 15.

CONDITIONS sous lesquelles il sera cejourd'huy onze aoust mille sept cent soixante six en l'assemblée de Messieurs des Trois ordres, procedé par Monsieur de Bernage Maître des Requestes Intendant des Eveches à l'adjudication par arrêt du Conseil et lettres patentes du 8 juin 1765.

Savoir,

1. L'adjudicataire percevra pendant neuf années consécutives, à commencer au premier janvier 1767 les droits imposés sur tous les bois de chauffage, fagots, houilles, charbons et braises qui entreront dans la ville pour y être vendus ou consommés, suivant le tarif arrêté au Bureau de la ville le 30 juillet 1765 conformément aux précédents.
2. Les bois et fagots qui se consommeront dans les fours à chaux sur le ban de la ville et des Treize, y seront aussi sujets ; à l'effet de quoi les chaufourniers seront tenus de donner chaque mois au fermier, une déclaration détaillée et signée, de tous les bois de chauffage, fagots et rapoilles qu'ils consommeront dans lesdits fours, et de l'affirmer véritable pardevant le Conseiller Echevin Commissaire dudit droit, sauf l'information de recélé, suivant l'arrêt du Parlement du 11 janvier 1758.
3. Les bois qui seront vendus sur le marché, et ceux que toutes personnes résidentes dans la ville auront achetés ou fait acheter dans les forêts, soit au hasard, ou à la corde, pour leur consommation, et qu'ils feront venir à leurs risques, ne payeront le droit que sur le pied fixé par le tarif pour le char, à moins que lesdites personnes ne les fassent corder par les cordeurs jurés ; auquel cas ils acquitteront le droit sur le pied de la corde, suivant l'arrêt du Parlement du 10 septembre 1763.
4. Tous marchands de bois qui feront entrer dans la ville des bois sur des chars et charettes et qui les vendront à la corde seront tenus à peine d'amende d'en donner une déclaration au fermier, de l'affirmer à sa première requisition de recélé et d'en payer les droits sur le pied de la corde, conformément à l'arrêt du Parlement du 18 septembre 1754.

5. Les bois et fagots provenant des arrêts du Roy seront exempts desdits droits lorsque les adjudicataires les feront conduire et débiter par eux-mêmes suivant l'arrêt du Conseil du 22 juin 1694 et à charge par eux de justifier que lesdits bois proviennent de l'adjudication à eux faite.

6. En seront aussi exempts les bois et fagots pour la consommation de l'hôtel de ville, la fourniture des Corps de gardes et casernes tant de la ville que de la Citadelle, celle de l'Ecole d'artillerie, de l'hôpital militaire et pour la cuisson du pain de munition tant aux fours du Roi qu'à l'étape ; comme aussy de la poudrerie et de la monoye pour les bois, charbons et houilles destinés à leur fabrication, et pour le service de l'arsenal, à charge par les Directeurs ou autres auxquels ils seront délivrés d'en fournir chaque fois à l'adjudicataire un certificat contenant la quantité de cordes et que c'est pour le service du Roi ou de la ville.

7. Les hôpitaux de St Nicolas, St Georges, Notre Dame de Bon Secours et la Charité des bouillons, les Capucins, Recollets, Carmes déchaussés et Socurs Colottes seront pareillement exempts des mêmes droits jusqu'à la concurrence de cinq cent cordes mesure de Roi par chaque année, à répartir entre lesdits hôpitaux et maisons religieuses, suivant l'état qui en sera arrêté au Bureau de la ville, et ne pourra l'adjudicataire demander aucune indemnité pour les braises et charbons qui se consommeront dans lesdits hôpitaux et maisons.

8. Il pourra en outre être vendu et acheté en franchise desdits droits pareille quantité de cinq cent cordes mesure de Roi par chaque année, l'une portant sur l'autre, sur les billets visés par ledit commissaire, relativement à l'état qui sera aussi arrêté au Bureau de la ville, de ceux qui doivent jouir de ladite exemption, suivant l'usage.

9. Seront au surplus les susdits droits payés, conformément aux differens arrêts du Conseil qui les ont établis et prorogés, par toutes personnes sans distinction, exempts et non exempts, privilégiés et non privilégiés.

10. L'adjudication se fera à charge de tiercemens et doublemens, lesquels seront faits au greffe et signifiés nonobstant férie au domicile élu par l'adjudicataire, savoir, les tiercemens dans les trois jours qui suivront immédiatement celui de l'adjudication et qui finiront à sept heures du soir et les doublemens dans les huit jours aussy suivant immédiatement celui de l'adjudication qui finiront à pareille heure. Les tiercemens seront de trois fois la dernière enchère et les doublemens du double des tiercemens.

11. L'adjudicataire fera accéder sa femme et donnera dans les trois jours bonne et suffisante caution resséante dans la ville ou le pays messin, pour s'obliger solidairement avec renonciation au bénéfice de division et discussion au payement du prix de l'adjudication ; à faute de quoi il sera assigné au Bureau à ses frais, à la requête du syndic, pour voir ordonner qu'il sera procédé à une nouvelle adjudication à la folle enchère.

12. Sera obligé de payer les droits de greffe et ceux ordinaires de publication à la communauté des srgens de ville, de faire registrer à ses frais, au greffe des gens de mainmorte, une expédition de son adjudication, d'en remettre une dans le mois au préposé à la recette de la ville.

13. Il ne pourra relaisser son adjudication sans un consentement par écrit du bureau.

14. Le payement du prix de ladite adjudication et du sol pour livre en sus appartenant à la ville se fera annuellement de quartier en quartier et à leur échéance entre les mains du préposé à la recette de la ville et celui du montant des deux nouveaux sols, dans les mêmes termes, es mains du receveur de la régie d'iceux, à peine contre l'adjudicataire et ses cautions d'y être contraints, par corps, comme pour deniers royaux et privilégiés.

15. Le preneur ne pourra prétendre aucune réduction.

16. Les contestations qui pourront survenir pour raison de la perception des droits en principal et sol pour livre d'icelui appartenant à la ville et l'exécution des susdites conditions seront portées pardevant le Bureau de la ville.

.....
.....

BIBLIOGRAPHIE

I. SOURCES MANUSCRITES.

- Archives Nationales.

E. 1542^A (arrêts n° 1 à 40 du 21 octobre 1777) ;

E. 1542^B (arrêt du 27 octobre 1777).

- Archives Municipales de Metz.

BB 85 et 133 ;

CC 588, 597 et 615.

II. SOURCES IMPRIMÉES.

- Almanach royal, Paris, in-8° (1699-1792 ; 1814-1830), années 1777 et 1778.

- Encyclopédie méthodique. Finances, Paris, Panckoucke, 1784, 3 vol.

- Encyclopédie méthodique. Jurisprudence, Paris, Panckoucke, 1783, 10 vol.

- Joly de Fleury (J.F.). - Mémoire sur la petite Direction des Finances, 1777, publ. par M. ANTOINE, Les Conseils des finances sous le règne de Louis X dans Rev. d'hist. mod. et contemporaine, 1958, pp. 198-200.

- Jourdan, Decrusy et Isambert. Recueil général des anciennes lois françaises. Paris, 1821-1833.

- Règlement du 15 septembre 1661 portant établissement du Conseil royal des Finances, conféré avec le règlement du Conseil du 30 octobre 1767, et avec quelques observations historiques, publ. par M. ANTOINE, Les Conseils des finances sous le règne de Louis XV, dans Rev. d'hist. mod. et contemporaine. 1958, pp. 188-197.

III. OUVRAGES CONSULTÉS.

- ANTOINE (M). - Le Conseil des Dépêches sous le règne de Louis XV, dans Bibl. de l'Ecole des Chartes, tomes CXI (1953) pp. 153-208 et CXII (1954), pp. 126-181.
- ANTOINE (M). - Le fonds du Conseil d'Etat du Roi aux Archives nationales. Guide de recherche. Paris, 1955.
- ANTOINE (M). - Les Conseils des finances sous le règne de Louis XV, dans Rev. d'hist. mod. et contemporaine, 1958, pp. 161-200.
- AUCOC (L). - Le Conseil d'Etat avant et depuis 1789, Paris, 1876, 1 vol. in-8°.
- BAUDRILLART (C). - Traité général des Eaux et Forêts, Chasses et Pêches, Paris, 1823.
- BERTHELEMY (H). - Traité élémentaire de droit administratif, Paris 1908.
- BOUARD (A. de). - Manuel de diplomatie française et pontificale, Paris, 1929.
- CHAILLAND (C). - Dictionnaire raisonné des Eaux et Forêts, Paris, 1769, 2 vol.
- CHERUEL (A). - Dictionnaire historique des Institutions, moeurs et coutumes de la France, Paris, 1865, 2 vol.
- COLIN (O). - Les finances de la ville de Metz au XV^e siècle, Paris, Ecole des Chartes, 1957, tirage à part non mis en vente, Arch. Municipales de Metz, CB 263.
- Conseil d'Etat (Le). - Livre jubilaire publié pour commémorer son cent-cinquantième anniversaire (4 nivôse an VIII - 4 décembre 1949), Paris, 1952.
- DESJARDINS (G). - Le fonds du Conseil d'Etat de l'ancien régime aux Archives nationales, dans Bibl. de l'Ecole des Chartes, tome LIX (1898), pp. 5-55.
- DEVEZE (M). - Histoire des forêts, Paris, 1965.
- ESMEIN (A). - Cours élémentaire d'histoire du droit français, Paris 1921.
- ESMONIN (E). - Note sur la valeur documentaire de l'Etat de la France et de l'Almanach royal, dans Etudes sur la France des XVII^e et XVIII^e siècles, Paris, 1964, pp. 233 et suiv.

- ESMONIN (E). - Les arrêts du Conseil sous l'ancien régime, dans Etudes sur la France des XVII^e et XVIII^e siècles, Paris, 1964, pp. 183 et suiv.
- FAY (B). - Louis XVI ou la fin d'un monde, Paris, 1955.
- GOMEL (Ch). - Les causes financières de la Révolution française. I. Les ministères de Turgot et de Necker ; II. Les derniers contrôleurs généraux, Paris, 1892-1893, 2 vol. in-8°.
- LAVISSE (E). - Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution, Tome 9^e : le règne de Louis XVI (1774-1789), Paris, 1910.
- LOGETTE (A). - Le Comité contentieux des finances près le Conseil du Roi (1777-1791). Thèse Droit, Nancy, 1961.
- MARION (M). - Histoire financière de la France depuis 1715, Paris, 1914, 6 vol. (tome 1 : 1715-1789).
- MARION (M). - Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles, Paris, 1923.
- MORIET (D). - Les origines intellectuelles de la Révolution française (1715-1787), Paris, 1934.
- NECKER (J). - Du pouvoir exécutif dans les grands Etats, S.I., 1792.
- Nouvelle biographie générale depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, publ. par Firmin Didot Frères sous la direction de M. le Dr HOFFER, Paris, 1861.
- OLIVIER-MARTIN (Fr). - Manuel d'Histoire du droit français des origines à la Révolution, Paris, 1951.
- PAQUIN (S). - Les arrêts en finances rapportés au Conseil du Roi les 14 et 15 Juillet 1777. Mémoire de diplôme d'études supérieures d'histoire du droit, Nancy, 1963, dactylographié.
- SAGNIAC (PH). - La formation de la société française moderne, Paris, 1946 (Tome 2 : La révolution des idées et des mœurs et de déclin de l'Ancien Régime 1715-1788).
- SAUVEL (T). - Les salles du Conseil : recherches sur les lieux où a siégé le Conseil du Roi, dans Le Conseil d'Etat, livre jubilaire publié pour commémorer son cent-cinquantième anniversaire (4 nivose an VIII-4 décembre 1949).
- TESSIER (G). - Diplomatie royale française, Paris 1962.
- VERI (abbé J. de). - Journal, publ. par J. de Witte, Paris, 1923-1930, 2 vol. in-8°.

TABLE DES NOMS DES PARTIES

- Abbaye de Saint-Cyran : arrêt n° 13 du 21 oct. 1777, p. 157.
 Abbaye de Saint-Maixent : arrêt n° 17 du 21 oct. 1777, p. 167.
 Alençon (Ferme) : arrêt n° 36 du 21 oct. 1777, p. 211.
 arrêt n° 37 du 21 oct. 1777, p. 213.
 Alexandre Aaron : arrêt n° 23 du 21 oct. 1777, p. 182.
 Apothicaires de Troyes : arrêt n° 30 du 21 oct. 1777, p. 198.
 Aulan (marquis d') : arrêt n° 34 du 21 oct. 1777, p. 207.
- Bossuat (régie) : arrêt n° 4 du 21 oct. 1777, p. 133.
 Briard : arrêt n° 1 du 21 oct. 1777, p. 127.
 Brouard et cons. : arrêt n° 36 du 21 oct. 1777, p. 211.
- Chambre de commerce de Lyon : arrêt n° 5 du 21 oct. 1777, p. 135.
 Collan : arrêt n° 33 du 21 oct. 1777, p. 205.
 Colson : arrêt n° 27 du 21 oct. 1777, p. 190.
- Communauté des habitants de
- Belan : arrêt n° 10 du 21 oct. 1777, p. 148.
 - Brévaud : arrêt n° 29 du 21 oct. 1777, p. 194.
 - Bylley : arrêt n° 16 du 21 oct. 1777, p. 165.
 - Chatillon Guiotte : arrêt n° 9 du 21 oct. 1777, p. 145.
 - Chaudfontaine : arrêt n° 9 du 21 oct. 1777, p. 145.
 - Marchaux : arrêt n° 12 du 21 oct. 1777, p. 154.
 - Senoncourt : arrêt n° 11 du 21 oct. 1777, p. 151.
 - Theys et Herculeys : arrêt n° 14 du 21 oct. 1777, p. 160.
 - Vielley : arrêt n° 8 du 21 oct. 1777, p. 142.
- Conservation de Lyon : arrêt n° 5 du 21 oct. 1777, p. 135.
- David (Ferme) : arrêt n° 6 du 21 oct. 1777, p. 138.
 arrêt n° 7 du 21 oct. 1777, p. 140.
- Dieudonné : arrêt n° 22 du 21 oct. 1777, p. 181.
 Dosmont (abbé) : arrêt n° 31 du 21 oct. 1777, p. 201.
 arrêt n° 32 du 21 oct. 1777, p. 203.
- Dudouy : arrêt n° 2 du 21 oct. 1777, p. 129.
 Dumesnil : arrêt n° 25 du 21 oct. 1777, p. 186.
 Duport : arrêt n° 39 du 21 oct. 1777, p. 217.
- Fénelon (abbé de) : arrêt n° 21 du 21 oct. 1777, p. 179.
 Fouache (régie) : arrêt n° 1 du 21 oct. 1777, p. 127.
 arrêt n° 2 du 21 oct. 1777, p. 129.
 arrêt n° 3 du 21 oct. 1777, p. 131.
- Garrie : arrêt n° 24 du 21 oct. 1777, p. 184.
 Gourlot : arrêt n° 3 du 21 oct. 1777, p. 131.
 Goyffon : arrêt n° 39 du 21 oct. 1777, p. 217.

- Haller : arrêt n° 15 du 21 oct. 1777, p. 163.
Hellouin (marquis de Courcy) : arrêt n° 29 du 21 oct. 1777, p. 194.
Janyot : arrêt n° 38 du 21 oct. 1777, p. 215.
Krügel : arrêt n° 15 du 21 oct. 1777, p. 163.
Leboeuf : arrêt n° 35 du 21 oct. 1777, p. 209.
Leboucher : arrêt n° 6 du 21 oct. 1777, p. 138.
Leconte Frères : arrêt n° 20 du 21 oct. 1777, p. 173.
Lenoble : arrêt n° 30 du 21 oct. 1777, p. 198.
Lorges (duchesse de) : arrêt n° 31 du 21 oct. 1777, p. 201.
Lorry (inspecteur général du domaine) :
 arrêt n° 29 du 21 oct. 1777, p. 194.
 arrêt n° 1 du 27 oct. 1777, p. 222.
Mandre : arrêt n° 32 du 21 oct. 1777, p. 203.
Mayer : arrêt n° 23 du 21 oct. 1777, p. 182.
Niquet : arrêt n° 18 du 21 oct. 1777, p. 169.
Paroisse de Berry Villequier : arrêt n° 19 du 21 oct. 1777, p. 171.
Petit : arrêt n° 22 du 21 oct. 1777, p. 181.
Pirodeau (régie) : arrêt n° 5 du 21 oct. 1777, p. 135.
Petron : arrêt n° 28 du 21 oct. 1777, p. 192.
Prévost (Ferme) : arrêt n° 33 du 21 oct. 1777, p. 205.
 arrêt n° 35 du 21 oct. 1777, p. 209.
Rohan-Guémené : arrêt n° 1 du 27 oct. 1777, p. 222.
Roland : arrêt n° 40 du 21 oct. 1777, p. 219.
Rougnon : arrêt n° 37 du 21 oct. 1777, p. 213.
Saulnier : arrêt n° 38 du 21 oct. 1777, p. 215.
Schnitt : arrêt n° 15 du 21 oct. 1777, p. 163.
Vannier : arrêt n° 7 du 21 oct. 1777, p. 140.
Vautserre (baron des Adrets) : arrêt n° 14 du 21 oct. 1777, p. 160.
Ville de Lyon : arrêt n° 5 du 21 oct. 1777, p. 135.
Ville de Mantes : arrêt n° 4 du 21 oct. 1777, p. 133.
Ville de Metz : arrêt n° 20 du 21 oct. 1777, p. 173.
Villy (seigneur de Brévand) : arrêt n° 29 du 21 oct. 1777, p. 194.
Weinert : arrêt n° 15 du 21 oct. 1777, p. 163.
Wiblet : arrêt n° 26 du 21 oct. 1777, p. 188.

I N D E X

- Accensement : 74.
Acquit-à-caution : 82.
Adjudicataire des forêts royales : 78 ; 115 s.
Administration : 68 ; 93 s.
Aides : 13 ; 52.
Almanach royal : 19 (note 21).
Amidon (droits sur l') : 53 ; 76 ; 127 ; 129 ; 131.
Amortissement : 42.
ANGEBAULT : 26 ; 38.
ANSON : 50.
Appel : 75.
Arrêts (classification des) : 64.
- (date des) : 68.
- (rédaction des) : 106 s.
- (exposé des) : 65.
- (nature administrative des) : 69 s.
- (nature juridictionnelle des) : 75 s.
- contradictoires : 67.
- d'avant faire droit : 75.
- définitifs : 75.
- de grâce : 85.
- en commandement : 65 ; 87.
- en finances : 64 s.
- simples : 65 ; 87.
- sur requête : 65 s.
- sur requête simple : 66.
AVIVA : 215.
Avocat au Conseil du Roi : 65 s.
BERTHAUX (régie) : 40.
BERTIN : 111 s.
BOIS LE COMTE : 26 ; 37.
BONNAIRE DE FORGES : 26 ; 37 s ; 49 ; 67 ; 77 s ; 90 s ; 104 s.
BOSSUAT (régie) : 51 ; 76 ; 133.
BOULLONGNE : 17 ; 26 s ; 20 s ; 111 s .
Bourse commune : 53 s.
BOUTIN : 17 ; 27 ; 111.
BOUVART DE FOURQUEUX : 21.
BROE : 57 s ; 104.
BRUTE DE NIERVILLE : 26 s ; 38.
Bureau des dépêches du Contrôle général : 57 s ; 103.
Bureau des domaines : 39 ; 91 ; 98.
Bureaux des finances : 26 s.
BUSSETOLE : 26 s ; 38.

Cantonnement forestier : 77 s.
Capitation : 13.
Centième denier : 31 ; 41.
CHALLAYE : 193 s.
Chambres des comptes : 28 s ; 51.
Chancelier : 10 ; 109.
CHAUMONT DE LA GALAISIERE : 111.
Chef du Conseil des finances : 109 ; 111.
Clergé : 50.
CLUGNY : 15.
COINDET : 44.
COLBERT : 11.
COLLOT : 104 ; 200.
COMARIEU : 39.
Comité contentieux des finances : 13 ; 20 s ; 107 s.
Commissaire : 26 s.
Commissaire du Conseil : 67 ; 91.
Commission des péages : 82.
Commission pour la réformation des domaines de Bretagne : 80.
Compagnie des Indes : 32 s ; 80.
COMPANT (régie générale) : 52 s.
Concession de terre : 79.
Congé : 77.
Conseil des dépêches : 86 s.
Conseil d'Etat : 86 s.
Conseil d'Etat privé, finances et direction : 86 s.
Conseil du Roi : 3 s.
- (attributions financières du) : 92 s.
- (séances financières du) : 86 s.
- (unité du) : 88 ; 92 s.
Conseiller des finances : 15.
Conseil royal de commerce : 86 s.
Conseil royal des finances : 11 ; 48 ; 86 s ; 89 s ; 94 s ; 109 s ; 236.
Contentieux administratif : 66 ; 94 s ; 101 s.
Contrôle des actes des notaires : 41.
Contrôle général des finances : 3 s ; 8 s ; 103 s ; 227 s ; 229 s.
Contrôleur des bons d'état du Conseil : 51.
Contrôleur des restes : 51.
Contrôleur général des finances : 10 s ; 95 s.
Convois militaires : 50.
COUTURIER : 55 s ; 104.
Cour des Aides : 18 ; 22 s.
Courtiers-joueurs (droits de) : 77 ; 138.
Cuir et peaux (droits sur les) : 53.

DAILLY : 49 s.
Débets : 51.
DELISLE : 197 bis.
Deniers d'octroi des villes : 28 s.
DESBOEUF : 26 s ; 37 ; 49 ; 104.
DESNOYERS : 26 s ; 30.
Dette publique : 50 s.
Dire : 67.
Directe : 80.
Directeur général des finances : 17.
Directeur général du Trésor : 15 s.
Direction des finances : 87.
- (Grande) : 79 s ; 90 s ; 93 s ; 237.
Domaine : 13 ; 37 s ; 74 s ; 77 s ; 93 s.
- (corporel et incorporel) : 74.
Dons gratuits : 30 ; 46.
Droits d'impositions de Metz : 116.
Droits réservés : 30 ; 55.
Droits réunis : 30 ; 36.
DROUET DE SENTERRE : 45.
DUBOS : 104.
DUCHAUFOR : 26 s.
DUCLAUD : 45.
DUFOUR : 199.
DUFOUR DE VILLENEUVE (Comité contentieux des finances) : 21.
DUFOUR DE VILLENEUVE (Administration générale des finances) : 26 ; 30 s ;
84 s ; 104.
DUFRESNE : 45 s.
Eau de vie : 77 ; 133.
Eaux et forêts : 14 ; 37 s ; 40 s ; 69 s ; 77 s ; 85.
Edit du 15 septembre 1661 : 10 ; 46 ; 49.
Edit de juin 1777 : 19 s.
Emprunt : 51.
Etapas : 50.
Etat au vrai : 48 s.
Etat de distribution : 48.
Etat de caisse : 46.
Etat de la capitation : 50.
Etat du Roi (ou de distribution des finances) : 48 ; 74.
Expédition des décisions du Conseil royal des finances : 47 s.
Exploit : 42.
FARGES : 17.
Fer (minerai de) : 81.
Ferme : 13 ; 32 s ; 35 ; 47 ; 52 ; 55.
- Alaterre : 33.
- David : 36 ; 77.
- Forceville : 43.
- Henriot : 35 (note 56).
- Laure : 52.
- Prévost : 81 s.
Fers (marque des) : 53.

FEYDEAU DE MARVILLE : 111.
FIEUX : 26 ; 33.
Fontainebleau : 63.
Formule : 42.
FOUACHE (régie) : 36 ; 76 ; 127 ; 129 ; 131.
FOUQUET : 10 s ; 48.
Fourneaux : 81.
Franc-fief : 42.

Gabelles : 56 ; 83.
Gages intermédiaires des offices vacants : 54.
GAILLARD : 26 s ; 31.
Garde des sceaux : 10 ; 67.
Gardes du Trésor : 45.
GAUDIN de VALDANCOURT : 50.
GOJARD : 45.
Grâces : 32 s.
Grains (droits de mesureurs de) : 50 ; 78 ; 133.
GRATART : 26 ; 33.
Greffe et hypothèque (droits de) : 30 ; 36 ; 53 ; 77 ; 135.

HAMELIN : 51 ; 76 ; 104.
Hôpitaux : 13 ; 28 s.

Impositions directes : 50.
- indirectes : 51 ; 55 ; 76 s ; 81 s.
- de Metz : 115 s.

Indult : 33 s.
Insinuation : 41.
Inspecteurs aux boucheries : 53.
Inspecteurs des mines : 57.
Inspecteurs généraux du domaine : 33 s ; 82.
Instruction des requêtes : 23 ; 105 s.
Intendants des finances : 13 ; 18 ; 22 ; 24.
Intendants des généralités : 13 s ; 28.

JACOB : 216 ; 218.
JACOB DE SACNEY : 26 s ; 31 ; 104.
JOLAS : 186.
Justice : 68 ; 93.

LALANNE : 218.
LALOUETTE : 179.
LALBERT : 26 s ; 38.
LEFEBVRE : 104 ; 220 (note).
Lettres de ratification : 53.
Lods et ventes : 80.
LORRY : 39 ; 79 s.
LOUIS XVI : 110 s.

Maltôte de Metz : 116.
Marc d'or : 30 ; 51.
- (trésorier du) : 75.
Maréchaussées : 50.
MAUREPAS : 15 ; 111.
MELIN : 49 ; 50 s.
Mémoire : 67.
MESNARD DE CONICHARD : 46 s.
Messageries : 13 ; 51.
Mines : 56 s ; 81 s.
MIROMESNIL (Armand Thomas Hue de) : 67 ; 111.
Monnaies : 32 s.
MOREAU DE BEAUMONT : 17 ; 21 ; 24 ; 67 ; 89 ; 111 s.
MORTIER : 26 s ; 38.
MUTEL : 26 s ; 38 ; 41.
NARBOT DE CHARLONT : 26 s ; 37.
NECKER : 15 s ; 44 ; 109.
Notaire : 34 s.
NOUETTE DE LORRE : 26 s ; 38.
Nouveaux acquêts : 42.
Octrois : 54 ; 56.
Offices : 30 s.
- supprimés : 50 s ; 54 ; 76.
Opposition : 75.
Or et argent (marque des ouvrages d') : 53.
Ordonnancement des dépenses : 46 ; 48.
ORLÉSSON : 17 ; 49.
PANET : 45.
Papiers et cartons (droits des) : 30 ; 53.
PARENT : 133 ; 178.
Parties casuelles : 30 s ; 84 s.
- (trésorier des) : 75.
Passeport : 47 s.
Pays conquis : 50.
Pays d'élections : 46.
Pays d'Etats : 13 ; 46.
Pensions : 46.
PETIT DES ROSIERS : 49 ; 50.
Petit-scel : 41.
Pharmacie : 84.
Physiocrates : 36 ; 41.
PICARD : 104 ; 168.
PIRODEAU (régie) : 36 ; 53 (note 113) ; 77 ; 135.
POIGNANT : 26 s ; 33.
Poissons (droits de vendeurs de) : 50 ; 76 ; 133.
Postes : 30 ; 52.
Poudres et salpêtres (régie) : 50.
Pourvoi en cassation : 75.
Pouvoir (unité du) : 68.
Procès-verbal : 67.
Prohibé : 55.

Quatre membres de la Flandre maritime (droits des) : 54.

RACINE : 39.

Rapport : 67 s ; 103.

Rapporteur de la Grande Direction des finances : 90 s.

- du Conseil royal des finances : 12 ; 23 s ; 89 ; 112.

Régies : 35 s.

RENE (régie) : 40.

Rentes (Bureau des) : 51.

Renvoi : 75.

Réponse : 67.

Revenus patrimoniaux des villes : 14 ; 23 s.

ROTOURS : 26 ; 33 ; 35.

ROUSSELLE (régie) : 53 (note 114).

Secrétaires d'Etat : 10.

Tabac : 56 ; 81 s.

TABOUREAU DES REAUX : 15 s ; 24 ; 111 s.

Taille : 13 ; 47.

- (brevet de la) : 50.

TARBE : 50.

TERRAY : 36.

THACUSSIOS : 127 ; 129 ; 131.

Trésor royal : 13 ; 15 s ; 29 ; 45.

Traites : 55 s.

TRUDAINE : 17 ; 111.

Tutelle financière : 14 ; 28.

TURGOT : 15 ; 36.

Usages : 42 ; 77 s.

VALDEC DE LESSART : 26 ; 32 s.

VILLIERS : 47 s.

VILLIERS DE TERRAGE : 47 s.

Vingtième : 13 ; 50.

VOILQUIN : 138.

TABLE DES MATIERES

<u>AVANT-PROPOS</u>	3
<u>INTRODUCTION</u>	7
CHAPITRE PREMIER. Le Contrôle général des finances en octobre 1777 : Activités et Services	8
SECTION I. Le Contrôle général à l'arrivée de Necker	10
SECTION II. Organisation et activités des services du Contrôle général en octobre 1777	20
§ 1. Le Comité contentieux des finances	20
§ 2. Les départements de l'Administration générale des finances	25
I. Le département de Boullongne	23
II. Le département de Dufour de Villeneuve	30
III. Le département de Valdec de Lessart	32
IV. Le département de Bonnaire de Forges	37
§ 3. Les départements financiers de Necker	44
I. Le département de Dufresne	45
II. Le département de Mesnard de Conichard	46
III. Le département de Villiers et de Villiers du Terrage	47
IV. Le département de Dailly	49
V. Le département de Molin	50
VI. Le département de Hanelin	51
VII. Le département de Couturier	55
VIII. Le département de Broé	57

CHAPITRE DEUXIEME. Le Conseil du Roi statuant en matière financière en octobre 1777	62
SECTION I. Classification des arrêts des 21 et 27 octobre 1777..	64
§ 1. Classification formelle des arrêts	64
I. Les traits communs	65
II. Les différences formelles	66
§ 2. Classification matérielle des arrêts	68
I. Les décisions administratives	69
- Les arrêts relatifs à l'administration des eaux et forêts	69
- Les arrêts relatifs à la gestion du domaine royal..	74
II. Les actes de nature juridictionnelle	75
- Le contentieux des impositions indirectes administrées par Hamelin	76
- Le contentieux des domaines et des eaux et forêts administrés par Bonnaire de Forges.....	77
- Le contentieux des mines et des impositions indirectes administrées par Couturier	81
- Le contentieux des parties casuelles administrées par Dufour de Villeneuve	84
III. Les arrêts de grâce	35
SECTION II. Le règlement des affaires financières en octobre 1777	86
§ 1. Les séances réservées au règlement des affaires financières	88
I. Intervention présumée du Conseil royal des finances	89
II. Intervention non équivoque de la Grande direction des finances	90
§ 2. Les attributions financières du Conseil du Roi	92
I. La répartition des attributions financières entre le Conseil royal des finances et la Grande direc- tion des finances	94
- Le Conseil royal des finances, organe d'adminis- tration active et de règlement des affaires administratives contentieuses	94
- La Grande direction des finances, organe de jugement du contentieux domanial de l'Etat	98

II. La formation du contentieux administratif au sein du Conseil royal des finances	101
§ 3. L'examen des affaires financières	103
I. L'intervention des bureaux du Contrôle général	103
II. Le règlement des affaires par le Conseil royal des finances	109
CHAPITRE TROISIEME. Analyse de l'arrêt n° 20 du 21 octobre 1777	114
I. Régime de la fiscalité indirecte à Metz	115
II. Situation fiscale des adjudicataires des forêts du Roi	117
III. Nature de la contestation soumise au Conseil	118
IV. Dénaturation par le Conseil royal des finances de la contestations qui lui est soumise	121

o o o o o o

<u>INVENTAIRE DES ARRÊTS RENDUS AU CONSEIL DU ROI</u>	
<u>LES 21 ET 27 OCTOBRE 1777</u>	124
§ I. Arrêts du Conseil du Roi du 21 octobre 1777	126
- arrêt n° 1	127
- arrêt n° 2	128
- arrêt n° 3	131
- arrêt n° 4	133
- arrêt n° 5	135
- arrêt n° 6	138
- arrêt n° 7	140
- arrêt n° 8	142
- arrêt n° 9	145
- arrêt n° 10	148
- arrêt n° 11	151
- arrêt n° 12	154
- arrêt n° 13	157
- arrêt n° 14	160
- arrêt n° 15	163
- arrêt n° 16	165
- arrêt n° 17	167
- arrêt n° 18	169
- arrêt n° 19	171
- arrêt n° 20	173

- arrêt n° 21	179
- arrêt n° 22	181
- arrêt n° 23	182
- arrêt n° 24	184
- arrêt n° 25	186
- arrêt n° 26	188
- arrêt n° 27	190
- arrêt n° 28	192
- arrêt n° 29	194
- arrêt n° 30	198
- arrêt n° 31	201
- arrêt n° 32	203
- arrêt n° 33	205
- arrêt n° 34	207
- arrêt n° 35	209
- arrêt n° 36	211
- arrêt n° 37	213
- arrêt n° 38	215
- arrêt n° 39	217
- arrêt n° 40	219
§ II. Arrêt du Conseil du Roi du 27 octobre 1777	221

o o o o o o

<u>PIECES JUSTIFICATIVES</u>	225
§ 1. Détails de l'Almanach royal pour l'année 1773	226
§ II. Sentences et qualités du Bureau de l'Hôtel de Ville de Metz et pièces diverses concernant l'affaire jugée en Conseil du Roi par arrêt n° 20 du 21 octobre 1777	238
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	254
<u>TABLE DES NOMS DES PARTIES</u>	257
<u>INDEX</u>	259
<u>TABLE DES MATIERES</u>	265

101	.....	10 1/2 1/2 1/2
102	.....	10 1/2 1/2 1/2
103	.....	10 1/2 1/2 1/2
104	.....	10 1/2 1/2 1/2
105	.....	10 1/2 1/2 1/2
106	.....	10 1/2 1/2 1/2
107	.....	10 1/2 1/2 1/2
108	.....	10 1/2 1/2 1/2
109	.....	10 1/2 1/2 1/2
110	.....	10 1/2 1/2 1/2
111	.....	10 1/2 1/2 1/2
112	.....	10 1/2 1/2 1/2
113	.....	10 1/2 1/2 1/2
114	.....	10 1/2 1/2 1/2
115	.....	10 1/2 1/2 1/2
116	.....	10 1/2 1/2 1/2
117	.....	10 1/2 1/2 1/2
118	.....	10 1/2 1/2 1/2
119	.....	10 1/2 1/2 1/2
120	.....	10 1/2 1/2 1/2

121	.....	10 1/2 1/2 1/2
122	.....	10 1/2 1/2 1/2
123	.....	10 1/2 1/2 1/2
124	.....	10 1/2 1/2 1/2
125	.....	10 1/2 1/2 1/2
126	.....	10 1/2 1/2 1/2
127	.....	10 1/2 1/2 1/2
128	.....	10 1/2 1/2 1/2
129	.....	10 1/2 1/2 1/2
130	.....	10 1/2 1/2 1/2

